

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

---

LA

# Condition Internationale de l'Égypte depuis 1914

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*(Sciences Politiques et Économiques)*

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1922, à 15 heures

par

**LATIF HIMAYA**

Avocat

---

*Président :* M. G. DE LAPRADELLE.

*Suffragants :* M. BASDEVANT.

M. GIDEL.

---

---

Editions de « La Vie Universitaire »

Quai de Conti, 13, Paris - 1922





La Condition Internationale  
de l'Égypte depuis 1914



Digitized by the Internet Archive  
in 2026



LA  
Condition Internationale  
de l'Égypte depuis 1914

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politiques et Économiques)

Présentée et soutenue le 7 Décembre 1922, à 15 heures

par

LATIF HIMAYA

Avocat

---



*Président :* M. G. DE LAPRADELLE.

*Suffragants :* M. BASDEVANT.

M. GIDEL.

---

Editions de « La Vie Universitaire »

Quai de Conti, 13, Paris - 1922

---

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres à  
leurs auteurs.

---



## INTRODUCTION

---

*Pays des paradoxes, des mystères, de l'antique et haute civilisation, des richesses, du soleil et du Nil, l'Egypte a, depuis les temps les plus reculés, attiré l'attention des poètes qui ont chanté ses beautés, des conquérants qui ont cherché à la posséder, des savants qui ont travaillé à la découverte de ses secrets, des financiers et économistes qui ont essayé de résoudre ses problèmes complexes, des diplomates qui se sont donnés du mal pour calmer la convoitise des grandes puissances, et enfin des internationalistes qui trouvent sur son sol des difficultés toujours nouvelles pour les sujets captivants de leurs études.*

*Tous aiment cette terre d'Egypte si douce et si hospitalière pour l'étranger, tous lui souhaitent le bonheur et la prospérité et tous voudraient lui prêter assistance pour une solution de justice et de paix. Seul, le Gouvernement anglais oppose son veto à cette gracieuse initiative et combat énergiquement toute tendance ayant pour but de diminuer ses prérogatives dans ce pays dont il ne peut méconnaître la beauté et la richesse.*

*Les événements provoqués par la grande guerre ont appris à l'Univers entier que le peuple égyptien était*

*mûr pour l'indépendance. Un souffle nouveau venait d'apporter à ce pays le bienfait de l'union et de la force pour la lutte.*

*Egyptien ayant vécu ces heures critiques de l'Egypte nouvelle et assisté aux diverses tentatives de conciliation avec la Grande-Bretagne, je n'ai pu résister à la tentation de traduire ici mes impressions et de parler de mon pays. Le présent essai reflète mes idées et celles de tous les amis de l'Egypte. J'ai voulu à travers les pages qui vont suivre faire œuvre d'impartialité. Qu'on veuille accorder son indulgence pour une tâche aussi difficile.*

*Pour permettre au lecteur de suivre avec plus d'intérêt l'exposé du sujet choisi, j'ai cru bien faire en esquisant à grands traits l'histoire de l'Egypte depuis le grand Mohamed Ali.*

*J'ai consacré la première partie de ce travail, qui pourrait servir de base pour la discussion des traités et firmans mettant en cause l'avenir du pays, aux événements intervenus depuis Mohamed Aly pacha à Abbas Hilmy.*

*Le sujet prend corps à la seconde partie où je me suis contenté de tracer les faits tels que je les ai conçus à partir de 1914 jusqu'à nos jours.*

*Enfin dans la troisième et dernière partie, je me suis donné pour tâche d'apprécier, commenter et discuter autant qu'il m'a été possible la condition juridique du pays aux différentes phases de son histoire.*



*De sérieuses études étant faites sur la période antérieure à 1914, je n'ai pas voulu insister sur cette partie et je m'en suis référé aux opinions de ces éminents écrivains lorsque nos points de vue étaient les mêmes. Si je me suis permis de discuter certaines de leurs théories, c'est en fournissant les preuves pouvant les combattre et soutenant ma thèse.*

*La première étape que le pays des Pharaons a atteint par la déclaration d'indépendance constitue un pas vers la réalisation effective de ses vœux. Puisse la confiance de la nation en son souverain et son ministère cimenter l'union pour remporter la victoire complète et faire de l'Angleterre l'allié et l'amie de l'Egypte et non plus sa protectrice et sa maîtresse.*

L. H.

---





## Première Partie

---

# L'ÉGYPTE DEPUIS MOHAMED ALY A 1914

---

### CHAPITRE PREMIER

---

#### L'Égypte sous Mohamed Aly Pacha (1806-1848)

---

Lors de la campagne d'Égypte, Bonaparte ne comptant pas sur une grande opposition de la part du Sultan de Constantinople, se contenta de donner certaines explications. Sélim III ne les trouva pas convaincantes, fit alliance avec l'Angleterre et la Russie, le 12 septembre 1798, et déclara la guerre à la France.

Les débuts de Napoléon furent heureux en Égypte même, mais la situation changea lorsqu'il eut à lutter contre les ennemis du dehors. Arrivé à Saint-Jean-d'Acre le 16 avril 1799, il dû se résigner à lever le siège. Un coup funeste était porté à l'expédition d'Égypte. Forcé de quitter ce pays le 22 août 1799, il en remit le commandement suprême au Général Kléber.

Après l'assassinat de ce dernier par un fanatique le 14 juin 1800, le commandement passa au Général Menou

lequel, cinq mois après son entrée en fonction, dût capituler. L'occupation française avait duré près de 3 ans.

Les résultats moraux et économiques de cette expédition en Egypte ont été considérables.

Après l'évacuation des troupes françaises, l'Angleterre aurait bien voulu se maintenir en Egypte. Ses forces étant insuffisantes elle dut se contenter d'occuper provisoirement Alexandrie.

Le pays se trouvait alors dans une véritable anarchie. Le traité d'Amiens en fixa le statut. L'Egypte fut reconnue comme une province faisant partie de l'Empire Ottoman. Les troupes anglaises durent se retirer aussitôt cette décision prise.

C'est à partir de ce moment que Mohamed Aly fit parler de lui pendant plus de quarante ans et attira l'attention de l'Europe sur l'Egypte. Cet aventurier de génie, comme l'appelle Lamartine, fut d'abord arnaout (soldat irrégulier), ensuite lieutenant. Ses qualités merveilleuses, son esprit fin et délié le firent tout de suite remarquer.

Il débarqua en Egypte et devint de suite le Commandant supérieur de l'armée. En 1804, il refusa le titre de pacha, l'heure n'était pas propice : le Sultan avait envoyé en Egypte Khorchid pour prendre en mains le gouvernement de sa province. Mohamed Aly ne perdait pas de vue son concurrent. Aussi employa-t-il tous les moyens pour appuyer l'impopularité de Khorchid. Trouvant le moment favorable de reparaître en scène, Mohamed Aly fût aussitôt acclamé comme le Libérateur, le Dieu Sauveur, le « Pacha d'Egypte ». Il s'inspire des idées nouvelles qu'il trouve en Europe et commence par faire régner dans le pays le calme et la paix. Les mamelouks sont bientôt domptés et écrasés. Il soumet les Albanais qui s'étaient

soulevés et les envoie conquérir le Soudan. Il supprime tous les obstacles ; achète les compétiteurs, quitte à les écraser. Tout le monde l'aime et ses ennemis le craignent.

La paix rétablie, il en réforme les finances. C'est la richesse de l'Égypte qui le préoccupe. Il fait des fouilles, trouve du cuivre dans le Fertit, des émeraudes dans le Darfour, de la houille dans le Djebel Zeit, de l'or au Khor-dofon (1). Mais avant tout, il donne le premier pas à l'agriculture, source de toute la fortune de l'Égypte. Il introduit la culture du coton, qui a fait depuis la richesse du pays, de la canne à sucre, du lin, de l'indigo, du tabac.

Sous son règne les travaux publics prennent une extension considérable ; il crée de nouvelles routes, perce des canaux, établit des manufactures, des chantiers de constructions navales, des fonderies de canons. Il compose une armée nationale sur le modèle des armées européennes.

Pour le seconder dans son œuvre, il a recours aux hommes les plus habiles de l'Europe. La France lui accorde l'aide de ses meilleurs savants, architectes, etc. Deux éminents ingénieurs, Linan de Bellefon et Mongel, dirigèrent les travaux d'irrigation de toutes sortes : canaux, le barrage du Delta, ponts, chaussées, etc. Une mission égyptienne fût envoyée en Europe pour étudier les sciences. Une fois leurs études terminées, ces élèves retournaient en Égypte et enseignaient dans les écoles supérieures en langue arabe.

Il n'y a pas un point intéressant son pays pour lequel il n'ait pas mûrement réfléchi et choisi le parti le meilleur à prendre.

---

(1) Voir D'ESCAVRAC DE LANTAIRE : *Le Désert et le Soudan*.



La question du percement du Canal de Suez l'a préoccupé. Mais son instinct prévoyant et son esprit lucide lui dictèrent l'abstention. N'a-t-il pas dit, en parlant de l'isthme : « Si je creusais le Canal, je doterais l'Egypte d'un Bosphore, or, le Bosphore sera la perte de l'Empire Ottoman, et ce pays, déjà si convoité, deviendra l'objet d'ambitions redoutables pour mon œuvre et ma postérité. »

Malheureusement toutes les complications que prévoyait cet illettré de génie se sont accomplies sous le règne de ses successeurs. Et si l'Egypte souffre et gémit à l'heure actuelle c'est, peut-être et seulement, par cette erreur initiale que les Khédives n'ont pas appréciée à sa juste valeur. L'Egypte sans le Canal aurait été bien moins convoitée que l'Egypte après de Lesseps. Comment arrivons-nous à parer à cet inconvénient tout en respectant les droits acquis par les puissances étrangères et en maintenant le droit fondamental de l'Egypte et son indépendance ? La réponse à cette question vitale sera donnée plus loin.

Le pays une fois organisé, Mohamed Aly veut donner à l'Egypte la plus grande étendue de territoire possible en lui assignant ses limites naturelles. C'est la période militaire qui va laisser à ce grand chef, à ce Napoléon d'Egypte, le plus grand nom de l'Histoire égyptienne.

En 1807, les Anglais le croyant occupé à soumettre les pachas récalcitrants se dirigent vers Rosette et tentent de prendre la voie du Caire. Mais le 21 avril il les enveloppe à Hamadan, leur faisant subir de sérieuses pertes et les rejette sur Alexandrie. Le 14 septembre, voyant qu'ils n'étaient pas de taille à combattre contre un si rude adversaire, les Anglais renoncèrent à la lutte et regagnèrent leurs vaisseaux.

« Désormais, dit M. de Freycinet (1), l'Egypte se mêle à la vie de l'Europe. » Le Pacha témoignait à la France une véritable admiration et, par contre, il se méfiait profondément des Anglais. Leur dernière tentative suffit à le mettre en garde contre leurs idées de conquête.

De 1816 à 1819 il soumit les Wahabites. Il entreprend ensuite la conquête du Soudan et établit son pouvoir sur la Nubie. Son fils Ismaïl, à qui cette mission est confiée, parvient en 1821 au confluent du Nil Blanc et du Nil Bleu et entre au Sennaar.

Par sa conquête du Soudan, Mohamed Aly n'avait fait que restituer à l'Egypte les territoires qui lui appartenaient dès la plus haute antiquité. Des monuments de Thèbes prouvent que Thoulmès III de la IV<sup>e</sup> Dynastie était arrivé jusqu'aux Grands Lacs (2).

Mohamed Aly, malgré sa force grandissante, ne voulait pas briser complètement les liens qui le renaient à la Sublime Porte. Il était trop fin diplomate pour méconter ses sujets qui voyaient dans le Sultan leur seul Khalife. Mais, malgré cette considération, il tenait à ce que la chaîne qui le liait à la Porte fût la plus légère possible. Aussi ne laissa-t-il échapper aucune occasion pour arriver à ses fins.

Durant la guerre de l'indépendance de la Grèce, 1821-1829, la Porte se vit obligée de l'appeler à son secours. Mohamed Aly donna au Sultan des preuves incontestables de sa loyauté. Après de rudes combats où la flotte turco-égyptienne se montra à la hauteur de sa tâche et remporta de sérieux succès, elle fût anéantie à Navarin en

---

(2) M. DE FREYCINET : *La Question d'Egypte*.

(2) V. MASPERO : *Histoire ancienne des Peuples d'Orient*.

1827 par l'intervention des forces alliées de la France, de l'Angleterre et de la Russie.

Le Vice-Roi avait soumis le gouvernement de la Crète au pouvoir du Sultan. La Turquie sort amoindrie de la lutte avec les Grecs. Mohamed Aly est au contraire plus fort que jamais. Il s'attend à une large récompense de la part du Sultan. Mais ce dernier est jaloux des succès de son vassal et va même jusqu'à le punir en lui retirant le gouvernement du pachalik d'Acre et lui offre le gouvernement de la Crète.

Devant cette hostilité évidente, Mohamed Aly se voit obligé de prendre les devants. Il envoie son fils Ibrahim pacha en Syrie. Les choses allaient si bien que rien ne résistait au passage du grand guerrier et là où Napoléon s'était arrêté, il remporte une brillante victoire à St. Jean d'Acre. Bientôt Damas, Homs, Alep tombaient entre ses mains et il commençait l'invasion en Asie Mineure. Raschid pacha rassembla 60.000 hommes, le double de l'effectif d'Ibrahim, et le 21 décembre 1832 les Turcs attaquèrent. Par d'habiles manœuvres, Ibrahim dispersa l'ennemi qui s'enfuit. Rashid pacha fut fait prisonnier, tandis que l'armée égyptienne allait toujours en avant et menaçait Brousse. L'Empire Ottoman allait succomber sous l'épée de son vassal.

Un accord est alors signé en 1833 par Mohamed Aly et Mahmoud en vertu duquel le Vice-Roi avait les gouvernements de Damas, d'Alep, de Tripoli, de Jaffa, etc., et était confirmé dans ceux de Crète et d'Egypte (1). Mais le Sultan voulait revenir sur ses promesses. Son idée fixe

---

(1) Voir Jules COCHERIS: *Situation Internationale de l'Egypte et du Soudan*. Thèse 1903.



était de reprendre la Syrie. Il y suscite des rébellions, ce qui ne tarda à faire reprendre les hostilités. Une armée turque assez forte passa l'Euphrate le 21 avril 1839 et alla à la rencontre de celle d'Ibrahim pacha. Les chancelleries avaient appris la nouvelle vers le milieu de mai et ne purent cacher leur étonnement en constatant que tous les torts étaient du côté du Sultan.

« Il veut détruire son vassal ou succomber » écrivait le 16 mai, l'Amiral Roussin.

« La conduite emportée du Sultan qui a agi contrairement aux conseils des ambassadeurs de Constantinople, disait le Consul général d'Angleterre, n'aura pas seulement épuisé ses ressources, elle aura fort affaibli son influence morale en Turquie ; tandis que la conduite modérée et prudente d'Ibrahim pacha qui, d'après les ordres de son père, s'est abstenu de tout acte hostile, élèvera Mohamed Aly et accroîtra son influence sur les esprits dans l'Empire Ottoman. »

L'armée turque écrasée à Nezib est en déroute. Peu après Mahmoud meurt, le 30 juin 1839, et Abdel Méguid lui succède.

Il a fallu l'intervention de l'Europe pour arrêter l'élan de Mohamed et mettre fin à cette merveilleuse campagne. Les grandes puissances voyaient dans l'indépendance de la Turquie un élément essentiel de l'équilibre européen.

Sur l'avis de ses conseillers, le jeune Abdel Méguid autorise son grand vizir à envoyer une lettre de conciliation à Mohamed Aly où il est dit : « ....J'oublie donc le passé et, pourvu que Mohamed Aly remplisse exactement le devoir de sujétion et de vasselage, je lui accorde mon pardon souverain ; je lui destine une décoration magnifique et semblable à celle de mes illustres vizirs, et j'accorde

la succession héréditaire à ses fils au Gouvernement d'Egypte. »

La Porte, lasse de tant de difficultés avec le Vice-Roi d'Egypte était toute disposée à traiter avec celui-ci sur les bases proposées par Metternich et approuvées par le Cabinet de Saint-James et qui se résumaient ainsi :

1° Hérédité pour le Gouvernement d'Egypte à Mohamed Aly ;

2° Gouvernement de toute la Syrie à Ibrahim pacha ;

3° A la mort de Mohamed Aly, Ibrahim aura le gouvernement de l'Egypte et la Syrie rentrera sous l'autorité de la Porte.

Dans un esprit de conciliation et de sagesse, Mohamed Aly ne pouvait pas refuser de traiter sur de pareilles bases, quitte à lui d'obtenir toutes les améliorations possibles.

C'est alors que les puissances s'intéressent aux affaires de la Turquie et interviennent dans le conflit. Une note collective est adressée au Sultan le 27 juillet 1839 l'engageant à ne rien concéder à son vassal sans leur concours.

« Les soussignés, disent les représentants de la France, de l'Angleterre, de la Prusse, de la Russie, ont reçu ce matin, de leurs gouvernements respectifs, des instructions en vertu desquelles ils ont l'honneur d'informer la Sublime Porte que l'accord sur la question d'Orient est assuré entre les 5 grandes puissances, et de l'engager à suspendre toute détermination définitive sans leur concours, en attendant l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent . »

La France cherchait toujours à amener une entente directe entre la Porte et Mohamed Aly, tandis que les autres puissances voulaient obliger celui-ci à se soumettre

afin de garantir l'indépendance et l'intégrité de l'Empire Ottoman. C'est ce que dit la Convention de Londres du 15 juillet 1840.

Les dispositions les plus importantes de cette convention sont les suivantes :

**Art. I.** — Sa H. Le Sultan s'étant entendu avec leurs Majestés... sur les conditions de l'arrangement qu'il est de l'intention de son Hautesse d'accorder à Mohamet Ali, — conditions lesquelles se trouvent spécifiées dans l'acte séparé ci-annexé. — Leurs Majestés s'engagent à agir dans un parfait accord, et unir leurs efforts pour forcer Mohamed Ali à se conformer à cet engagement ; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant de coopérer à ce but selon les moyens d'action dont chacune d'elle peut disposer.

**Acte séparé annexé à la Convention ci-dessus :**

Sa Hautesse le Sultan a l'intention d'accorder et de faire notifier à Mohamet Ali les conditions de l'arrangement ci-dessous :

**Article premier.** — Sa Hautesse promet d'accorder à Mohamet Ali, pour lui et ses descendants en ligne directe, l'administration du pachalik d'Egypte ; et Sa Hautesse promet en outre d'accorder à Mohamet Ali, sa vie durant avec le titre de Pacha d'Acre et avec le commandement de la forteresse de Saint-Jean-d'Acre l'administration de la partie méridionale de la Syrie, dont les limites seront déterminées par la ligne de démarcation suivante.....

Toutefois, le Sultan, en faisant ces offres, y attache la condition que Mohamet Ali les accepte dans l'espace de 10 jours....

**Art. 2.** — Si dans le délai de 10 jours, fixé ci-dessus, Mohamet Ali n'acceptait point le susdit arrangement, le Sultan retirera alors l'offre de l'administration viagère du pachalik d'Acre ; mais sa Hautesse consentira encore à accorder à Mohamet Ali, pour lui et ses descendants en ligne directe, l'administration du pachalik d'Egypte, pourvu que cette offre soit acceptée dans l'espace de dix jours suivants....



Art. 5. — Tous les traités et toutes les lois de l'Empire ottoman s'appliqueront à l'Egypte et au pachalik d'Acre, tel qu'il a été désigné ci-dessus. Mais le Sultan consent qu'à condition du paiement régulier du tribut sus-mentionné, Mohamet Ali et ses descendants perçoivent, au nom du Sultan et comme délégués de sa Hautesse, dans les provinces dont l'administration leur sera confiée, les taxes et impôts légalement établis. Il est entendu en outre que, moyennant la perception des taxes et impôts sus-dits, Mohamet Ali et ses descendants pourvoiront à toutes les dépenses de l'administration civile et militaire des dites provinces.

Mohamed Aly était obligé d'évacuer les territoires occupés sous peine de voir les puissances agir contre lui. En exécution de la dite Convention, l'amiral Napier se présentait devant Beyrouth et enjoignait au gouverneur Soliman (le colonel Sèvres) d'évacuer la ville et la Syrie, tandis que l'amiral Stopford s'établissait devant le port d'Alexandrie. Le 11 septembre, la flotte anglaise bombardait déjà Beyrouth et le Sultan prononçait le 14 la déchéance de Mohamed Aly et nommait à sa place Izzet Mohamed.

La France agissait sur Mohamed Aly dans le sens de la conciliation. Ce dernier avait enfin réduit ses prétentions à l'Egypte héréditaire et à la Syrie viagère. Il finit par se soumettre à la force. L'armée d'Ibrahim commençait à se démoraliser et la Syrie était irrévocablement perdue pour l'Egypte. Le Sultan rendit à la date du 13 février 1841 un Firman où on lit notamment :

« Mon Vizir,

« C'est avec une vive satisfaction que J'ai été informé de la soumission que tu viens de faire...

« Dans cette conviction, Je t'ai réintégré dans le Gouvernement d'Egypte, et J'ai ajouté le privilège de l'hérédité de ce gouvernement dans les conditions suivantes:

« Lorsque le Gouvernement d’Egypte deviendra vacant, il sera confié à celui de tes enfants mâles qui sera préféré et choisi par toi et le même principe sera suivi à l’égard de leurs enfants mâles. En cas d’extinction de ta descendance masculine, Ma Sublime Porte confiera le gouvernement à quelqu’un autre et les enfants mâles issus de la ligne féminine n’y auront aucune espèce de droit. Celui de tes fils qui sera choisi pour te succéder dans le gouvernement d’Egypte devra se rendre en personne à Constantinople pour y recevoir l’investiture.....

« En temps de paix, dix-huit mille hommes de troupe suffisent à la sécurité intérieure de l’Egypte, ce nombre ne pourra être dépassé. »

Le Vice-Roi reçut ce firman avec le plus grand respect, néanmoins il se permit de faire 3 objections auprès de la Porte :

1° La première sur le mode d’hérédité qu’il souhaitait conforme au senoriat oriental d’après lequel le pouvoir passe en ligne directe dans la postérité mâle, de l’aîné à l’aîné parmi les fils et les petits-fils ;

2° Le tribut à payer à la Porte devrait être fixé au lieu de représenter une quote-part dans les revenus de l’Egypte ;

3° Son aptitude à ne nommer des officiers qui ne lui était dévolue qu’à un grade inférieur.

Le Sultan rendit un nouveau firman consacrant ces 3 modifications. Un autre Hatti-Chérif distinct et du 13 février 1841 investit Mohamed Aly, à titre viager, du gouvernement de la Nubie, du Darfour, du Khordofan, du Sennaar et dépendances.

A partir de 1841, l’Egypte a possédé sa charte constitutionnelle sous le contrôle et avec la garantie des puissances : l’Angleterre, l’Autriche, la Prusse, la Russie et plus tard la France.

De ce jour, l'Egypte devint partie intégrante de l'Empire Ottoman. Il est dit dans la Convention de Londres : *« L'Europe tout entière garantit que cette province ne peut pas être détachée des domaines du Sultan pour tomber en la possession d'une des grandes puissances. »* Cette clause suffit encore aujourd'hui pour prouver l'illégalité de l'intervention anglaise dans la politique égyptienne.

L'Egypte tout en étant une province jouissait d'une parfaite autonomie et d'une grande indépendance.

Ainsi, l'Egypte, grâce au génie supérieur de Mohamed Aly et aux talents militaires d'Ibrahim, était devenue une forte puissance avec laquelle il a fallu compter et qui, sans l'opposition de l'Europe, aurait déterminé le démembrement de l'Empire ottoman.

Dans les derniers mois de sa vie, Mohamed Aly a été atteint d'un affaiblissement mental qui nécessita la régence de son fils Ibrahim. En 1848 Abbas, petit-fils de Mohamed Aly remplaçait Ibrahim après sa mort. Mohamed Aly ne mourut que le 2 août 1849.

Malheureusement le nouveau pacha était loin d'avoir toutes les brillantes qualités de son grand père. Il ne pensait qu'à accroître sa fortune personnelle et à dilapider les finances de l'Etat. Il se soumit complètement aux désirs de la Porte. Plus il montrait de la bonne volonté, plus le Sultan était exigeant.

---



## CHAPITRE II

---

### Mohamed Saïd et le Canal de Suez (1854-1863)

---

A la mort d'Abbas, Mohamed Saïd pacha lui succédait le 14 juillet 1854. Il était le plus jeune des fils de Mohamed Aly. Il entreprit certaines réformes utiles, mais il inaugura malheureusement la méthode néfaste des emprunts qui devait aboutir à l'ingérance étrangère dans les affaires du pays.

De Lesseps, alors qu'il était Consul au Caire, s'était lié d'amitié avec le jeune Mohamed Saïd. Aussi, lorsque celui-ci monta sur le trône, de Lesseps lui envoya une lettre le félicitant et lui demandant un rendez-vous pour discuter l'affaire de l'isthme, sujet favori du grand ingénieur. Le 15 Novembre 1854, Saïd acceptait les plans de son ami et le 30 Novembre il signait l'acte de concession.

L'Angleterre avait été hostile à toute idée concernant le percement de l'isthme de Suez. Déjà la Campagne d'Égypte l'avait tellement alarmée pour l'Inde que Napoléon a pu dire avec juste raison de Saint Hélène : « Les Anglais ont frémé de nous voir occuper l'Égypte. Nous montrions à l'Europe le vrai moyen de les priver des Indes. »

Avant de Lesseps déjà un groupe de Saint-Simoniens sous l'ordre d'Enfantin avaient entrepris un voyage en

Egypte pour étudier le projet sur place, mais Mohamed Aly se montra intransigeant et ne voulut à aucun prix entendre parler de pareils travaux.

Dès que de Lesseps fut autorisé à entreprendre les travaux il s'adressa en Angleterre pour avoir les fonds nécessaires. Il résolut de constituer une société de 400.000 actions de 500 frs et faire appel aux capitaux du monde entier. Il restait un nombre de 85.506 actions que Mohamed Saïd prit pour le compte de l'Egypte indépendamment des actions qu'il possédait déjà.

Le Sultan, sur l'insistance de la Grande Bretagne, ne ratifia pas le contrat de concession consenti à de Lesseps et ordonna l'interruption des travaux. Napoléon III dût intervenir en faveur de de Lesseps, et plusieurs semaines plus tard le Sultan finit par donner son consentement. Toutefois le service de la Covée était supprimé.

Le Canal de Suez fut inauguré avec toute la pompe due à l'esprit inventif d'Ismail Pacha en 1869. L'inauguration fut présidée par l'Impératrice Eugénie, aux côtés de laquelle se trouvait l'Empereur d'Autriche François-Joseph. Les gouvernements mentionnèrent la nouvelle de l'inauguration dans leur harangue officielle comme un évènement de paix universelle.

---

## CHAPITRE III

---

### Ismail Pacha (1863-1879)

---

La question égyptienne changea de phase à partir de la fin du règne de Mohamed Aly. Il n'est plus question d'intervention européenne pour régler les affaires entre le Sultan et son vassal.

La période qui s'ouvre avec le premier emprunt de Mohamed Saïd pacha amènera la débacle financière sous le règne d'Ismail. Ce dernier avait les meilleures intentions à l'égard de son pays. Il voulait et rêvait une Egypte indépendante et plus grande. Avec assez d'habileté il parvient à réduire les liens de l'Egypte vis à vis du Sultan. Voilà comment le dépeint de Chousky dans « *Croquis Egyptien* ».

« De taille moyenne, de manières distinguées, hospitalier et beau parleur, il n'avait conservé du musulman fanatique et de son origine que le regard étrange, quoiqu'un peu adouci de Mohamed Aly. »

En parlant de lui on ne peut oublier la célèbre phrase qu'il disait souvent : « Mon pays n'est plus en Afrique, il fait partie de l'Europe. » En effet, grâce à ses efforts, toujours grandissants, l'Egypte connut une ère de civilisation digne de l'œuvre de Mohamed Aly. Ismail pacha entreprit de grands travaux publics. Il embellit et trans-

forma la ville du Caire. C'est sous lui que l'Opéra de la capitale ouvrit ses portes, que la grande route des Pyramides bordée de magnifiques accacias a été entreprise et terminée. Des quartiers entiers ont été établis et portent son nom jusqu'à nos jours au Caire.

Edmond About le dépeint comme un prince d'une hospitalité fastueuse. Personne n'oubliera la grande cérémonie de l'inauguration du Canal de Suez qui lui coûta 500.000 livres.

Il faut remarquer que l'avènement d'Ismaïl correspondait avec la guerre de Sécession en Amérique. Ce fait rendit un grand service en Egypte en favorisant la vente du coton qui atteignit durant ces années des prix fabuleux. Ismaïl, grand propriétaire, jouissait d'une très grosse fortune. Aussi, lorsque la crise fatale arriva quelques années après, l'habitude des dépenses était enracinée en lui et il ne pouvait pas s'en débarrasser.

Son grand défaut qui le perdit et perdit l'Egypte avec lui, était ses besoins incessants d'argent. Toutes ces somptuosités réclamaient des fonds. Ismaïl était fait pour le grand luxe et ne pouvait vivre que dans le luxe : aussi dépensait-il sans compter.

Pour avoir plus de liberté d'agir, il s'adressa au Sultan qui lui accorda la liberté de contracter. Les puissances ne pouvaient pas s'y opposer étant donné qu'il ne s'agissait nullement du contrôle et du respect des clauses politiques. Ismaïl avait encore le dessein de s'émanciper. Il multiplia ses voyages à Constantinople et ses cadeaux au Sultan et chaque fois il revenait au Caire avec des concessions nouvelles.

D'abord c'est le firman du 27 mai 1866 qui déterminait l'ordre de succession au trône non seulement pour



l'Egypte mais de même pour les territoires soumis à son autorité tels : Souakim, Massouah. Il obtint la faculté d'élever l'effectif de l'armée jusqu'à 30.000 hommes et le titre de « Khédive » au lieu de simple gouverneur.

C'est ensuite le firman du 8 juin 1867, celui de 1869 et surtout celui de 1873.

Ce dernier firman résume les attributs souverains conférés au Khédive. Il lui confirme le droit absolu de contrôle, l'administration intérieure et financière du pays, l'autorise à conclure des conventions économiques avec les puissances étrangères, sans toutefois que les dites conventions puissent porter atteinte aux traités politiques de la Porte, lui permet de contracter des emprunts ; d'avoir sur pied une armée aussi forte que peut l'exiger les besoins de la défense, etc.....

Avant de parler des difficultés financières que traversa l'Egypte sous le règne d'Ismail, disons un mot sur l'établissement des tribunaux mixtes en Egypte.

L'Egypte étant une province de l'Empire Ottoman devait, par le fait même, subir les restrictions imposées à la Turquie et notamment : les Capitulations. Tout le monde sait que les premiers traités portant ce nom ont été passés entre Soliman le Magnifique et François 1<sup>er</sup> en 1516. En vertu de cette faveur, il existe en Egypte autant de justices consulaires qu'il y a de nationalités différentes. Les étrangers jouissaient d'une immunité complète en ce qui concerne la Législation, la Justice et l'Administration. Ce principe était défectueux. La règle admise était : « *actor sequitor forum rei* », c'est le tribunal du défendeur qui seul compétent pour le juger de sorte qu'il était impossible d'introduire une demande reconventionnelle devant le Tribunal du fonds. Les inconvénients

multiples résultant de ce système attirèrent l'attention d'Ismail qui chargea son ministre Nubar pacha d'intervenir auprès des principales puissances pour obtenir l'unification de la Justice et la création d'un seul Tribunal ayant compétence pour juger les procès entre étrangers de différentes nationalités ou entre étrangers et indigènes. En vertu de ce principe, les étrangers ont pu arriver à traduire l'Administration, le gouvernement égyptien devant ces nouveaux Tribunaux, alors qu'auparavant l'administration se retranchait derrière plusieurs artifices et aucune juridiction ne se trouvait compétente pour la juger. On fait remonter l'idée ingénieuse de la création des Tribunaux mixtes en Egypte au juriconsulte autrichien Lapenna. C'est le premier qui présida la Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie. Le mérite d'avoir donné corps à cette idée et d'avoir chaudement soutenu la lutte pour l'établir revient à Nubar Pacha. Ce dernier, malgré toutes les oppositions et les entraves qu'il trouva, sût, à force de bonne volonté et de lutte, arriver à ses fins. Les pourparlers avec les puissances furent engagés en 1867, mais la Porte essaya de les entraver. On lui opposa les termes formels du Firman de 1873. Quatorze Etats finirent par tomber d'accord sur la nouvelle justice et la mise en vigueur fut fixée pour le 1<sup>er</sup> janvier 1876. La nouvelle institution obtint immédiatement un succès sans précédent. Les Anglais sont restés jaloux jusqu'à nos jours du bon fonctionnement de ces Tribunaux. Ayant agi un peu trop brusquement en 1919, le projet Brunyate pour une modification d'une réforme judiciaire a mis le feu aux poudres et c'était là le premier germe de la Révolution Egyptienne qui fera le principal sujet de cette étude. Aujourd'hui, toutes les puissances étant satisfaites du bon fonctionne-

ment de ces Tribunaux, voudraient élargir leur compétence et l'étendre à la connaissance des procès criminels et de certains débats concernant les affaires du statut personnel qui restent encore exclusivement de la Compétence des Consuls. Cette réforme est l'une des plus belles pages d'Histoire due à l'œuvre du grand Ismaïl. Malheureusement il n'en fût pas de même pour toutes ses autres entreprises.

### **Embarras financiers.**

« Nulle part au monde, dit lord Milner (1), toutefois l'influence de l'administration des deniers publics sur le bien être des particuliers n'est plus directe ni plus évidente qu'en Egypte. » L'argent emprunté par Ismaïl ne serait pas perdu s'il avait été utilement employé. Le Khédivé avait de beaux rêves pour les travaux d'utilité publique. Mais Ismaïl n'est pas le seul coupable. Il faut surtout accuser « cette bande d'escrocs, européens pour la plupart, dont Ismaïl était entouré et dont avec sa phénoménale incapacité de conclure des marchés avantageux, il était devenu la proie facile » (2). Saïd pacha n'avait laissé à son successeur qu'une dette de 3 millions.

En 1870, Ismaïl emprunte 7 millions de Livres, sur laquelle somme on ne lui verse que 5 millions ; en 1873, il emprunte 32 millions et ne reçoit que 20.700.000 livres.

Les Européens profitaient de cette prodigalité pour réclamer des indemnités au gouvernement Egyptien. Déjà Napoléon III dans sa sentence arbitrale du 6 Juillet 1864, dans l'affaire du Canal de Suez, avait condamné le Khé-

---

(1) V. MILNER : *L'Angleterre en Egypte*.

(2) V. MILNER :                »                »                p. 265.

dive à verser à la Société la somme de 84 millions de francs payables par annuités. De telle sorte qu'on a pu rapporter l'anecdote suivante : Ismaïl avait reçu chez lui un de ces « concessionnaires étrangers », dit à ses serviteurs : « Fermez cette fenêtre car si Monsieur venait à attraper froid, il m'en coûterait 10.000 livres. »

En 1880 la dette égyptienne s'élevait à près de 99 millions de livres sterlings. Non seulement Ismaïl avait recours aux emprunts extérieurs mais il tâchait de faire produire des impôts par tous les moyens en son pouvoir. En 1871 ayant toujours besoin d'argent il promulgua la Loi de la « Moukabalah » qui dégrevait tout contribuable à perpétuité de la 1/2 de ses impôts s'il versait au Trésor une somme égale à 6 annuités de ses contributions foncières. L'opération qui devait être un grand danger pour l'avenir ne rapporta que 5 millions de Livres égyptiennes (1).

En 1874, au moment où le Khédive se débattait, la Turquie tombait en faillite. La situation eut sa répercussion sur les valeurs égyptiennes. Mais les besoins d'Ismaïl augmentaient toujours et surtout les échéances étaient imminentes.

Pour faire face à ses paiements Ismaïl employa un moyen extrême. Il lui restait en portefeuille 176.000 actions du Canal de Suez. Il se décida à les vendre. Il les proposa d'abord à la France qui n'en voulut pas. L'Angleterre ne pouvait certainement pas laisser échapper une si belle occasion. C'est le premier pas qu'elle faisait et certainement de beaucoup le plus important pour s'ingérer dans les affaires d'Egypte.

---

(1) La livre égyptienne est de 100 piastres, elle vaut 1 £stg. 0 Sh. 6 pence.



Les 100 millions payés au Khédivé permirent au gouvernement égyptien de respirer un moment.

En 1875 l'Angleterre chargeait M. Cave, juge avocat général, d'étudier sur place la situation des finances égyptiennes et de rechercher les garanties que le gouvernement pouvait offrir à ses créanciers. Par son rapport, il concluait que la situation n'était pas complètement désespérée, mais il constatait que les ressources étaient taries par l'effet de la loi de la Moukabalah. Il recommandait au Khédivé de restreindre ses dépenses somptueuses. Il demandait l'unification de la dette et la constitution d'un bureau de contrôle.

Le 3 Mai 1876, Ismaïl fut contraint de signer le décret créant la Caisse de la Dette qui n'avait que 3 membres étrangers : un Français, un Autrichien, un Italien — un Anglais fut introduit en 1857. — C'est la première atteinte directe à l'autorité propre du Khédivé. Par ce moyen les puissances exerçaient sur lui une tutelle.

Le décret du 7 Mai 1876 unifiait la dette qui s'élevait à 91 millions Lstg. à 7 %. Cet intérêt fut réduit à 5% par un décret du 22 Avril 1879.

Des créanciers protestèrent contre la diminution des intérêts. Ismaïl pacha fut amené, par un acte du 18 Novembre 1876, à confier l'administration financière de l'Égypte à 2 contrôleurs généraux, l'un anglais, l'autre français. Mais les impôts rentraient toujours mal. La Commission d'enquête établit un rapport et l'adressa au Khédivé le 13 Août 1878. Sir Wilson, le rapporteur de la Commission faisait ressortir le caractère arbitraire et absolu du Khédivé et déclarait celui-ci personnellement responsable du déficit. Il demandait pour la garantie de ces dettes que le Khédivé consentit à abandonner la totalité des biens

divers Dairas. Après bien des hésitations, Ismaïl se vit obligé de sanctionner ce rapport.

Le 28 Août il chargea Nubar pacha de constituer un ministère responsable où furent appelés 2 ministres européens le 14 Octobre : Sir Wilson en qualité de Ministre des Finances et M. de Bleignières en qualité de Ministre des Travaux Publics. C'était la consécration du condominium anglo-français. L'Angleterre avait seule un avantage appréciable. A cette époque un emprunt de 8.500.000 Lstg à 5 % connu sous le nom « d'emprunt domanial » fut conclu par l'Egypte avec la garantie d'une hypothèque grevant 425.729 feddans appartenant aux membres de la famille Khédivale sans compter les maisons. Une commission de 3 membres : un anglais, un français et un égyptien, avaient l'administration de ces biens jusqu'au complet amortissement de l'emprunt.

Ismaïl, une fois le ministère formé, déclinait toute responsabilité politique. Pour réaliser des économies, Nubar était obligé de licencier une partie de l'armée, il donnait moitié solde à 2.500 officiers. Le 18 Février 1879 les intéressés se livrèrent à une violente manifestation. A la suite de cet incident Ismaïl exigea la démission du premier ministre et assumait lui-même la présidence du Conseil. Mais, sur l'opposition des puissances, il se vit obligé de la passer à son fils Mohamed Tewfik pacha. Les ministres étrangers avaient toujours le droit d'opposer leur veto à toute mesure qu'ils ne jugeraient pas utile.

Le 7 Avril, Ismaïl ne pouvant supporter plus longtemps cet état de chose, faisait réunir les consuls généraux et leur déclarait que devant l'opposition de toutes les classes de la population, il les priait de transmettre à leurs gouvernements un projet qui lui était adressé. Ce projet vi-

sait la formation d'un ministère entièrement indigène et responsable devant une Chambre des Députés. Il proposait l'établissement du contrôle. « En tant que chef d'Etat et qu'Egyptien, disait-il, je considère comme un devoir sacré de suivre l'opinion de mon pays et de donner une satisfaction à ses légitimes aspirations. » C'était un véritable coup d'Etat.

La Commission d'enquête donna sa démission au Khédive qui l'accepta le 12 Avril. Elle lui remettait un rapport qui réclamait des sacrifices aux créanciers et proposait d'abaisser l'intérêt de la Dette Unifiée à 5 %/o. A partir de ce moment la Crise égyptienne se précipitait pour aboutir à la déchéance d'Ismail.

Le Khédive promulgua le 22 Avril un règlement financier contre lequel toutes les puissances protestèrent. Ismaïl reçut officieusement des Cabinets de Londres et de Paris le conseil d'abdiquer. Il voulut en appeler à la Sublime Porte qui lui signifia le 25 Juin sa destitution et son remplacement par son fils Tewfik.

Ismaïl ne mourut que le 3 Mars 1895 à Constantinople.

---

## CHAPITRE IV

---

### Tewfik Pacha (1879-1892)

---

Lord Milner donne le portrait de Tewfik pacha en ces termes : « Tewfik était par nature le moins despote des hommes ; il ne désira probablement jamais dépasser les bornes du rôle important qui lui appartenait de droit. La presse européenne l'a représenté comme un pantin inoffensif, ne possédant pas l'affection de son peuple et n'ayant sur celui-ci aucune influence. Cette appréciation eut été exacte au moment où nous occupâmes le pays, mais pendant les dernières années, la situation meilleure avait fait de lui un homme tout autre. Ce caractère était par excellence de nature à le préserver de devenir une puissance dangereuse ou gênante. Il n'avait ni les qualités d'un conquérant ni le génie d'un homme d'Etat ; il n'avait ni la force de volonté ni la perverse fécondité des ressources de son père..... Si Tewfik avait vécu 10 ans de plus, la question égyptienne serait certainement sortie de la phase critique qui dure encore » (1).

Avec la faiblesse extrême de son caractère, chacun entendait lui imposer sa volonté : le Sultan, le Ministère, les Contrôleurs et surtout les militaires dont les exigences ne connaissaient plus de limites.

---

(1) v. *Sir Alfred Milner* : p. 207 et s.



Le firman d'investiture de Tewfik, rendu le 7 Août 1879, apportait quatre restrictions aux concessions antérieures à savoir :

- 1° Le Sultan limitait le droit d'émettre des emprunts ;
- 2° Toute convention passée avec l'Egypte devait être communiquée à la Porte avant sa promulgation ;
- 3° L'armée égyptienne ne pouvait guère dépasser 18.000 hommes ;
- 4° Interdiction d'aliéner tout ou partie de ses droits de Khédivé ou toute parcelle de son territoire.

Sur la proposition de M. de Freycinet, chef du Cabinet français, et l'assentiment des autres puissances, Tewfik instituait le 30 Mars 1880 par décret la « Commission Internationale de Liquidation » après avoir rétabli en Septembre 1879 le contrôle général des recettes.

La Commission de liquidation se composait de deux membres français, deux anglais, et un membre seulement pour chacun des trois autres pays : l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Italie. L'Egypte avait un délégué, simple assistant aux délibérations. Cette Commission prépara la « *Loi de Liquidation* » qui est le Code financier et la Charte Budgétaire de l'Egypte.

Cette loi est divisée en 5 chapitres :

1° *La Dette Consolidée*, comprend la Privilégiée et la dette unifiée. La dette privilégiée s'élève à 22.689.800 Lstg et a pour gage les versements des chemins de fer de l'Etat, des télégraphes et du Port d'Alexandrie.

La dette unifiée a pour gage la recette des douanes, des moudirieh de Gharbieh, de Menhoufia, Béhéra et Assiout. Le budget égyptien est fixé à 4.897.888 L. Eg. y compris le tribut à payer à la Porte. Il faudrait le consentement de

commissaires de la dette pour permettre au gouvernement égyptien de contracter un nouvel emprunt.

2° *Dairahs* : Les biens de Dairah Sanieh et ceux de Dairah Khassa se confondent avec les biens de l'Etat, mais ils sont insaisissables jusqu'à l'amortissement complet de la dette générale de la Dairah Sanieh.

3° *Dette Flottante* : est formée des créances résultant des décisions judiciaires, d'engagements pris en Egypte ou à l'étranger avant 1880 autrement que sous forme d'emprunts publics, arrérage de pensions ou traitements, dépôts à rembourser.

4° *Moukabalah*. Cette loi est définitivement abolie. Les propriétaires qui y ont satisfait auront une indemnité.

5° *Dispositions générales* : les opérations sur la loi de Liquidation seront portées sur un compte spécial.

Cette loi avait pour souci de protéger l'intérêt des créanciers étrangers et établissait un état de choses précis.

Peu après Tewfik se trouvait dans une période de troubles qu'il n'a pas pu réprimer avec la force nécessaire. troubles qui occasionnèrent l'intervention et l'occupation anglaise du pays.

Des officiers de l'armée égyptienne mécontents tenaient souvent des réunions où Arabi (1) pacha et deux de ses col-

---

(1) Arabi descendait d'une famille de fellahs habitant un petit village de Charkieh. Il fut enrolé par force dans l'armée de Saïd pacha et congédié après avoir obtenu le grade d'officier. Il voulait s'instruire et fréquenta l'Université d'El Azhar où il apprit le Coran par cœur. Il fit partie de la campagne d'Abyssinie sous le règne d'Ismail. — Entré ensuite dans la fabrique de sucre du Khédive où, s'étant querellé avec son directeur, il fût bientôt congédié. Revenu au Caire, il fut élu lieutenant-colonel. En 1876-1878, il organisa une société secrète d'officiers fellahs. A l'avènement de Tewfik pacha, Arabi était inconnu de la masse du peuple.

lègues assistaient. Le but de ces réunions était d'abord d'arriver à déposer le Ministre de la Guerre, Osman Pacha Rifki qu'on suspectait de favoriser les officiers étrangers au détriment des nationaux. En second lieu ils demandaient l'accroissement des pouvoirs de la Chambre. On peut faire remonter à cette date les premières aspirations nationales égyptiennes et l'on murmurait déjà la formule : « L'Egypte aux Egyptiens ».

Tewfik pacha, au lieu de consentir quelques concessions afin de calmer les esprits surexcités, négligeait totalement ce mouvement. Voici comment M. de Freycinet envisage cette question : « Les écrivains du temps, dit-il, ont souvent affecté de ridiculiser cette prétention, il semblerait que la Nationalité égyptienne était un mythe et qu'il y avait dans la vallée du Nil que des Fallahs courbés sous le bâton..... Il ne faut rien exagérer, mais il y avait au fond des cœurs des Egyptiens, 40 ans plus tard, certaines aspirations dont il était possible, dans une proportion modeste, de tenir compte » (1).

Le colonel d'un régiment de cavalerie fut révoqué vers le milieu de Janvier 1881 pour faits de services et remplacé par un circassien. Il a fallu cet incident pour faire éclater l'orage. A la suite d'une enquête adressée à Riaz pacha pour réintégrer l'officier révoqué, il fut décidé de sévir contre les colonels des 3 régiments, auteurs de l'opposition. Mais la nouvelle s'ébruita. Les colonels convoqués au Ministère de la Guerre donnèrent l'ordre à leurs officiers d'attaquer le Ministère dans le cas où ils seraient retenus pendant plus de deux heures. L'ordre fut suivi et le Mi-

---

(1) V. M. DE FREYCINET : *La Question d'Egypte*.

nistre Osman pacha n'eut que juste le temps de fuir les agresseurs en sautant par la fenêtre.

A la suite de cet incident le Ministère Chérif pacha donna sa démission. Mahmoud Sami pacha El Baroudi fut chargé de former un nouveau cabinet et choisit ses collègues parmi les partisans d'Arabi. Il confia à ce dernier le portefeuille de la guerre. Le nouveau ministère mit à l'écart les 2 contrôleurs. Tewfik pacha, sur la réclamation du premier ministre permit à la Chambre des Notables d'examiner et voter le budget à l'exception des services du tribut, de la dette et des engagements internationaux.

La France et l'Angleterre, voulant éviter un danger imminent s'empressèrent de remettre au Khédive une note du 8 Janvier 1882, déclarant le soutenir contre le parti militaire. Cette note ne produisit pas l'effet attendu, elle augmenta au contraire les partisans d'Arabi qui considérèrent que les deux puissances s'ingéraient à tort dans les affaires intérieures du pays.

Le 10 Avril 1882 des officiers circassiens ourdirent un complot contre Arabi. L'un d'eux dénonçait ses camarades. Arabi prit des mesures sévères contre ces dits officiers. Il les fit emprisonner et traduire devant la Cour Martiale. Leur condamnation fut tellement sévère que le Khédive hésita à ratifier le jugement. Osman pacha Rifki, l'ancien ministre, était puni de dégradation avec internement au Soudan. Tewfik pacha eut l'idée de s'en référer à la Porte et le 9 Mai il signa un décret commuant les peines à la satisfaction de l'opinion publique.

Une crise éclata aussitôt entre le Khédive et ses ministres. Ceux-ci voulaient la convocation de la Chambre pour la saisir de leurs griefs. La demande d'Arabi de faire déposer le Khédive fut rejetée par le président de la Chambre.



La situation s'aggravait de jour en jour. Il fallait mettre un terme à ces choses. La France prit l'initiative et proposa à lord Granville ce qui suit :

1° La France et l'Angleterre enverront chacune 6 bâtiments pour Alexandrie.

2° La Turquie devra s'abstenir de toute intervention en Egypte.

3° Les deux grandes puissances devront soutenir Tewfik pacha qui a agi conformément à leurs conseils.

La nouvelle de l'envoi d'une escadre à Alexandrie produisit un effet extraordinaire en Egypte. Les Ministres et Arabi en tête firent leur soumission à Tewfik pacha. Ce dernier aurait pu les destituer du pouvoir mais il n'en eut pas le courage.

La France fit une dernière tentative pour l'éloignement d'Arabi et de quelques uns des meneurs. Mais le Khédive ne pût s'y décider.

Le 20 Mai l'escadre anglo-française mouillait devant Alexandrie. Le 25 les représentants de la France et de l'Angleterre remettaient au premier ministre Mahmoud Sami une note demandant la démission du Ministère, l'éloignement temporaire d'Arabi et de ses compagnons : Ali pacha Fahmy et Abdel Aal pacha. — Le cabinet remit sa démission au Khédive le 26, mais en protestant contre la note des consuls généraux. — Le 27 le Khédive résolut de tenter un dernier effort, il convoqua les grands dignitaires militaires, civiles et religieux. Il leur déclara qu'il prenait en mains le commandement des troupes. Mais le mot d'ordre fut que dans le cas où Tewfik accepterait la démission d'Arabi, des désordres immédiats se produiraient.

Arabi réintégré dans ses fonctions, donna aussitôt l'or-

dre de mettre les fortifications d'Alexandrie en état de défense et de pousser avec ardeur les préparatifs de résistance en prévision d'une intervention étrangère éventuelle. Il remplissait les fonctions d'un véritable dictateur.

Le Khédive sollicita de la Porte l'envoi d'un Haut Commissaire. Derwiche pacha fut nommé et arriva au Caire le 8 Juin 1882.

Le 11 Juin des troubles éclatèrent à Alexandrie. Les causes du massacre ne sont pas parfaitement connues. On fait remonter l'origine à une rixe entre un indigène et un Maltais. Mais encore faut-il voir là la main de l'Angleterre qui veut forger de toute pièce une cause pour son intervention. Jamais elle n'a pu établir que 50 européens avaient été tués ou blessés comme elle l'a prétendu. Tewfik fut obligé de se rapprocher de Derwich pacha. Ne se sentant pas en sécurité au Caire, il fit son entrée à Alexandrie le 14 juin. Le même jour l'Angleterre faisait embarquer toutes les familles anglaises. Au Caire Arabi répondait de l'ordre. Le 17 Tewfik chargea Ragheb pacha de former avec Arabi un cabinet, lequel fut constitué le 20 Juin malgré l'opposition de la France et de l'Angleterre.

Mais le Haut-Commissaire ottoman avait échoué dans sa mission. Le dernier mot était à l'Europe. Les pourparlers entre la France et l'Angleterre pour les mesures à prendre continuaient. Il n'y avait que la Russie qui admettait la possibilité d'une intervention européenne. Les autres puissances notamment l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie préconisaient exclusivement l'emploi des troupes turques. L'Angleterre, elle-même, semblait pencher pour cette dernière solution. Une conférence entre les diverses puissances intéressées à la question d'Egypte se réunit à Constantinople le 23 Juin 1882. Les délégués adressèrent

dès le premier jour un mémorandum à la Porte l'invitant à prendre part à leurs délibérations.

Le 27 une décision était prise par la Conférence voulant que « *pendant la Conférence les puissances s'abstiendraient de toute entreprise isolée en Egypte*, sous la réserve d'un cas de force majeure, tel que la nécessité de protéger la vie des nationaux. »

L'Angleterre avait eu la prudence d'ajouter cette réserve afin d'avoir toujours l'occasion d'intervenir quand bon lui semblerait.

C'est à ce moment que les travaux demandés par Arabi avaient été ébauchés à Alexandrie. Sur l'ordre du Khédivé et du Sultan, les dits travaux furent immédiatement suspendus afin de ne pas éveiller les soupçons des puissances. N'empêche que l'Angleterre veillait et l'amiral Seymour se montra inquiet pour la sécurité de ses navires. Il prévint le Khédivé qu'au moindre indice suspect, il procéderait immédiatement au bombardement du port d'Alexandrie.

Les renseignements fournis par le délégué français à son gouvernement n'étaient pas aussi alarmants. De l'avis de M. de Freycinet, vu l'état des choses, un bombardement était un acte offensif plutôt que défensif. Aussi la France ne jugea pas bon de participer à cette œuvre et, afin qu'il n'y eut aucune controverse, donna l'ordre à son escadre de quitter Alexandrie.

Alors que la Conférence de Constantinople se tenait encore, le 11 Juillet à 7 heures du matin les navires anglais commençaient à tirer sur les forts et ne trouvèrent pas de résistance sérieuse. Les troupes d'Arabi s'enfuirent laissant la ville entre les mains des bédouins pendant 3 jours

à la suite desquels les anglais obtenant du renfort purent débarquer et essayèrent de rétablir l'ordre.

Les travaux de la Conférence de Constantinople en subirent un contre-coup. Toutes les puissances protestèrent : le Sultan dénonça l'acte comme contraire au Droit des gens. Seule la France s'abstint de toute opinion.

L'ultimatum de l'amiral Seymour suggéra la réponse suivante au Conseil des Ministres égyptiens présidé par le Khédive Tewfik :

« L'Egypte n'a rien fait qui ait pu justifier l'envoi des flottes combinées. L'autorité civile et militaire n'a à se reprocher aucun acte autorisant les réclamations de l'amiral. Sauf quelques réparations urgentes aux anciennes constructions, les forts sont, à cette heure, dans l'état où ils se trouvaient à l'arrivée des flottes. Nous sommes ici chez nous, et nous avons le droit et le devoir de nous y prévenir contre tout ennemi qui prendrait l'initiative d'une rupture de l'état de paix, lequel selon le gouvernement anglais n'a pas cessé d'exister. L'Egypte, gardienne de ses droits et de son honneur, ne peut rendre aucun fort ni aucun canon, sans y être contraint par le sort des armes. Elle proteste contre votre déclaration de ce jour et tiendra responsable de toutes les conséquences directes ou indirectes qui pourront résulter d'une attaque des flottes ou d'un bombardement, la nation qui, en pleine paix, aura lancé le premier boulet sur la paisible ville d'Alexandrie, au mépris du Droit des gens et des lois de la Guerre. »

Quelques jours plus tard la conférence reprit et même la Turquie a manifesté son intention d'y assister.

Il semble qu'Arabi avait rempli son devoir avec beaucoup de conscience. L'Angleterre le voyant assez influent avait voulu user de stratagèmes pour pouvoir s'assurer la



confiance d'un pareil chef. Une mission Blunt encouragea Arabi et ce dernier crût que l'Angleterre lui prêterait main forte pour l'émancipation arabe. N'empêche qu'Arabi se voyant perdu après le bombardement d'Alexandrie aurait, paraît-il, accepté les propositions alléchantes des Anglais. Bien qu'il y ait encore beaucoup de mystère sur son histoire. M. Cocheris croit pouvoir affirmer que pour s'assurer de sa fidélité, l'Angleterre lui fit remettre au printemps 1880 des sommes importantes. La conséquence a été la défaite de Tell El Kébir que les Anglais considérèrent comme une grande victoire, alors qu'ils avaient tout fait pour se l'assurer sans beaucoup de peine. « Il a été dans les habitudes du Foreign office, dit M. Cocheris, d'acheter ceux dont la conscience est à vendre... Arabi était son homme, et l'on ne fut nullement surpris d'apprendre qu'il avait vendu ses soldats pour quelques guinées et une pension viagère acceptable » (1).

Arabi pour se défendre accusait le Khédive d'avoir été la cause du bombardement d'Alexandrie en repoussant l'ultimatum de l'amiral Seymour. Mais ces allégations mensongères n'étaient acceptées par personne.

Le 20 Juillet 1882 le Khédive destituait Arabi de ses fonctions de ministre de la guerre. Le 31 Juillet le Conseil des Ministres appuyait cette destitution. Le Khédive déclara Arabi rebelle par une proclamation adressée au peuple le 17 Août 1882.

L'Angleterre se vit en devoir d'accélérer ses préparatifs pour la protection du Canal de Suez. Le 14 Août un ordre faisait savoir aux autorités de l'isthme de Suez que « l'a-

---

(1) V. Jules COCHERIS : *La Situation Internationale de l'Égypte et du Soudan*, p. 145.

miral et le commandant des forces britanniques, chargés de rétablir l'ordre en Egypte, étaient autorisés à occuper tous les points qu'ils jugeraient utiles pour les opérations militaires à entreprendre contre les rebelles. » Le 19, le général Wolseley lançait la proclamation suivante aux Egyptiens :

« Le Gouvernement Britannique a envoyé des troupes en Egypte dans le seul but de rétablir l'autorité du Khédive ; l'armée n'opère, par conséquent, que contre ceux qui méconnaissent cette autorité. Tous les habitants paisibles seront traités avec bienveillance et ils n'auront à souffrir d'aucun acte de violence ; leur religion, leurs mosquées, leurs familles et leurs biens seront respectés. Toutes les fournitures dont l'armée aura besoin seront payées et les habitants sont invités à faire des offres. Le Général Commandant accueillera volontiers toute personne investie d'une autorité quelconque et disposée à prêter son concours pour réprimer la rébellion contre S. A. le Khédive qui, seul, gouverne l'Egypte en vertu des firmans de S. M. I. le Sultan. »

Les Anglais voulant agir à l'Est pour écraser la rébellion, se heurtèrent à Arabi qui eut l'idée de remblayer le Canal de Suez afin d'empêcher le trafic des bateaux anglais et contrecarrer les opérations de Wolseley. Ferdinand de Lesseps arrivait sur les lieux et promettait à Arabi que les Anglais ne violeraient pas la Neutralité du Canal.

Arabi se retrancha à Tell El Kébir. Pendant que par leurs ascarmouches les Anglais faisaient croire qu'ils concentraient leurs forces du côté d'Alexandrie, ils se portaient, malgré la protestation de de Lesseps, sur le Canal de Suez. Ils livrèrent leur grande attaque à Tell El Kébir

le 31 Septembre. Arabi avait pris la fuite. La cavalerie anglaise le poursuivit au Caire, et le fit prisonnier après avoir pris la citadelle. Il fallait juger Arabi que toute l'opinion égyptienne blâmait. L'Angleterre ne partageait pas du tout cette manière de voir et le juge d'instruction Wilson le déclarait parfaitement innocent. Parmi les 2 avocats chargés de le défendre, Napier croyait sincèrement à l'innocence de son client, l'autre, Broadley, ne partageait pas cette manière de voir. Le jour du jugement Borelli bey chargé d'occuper le siège du Ministère public se retirait et un délégué anglais, Sir Archibald Alison, le remplaçait. Arabi fût reconnu coupable et condamné avec six des principaux chefs de la Révolution à la peine capitale qui fut commuée à l'audience, suivant la volonté expresse de l'Angleterre, au bannissement. On pouvait lire dans l'attendu du jugement cette phrase qu'on ne peut expliquer de la part de l'Angleterre « *pour des motifs à nous personnels* ». Quels seraient ces motifs personnels à l'Angleterre si non les intérêts qu'elle portait à Arabi et la promesse qu'elle lui avait faite de le sauver. On décida de l'envoyer à Ceylan et, détail curieux qui prouve combien les Anglais voulaient lui rendre service, le chef révolutionnaire avait laissé une de ses femmes, rapporte Cocheris, au Caire. Il s'en est aperçu seulement à Suez. Aussitôt Sir Wilson courut lui-même la chercher et la lui ramena. L'Angleterre en outre obligeait le gouvernement égyptien à lui servir une rente de près de mille livres. En 1901 Arabi reçut des lettres de grâce et rentra au Caire le 30 Septembre. Mais un bien mauvais accueil l'y attendait.

Le jugement d'Arabi causa l'étonnement tant des Egyptiens que des colons européens. L'« *Egyptian Gazette* », bien qu'organe anglais, ne pût s'empêcher de dire :

« le résultat du procès d'Arabi était considéré par tout le monde comme un manque de justice et une insulte portée à l'opinion publique. On peut apprécier l'œuvre et la fidélité d'Arabi aux Anglais par son testament politique adressé au « *Times* » où il dit :

« J'ai suivi l'avis de mes avocats Messrs Broadley et Napier dont je ne pourrai jamais assez reconnaître le zèle et le dévouement et je me suis reconnu coupable devant mes juges de rébellion contre le Khédive. Les ministres anglais m'ont souvent proclamé rebelle et je ne dois m'attendre à les voir soudainement changer d'opinion ; ils ne le pourraient d'ailleurs pas en ce moment. Je sais que mon traitement va dépendre de l'Angleterre et du peuple britannique....

« J'ai essayé, moi, fils d'un paysan égyptien, autant qu'il a été en mon pouvoir, de faire obtenir toutes ces choses pour le bien de ce cher pays auquel j'appartiens et que j'aime. Ma mauvaise chance ne me permit pas d'exécuter ces projets. J'espère que le peuple anglais finira l'œuvre que j'ai commencée....

« Quand l'Angleterre aura accompli sa bonne action, elle me permettra, j'en suis certain, de retourner dans ma chère patrie pour que je voie de mes propres yeux, avant de mourir, le résultat de son œuvre bienfaisante et civilisatrice....

« Je remercie le peuple britannique comme je vous remercie, Monsieur, ainsi que la presse anglaise d'avoir unanimement demandé que je fusse jugé avec justice.

« Je remercie les membres du parlement britannique qui ont noblement pris ma défense et je remercie Sir Charles Wilson des soins vigilants qu'il m'a prodigués durant ma captivité »....

La publication de ce document ne produisit pas à Londres l'effet voulu. Il ressort clairement de cette note qu'Arabi confiait le soin de l'Egypte aux Anglais et non pas aux Egyptiens eux-mêmes. Comment peut-on le considérer après cette preuve formelle, comme un nationaliste



Egyptien ? C'est peut-être et seulement un égyptien qui a vendu sa patrie !.....

D'après la déclaration de lord Milner lui-même, il reconnaît que l'Angleterre était absolument maîtresse du pays. « Nous avons, dit-il, écrasé le gouvernement *de fait* et le gouvernement *de jure* n'était qu'un fantôme, toute l'autorité était entre les mains de notre armée ; seule notre volonté faisait loi. »

Le Condominium institué sous Ismaïl pacha en 1876 avait été renouvelé en 1879 par un accord intervenu entre la France, l'Angleterre et l'Egypte. L'Angleterre ne pouvait plus admettre qu'on partageât le pouvoir avec elle. Mais pour dénoncer la convention il fallait l'accord des trois parties contractantes. L'Angleterre annonçait que son contrôleur ne prendrait plus part aux délibérations, elle demandait à la France la nomination par le Khédive de Conseillers étrangers. La France s'opposa à cette prétention. C'est alors que Sir Lyons intervint auprès du ministère Chérif appelé au pouvoir le 20 Août 1882 après la chute de Ragheb pacha.

Chérif pacha soutenait, d'après les suggestions de l'Angleterre, qu'étant donné que le contrôleur anglais n'assistait pas aux réunions, il était impossible de convoquer le contrôleur français seul, et le 7 Novembre il remit une note à la France réclamant la suppression du Contrôle. M. Duclerc a voulu lutter jusqu'au bout sur le terrain diplomatique en invoquant la bonne foi et le Droit. L'Angleterre, par l'organe de lord Grandville, a voulu transiger en proposant au gouvernement français la présidence de la Commission de la Dette publique qui avait pour attribution l'administration du Domaine et de la Dairah Sanieh. La France refusa d'accepter cette offre. C'est alors que les

Anglais déclarèrent solennellement qu'ils feraient appel au concert européen pour régler la question d'Egypte.

Le retour du Khédive au Caire le 25 Septembre 1882 fût l'objet d'une grande manifestation populaire. Tewfik pacha donna un grand banquet au Palais du Guézireh en l'honneur de Wolseley, de Seymour et de leurs officiers supérieurs.

Pour avoir des bases solides en Egypte, l'Angleterre devait compter sur une armée organisée suivant ses propres idées. Sir Edward Malet imposa au Khédive de signer un décret portant la réorganisation de l'armée égyptienne et de confier ce soin à un anglais. Comme Tewfik pacha avait une confiance aveugle dans la politique anglaise, et croyait que l'Angleterre n'était venue en Egypte que pour rétablir l'ordre et consolider son propre pouvoir de Khédive, il voulut l'appuyer dans toutes ses entreprises. La conduite soumise du Khédive faisait que tant les ministres que les hommes d'Etat Anglais ne cessaient d'en faire éloges. La politique que l'Angleterre allait dorénavant suivre était énoncée par lord Grandville dans sa dépêche du 3 Janvier 1883 aux grandes puissances disant :

« Bien que les forces britanniques soient, quant à présent, maintenues en Egypte pour assurer la tranquillité publique, le Gouvernement de Sa Majesté est désireux de les rappeler aussitôt que l'état du pays et l'organisation de ses propres moyens pour le maintien de l'autorité du Khédive permettront de le faire. Jusque là, la situation dans laquelle le Gouvernement de Sa Majesté se trouve placé vis à vis de son Altesse, lui impose le devoir de donner des conseils, pour être sûr que l'ordre des choses à établir sera d'une nature satisfaisante et possédera les éléments de stabilité et de progrès. »

Lord Milner commente la formule de lord Granville et dit dans son ouvrage : « *England in Egypt* ». « Le gouvernement anglais, pour arriver à ses fins, *se réservait de donner des conseils* : charmant euphémisme marqué au coin du meilleur Granville. Le *conseil* d'un homme qui occupe en armes votre propriété est, en effet, quelque chose de plus qu'une simple recommandation, c'est un ordre, et d'ailleurs Lord Granville fournit lui-même du mot « conseil » une interprétation des plus énergiques à la première occasion où le Khédive et ses ministres se montrèrent peu disposés à écouter les « conseillers anglais. »

Pour exécuter un pareil programme il fallait envoyer en Egypte un anglais à la hauteur de la tâche. Cet homme fût « the R. H. Frederick Temple Blackwood, Lord Dufferin. » La mission de Lord Dufferin, lequel avait reçu le titre de « Haut Commissaire chargé de réorganiser le pays », est résumée dans la Dépêche du 6 février 1883 (1).

Les deux moyens préconisés par son rapport pouvant être employés par l'Angleterre étaient :

1° Soit annexer le pays et le gouverner comme une dépendance de la Couronne ;

2° Soit instituer un Gouvernement auquel l'Angleterre assurerait toute la protection nécessaire jusqu'à ce que l'Egypte fût apte à devenir complètement indépendante.

D'après Lord Dufferin, la deuxième solution était plus recommandable.

Sa politique consista à établir solidement l'influence anglaise en Egypte. Il mit des fonctionnaires anglais dans

---

(1) V. *Further Correspondence respecting Reorganization in Egypt* 1883, n° 6, p. 40.

les postes élevés des diverses administrations et leur donna des pouvoirs étendus avec des émoluments magnifiques. Il chercha à utiliser l'anglais à la place de la langue française qui était en usage dans les administrations des ministères.

Toutes ces charges pesaient lourdement sur le budget égyptien. Il restait à payer les indemnités pour la destruction de la propriété à Alexandrie, l'effort de se maintenir au Soudan exigeait beaucoup de sacrifices et enfin les dépenses administratives accusaient un excédent sur les recettes nettes du pays. L'Angleterre ne pouvait pas elle-même toucher aux finances du pays sans le concours des autres puissances. Jules Ferry acceptait habilement la proposition qui lui était faite par Lord Granville en vue de réunir une conférence soit à Londres, soit à Constantinople. Avant l'ouverture de la Conférence à Londres, le 23 juin 1884, Ferry prononçait un discours à la Chambre où il disait « L'Egypte, Messieurs, n'est ni chose anglaise, ni chose française ; c'est une terre essentiellement internationale et européenne. C'est l'Europe qui l'a fécondée : c'est l'Europe qui a organisé sa justice, c'est l'Europe qui lui a donné ses bonnes finances..... »

Dès son ouverture, sous la présidence de Lord Granville, le 28 juin, la Conférence aborda immédiatement la question financière. Une sous-commission fut aussitôt nommée et composée de délégués financiers : « les Conseillers techniques ». Les points de vue anglais et français étaient tellement différents que le 2 août, Lord Granville déclarait que l'Angleterre ne pouvait accepter les propositions françaises et reprenait sa liberté d'action.

Mais le 24 novembre l'Angleterre renoua les pourparlers en remettant aux puissances un nouveau projet. Cette



fois on pût se mettre d'accord et signer la Convention de Londres du 8 mars 1885.

En vertu de cette convention et pour alléger les charges financières de l'Egypte, les puissances garantissaient l'émission d'un nouvel emprunt de 9.424.000 L. stg. à 3 0/0 émis à 95 1/2. Les sommes excédant le montant nécessaire au paiement des intérêts furent appliquées à un fonds d'amortissement supplémentaire. Cet emprunt servit à payer les indemnités d'Alexandrie, combler les déficits de 1882, 1883, 1884 et laissait un million de L. stg. disponibles pour l'exécution des travaux d'irrigation.

Les revenus de la Dette ne furent pas touchés par la Convention. Les garanties des créanciers ne subissaient aucune atteinte. Par d'habiles procédés, la France arrivait à placer la question égyptienne dans le domaine international et non pas à l'arbitraire de la Grande-Bretagne.

### **Négociations pour l'évacuation de l'Egypte.**

L'Angleterre voulait faire un acte de bonne volonté. Elle s'adressa à la Sublime Porte pour entamer les négociations relatives à l'évacuation de l'Egypte. Ces négociations ont duré de 1885 à 1887 et sont connues sous le nom de « négociations Drummond Wolff ». Le cabinet anglais a été présidé successivement par Gladstone et Lord Salisbury pendant cette période. Les deux gouvernements anglais et turc avaient signé une convention en 1885, en vertu de laquelle ils enverraient chacun un Commissaire extraordinaire en Egypte. La Turquie avait choisi Moukhtar Pacha et l'Angleterre Sir Drummond Wolff. Au programme de la Commission figurait vaguement l'évacuation de l'Egypte. L'Angleterre attachait avant

tout beaucoup d'importance à la réorganisation de l'armée égyptienne. Tant que cette armée n'était pas complètement organisée, les Anglais déclaraient ne pouvoir quitter le pays pour le faire retomber dans l'anarchie. Les puissances commençaient à s'alarmer de cette politique. Pour calmer l'opinion en France, Lord Salisbury disait : « On se trompe grandement chez vous lorsqu'on croit que nous voulons rester indéfiniment en Egypte, nous ne cherchons que les moyens d'en sortir honorablement. »

De son côté, M. de Freycinet soutenait à la Chambre le 8 novembre 1885 que : « l'Egypte est une sorte de carrefour du vieux monde : c'est le point de jonction entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique.... En outre celui qui est maître de l'Egypte est maître en grande partie de la Méditerranée. »

L'enquête des deux délégués anglais et turc dura plus d'un an. Le Khédive voulut conduire lui-même les négociations. Moukhtar Pacha disait que l'Egypte ne devait jamais abandonner le Soudan, il fit un projet sur la réorganisation de l'armée égyptienne qui serait de 16.000 hommes de troupe et de 1.700 gendarmes — il insistait pour la réoccupation de Dongola. — Sur ces bases, le délégué anglais trouvait devant lui un rude adversaire. Aussi les pourparlers furent-ils bientôt suspendus et sir Wolff rentra à Londres. En janvier 1887, il revint à Constantinople avec mission de reprendre les négociations ayant pour chef principal de son programme « la Neutralisation de l'Egypte », le maintien dans l'armée égyptienne d'un nombre suffisant d'officiers anglais — et, en dernier lieu, la faculté pour l'Angleterre de faire rentrer des troupes en Egypte si les circonstances l'exigeraient.

La Porte fit ressortir les raisons pour lesquelles le

3<sup>e</sup> point de ce programme était inacceptable. Néanmoins, le 22 mai 1887, une convention a été conclue sous la condition d'être soumise à la ratification des deux états intéressés dans le délai d'un mois. L'article 5 de cette convention mettait un délai de trois mois à l'évacuation de l'Egypte pourvu que l'ordre social rétabli ne soit pas remis en danger par des attaques extérieures ou des troubles intérieurs. Dans ces derniers cas le Gouvernement ottoman prendrait immédiatement les mesures nécessaires en envoyant des troupes pour réprimer les désordres et écarter les dangers. En cas d'empêchement il pouvait faire appel au Gouvernement anglais.

C'était en somme un Condominium politique avec la Turquie substitué au Condominium avec la France. Le Cabinet français s'opposa à cette convention et aidé de la Russie il exerça une telle pression sur le Sultan que ce dernier ne le ratifia pas.

### **Politique anglaise au Soudan.**

Au moment de l'arrivée des anglais en Egypte, le cours entier du Nil appartenait au Khédive, depuis sa source jusqu'à son embouchure. Dans l'étendue du Soudan se trouvaient compris l'Ouganda, l'Equatoria, l'Arrar, le Bahr El Ghazal, le Darfour, le Kordofan, la Nubie, Khartoum, Fachoda, Berber, Dongola.... Tout cet ensemble, fruit de conquêtes de Mohamed Aly et d'Ismail Pacha, en même temps qu'appartenant à l'Egypte, faisait partie de l'Empire ottoman.

En 1880 la sécurité était parfaite au Soudan, pour maintenir l'ordre dans cette population pacifique un nombre restreint de soldats suffisait.

Mais vers 1881 on commença à parler du Mehdi Mohamed Ahmad de sorte que l'insurrection d'Arabi et celle des Mahdistes ont éclaté en même temps. Faut-il voir là une relation de cause à effet ? Un seul fait évident est à constater : l'Angleterre avait tout intérêt à attiser le feu au Soudan afin de priver l'Egypte de ces provinces du sud et pouvoir exercer plus librement son influence sur ce pays.

On peut dire que les vraies causes du soulèvement Mahdiste étaient les suivantes : d'une part, la suppression de la traite et de l'esclavage ; ensuite l'oppression dont les indigènes étaient victimes de la part des autorités locales et, en dernier lieu, le rappel d'une partie des troupes d'occupation.

Il faut remarquer que sous l'administration égyptienne, le commerce était devenu tellement prospère au Soudan qu'un million d'esclaves venaient de toute part pour être exposés sur le marché de Khartoum. Ismaïl Pacha s'effrayait de la proportion de ce commerce. Il confiait le soin de le réprimer à Gordon Pacha. Les mesures prises par Gordon firent donner à Mohamed Ahmad le signal d'alarme. L'Angleterre avait soin de faire croire que le mouvement soudanais était purement religieux, fanatique.

Les musulmans soudanais qui attendaient l'arrivée d'un Mahdi appartenaient à deux sectes. Ce sont d'abord les « Senoussis », ensuite les « Chia's » d'où sort Mohamed Ahmed. Dès 1870 il s'était fait remarquer par la ferveur de sa foi. Il demeurait à Kena dans une caverne. Son école, qu'il avait vite créée, avait pour principe de ne pas payer les taxes imposées par les infidèles. On lui donna bientôt le nom de « Mahdi », c'est-à-dire guide. En 1881



il prétendit réformer l'Islam en qualité de missionnaire de Mohamed.

Le gouverneur du Soudan, Raouf Pacha, gêné par la présence d'un pareil chef, voulut le supprimer. Ayant échoué une première fois, il rassembla une plus forte troupe et l'envoya à la recherche de Mohamed Ahmed. La rencontre eut lieu le 9 décembre 1881 sur un terrain mal connu des hommes envoyés par Raouf Pacha et le Mahdi fit exterminer toute la troupe.

Le même sort attendait la troupe de Youssef Pacha le 7 juin 1882 dans les mêmes lieux. A partir de ce jour-là, la puissance du Mahdi était incontestable. Il mit le siège devant El Obéid, centre du Kordofon tandis que ses lieutenants se dirigeaient vers le Darfour, le Sennaar, Bahr El Ghazal où ils obtenaient plusieurs avantages.

En 1883, année terrible et néfaste, le Mahdi, établi dans la capitale du Kordofan, annonça son intention de marcher sur Khartoum. Abdel Kader lui résista et remporta quelques bons succès. Mais l'Angleterre, à qui ces victoires égyptiennes déplaisaient, fit mander ce dernier par gouvernement. Le Khédive le remplaça par Al El Dine qui fut nommé gouverneur général du Soudan et Soliman Niazi Pacha, commandant en chef. Le 5 novembre, l'armée, sous la direction du général Hicks, fut cernée et détruite par les Mahdistes. Au Caire on voulut envoyer un renfort de 4.000 hommes. Mais ceux-ci furent surpris et massacrés le 4 février 1884.

Le Mahdi devenait la seule force au Soudan. L'Angleterre renonçant à continuer la lutte décida l'évacuation complète du Soudan. Le Khédive voulut appeler la Turquie à son aide et refusa d'abord d'évacuer. Les ministres égyptiens donnèrent leur démission en signe de protesta-

tion contre l'ordre de la Grande Bretagne. Nubar Pacha fut chargé de former un nouveau ministère pour exécuter la volonté de l'Angleterre. Le 18 janvier 1884, le général Gordon reçut l'ordre d'opérer l'évacuation. Celui-ci avait fait connaître son opinion. D'après lui : « abandonner le Soudan, c'est le comble de la folie. » Arrivé à Khartoum, il chercha tous les moyens pour venir au secours de la population et des garnisons soudanaises. Mais le gouvernement britannique ne permettait pas la modification de ses projets. Gordon faisait l'impossible : il réclama l'envoi de Zaher Pacha, seul capable d'amener le calme dans la contrée et d'apaiser la situation. On lui répondit par un refus catégorique. Le même refus lui fut opposé pour un renfort réclamé. Il ne restait à Gordon qu'attendre sa fin tragique. Il s'était fait aimer par la population de Khartoum et avait su employer les moyens bons à rétablir la paix. Comme il fallait respecter les mœurs du pays, la première chose fut de rétablir l'esclavage. Cet acte provoqua en Angleterre une vive émotion. Gordon fit des concessions à El Mahdi afin d'apaiser les courroux.

Mal compris par les hommes d'Etat anglais, Gordon Pacha avait une bien mauvaise opinion de ses compatriotes et les jugeait avec toute la sévérité qu'ils méritaient en disant : « Je crois que par le temps qui court les gouvernements trouvent sans peine des hommes pour toutes les besognes, moyennant de l'argent et des honneurs, — ne pas confondre avec l'honneur, — et je me doute de la façon dont finira cette affaire du Soudan. »

Laissé sans défense, Gordon ne voulait à aucun prix quitter les lieux. « Une de mes joies, disait-il, est de penser que je ne remettrai plus les pieds sur le sol de la Grande-Bretagne. » Enfermé à Khartoum, il fit partir ses

amis et mina son palais pour le faire sauter à la dernière heure. Le 27 octobre on lui annonçait que Wolseley venait à son secours avec 15.000 hommes, mais depuis le silence s'était fait et il n'a plus entendu parler de l'arrivée du renfort.

Le 26 janvier 1885 les mahdistes envahirent la ville de Khartoum où déjà la population mourait de faim. La première victime toute désignée était Gordon. Taha Chahin, leur chef, s'avança vers le courageux soldat et lui traversa le corps avec une lance. Deux jours plus tard la colonne de Wolseley arrivait. Sur l'ordre formel de Sir Charles Wilson, le mouvement de recul des troupes commença le 13 février 1885. La frontière égyptienne était reportée à Wadi Halfa et Assouane.

Le Mahdi mourut le 14 juin 1885 du typhus, alors que l'armée égyptienne commençait à prendre le dessus.

L'Angleterre, ayant réussi à faire évacuer le Soudan, allait procéder à sa nouvelle tactique et engager une nouvelle expédition où elle aurait à elle seule toute la gloire. En 1887 le général Kitchener fut choisi pour tenter ce coup. L'Angleterre justifiait son intervention en prétendant aider Amine Pacha alors que ce dernier était en parfaite sécurité. De son vrai nom, Edward Schnitzler, prussien d'origine, Amine avait servi sous Gordon comme chef de service sanitaire. Ne voulant à aucun prix quitter le Soudan, Stanley envoyé contre lui par l'Angleterre, dût l'enlever par la force.

Par la Convention anglo-allemande passée en 1890, le dessein de la Grande-Bretagne se faisait jour. Elle envisageait l'occasion de fonder un grand Empire allant du Cap au Caire.

**Le Canal de Suez.**

La Commission prévue pour le canal de Suez se réunit à Paris le 30 Mars 1885, afin d'étudier le moyen de le rendre international. Ce n'est qu'en 1887 que la France et l'Angleterre se mirent d'accord pour envoyer une note commune aux autres puissances qui y adhèrent successivement. Enfin, une convention du 29 octobre 1888 fut passée à Constantinople entre la France, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Espagne, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Russie et la Turquie, fixant un régime définitif garantissant le libre usage du Canal de Suez. Toutefois, l'Angleterre formula la réserve suivante : « Les délégués de la Grande Bretagne, en présentant ce texte de traité comme le régime définitif destiné à garantir le libre usage du Canal de Suez, pensent qu'il est de leur devoir de formuler une réserve générale quant à l'application de ces dispositions et tant qu'elles ne seraient pas compatibles avec l'état transitoire et exceptionnel où se trouve actuellement l'Egypte, et qu'elles pourraient entraver la liberté d'action de leur gouvernement, pendant la période de l'occupation de l'Egypte par les forces de Sa Majesté Britannique. »

**Maladie et mort de Tewfik pacha.**

Tewfik tomba malade à la fin de l'année 1891 et expira au Caire, le 7 janvier 1892, à la suite d'une forte pneumonie. L'Angleterre ne pouvait pas rêver un meilleur monarque. La lutte sera plus dure sous le règne de son fils.

---

## CHAPITRE V

---

### Abbas Hilmy Pacha (1892-1914)

---

Le jeune prince reçut la nouvelle de la mort de son père à 18 ans alors qu'il était à Thérésianum, le collège noble de Vienne où il achevait ses études. Malgré son jeune âge, il possédait des qualités dignes d'un bon souverain. Il avait montré des aptitudes spéciales pour les sciences politiques et juridiques, et manifesté dès les premiers jours des idées d'indépendance et d'éloignement pour les étrangers qui occupaient en maîtres son pays. Freycinet qui l'a vu en parle en ces termes assez flatteurs : « Il m'a paru franc et résolu et, malgré sa jeunesse, fort au courant des choses de la France qui excitaient sa sympathie et sa curiosité. »

Il fut salué à son arrivée à Alexandrie par l'armée anglaise et par l'escadre française. La France lui donna le grand Cordon de la Légion d'Honneur. Il rentra au Caire le 16 janvier, où le chef du Cabinet, Moustapha Pacha Fahmy, lui donna lecture de la dépêche de Constantinople le nommant Khédive d'Egypte.

Le jeune Khédive admirait l'œuvre de Mohamed Aly et se considérait comme le premier souverain après le Sultan. Il lui fallait des hommes aussi courageux que lui pour entreprendre la lutte contre les Anglais, mais tous ceux



qui étaient au pouvoir étaient habitués à plier la tête sous les ordres de l'Angleterre. Toutefois, il garda les ministres de son père et se fit expliquer par eux la situation où se trouvait le pays.

Abbas ne fut nullement impressionné de l'attitude que prenait vis-à-vis de lui l'Angleterre qui croyait que la France donnait au jeune Khédive de secrets encouragements. Il apparut aux Anglais comme « l'obstacle le plus imprévu, dit Lord Milner (1), et le plus redoutable qu'ils eussent rencontré jusque là, et son hostilité cavalière étonna le monde. »

Abbas n'était pas secondé dans son action personnelle par ses ministres. Ceux-ci, et notamment le premier Moustapha Pacha Fahmy, étaient dévoués à Lord Cromer et à l'Angleterre. Le Khédive demanda à Moustapha Pacha de présenter sa démission. Pour démissionner, le Pacha demandait l'avis de Lord Cromer. Outré de cette réponse, Abbas Pacha le fit remplacer par Fakhry Pacha, signalé par son hostilité envers l'Angleterre. Un pareil choix ne répondait pas aux vœux de la Grande-Bretagne. Par l'intermédiaire de Lord Cromer, elle fit savoir au Khédive qu'elle devait être consultée sur le choix des ministres et qu'elle n'admettait pas la nomination de Fakhry Pacha, ni celle de Tigrane Pacha. Le Khédive répondit qu'il usait de ses pouvoirs tels qu'ils résultent des firmans de la Sublime Porte. Lord Cromer se fâcha et fit savoir qu'en résistant à l'Angleterre, le Khédive « jouait son pouvoir et sa personne » et lui assigna 24 heures pour réfléchir sur la décision à prendre. Abbas Hilmy croyait qu'une telle insolence n'allait pas être acceptée par l'Europe, que cel-

---

(1) MILNER : *L'Angleterre en Egypte*, préface de sa 5<sup>e</sup> édition.

le-ci interviendrait en sa faveur. Mais rien ne fut fait. Il fallut donc faire amende honorable et se soumettre en remplaçant Fakhry pacha par Riaz.

La conduite de Lord Cromer lui fut dictée par la dépêche du 18 Février 1893 émanée de Lord Rosebery.

En 1893 un conflit s'élevait entre Lord Cromer et le Conseil Législatif, œuvre de Lord Dufferin. Les députés refusaient de voter les crédits supplémentaires demandés en vue de pourvoir aux charges des nouveaux effectifs anglais. Mais le Conseil n'ayant qu'une simple voix consultative, Lord Cromer ne prit pas en considération ce refus.

Lors de son voyage en Haute Egypte en 1894, le Khédivé passa en revue l'armée. Il ne fut pas complètement satisfait de la tenue et de l'instruction des hommes. Aussi en fit-il la remarque au sous-secrétaire d'Etat à la guerre. Le général Kitchner, alors sirdar, se prétendit offensé par pareille mesure et envoya sa démission à Lord Cromer. Cet outrage à l'autorité anglaise exigeait une complète réparation. Le Khédivé dût céder de nouveau devant la force et envoyer à contre cœur au général Kitchner une lettre de félicitation portant un ordre du jour à l'adresse des officiers et soldats de l'armée.

Le Cabinet Riaz n'ayant plus la confiance du peuple tomba le 13 Avril 1894 pour donner sa succession à Nubar pacha où l'élément égyptien avait l'avantage. L'Angleterre continuait toujours son œuvre. Partout les fonctionnaires anglais assuraient les rouages du gouvernement égyptien. Malgré la force de volonté du Khédivé et sa lutte continue, Lord Cromer triomphait.

#### **Politique anglaise au Soudan.**

L'Angleterre avait trouvé moyen de reprendre l'Ougan-

da, l'Ounyoro et l'Equatoria. Cette région du Haut Nil lui donnait une importante position stratégique et naturelle. Elle s'en est toujours servi pour lutter contre les prétentions de l'Egypte. Aujourd'hui encore la question du Soudan soulève comme nous le verrons de vives discussions.

L'armée du général Kitchner était entrée à Dongola après avoir occupé Berber le 7 Septembre 1897. La marche sur Khartoum fût laissée pour le printemps 1898 afin de mieux préparer tous les effectifs nécessaires. Le 1<sup>er</sup> Septembre le sirdar fit bombarder Omdurman et le 2 la ville était occupée. On n'oubliera jamais les monstruosité que Kitchner a commises lui-même et celles qu'il a laissé commettre à ses hommes. Dès son entrée dans la ville il se dirigea vers la tombe de Mohamed Alimed, en ordonna l'ouverture et fit trancher la tête au cadavre. Les restes furent jetés dans le Nil. La conduite scandaleuse du général Kitchner fut connue à Londres. Pour l'excuser d'avoir contrevenu aux règles du Droit International, fixées par la Convention de Genève, on déclara que cette convention n'était pas applicable aux Soudanais. Comme si ces derniers ne faisaient pas partie de la race humaine. La Chambre des Communes alla même jusqu'à approuver la conduite du général.

A la suite de ses victoires, l'Angleterre tenait à avoir la prépondérance au Soudan. Par une convention passée avec l'Egypte le 19 Janvier 1899, elle définit sa situation. L'Angleterre était représentée par Lord Kitchner et l'Egypte par Boutros pacha Ghali : « Ces dispositions établissent, d'après l'opinion de de Freycinet, la co-souveraineté de l'Angleterre et de l'Egypte ou mieux le protectorat de l'Angleterre au Soudan. »

Une question se pose l'Egypte avait-elle le droit de pas-

ser une pareille convention politique avec l'Angleterre sans le consentement de la Sublime Porte ? Nous tâcherons d'y répondre dans la troisième partie de ce travail. Toutefois n'oublions pas que l'Egypte en a toujours voulu à Boutros Pacha Ghali d'avoir vendu le Soudan aux Anglais. C'est à la suite de cette faute que des problèmes assez complexes sont soulevés par l'Angleterre pour lutter contre les revendications de l'Egypte.

### **Emprunt à la Caisse de la Dette.**

La campagne que l'Angleterre avait l'intention d'entreprendre au Soudan exigeait des dépenses au delà des ressources dont pouvait disposer le trésor égyptien. Le gouvernement britannique s'adressa à la Caisse de la Dette pour lui demander la somme de 500.000 Lstg sur les réserves en dépôt constituant les garanties des porteurs de titres égyptiens. La France et la Russie s'opposèrent à une pareille mesure dans l'intérêt des créanciers de la dette. L'Angleterre passa outre ce refus et obtint la majorité des voix des délégués à la Caisse. Les Commissaires français et russes avaient eu soin de quitter la salle des délibérations en protestant contre le caractère illégal de cette mesure.

Par exploit d'huissier du 13 Avril 1896 le syndicat des porteurs de titres français faisait défense à la Caisse d'effectuer aucun paiement et l'assignait à comparaître par devant le Tribunal Mixte du Caire. Tant en première instance qu'en appel, le syndicat eut gain de cause. Mais il fallait que l'Angleterre trouvât une autre solution. Dès le lendemain de l'Arrêt de la Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie du 2 Décembre 1896, Lord Cromer informa le Khédive

que son gouvernement était décidé à lui avancer en compte-courant les sommes nécessaires à raison de  $2\frac{1}{2}\%$ .

#### **Convention anglaise du 18 avril 1904.**

Lasse de lutter contre la politique anglaise en Égypte, et ne trouvant aucune puissance pour lui prêter main forte et soutenir le droit du plus faible, la France prit la décision de changer de tactique. Une période d'amitié allait commencer entre elle et l'Angleterre. Des concessions mutuelles étaient nécessaires pour asseoir cette amitié sur des bases solides. Les deux pays avaient des ennuis dans leurs possessions, l'une au Maroc, l'autre en Égypte. Chacune des deux puissances donnait à l'autre les mêmes avantages qui lui seraient réservés dans le pays qu'elle occupe. Ceci fera l'objet de l'accord de 1904. Mais il faut remarquer qu'en ce qui concerne la France, les avantages à elle concédés par l'Angleterre portaient sur des droits éventuels au Maroc contre des droits certains qu'elle avait en Égypte.

L'examen et la critique de la Convention Franco-Anglaise sera étudié plus loin. Disons toutefois que cet arrangement n'a pas changé grandement la phase des choses étant donné qu'en principe et en droit les deux puissances signataires ne pouvaient à elles seules entreprendre de modifier un état de chose que le Concert Européen peut seul faire.

Lord Cromer cherchait à affirmer l'autorité anglaise sur l'Égypte et à établir plus solidement les fondements du Protectorat déguisé, que l'accord de 1904 octroyait à l'Angleterre. Il chercha à vaincre les obstacles qui se dressaient devant lui. Le principal était avant tout le Contrôle international de l'Égypte. Ce contrôle se manifestait à plusieurs points divers:



D'abord dans les fonctions de la Caisse de la Dette, il chercha à limiter l'intervention étrangère à la perception des revenus affectés et au payement des coupons. Ensuite l'administration des téléphones, des chemins de fer et du port d'Alexandrie furent enlevées au Contrôle international. Un décret du Khédive qui, bien que doué des meilleures intentions de combattre l'influence anglaise se voyait complètement désarmé, prévoyait la libération des biens du Daïra en 1905 en 1910 et 1912 pour l'administration des dettes garanties, privilégiées et unifiées et 1915 pour les Domaines.

Mais l'entrave la plus pénible pour l'administration de l'Angleterre était et reste encore les Tribunaux Mixtes et le droit pour les puissances de légiférer. Lord Cromer dès 1905 formulait un projet assez fin pour la modification législative. Il montrait les inconvénients qui résulteraient de la lenteur de la procédure pour l'application d'une loi aux étrangers d'Egypte. Une mesure dans l'intérêt de la population tant égyptienne qu'étrangère n'était souvent pas mise en vigueur. Aussi proposa-t-il la formation d'un parlement formé d'étrangers suivant l'intérêt de chaque puissance en Egypte, qui aurait pour mission de discuter et d'adapter les lois sans qu'elles passent dans les états respectifs pour être votées ou homologuées. On voit le but de la proposition qui voudrait aboutir à assurer ce parlement à la majorité britannique. Les puissances n'ont pas voulu entendre cette proposition. Lord Cromer y revint dans son rapport de 1906 et défendit ardemment ses vues.

Ce n'est qu'en 1911 qu'à la suite d'un accord intervenu entre les puissances et Abbas Pacha que ce dernier rendit un décret du 11 Novembre 1911. En vertu de cette entente le pouvoir de légiférer est reconnu au Khédive à l'égard

des étrangers mais on lui associe dans son rôle de législateur l'assemblée générale de la Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie (1). L'Assemblée de la Cour pourra amender ou rejeter un projet de loi qui lui sera soumis. L'intérêt des étrangers sera complètement garanti et la procédure suivie des plus simples et des plus sûres. Seul, le Ministre de la Justice a l'initiative des lois. La Cour peut, cependant, émettre des vœux. Les juges mixtes deviennent de la sorte en même temps législateurs, chose unique au monde et qu'on ne rencontre que dans ce pays de paradoxes.

#### **Lutte du « Parti National ».**

Depuis 1895, le jeune Moustafa Kamel commençait à faire à travers l'Europe une propagande contre l'occupation anglaise. En France, il prononça son premier discours politique à 21 ans à Toulouse le 4 Juillet 1885. Il trouva un grand appui en la personne de Madame Juliette Adam, amie de l'Egypte et qui a servi par la plume la cause de ce beau pays. Le jeune patriote disait volontiers : « Je veux travailler par la parole, par l'école, par le journal et par le livre à réveiller le patriotisme de mes compatriotes, à rendre les Egyptiens à l'Egypte et l'Egypte aux Egyptiens. » Le Khédivé encourageait et aidait ce mouvement. Moustafa Kamel fonda une école au Caire où il enseignait ses principes. Son frère, Ali Kamel, ancien lieutenant de l'armée égyptienne, dégradé pour punir le patriotisme de Moustafa, était devenu le directeur de l'école. Moustafa Kamel fit successivement plusieurs discours enflammés en

---

(1) Voir *Le Khédivat d'Egypte*, par J. ACKAR, thèse 1912, Montpellier, pp. 162 et suiv.

France et en Egypte. En 1896, il échangea une correspondance avec Lord Gladstone, alors à Biarritz, sur la question égyptienne. Toute la presse mondiale s'occupa alors de cette correspondance.

Il fonda un organe d'opposition contre le joug anglais qu'il appela « El Lewa » ou l'étendard (1).

Le Gouvernement anglais, maître en Egypte, avait ordonné aux ministres de prendre les mesures efficaces contre le mouvement de ces « jeunes écervelés ». Les membres chefs du parti national furent menacés et persécutés par les autorités locales qui ne faisaient qu'exécuter les ordres de l'Angleterre. Ainsi les gouverneurs de Charkieh et Gharbia Hassib et Moheb, combattaient en 1910 les aspirations nationales et toute idée d'indépendance. Sa Majesté le Roi d'Angleterre avait trouvé des hommes pour le servir en Egypte parmi la haute aristocratie. Le procureur général Sarwat, aujourd'hui premier ministre du royaume d'Egypte, et Tewfik Nessim avaient soutenu l'accusation dans le procès contre le chef du parti national : Mohamed bey Farid. Pour avoir écrit une préface il fut condamné à 6 mois de prison (2). Malgré la déclaration de Lord Grey : « Nous restons d'une manière permanente en Egypte pour civiliser les indigènes », le Cabinet Mohamed Saïd restait toujours au pouvoir sans formuler aucune protestation.

Là où vraiment il y eut un triomphe du parti national ce fut dans l'affaire de la prorogation pour la concession du Canal de Suez pour une nouvelle période de 40 ans. L'Angleterre était secondée dans son œuvre par Boutros Pacha Ghali qui lui avait donné de grands avantages par

---

(1) V. MOUSTAFÀ PACHA KAMEL : *Egyptiens et Anglais*, 1906.

(2) V. *Le Courrier Européen*, 25 Novembre, 1910.

l'accord de 1892 concernant le Soudan, et par l'oncle du Khédive, Hussein Kamel, l'élu de la Grande-Bretagne au siège de Sultanat d'Egypte en 1914. Il fallut un coup de théâtre après la lutte du parti national : Boutros pacha fut assassiné par un nommé El Wardani, et l'affaire n'a plus eu aucune suite.

En somme l'œuvre patriotique a commencé en Egypte de bonne heure. Plusieurs circonstances et erreurs successives de la Grande-Bretagne ont suffi pour donner au pays l'élan qu'on lui trouve aujourd'hui.

Déjà la politique sévère et annexionniste de Lord Cromer y avait largement contribué. Un fait a surexité les esprits en Egypte en 1906 : c'est le fameux incident de Denchaway. Des officiers anglais, en civil, amateurs de sports, partaient pour la chasse accompagnés d'un vieux fellah comme guide. Ils voulurent tirer sur les pigeons privés des habitants de la localité. Malgré les recommandations de l'interprète les officiers tirèrent sur ces pigeons. Les fellahs ont voulu protester et une lutte s'engagea entre eux et les chasseurs au cours de laquelle 3 égyptiens et 3 anglais furent blessés. Un parmi ces derniers, le capitaine Bull, parvenant à se sauver, parcourut plusieurs kilomètres à pied par une chaleur de 42 degrés et tomba mort d'insolation. En signe de représaille, les soldats anglais envahirent le village voisin : Denchawai, et y tuèrent un fellah. Un tribunal d'exécution fut institué pour juger cinquante accusés indigènes. Quatre fellahs furent condamnés à la pendaison et les autres à des peines variant des travaux forcés à la flagellation. Les instruments de supplice furent dressés devant la demeure de chaque condamné. Quant aux soldats anglais qui avaient tué un homme, blessé une femme et trois hommes, ils n'ont pas

été poursuivis. En Angleterre Sir Edward Grey parla d'un prétendu fanatisme. Mais grâce à la campagne de Moustafa Kamel, les condamnés furent libérés.

Cet incident, d'une sauvagerie sans pareille, resta gravé dans la mémoire de tout égyptien et aujourd'hui les anglais eux-mêmes le regrettent (1).

L'Egypte perdit son défenseur Moustafa pacha Kamel de bonne heure. En 1908 s'est fondé « Un Comité permanent de la Jeunesse Egyptienne en Europe » ayant siège à Genève.

La devise nationale de Moustafa Kamel et de ses successeurs du Parti National est la suivante : « Libres chez nous, hospitaliers pour tous » (2).

Le 6 Mai 1907, Sir Eldon Gorst succéda à Lord Cromer en qualité d'agent diplomatique et Consul Général d'Angleterre en Egypte. Il fut vite enlevé par une cruelle maladie en Angleterre le 12 Juillet 1911.

Lord Kitchner fut nommé à sa place. Sa politique ferme sut dompter le pays. Il chercha notamment à améliorer la situation du fellah afin de faire aimer l'Angleterre par la plus grande partie de la population. C'est sous lui que la loi des Cinq feddans fut promulguée. En vertu de cette loi tout cultivateur propriétaire de 5 feddans et au dessous ne risquait pas de subir la saisie et la vente forcée de son domaine. C'est en quelque sorte afin de conserver le domaine familial.

En 1911, à la suite de la guerre Italo-Turque, la Sublime Porte ayant évacué la localité de Solloum, celle-ci a

---

(1) V. Lord CROMER : *Abbas II*, Préface.

(2) MOUSTAFA PACHA KAMEL, Discours du 3 Mars, 1896, à Alexandrie.



été militairement occupé par les Egyptiens et incorporée officiellement à l'Egypte le 9 Avril 1912.

Lord Kitchner faisait des efforts sensibles pour développer dans le pays le commerce, l'industrie et l'agriculture. Il cherchait à améliorer la constitution de l'Egypte en élargissant le droit à la représentation. Une loi organique et une loi électorale furent promulguées le 1<sup>er</sup> Juillet 1913 instituant une « Assemblée législative » et un « Conseil provincial » dans chaque moudirieh. L'Assemblée législative était composée de 17 membres nommés par le gouverneur, de 66 membres élus et des ministres. Elle donnait un avis consultatif avant la mise en vigueur de toute loi nouvelle. Seul tout impôt nouveau devait être discuté et voté par l'Assemblée.

En cas de désaccord avec l'assemblée, le gouvernement égyptien avait le dernier mot.

Comme on le voit, les droits de cette assemblée étaient tellement limités qu'elle ne pouvait entreprendre aucune réforme nouvelle profitable au pays.

Les « Conseils provinciaux » pouvaient voter des contributions temporaires dans un but d'utilité publique — émettaient des vœux en matière d'agriculture et de travaux.

Mazloum pacha fut nommé président de l'Assemblée Législative et Zaghloul pacha fut élu vice-président.

Au commencement de l'été 1914, le Khédive Abbas Pacha Hilmy partit à Constantinople. Le 25 Juillet un étudiant égyptien, Mahmoud Mazhar commit sur lui un attentat. Le coup porté au Khédive n'était pas mortel et la guérison ne fut pas longue.

Presqu'au même moment la grande guerre éclatait.

---

## Deuxième Partie

---

# L'ÉGYPTE A PARTIR DE 1914 JUSQU'A NOS JOURS

---

### CHAPITRE PREMIER

---

#### L'Égypte pendant la Guerre

Lorsque la grande guerre éclata, sa répercussion s'est faite sentir d'une façon notable en Égypte. La Grande Bretagne a vu sonner l'heure où elle pourrait exercer sans contrôle son action sur ce pays depuis si longtemps désiré. Le Khédive Abbas Pacha, seul obstacle sérieux, se trouvait en voyage à Constantinople. Il fallait à tout prix l'empêcher de revenir. Lord Kitchner lui imputait plusieurs griefs. Il l'accusa de trafiquer les décorations, d'avoir voulu céder à la « Banco di Roma » pour le compte de l'Allemagne, le chemin de fer de Mariout, — d'avoir dilapidé les biens de l'administration des Wakfs.

Dès l'entrée des Turcs en guerre, les leaders du pays firent savoir au général Maxwell la volonté du peuple de coopérer à la défense de l'Égypte aux côtés de la Grande-Bretagne pourvu qu'à la fin des hostilités le pays retrouve

sa complète indépendance. L'Angleterre refusa cette coopération d'un geste habile.

Déjà une série de mesures sérieuses étaient intervenues. Le 2 novembre 1914 l'Angleterre plaçait l'Egypte en « état de siège ». C'était le premier acte de la suite ininterrompue de « Proclamations » que les Egyptiens trouvèrent depuis lors fréquemment affichées sur les murs du Pays. Le même jour, par une deuxième proclamation, le Général Maxwell commentait les pouvoirs qu'il avait en vertu de la Déclaration de l'Etat de Siège. Dans l'art. 3 de cet acte, il parlait du Droit de réquisitions. Cette mesure fut tellement abusive et appliquée injustement que le fellah égyptien ayant de tout temps la réputation d'être l'homme le plus docile au monde commença à souffrir. Les fautes commises en ce sens par les Anglais furent une des principales causes de mécontentement du pays et de son soulèvement général.

Depuis ce jour l'aspect de la Capitale se transforma. Partout on trouvait des soldats anglais, indiens, et surtout australiens et néo-zélandais. Pour donner plus de force à sa Proclamation, le Général Maxwell fit défiler, le 2 novembre 1914 dans les rues du Caire, une armée de 20.000 hommes, et lui-même marchait en tête. Les soldats britanniques remplacèrent cette année et les années suivantes, les beaux contingents de touristes que l'Egypte avait l'habitude d'hospitaliser pendant les mois d'hiver. Il est inutile de rappeler ici tous les excès que ces militaires ont commis dans les villes et les villages durant leur séjour. Disons seulement que souvent leurs chefs se trouvaient incapables de les dompter et il fallait la force armée pour pouvoir les mettre à l'ordre : des quartiers entiers ont été dévastés et brûlés par eux. Souvent ni la

propriété ni l'homme n'ont été respectés par ces soldats qui devaient combattre pour la justice.

En décembre de la même année, l'armée résidant au Caire et ses environs, avait planté ses tentes dans trois points stratégiques. Les Anglais campaient à Méadi, les Néo-Zélandais à Héliopolis, et les Australiens aux Pyramides (1). Tous ces préparatifs étaient faits pour impressionner l'élément égyptien. L'Angleterre était à la veille de prendre une décision énergique au risque de tout briser. Le 18 décembre 1914, les Cairotes, à leur grand étonnement, virent placardée sur les murs de la Capitale la *Proclamation* suivante :

« Le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique pour les affaires étrangères annonce que, vu l'état de guerre résultant de l'action de la Turquie, l'Egypte a été placée sous la protection de Sa Majesté et constituera dorénavant un protectorat britannique.

« La suzeraineté de la Turquie sur l'Egypte cesse ainsi d'exister, et le Gouvernement de Sa Majesté prendra toutes les mesures nécessaires pour la défense de l'Egypte et pour la protection de ses habitants et de ses intérêts. »

L'histoire de l'Egypte tourna à cette date vers une nouvelle phase. Les Anglais par leur seule volonté avaient trouvé bon de lui imposer un statut nouveau. Leur prétention était d'affermir le protectorat de fait en protectorat de droit. Erreur profonde ! Un protectorat n'est valable que tant que le pays protégé donne son consentement.

---

(1) VAN DEN BOSCH : *L'Egypte Nouvelle*, Revue hebdomadaire 1915, p. 643.

Par définition même il ne peut y avoir protectorat qu'en vertu d'un traité passé entre deux états. Or, l'Egypte n'a jamais consenti une pareille situation. Si elle a gardé le silence pendant les hostilités, c'est que tous les habitants croyaient à la bonne foi de l'Angleterre qui avait déclaré aux représentants officiels du peuple que le protectorat n'était qu'une simple mesure provisoire qui disparaîtrait avec la fin de la guerre. Rien ne pouvait jusqu'alors démentir la bonne foi de la Grande-Bretagne. Aussi le pays garda son calme habituel et se résigna à attendre le jour de la liberté.

L'Angleterre ne pouvait pas laisser l'Egypte sans souverain. Elle avait déjà assez souffert avec le Khédive Abbas Hilmy qui défendait si violemment les intérêts de son pays. Ce qu'il fallait c'était un monarque plus facile à manier. Aussi décida-t-il de destituer le Khédive encore à Constantinople. On fit courir le bruit qu'il s'était rangé du côté de la Sublime Porte. Son remplaçant devait répondre à la coutume séculaire qui veut que le chef au pouvoir soit un membre de la famille de Mohamed Aly. Le choix tomba sur la branche collatérale. S. A. le Prince Hussein Kamel Pacha, oncle d'Abbas, était tout désigné pour remplir la nouvelle charge.

Pour briser complètement l'ancien lien qui rattachait l'Egypte à la Turquie, l'Angleterre changea le titre que portait dorénavant le nouveau chef d'Etat. Le mot « Khédive » était bien turc. Il fallait en chercher un nouveau qui pourrait convenir aux circonstances. L'esprit imaginaire des Anglais ne fut pas long à trouver un titre qui pouvait en l'occurrence rivaliser avec le souverain de la Turquie: celui de « Sultan ». Dès le 19 décembre la nouvelle était annoncée au peuple par la même voie de publicité.



Cette proclamation était accompagnée d'une Communication transmise à S. H. le nouveau Sultan par le Gouvernement Britannique.

Cette longue communication traçait le programme que l'Angleterre s'engageait à suivre. Elle considérait à juste titre que l'Égypte faisait partie de l'Empire Ottoman et à partir de la déclaration aucun lien de vassalité ne la lierait à la Porte. Fait unique en son genre, la Grande Bretagne s'arrogeait le droit pour destituer le Sultan et le Khédivé. Comment pouvait-elle avoir pareille prétention ? Les justifications qu'elle donna ne purent à aucun moment appuyer sa thèse. Contrairement à la Convention de Paris et aux traités intervenus entre elle et les autres puissances concernant l'Égypte, l'Angleterre ou n'importe quelle autre puissance ne pouvait, sans le concours commun, intervenir dans les affaires d'Égypte. L'Angleterre avait déjà reconnu formellement dans l'accord de 1904 qu'elle n'avait nullement l'intention de toucher au statut politique du pays et, à la première occasion qui se présentait, elle renonçait à tous les engagements. Le Prince Hussein Pacha, éloigné du pouvoir par son neveu Abbas Hilmy, était un propriétaire et un agriculteur des plus avertis. Il présidait la Société d'Agriculture du Caire. Malgré son âge assez avancé, le Prince ne pouvait refuser un tel poste honorifique. D'un goût très modeste, il n'avait jamais rêvé l'ascension au trône et c'est avec enthousiasme qu'il laissa ses champs pour aider l'Angleterre dans son œuvre et guider le peuple égyptien vers une autonomie progressive. Nous avouons que le moment était critique et s'il n'avait pas accepté l'offre, certainement un autre aurait occupé le trône à sa place.

Par sa lettre du 19 décembre 1914, il chargeait Rouchdi

Pacha, ancien premier, de rester au pouvoir et il lui traçait le programme à suivre en ces termes :

« Notre gouvernement aura donc pour constante préoccupation la diffusion et le perfectionnement de l'enseignement à tous ses degrés, l'administration d'une bonne justice et son organisation dans une direction plus appropriée aux conditions actuelles du pays, il accordera le soin le plus vigilant aux questions intéressant la tranquillité et la sécurité des habitants, et donnera une nouvelle impulsion au développement économique de l'Égypte. »

« En ce qui concerne les institutions représentatives, Nous aurons à cœur d'associer de plus en plus les gouvernés au gouvernement du pays. »

Le 20 décembre devait être la fête officielle pour l'avènement du Sultan au trône d'Égypte. Dans ce but une énorme tente où flottait le nouveau drapeau égyptien avec trois croissants blancs sur fond rouge, fut dressée à Abdine pour recevoir les notables et le monde officiel. Le Général Maxwell et son chargé d'affaires présentèrent au nouveau Sultan leurs hommages. Les choses se passèrent sans incident. La population gardait toujours sa fermeté et son calme habituels.

Le Sultan fit son possible pour être aimé. Les écoles eurent tour à tour sa visite et ses meilleurs conseils : les œuvres de charité eurent souvent l'occasion de trouver en lui une âme généreuse. Il aimait l'agriculture, source de toutes les richesses en Égypte. M. Van den Bosch, actuellement Procureur général auprès de la Cour d'Appel d'Alexandrie, trouvait en lui un horticulteur de premier ordre. Malgré ses qualités, le Sultan Hussein ne répondait pas aux aspirations du peuple égyptien. Aussi plusieurs tentatives avaient été faites pour porter atteinte à sa vie et celles de ses ministres. La première fut l'œuvre

de Mohamed Khalil qui, le 9 avril à 3 heures 30, tira un coup de feu sur Sa Hautesse au moment où elle passait en voiture dans la rue d'Abdine. Déféré à un Conseil de guerre, le malfaiteur, défendu par M<sup>e</sup> Perrot, fut condamné à mort et la sentence fut approuvée par le lieutenant-général Sir John Maxwell le 24 avril.

Un second attentat fut dirigé à Alexandrie contre le Sultan le 9 juillet 1915 pendant qu'il se rendait à la mosquée pour la prière du vendredi.

Le 10 août de la même année Saleh Abdel Latif frappait de trois coups de couteau, à la gare du Caire, le ministre des Wakfs, S. E. Ibrahim Pacha Fathy.

### **Opérations militaires.**

Les Anglais avaient pris leurs mesures en vue de repousser toute attaque provenant du côté du Canal de Suez. Des bruits avaient déjà couru que les Turcs, commandés par des chefs allemands, entreprenaient la marche vers l'Egypte. Entre le 2 et le 3 février 1915, 15.000 turcs s'avançaient vers le Canal au sud d'Ismailieh. La grande bataille s'engagea à l'aube sur un front d'environ 4 kilomètres. Un feu nourri attaqua le détachement turc. Malgré l'acharnement de la bataille l'ennemi arriva jusqu'à la berge même du Canal et mit à l'eau de longues barques. Mais le feu anglais fit chavirer toutes ces barques. Cependant quatre Turcs arrivaient à gagner la côte égyptienne à la nage et l'avant-garde turque résistait toujours.

A partir du 3 juin les Turcs subissant échec sur échec se virent obligés de retirer leurs troupes. Depuis le 9 janvier 1915 le poste de Haut Commissaire Britannique était confié au Caire à Sir Henry Mac Mahon.

Les Germano-turcs n'avaient pas perdu courage. Pour occuper leurs ennemis sur différents fronts, ils lancaient les Senoussis contre l'Egypte sur la frontière occidentale. Cette nouvelle invasion échoua de même que la première. Avant l'arrivée de Gaafar à Tripoli en 1915, l'attitude du Senoussi vis-à-vis de l'Egypte était amicale. Gaafar, un turc germanisé, d'une grande habileté, arriva dans la ville avec une grande provision d'armes et fit changer l'attitude du chef religieux.

Le premier incident se produisit le 16 août 1915. Deux sous-marins britanniques qui s'abritaient contre la tempête sur la côte Cérénaïque furent attaqués. La concentration des troupes anglaises, sous le commandement du Major-général A. Wallace, fut complétée à Marsa Matrouh le 7 décembre. Les premiers engagements du 11 et 13 décembre 1915 montrèrent que les forces anglo-égyptiennes n'étaient pas suffisantes. Le Senoussi fut attaqué le jour de Noël 1915, subit une défaite et dut battre en retraite.

L'année 1916 fut marquée par la fameuse expédition turque d'Egypte d'après les plans d'Enver pacha. L'ennemi était sous le commandement de Nouri bey, frère d'Enver Pacha qui avait sous ses ordres comme second Gaafar. Le 26 février, l'armée britannique emportait un succès décisif : Gaafar fut blessé et Nouri bey tué.

A la même date, les membres de l'Assemblée législative, I. L. E. E. Mazloum Pacha, Saad Zaghloul Pacha, sur l'invitation de l'autorité militaire, allaient examiner les travaux militaires accomplis près du Canal de Suez.

Le 21 mars 1916 le Général Maxwell quittait l'Egypte après avoir confié son poste au Général Sir Archibald Murray.

Une nouvelle monnaie égyptienne fut frappée portant l'effigie du Sultan Hussein Kamel.

Outre les Turcs et les Senoussis, le Darfour se révoltait, ayant à sa tête Ali Dinar. Le Sirdar de l'armée égyptienne, Sir Waigate fit occuper Obeid les premiers jours de mai. Le 6 novembre la victoire était complète, le Sultan Ali Dinar mourrait des suites d'une blessure et tous ses fils étaient emmenés captifs.

Les Turcs ne perdaient pas courage et renouvelaient vainement leurs attaques. Le 4 août, l'ennemi prit l'offensive dans le district de Katia. Après une brillante contre-attaque anglaise, l'ennemi était encore une fois battu et perdait 1.600 prisonniers.

Le 21 décembre, les Anglais occupaient El Arish et la sécurité du Canal de Suez était assurée tant du côté Ouest que d'Est.

L'arme turque, devant les succès anglais et ne pouvant recevoir ses renforts en temps voulu, décida d'abandonner ses positions soigneusement préparées et de retirer précipitamment ses forces vers l'Est.

Le 13 novembre, un aéroplane ennemi survola le Caire et jeta 9 bombes tuant 14 personnes et en blessant 25.

Sir Reginald Wingate remplaça, le 27 décembre 1916, comme Haut Commissaire en Egypte, Sir Henry Mac Mahon.

L'année 1917 fut fertile en événements, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays.

A l'extérieur c'est la campagne victorieuse des troupes anglaises en Palestine, conduite par le Général Murray, puis par le Général Allenby. Le succès des Anglais était assuré par la construction des lignes de chemin de fer et des routes dans le désert.



Le 10 mai 1917, les populations civiles de Gaza, Jaffa et de Jérusalem avaient l'ordre d'évacuer les lieux.

Après sa brillante expédition en Palestine, le Général Sir Edmun Hynman Allenby succédait le 2 juin 1917, en Egypte, au Général Sir Archibald Murray, comme commandant en chef des forces expéditionnaires. Après la prise de Bir Sabaa, on annonçait officiellement le 7 novembre, l'entrée à Gaza. Le 13 novembre 1917, toute la ligne ennemie était entre les mains des Anglais. Un mois plus tard, le commandant en chef faisait son entrée à Jérusalem. L'*Illustration* du 26 janvier 1918 a décrit cette entrée triomphale des alliés dans la Ville Sainte.

A l'intérieur, l'année 1917 fut marquée par le recensement de la population et par la maladie et la mort du Sultan Hussein, survenue le 9 octobre 1917. « Un affreux malheur, disait une note publiée à l'officiel par S. E. Rouchdy Pacha, a fondu sur l'Egypte ; elle vient de perdre son souverain Bien-Aimé. Sa Hauteesse, le Sultan Hussein I est décédé aujourd'hui à midi. Par son profond amour pour le pays, par son admirable dévouement à la cause publique, non seulement pendant les trop courtes années de son règne, mais durant toute sa vie il a bien mérité de la patrie. Par ses éminentes qualités de l'esprit et par ses magnifiques qualités de cœur, il a gagné l'affection et la vénération non seulement des Egyptiens, mais encore de tous les habitants du territoire. Sa mort sera pleurée par l'Egypte à l'égal d'un deuil national et nul doute que dans tous les coins du pays, non seulement dans les temples de Dieu, mais encore dans les demeures privées, depuis l'humble chaumière jusqu'au palais somptueux, s'élèveront d'ardentes prières pour le repos de l'âme de celui que l'histoire pourra surnommer « le père du

peuple. » C'est le cœur brisé que je vous fais part de la terrible perte que l'Egypte vient d'éprouver. »

Le choix de l'Angleterre tomba sur le frère du défunt pour lui succéder. Jusqu'alors la question de la succession au trône d'Egypte n'était pas tranchée et c'est au gré de la Grande-Bretagne que l'Egypte aura un Sultan, un roi ou un souverain qui changera de titre suivant les circonstances politiques et les conditions plus ou moins favorables.

Le 10 octobre 1917, Fouad I accéda au trône avec le même titre de Sultan que feu son frère.

« La mort du frère de Votre Hautesse, le défunt Sultan, disait Sa Majesté le roi George dans sa dépêche, m'a causé un regret profond et constitue une lourde perte pour son pays dont il a servi les intérêts avec tant de dévouement. Je suis convaincu que les efforts de Votre Hautesse pour le bien de l'Egypte et de ses habitants rencontreront un égal succès et que votre règne que je souhaite long, sera prospère. Dans votre haute dignité vous pouvez être assuré de ma constante amitié et de mon continuel appui. »

En réponse Sa Hautesse le Sultan écrivait :

« Je suis profondément touché des condoléances que Votre Majesté a eu la bonté de m'adresser à l'occasion de la perte cruelle qui vient de frapper ma famille et mon pays par la mort de mon frère bien aimé. Je prie Votre Majesté d'agréer l'expression de ma vive gratitude pour les vœux qu'il lui a plu d'exprimer pour le succès de mon règne et dans ma constante sollicitude pour le bien de mon pays. Je suis heureux de pouvoir compter sur la bienveillante amitié de Votre Majesté et de son précieux appui. »

FOUAD.

L'Angleterre tant officielle qu'officiieuse regrettait la mort du Sultan Hussein et espérait trouver dans son successeur

un digne remplaçant. C'est ainsi que l'organe anglais, le « Times », s'exprimait : « L'Empire Britannique a perdu, par la mort du Sultan d'Egypte, un véritable et précieux ami.... La fidélité du Sultan Hussein Kamel I n'a jamais chancelé et ses relations avec l'Angleterre ont toujours été empreintes de la plus grande loyauté. Les efforts dévoués qu'il a consacrés à la prospérité de ses sujets sont notoires. A peine sur le trône il a su gagner l'affection de son peuple et lui prouver qu'il était le Sultan idéal. » Le « Times » disait en outre que le Prince Fouad était un homme dont personne n'ignore les vues larges et l'attitude constamment amicale vis-à-vis de l'Angleterre.

Dans la même année et précisément le 7 juin, Lord Kitchner of Kartoum avait péri, noyé dans la mer du Nord en se rendant à l'invitation du Tsar de Russie pour discuter d'importantes affaires militaires et financières. Avant lui, Lord Cromer décédait le 27 janvier 1917.

L'année 1918 fut marquée par les opérations militaires en Palestine et en Syrie.

Le 1<sup>er</sup> Janvier l'armée anglaise occupait différentes places. L'attaque turque en vue de la reprise de Jérusalem aboutit à affermir la situation des troupes britanniques. Depuis Février des rencontres fréquentes avaient lieu. Le 24 septembre les Anglais occupèrent Caïffa et Saint-Jean-d'Acre. Dans une dépêche au Général Allenby le Sultan disait :

« J'ai suivi avec un intérêt sans cesse croissant la marche victorieuse de vos troupes dont l'élan irrésistible a eu raison de tous les obstacles. Je suis plein d'admiration pour le courage indomptable de vos soldats et en présence de ces magnifiques succès, je félicite personnellement Votre Excellence à qui revient l'honneur de la conduite de ces belles opérations. »

Après l'occupation de Tibériade, le 25 Septembre, Damas se rendit le 1<sup>er</sup> Octobre, à 6 heures du matin.

Beyrouth tomba le 10 Octobre entre les mains des Alliés après la prise de Tyr, Saïda, Rayek et Zahlé, et en Octobre la Turquie demandait l'armistice qui lui fut accordé le 30 du même mois à midi.

\* \*

La population égyptienne, confiante en l'avenir, prêtait son concours à l'Angleterre de diverses façons. Des milliers d'ouvriers du pays et de tous les métiers étaient mobilisés pour les travaux de l'armée. L'Angleterre ne ménageait en rien les ressources du pays. Toute la production de blé, maïs, avoine passait à l'armée dans les meilleures conditions. Dans les villages on réquisitionnait aux plus vils prix les bestiaux, seules ressources du paysan.

Un service organisé pour le recrutement des ouvriers et fellahs fut établi dans tous les villages. L'anarchie régnait. Le système de l'ancienne corvée reprenait. Pour satisfaire les exigences de l'Angleterre dont les ordres étaient sévèrement exécutés, les hommes devaient partir malgré leur bonne volonté. On peut comparer cette période à celle qui sévissait en France lors de la Révolution. Il suffisait d'être suspect pour être appelé et envoyé dans le plus bref délai rejoindre l'armée d'ouvriers qui se formait. Naturellement le fellah voyait ce traitement d'un bien mauvais œil. Souvent il achetait sa rançon bien chèrement et se faisait remplacer par un autre qu'il payait. On voit les inconvénients qui résultent pour un paysan qui quitte ses champs et sa récolte pour aller trouver la mort par la faim et la soif à travers les déserts. Il aurait été préférable de

partir pour un combat afin de défendre sa patrie et verser son sang pour elle. Chaque départ était accompagné d'un deuil dans la famille du recruté !

Les Anglais ont dû regretter plus tard leur façon brutale d'agir, car ces actes les rendirent impopulaires auprès du paysan laborieux. Le fait est qu'ils ne pourront jamais oublier la part que l'Egypte apporta à la victoire. Le pays fut utilisé pendant toutes les opérations de Palestine, de Syrie et de Mésopotamie. Le général Allenby a reconnu lui-même officiellement toute l'étendue et l'importance de cette coopération.

« Pour se faire une idée exacte de l'importance du concours égyptien, il faut se représenter un pays dont toutes les ressources en hommes, en matériel, en argent, en produits agricoles et industriels étaient à la disposition des autorités militaires » (1).

L'aide en argent n'a pas été non plus négligeable. L'autorité militaire se mettait en devoir de demander le plus qu'elle pouvait exiger des particuliers. La charité devenait en quelque sorte obligatoire et personne ne s'en plaignait. Le commerçant voyait plusieurs agents frapper le même jour à sa porte. Les uns lui réclamaient des secours pour l'œuvre de la Croix-Rouge, les autres pour le Croissant Blanc, etc. Au budget égyptien de 1918 a figuré une contribution de 3.500.000 livres égyptiennes comme assistance à l'œuvre de guerre.

Le docile Egyptien, qu'il soit fellah, commerçant, fonctionnaire ou de profession libérale, acceptait tout sans une plainte.

---

(1) V. Mémoire de la Délégation Egyptienne sur : *Les Revendications Nationales Egyptiennes*.



Non contents d'exiger de l'Egypte tous ces sacrifices en hommes et en récoltes, les Anglais ont suivi en ce pays au point de vue du coton une politique d'une criante injustice :

La guerre devait avoir inévitablement une répercussion sur le marché de coton égyptien. La Commission de la Bourse des marchandises d'Alexandrie décidait le 6 août 1914 de fixer un minimum pour clôturer tous les contrats de coton. Ce prix fut fixé à 15 talaris 3/8. M. le Conseiller financier de retour d'Europe, s'empessa de faire rapporter cette décision qui n'avantageait pas son pays. La presse locale préconisa plusieurs solutions en vue de remédier à cet état de choses. A partir du 2 Août 1914 le Gouvernement avait décrété le cours forcé des Banknotes de la « National Bank of Egypt ». L'or se trouvant dans la caisse de la dite Banque en garantie de l'émission des billets fut tout entier dirigé sur Londres et remplacé par des titres d'emprunt anglais. Le résultat fatal ne se fit pas attendre. Le fellah fut obligé de se débarrasser de son coton à 8 ou 9 talaris le cantar pour payer ses impôts. Souvent, n'y parvenant pas il était obligé de vendre son bétail et les bijoux de sa femme. C'était le cataclysme et une crise sans précédent. Les banques ne montraient aucune pitié pour leurs clients. Elles exigeaient leur remboursement immédiat. Aucun crédit n'était permis. Le commerce frappé d'un tel coup mortel se trouvait anéanti. Jamais les tribunaux n'ont plus travaillé, jamais il n'y a eu plus de protêts et d'expropriations.

Cette crise exceptionnelle dura jusqu'en 1917. Mais une pression s'exerçait en vue de gêner le fonctionnement normal des transactions. Une décision de Juin 1917 liquidait

la situation des vendeurs en Bourse à 23 talaris, et bientôt ce fut la fermeture de la Bourse d'Alexandrie.

L'exportation du coton n'était plus libre et le Gouvernement anglais achetait toute la graine de coton de 1917.

Ces restrictions continuèrent tant que la guerre a duré. Ce n'est qu'après l'armistice que l'Egypte commença à voir de meilleurs jours et a pu vendre un peu plus librement son coton avec des bénéfices appréciables.

Il faut remarquer que pendant toute la durée de la guerre et même jusqu'à nos jours, un régime d'une sévérité sans précédent mit en terreur le pays. Plus de liberté en matière de presse ! Les journaux ne peuvent publier que ce que l'autorité britannique veut bien. Au moindre échec, c'est la fermeture et la suspension du journal. Les dépêches venant de l'étranger étaient minutieusement censurées. L'Egypte n'apprenait que les nouvelles de sources anglaises et telles que la Grande Bretagne voulait qu'on les eut.

La liberté individuelle est inconnue depuis lors. Le régime de la loi martiale a suspendu le peu de liberté dont les Egyptiens jouissaient. Il suffit qu'une personne soit suspecte pour être déportée hors d'Egypte. La chose s'est fait tout de suite sentir à partir des premiers jours du mois d'Octobre 1914 où le Gouvernement britannique conviait deux princes de la famille Khédivale et un ministre, naguère fidèle à la politique de l'ex-Khédiva Abbas, à partir pour Naples.

On croyait que par la terreur et la force on arriverait à dominer et à posséder le plus facilement du monde ce peuple doux et docile.

---

## CHAPITRE II

---

### L'Armistice et la Paix

---

Tant qu'a duré la guerre, l'Egypte attendait avec patience son sort. Mais la voix d'un grand réformateur avait déjà retenti à travers l'univers prêchant des principes nouveaux pour le maintien de la paix universelle, Sir Woodrow Wilson. Champion de la Justice et de la Démocratie, il avait, par ses messages au peuple et au Congrès américain, fait savoir au monde entier les bases d'une paix durable et d'une société nouvelle. Dans son discours du 8 Janvier 1918, il posait ses quatorze points connus (1). Ces principes répondant aux vœux les plus chers de l'Egypte et de tout pays se trouvant sous le joug d'un autre, furent accueillis avec la joie qu'ils méritaient. C'était le commencement d'une ère nouvelle de bonheur et de prospérité pour tous ceux qui souffraient. L'appui que les Etats-Unis prêtaient à ces pays, donnant à chaque peuple le droit de disposer de lui-même, fût un grand soutien pour inciter la peuple à secouer le joug de l'occupant.

Et lorsque le 11 Novembre 1918, dans l'après-midi, la nouvelle de l'armistice fût confirmée en Egypte, tout le pays ne se contenait plus de joie. C'était comme si la guerre était gagnée par l'Egypte elle-même. Jamais quiconque

---

(1) V. ARTHUR ROY : *War addresses of Woodrow Wilson*, p. 97 suiv.

a été au Caire à ce moment n'oubliera le souvenir que cette agréable fête a laissée dans le cœur de tout patriote. A cette joie venait s'ajouter le plaisir de trouver satisfaction dans l'exécution du programme wilsonnien. En effet, Wilson n'a-t-il pas dit : « Le temps des conquêtes et des agrandissements est passé : de même également le temps des conventions secrètes.....

« Nous voyons très clairement qu'à moins que justice ne soit faite aux autres, elle ne nous sera pas faite à nous.....

« Les peuples ne doivent pas être passés d'une souveraineté à l'autre par une Conférence internationale ou un arrangement entre rivaux et adversaires. Les aspirations nationales doivent être respectées. Les peuples ne doivent aujourd'hui être donnés ou gouvernés que de leur propre consentement. »

Rien ne pouvait mieux répondre aux sentiments des Egyptiens que ce dernier paragraphe. C'était reconnaître au pays le droit de dénoncer tous les actes arbitraires intervenus depuis 1840 entre les puissances et contre lesquels il n'a jamais cessé de protester le plus énergiquement.

Les propos les plus saillants du président Wilson concernant la liberté des peuples ressortent souvent dans tous ses messages. Voici notamment ce qu'on peut noter :

« Voici donc les idées que nous représentons et soutiendrons, disait-il dans son discours du 5 Mars 1917, dans la guerre et dans la paix : toutes les nations ont un intérêt égal à la paix du monde et à sa stabilité politique des peuples libres : elles ont une même part de responsabilités au maintien de cette paix et de cette stabilité ; le principe essentiel de la paix est une réelle égalité de toutes les nations dans toutes les questions de Droit et de privilèges ;

les Gouvernements doivent puiser leur pouvoir légitime dans le consentement de ceux qu'ils gouvernent, et la pensée, la volonté, les forces communes à toute la famille des nations ne sauraient soutenir d'autre pouvoir..... (1).

Dans son discours au Congrès des Etats-Unis du 11 Février 1918, le grand philosophe déclarait : « Les principes à appliquer sont les suivants :

1°

2° Il faut que les peuples et les provinces cessent d'être troqués entre les Gouvernements comme de simples biens meubles, ou comme des pièces échangeables dans un jeu, dans le grand jeu aujourd'hui discrédité à jamais de l'équilibre des puissances ;

3° Il ne doit être fait, dans cette guerre, aucun règlement territorial qui ne réponde aux intérêts et avantages des populations intéressées et qui soit une simple clause d'arrangements ou de compromis entre les ambitions d'Etats rivaux ;

4° Chaque nationalité bien définie devra avoir ses aspirations réalisées dans toute la mesure du possible et de manière à écouter toutes causes nouvelles ou anciennes de discorde et d'antagonisme, d'où résulteraient à l'avenir de nouveaux dangers pour la paix de l'Europe et du monde. »

Cette fois l'appui moral était énorme. Il fallait sa réalisation. Tout le monde attendait que la paix fût conclue sur les bases édictées par le Président des Etats-Unis. L'effort que le pays avait déployé allait donc être couronné de succès. Hélas ! la lutte devait être longue ! Wilson a

---

(1) V. *Le Président Wilson. . . La Guerre et la Paix* (1918). — Librairie Berger-Levrault, pp. 34-35.



eu à faire à de plus fins diplomates qu'il n'était théoricien. Lloyd George sût exercer une telle influence que ces règles ont perdu toute la force qui faisait leur beauté. N'empêche qu'on ne joue pas de la sorte avec la mentalité d'un peuple. L'Égypte attendait avec impatience l'heure de l'ouverture du grand congrès de la Paix pour faire entendre sa voix et faire valoir ses réclamations aux yeux de tout l'univers. Arrivée à un tel point de civilisation, elle juge utile d'occuper dans le monde la place dont elle était digne. L'heure de l'esclavage était déjà passée.

La Conférence de Paris devait réunir tous les peuples. L'Angleterre avait fait représenter tous ses dominions et jusqu'à envoyer deux délégués du nouveau royaume de Hedjaz, créé pour servir sa cause. Les intérêts anglo-saxons se trouvaient de la sorte défendus par 17 délégués alors que la France n'avait que cinq plénipotentiaires. Bien entendu, nombre d'autres petits états avaient leur place : l'Arménie, la Grèce, etc. L'Égypte qui avait jusqu'alors servi par tous les moyens en son pouvoir la cause de l'entente bien plus certainement que ne l'a fait la Grèce et surtout le Hedjaz ou l'Arabie, comptait plus que jamais prendre part à cette délibération et faire valoir ses droits.

Les délégués de la nation voulurent se fixer sur l'attitude que prendrait l'Angleterre vis-à-vis de l'Égypte et si elle comptait abolir le protectorat provisoire établi contre toute règle en Novembre 1914. Dès le 13 Novembre 1919, Saad Pacha Zaghoul (1), grand leader du réveil de l'Égypte-

---

(1) Saad Zaghoul, ou Saadallah Zaghoul, ainsi qu'il était appelé dans son enfance, est né à Biana, région du Delta il y a près de soixante dix ans. Il commença par mener la vie tranquille de fellah avant d'entrer à l'Université d'El Azhar.

Lors de la révolution d'Arabi Pacha, en 1882, le cheikh Saadallah,

te, alors vice-président élu de l'Assemblée législative, accompagné de deux membres de l'Assemblée : Aly Pacha Chaarawi et de Abdel Aziz bey Fahmy, bâtonnier de l'ordre des avocats indigènes au Caire, se rendaient chez le Haut-Commissaire Britannique, Wingate Pacha, et réclamaient l'abolition de toutes les mesures exceptionnelles prises durant la guerre. Sur une question posée par Win-

---

comme on le nommait alors, s'est fait remarquer par son âme patriotique et pour la première fois chercha à se mettre à la tête de la foule pour prêcher l'indépendance de son pays. Arrêté, il fut interné dans les Casernes de Kasr El Nil.

Plus tard il devint avocat; son éloquence et son intelligence lui firent une réputation dans les Cours indigènes et le firent avancer assez vite. En 1893, il fut nommé conseiller à la Cour d'Appel.

A ce moment, des idées de progrès national et social se répandaient en Egypte et Zaghoul fut attiré par ce mouvement. Il fréquenta les salons de la Princesse Nazli, centre du monde intellectuel du Caire et qui prêchait avec ferveur les doctrines de l'Anglophobie.

Il rencontra Moustapha pacha Fahmy, le grand homme d'Etat, qui fut premier ministre de 1895 à 1908. En 1896, Zaghoul épousa sa fille, et en 1906, Lord Cromer lui offrit le portefeuille de l'Instruction Publique.

Après la démission de Moustafa pacha Fahmy en Novembre 1908 et après le meurtre de Boutros Pacha Ghali, Premier Ministre Copte en Février 1908, il devint Ministre de la Justice dans le Cabinet Mohamed Saïd pacha.

Entre 1908 et l'arrivée de Lord Kitchner en Septembre 1911, le Nationalisme égyptien prit de larges mesures.

En 1912, il démissionna pour se mettre au service du pays. Il montra ouvertement ses idées anti-anglaises et réactionnaires.

Zaghoul pacha fut élu Vice-Président de l'Assemblée Législative. Ceci se passait au moment où les relations entre Lord Kitchner et le Khédiva devenaient très tendues. Zaghoul pacha déploya toute son énergie pour défendre le souverain contre les tendances anglaises.

Depuis 1916 la carrière politique de Saad pacha n'est autre que l'histoire même de l'Egypte.

(V. article du *Times*, 16 Mars 1922).

gate Pacha, tendant à savoir ce que veulent les Egyptiens, Aly pacha Chaarawi répondit :

« Nous voulons l'amitié qui lie l'homme libre à l'homme libre, non l'amitié qui unit l'esclave à l'homme libre » (1).

La délégation revendiquait au représentant anglais l'indépendance complète de l'Egypte. C'était la première tentative ayant un caractère officiel dans cette voie. Sir Wingate n'ayant reçu aucune communication de son pays sur ce sujet ne put donner à ses interlocuteurs aucune réponse décisive.

Le 13 novembre de chaque année est depuis fêté en Egypte comme le « Jour de l'Indépendance ».

Zaghloul pacha n'allait pas s'arrêter devant ce premier geste. Homme d'un talent remarquable, d'une instruction solide et d'une volonté tenace, il était tout désigné pour la conduite de son peuple. Sa modération et sa diplomatie peuvent rivaliser avec la capacité du meilleur diplomate européen. Tous ceux qui l'ont connu et approché l'estiment et l'honorent.

Il avait jugé l'heure propice pour se mettre à la tête de l'Egypte. Aussitôt des milliers de signatures d'Egyptiens donnaient mandat à la délégation dirigée par lui pour revendiquer l'Indépendance complète du Pays à la Conférence de la Paix. Mais l'autorité britannique prétextait que les mandats mis en circulation étaient de nature à troubler l'ordre public. Elle interdit leur circulation, et confisqua tous ceux qui étaient déjà couverts de signatures.

Le pays était dans un tel état d'effervescence que l'opinion publique força le ministre Rouchdy pacha à faire une démarche auprès des autorités britanniques pour fixer le

---

(1) V. M. SABRY : *La Révolution Egyptienne*, 2<sup>e</sup> partie, p. 12.

statut de l'Egypte d'une manière définitive. Rouchdy pacha fit sa demande au gouvernement anglais pour partir à Londres accompagné du Ministre de l'Instruction Publique, Adly Pacha Yaghen et de la délégation nationale. Sur le refus de cette demande, le ministère tomba.

Voici dans quels termes S. E. Rouchdy Pacha, demandait sa démission le 23 décembre 1918 :

« En assumant devant ma conscience, devant mon pays et devant l'histoire la responsabilité de ma charge sous le nouveau régime, je me suis essentiellement réservé de réclamer pour l'Egypte du Gouvernement britannique le plus de liberté possible quand s'ouvriraient les négociations de paix.

« Aujourd'hui qu'elles sont sur le point de s'ouvrir, j'ai, avec la plus haute approbation de Votre Altesse, demandé au Gouvernement Britannique de m'entendre.

« J'ai reçu une réponse équivalant à dire : « Plus tard, après la Paix. »

« J'estime au contraire que c'est maintenant le moment d'exposer et de plaider les aspirations nationales de l'Egypte.

« Dans ces conditions, j'ai l'honneur de présenter à Votre Altesse ma démission de Président du Conseil des Ministres et de Ministre de l'Intérieur....

« Entre temps, les députations composées de membres de nos institutions représentatives ont demandé à se rendre à Londres pour plaider la cause de l'Egypte. J'ai conseillé de les laisser partir et de les entendre. Non seulement on a passé outre à mon conseil, mais on a refusé de m'entendre moi-même pour discuter quel devait être éventuellement le statut du Protectorat.

« L'Egypte va être ainsi le seul pays qui n'aura pas pu faire entendre sa voix au moment où il va être définitivement statué sur son sort.

« Dans ces conditions je tiens à reprendre ma liberté et en conséquence j'insiste respectueusement auprès de Votre Altesse pour l'acceptation de ma démission. »

Or, le 18 janvier 1919, la Conférence avait terminé ses travaux préparatoires et inauguré ses séances au Quai d'Orsay.

Le 20 janvier, Saad Pacha adressa un mémoire au Président de la Conférence de la Paix, M. Clémenceau, contenant un plaidoyer d'une rare éloquence et d'une grande clarté pour les revendications de l'Egypte. Notre aimé Président croyait encore à la justice et au droit. Il était convaincu que sa requête serait prise en considération par les Réformateurs du nouveau monde. Voici en quels termes Saad Pacha implorait l'intervention des puissances :

« Impuissants et malheureux, nous avons deux fois plus de titres à votre justice. Et cette justice, nous sommes convaincus que la Conférence nous aidera à l'obtenir. Il ne sera pas dit qu'après les innombrables sacrifices consentis par l'Egypte et la promesse solennelle donnée que la Conférence cherchera *l'entière satisfaction* des peuples dans le réglément de leur sort, on étouffera notre voix à l'heure des suprêmes décisions ».

Dans une première partie de cette note, la Délégation Egyptienne exposait, après une courte introduction, le point de vue économique du pays quant à son commerce intérieur et extérieur, à son agriculture et son effort considérable pour le développement de son industrie, malgré la politique d'obstruction de l'Angleterre. Elle étudiait l'état moral de la population qui forme un seul bloc ethnique, et commentait l'organisation administrative et sociale du pays. La délégation regrettait que l'instruction publique ne répondait plus dans le pays au vœu manifesté par la population ; la faute remontait aux conseillers anglais du gouvernement égyptien. L'organisation judiciaire mixte et indigène, — le développement du commerce



grâce aux banques, bourses, sociétés, — étaient vite passés en revue.

Dans une seconde partie, le mémoire étudiait et répondait à deux objections qu'on peut soulever au sujet des revendications nationales, à savoir :

a) Les droits que l'Angleterre prétendait avoir sur l'Egypte ne sont à aucun point de vue légitimes. Avant 1882, le Khédivé avait son entière autonomie intérieure. L'insurrection d'Arabi n'était pas une cause suffisante pour l'occupation. La déclaration uni-latérale de protectorat ne peut non plus être invoquée comme un titre suffisant et légal.

b) De l'intérêt qu'aurait l'Egypte au maintien de la tutelle étrangère, la Délégation constatait que le pays vivait de sa vie actuelle depuis Mohamed Aly. Le mémoire faisait ressortir les méfaits de la domination anglaise en Egypte. Les Egyptiens livrés à eux-mêmes auraient pu développer plusieurs branches indispensables à la culture intellectuelle et à l'industrie nationale.

Dans sa troisième partie, le Mémoire énumérait la précieuse collaboration que l'Egypte avait prêtée à la cause des Alliés.

La quatrième partie développait ce que le pays attendait de l'« entière satisfaction » dont parlait le Président Wilson dans son discours du 27 septembre 1918. Cette entière satisfaction, l'Egypte ne peut l'avoir que si on lui reconnaît en premier lieu son droit à l'indépendance complète, droit naturel et imprescriptible des nations. Le pays serait honoré de placer cette indépendance sous la garantie de la Société des Nations. En outre, il faut que le Soudan lui fasse retour comme il a été de tout temps.

Enfin, dans sa cinquième partie, la Délégation Egyp-

tienne montrait comment le peuple s'était conduit pendant la guerre.

La Délégation fit parvenir ce remarquable appel au Président de la Conférence, afin de se frayer un chemin et de mettre au courant le grand Conseil sur une question que l'Angleterre tâchait d'éloigner à volonté. Zaghloul et ses compagnons croyait pouvoir affronter les difficultés et parvenir à exposer eux-mêmes la question égyptienne au Congrès de Paris. Mais l'Angleterre n'avait aucun intérêt à faire entendre aux autres puissances une voix criant justice et qu'elle tâchait d'étouffer. Il fallait agir plus sévèrement encore et, s'il le fallait, faire taire ces nouveaux parleurs fougueux.

Aucun ministère ne s'était encore formé en Egypte. Le Commandant en chef des Armées de la Grande Bretagne dans le pays avait saisi cette occasion pour menacer les chefs et membres de la Délégation qu'il fit mander chez lui au quartier général. Zaghloul jugea utile d'adresser une protestation énergique à M. Lloyd George. Il réclama auprès des autorités compétentes l'autorisation de voyager avec les autres membres en Europe. Un refus catégorique lui fût opposé. De crainte que Zaghloul, qui commençait à acquérir une popularité sans pareille, put influencer plus fortement la population par ses justes exhortations, l'Autorité militaire résolut d'en finir par un moyen extrême. Le 8 mars, le général Watson fit arrêter et déporter à Malte le chef nationaliste et trois de ses collègues : Mohamed Mahmoud Pacha, Ismaïl Sidky Pacha et Hamed El Bassel Pacha.

Cet acte arbitraire et injuste était le comble. L'Egypte avait suffisamment souffert et ne pouvait pas supporter plus longtemps de voir fouler aux pieds ses droits les

plus sacrés. Elle ne permettait pas qu'on touchât à son chef et qu'on infligeât à ce vieillard un traitement inhumain. Il y a une limite à tout, et le calice débordait. L'Égyptien qui est d'une nature douce et docile se révolta. Avant cette date on pouvait dire que l'Égyptien n'était pas aussi patriote que les autres peuples. Mais cette qualité que possède tout homme, sommeillait en lui jusqu'au moment où les circonstances aidant, elle s'est faite jour plus spontanée et plus forte que jamais. Il fallait accompagner ce noble sentiment de toutes les marques de modération et de justice. Il est vrai que les grandes passions sont aveugles, mais la prudence exige, en vue de sauvegarder ses droits, d'agir sagement et surtout légalement. La force en pareille matière, pour un pays dénué de toute arme, serait une folie. Un seul moyen inoffensif et efficace à employer c'était la grève. Toutes les classes de la société égyptienne se mirent en grève à partir du plus humble emploi jusqu'à la carrière honorifique et libérale : le barreau. A travers la ville se formaient des cortèges de manifestants pacifiques protestant contre le régime de terreur. Pour le comble, il a fallu que la force armée s'y mêlât pour combattre les manifestations, rien ne fut épargné et nombreux sont ceux qui trouvèrent la mort par les balles des mitrailleuses installées à tous les coins des rues de la capitale. Le mouvement des avocats indigènes tant auprès des Tribunaux mixtes que des Tribunaux indigènes tendait à paralyser l'œuvre de la justice dans le pays et faire comprendre aux anglais qu'on ne peut pas gouverner un peuple malgré sa bonne volonté. Deux confrères se présentaient à toutes les audiences pour quérir le renvoi de toutes les affaires à des dates éloignées. Chose curieuse, les clients et accusés acceptaient de grand cœur

ces renvois à longue date, bien que souvent c'était contre leurs intérêts. Les conseillers et juges des tribunaux se prêtaient de bonne grâce à ce mouvement. Seuls, les fonctionnaires du Gouvernement s'abstenaient. Aussi Lord Curzon, par son discours du 26 mars, ayant loué leur « loyalisme » à la cause anglaise, ils adressèrent une véhémence protestation au Sultan et sur les instances de Aly bey Marhe, déclarèrent à leur tour la grève. Celle-ci dura trois semaines pendant lesquelles le pays resta sans l'ombre d'un gouvernement. Si les Anglais étaient vraiment les maîtres, ils auraient pu conduire le navire. Les fonctionnaires de l'Etat se mêlèrent donc à la foule et firent suite à toutes les manifestations qui se déroulèrent à travers la capitale et dans les provinces.

Jusqu'alors les femmes retenues par des mœurs séculaires ne s'étaient jamais associées à aucune œuvre publique. La femme orientale était connue et réputée pour faire partie du Harem. Peu instruite, elle ne suivait pas le mouvement d'émancipation de ses sœurs d'Occident. Ce préjugé n'exista plus le jour où la femme égyptienne sentit qu'elle pouvait collaborer à l'œuvre nationale. Jamais on ne l'avait vu prendre la parole en public. Mais dès ce jour, nombreuses étaient celles qui, au milieu des grandes places de la capitale, haranguaient la foule pendant des heures entières au vu et au su des soldats et officiers qui passaient.

La Grande Bretagne n'avait pas perdu toute confiance. Elle croyait pouvoir mettre la discorde entre les deux castes d'égyptiens : coptes (1) et musulmans. « Diviser

---

(1) Les Coptes forment la race la plus ancienne d'Egypte. On fait remonter leur origine aux anciens Pharaons. Ces anciens chrétiens se

pour régner » est le principe favori de l'Angleterre. Ayant toujours compté sur les Coptes, elle croyait pouvoir continuer. Elle voulut leur faire croire que le mouvement national n'avait qu'un but purement religieux et qu'ils seraient les premiers à souffrir. Mais avant tout Égyptiens, et tenant à donner à leur pays la plus grande part de liberté et d'indépendance, ils firent cause commune avec leurs frères les musulmans.

Fait nouveau dans l'histoire, le drapeau égyptien portait en signe d'union le croissant et la croix.

Le nombre des mitrailleuses augmenta dans la capitale. Les soldats anglais avaient l'ordre de tirer sur tout ce qui leur semblait suspect. Aussi respectaient-ils bien cet ordre. Combien n'a-t-on pas vu de pauvres innocents couchés, fauchés par les balles meurtrières sans motif plausible. Des gamins de quelques années ont été abattus par les balles anglaises pour avoir un drapeau rouge avec une seule étoile, alors que le nouveau drapeau égyptien devait en avoir trois. L'enfant était considéré comme partisan de la Turquie et méritait le châtiment suprême.

Le paysan encore inactif, entraînait en jeu. Il voulait aider par tous les moyens en son pouvoir, l'œuvre commencée par les citadins. Il quitta son champ et enleva les rails des chemins de fer, incendia les gares pour rompre toutes communications avec la capitale. Les habitants des provinces ne voulaient pas que les troupes anglaises viennent occuper leurs villes comme il a déjà été fait au Caire où les soldats anglais occupaient militairement la gare, et tous les postes de police (Caracols). Déjà on apprenait

---

sont séparés des catholiques au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle et ont conservé jusqu'à nos jours toutes leurs anciennes institutions. — V. *Encyclopédie Larousse* pour avoir de plus amples détails. — V. *La Grande Encyclopédie*.



qu'à Assiout il s'était formé un gouvernement local déclarant son indépendance. De même à Minieh un Comité National avait proclamé la liberté.

Le Général Bulfin reçut bientôt l'ordre d'aller dans la Basse Egypte et le Général Huddleston dans la Haute Egypte, dans le but de rétablir le calme par tous les moyens. Partout où les troupes ont passé il y eut des scènes d'une horreur sans précédent dans l'histoire du monde civilisé : Des villages furent dévastés et brûlés.

Un seul homme jugé capable, à juste titre, par la Grande Bretagne pouvait rétablir l'ordre dans le pays. Un communiqué du 21 mars 1919, nommait le Général Allenby, Haut Commissaire en Egypte et lui donnait des pouvoirs étendus pour y faire respecter et maintenir le Protectorat de Sa Majesté le Roi.

Voici la note passée à l' « *Officiel* » sur la nomination du Général en Egypte :

« Il est porté à la connaissance du public qu'en vue de la situation grave en Egypte et de l'absence dans le pays d'un Haut Commissaire de Sa Majesté, le Roi a gracieusement daigné nommer le Général Sir Edmund Henry Hynman Allenby, G. C. B... G. C. M. G., au poste de Haut Commissaire extraordinaire de Sa Majesté pour l'Egypte et le Soudan.

« Il a pour mandat d'exercer l'autorité suprême en toutes matières militaire et civile, de prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires et convenables pour rétablir l'ordre et le respect de la loi dans ces pays, et d'administrer le gouvernement en toutes matières, en s'inspirant de la nécessité de maintenir en Egypte le protectorat du Roi sur des bases sûres et équitables.

Quatre jours plus tard, le Général débarquait dans le

pays et le 3 avril 1919, le nouveau Haut Commissaire déclarait :

« 1° Je suis résolu à mettre fin aux discordes.

« 2° J'ouvrirai une enquête minutieuse et impartiale sur les raisons qui ont incité la population à manifester son mécontentement.

« 3° Je donnerai satisfaction à telles réclamations que je jugerai légitimes ».

Convaincu que la paix ne serait jamais rétablie avant la mise en liberté des déportés, le Général Allenby prit une sage mesure. Pour la première fois l'Angleterre allait reconnaître officiellement son erreur et tâcher de rétracter son acte arbitraire.

Dans la matinée du 7 avril 1919, des bruits couraient à travers la capitale qu'une grande nouvelle allait avoir lieu. On s'attendait à une proclamation du Haut Commissaire. Anxieux, les Egyptiens faisaient cent suppositions chimériques. Vers 11 heures du matin la nouvelle se répandait dans la ville que le Général Allenby avait décidé de relâcher les prisonniers et autorisait les Egyptiens à s'embarquer pour l'étranger. Jamais nouvelle n'avait causé plus d'enthousiasme. Je me rappelle que ce jour, je me trouvais dans la Chambre des Avocats du Tribunal Mixte du Caire. Un confrère nous fit part qu'une nouvelle sensationnelle était attendue vers midi. Tous les avocats, en vue de se libérer, avaient vite fait de renvoyer toutes leurs affaires. Un peu avant 11 heures le confrère en question se pressait au téléphone pour parler à un ami à l'Ambassade d'Angleterre qui lui fit apprendre les termes exacts de la Proclamation. Tout le monde se pressait autour de lui pour entendre chaque mot. Il n'y avait plus de doute. La chose était trop belle, il fallait montrer sa joie. Fous

de bonheur, nous sortons du Tribunal annonçant la grande nouvelle à toutes les personnes que nous trouvions en chemin. Pour mieux fêter le grand événement, le Barreau se fit servir chez Groppi une tournée de Champagne. Ce ne fût pas tout, il fallait organiser une manifestation générale pour l'après-midi qui comprendrait tous les éléments de la population égyptienne. L'autorité anglaise avait autorisé pour la circonstance la nation à manifester son contentement. Il fut décidé d'organiser pour l'après-midi même au Caire une immense manifestation pacifique où toutes les classes de la société égyptienne prendraient part, A deux heures le cortège commençait à se former place de la gare. Il comprenait les étudiants de l'Université d'Al Azhar, des Ecoles du gouvernement, des écoles libres, ensuite venaient les magistrats et conseillers près les Tribunaux mixtes et indigènes en tenue de cérémonie, puis les avocats des deux ordres de juridiction en robe, les avocats des Mehkémhs Charias, les différents syndicats d'ouvriers ou de patrons. L'esprit ne peut rien imaginer de plus beau pour célébrer une plus jolie fête. Une foule de spectateurs rangés des deux côtés des rues admirait l'ordre et encourageait de ses applaudissements cette manifestation patriotique. Jamais, dans les annales judiciaires à travers le monde, on n'avait vu sortir des avocats en robe. La chose était belle et tous les assistants — surtout les spectateurs européens — louaient la bonne organisation et exprimaient leur admiration.

Tout alla très bien tant que les anglais se se mêlèrent pas à la foule. Mais il a fallu l'intervention de mauvais plaisants pour amener de lâches agressions. En effet, quelques soldats britanniques, dont on n'a pu établir l'identité, s'étant cachés derrière les arbres du jardin de

l'Ezbékieh, au centre de la capitale tirèrent plusieurs coups de révolver sur la foule paisible tuant et blessant plusieurs personnes. La panique se produisit bientôt dans tous les rangs. L'autorité anglaise fit envoyer aussitôt sur les lieux des mitrailleuses et des autos blindées. Le premier moment d'effroi passé, les manifestants ne perdirent nullement leur sang froid et continuèrent leur marche en avant au péril de leur vie, tout en saluant à leur passage, les morts fauchés par ces balles meurtrières. Des mouchoirs ont été trempés dans le sang des innocentes victimes que l'assistance publique transportait dans les hôpitaux et cela redoublait encore leur frénésie. Du haut du Club des Ecoles supérieures, les avocats mixtes de toute nationalité encourageaient leurs confrères manifestants en leur criant : « En avant ! Bravez le feu des mitrailleuses... » J'entends encore la chaleur de leurs exhortations et le bien qu'ils faisaient dans nos cœurs. Arrivés enfin devant le Palais du Sultan Fouad I, on nous ouvrit les portes alors que nous étions à bout de force. Un malheureux jeune homme, tenant dans ses bras le corps encore chaud de son frère tombé à l'instant, arriva par la force à le faire entrer dans le hall du palais en criant l'infamie et la lâcheté des agresseurs.

Tous les Egyptiens qui croyaient jusqu'à là ne jouir d'aucun sentiment patriotique, ont senti vraiment qu'ils avaient une chère patrie à défendre au risque de leur sang. Qu'il était beau de se sacrifier pour l'idéal que demande une nation opprimée ! Ce sentiment inné se traduisait au grand jour et étonnait les incrédules.

Conseillers, magistrats, membres du Parquet, avocats et les notabilités présentes ont voulu prouver tout le sentiment d'honneur qu'ils éprouvaient. Sur le livre de récep-

tions du Palais, une protestation énergique suivie de milliers de signatures laissera une page noire dans l'histoire de l'Angleterre.

Parvenus au Palais à de tels risques, nous ne voulions pas le quitter sans que notre souverain fit quelque chose pour sauvegarder nos vies. Mandé à plusieurs reprises, le Sultan eut mille prétextes pour ne pas nous admettre ou recevoir nos délégués. Rouchdy Pacha fut chargé de nous assurer des marques de sa sympathie et nous déclara qu'on ne risquait plus rien. Le Haut Commissaire venait de prendre des mesures pour que pareil fait ne se renouvelle pas. Sur notre insistance plusieurs fois répétée, Fouad I finit par se montrer à son balcon et déclara que Lord Allenby lui avait téléphoné qu'il regrettait ce qui venait de se passer. Mais ce n'était pas le regret qu'il nous fallait. Ayant quitté le palais, escortés par quelques gardes, chacun finit par regagner sa demeure où déjà nos parents croyaient ne plus nous revoir. Comme on le voit, la joyeuse fête du matin se transformait en une regrettable tuerie le soir. A partir de 5 heures p.m. les rues de la capitale étaient plus désertes que celles de Paris pendant les fameux 1<sup>ers</sup> mai d'avant-guerre. Seuls des soldats anglais occupaient toutes les places et des cavaliers étaient placés dans les centres les plus importants pour prêter leur concours si besoin était.

Le lendemain un communiqué officiel, paru dans les journaux, présentait à la population les regrets de l'Angleterre et promettait une enquête sérieuse. Disons que l'enquête n'aboutit à rien et les coupables n'ont jamais été découverts.

Les morts ont été conduits à leur dernière demeure en



des funérailles splendides où les démonstrations patriotiques ne perdaient rien de leur force.

Le permis de voyage accordé par l'autorité britannique, répondait au désir de la nation. Il n'y avait donc plus de raison pour que le pays restât sans ministère. Rouchdi Pacha forma le 9 avril un nouveau Cabinet. Mais les fonctionnaires encore en grève exigèrent du Gouvernement l'abolition de l'état de siège et la reconnaissance formelle de la Délégation officielle. Rouchdi Pacha dû démissionner le 21 avril 1919 et une proclamation invitait les fonctionnaires à reprendre leur travail sous peine de révocation. Ces derniers ayant abouti à ce qu'ils désiraient : la chute du ministère, reprirent le lendemain leurs fonctions.

Pendant plus d'un mois après le pays resta sans gouvernement. Les cabinets formés depuis ont déclaré n'avoir qu'un simple but administratif sans aucune visée politique. Mohamed Saïd pacha n'accepta de former un nouveau ministère que le 21 mai.

Le 26 mai, S. H. le Sultan Fouad, célébrait son mariage avec la fille de S. E. Abdel Rahim pacha Sabry, ministre de l'Agriculture.

### **La Délégation Egyptienne à Paris.**

Le 19 avril, la délégation arrivait à Paris, sous la présidence de Saad pacha Zaghloul pour défendre la cause égyptienne auprès de la Conférence de la Paix et présenter les revendications de la nation basées sur les nouveaux principes wilsonniens. Par un hasard étrange et exactement le 22 avril, le Président Wilson reconnaissait le protectorat de la Grande Bretagne sur l'Egypte. L'agent diplomatique et Consul Général des Etats-Unis en Egypte

adressait une lettre officielle au Haut Commissaire où il était dit :

« A cet égard je suis chargé de dire que le Président de la République et le peuple américain, tout en sympathisant entièrement avec les légitimes aspirations du peuple égyptien dans le sens d'une plus grande mesure d'autonomie, voient avec regret tout effet entaché de violence fait en vue d'obtenir la réalisation de ces désirs ».

Déjà le président Wilson se laissait déjouer dans tous ses plans par le fin diplomate qu'est M. Lloyd George. Celui-ci manœuvrait la Conférence à sa guise, faisait revenir le Président des Etats-Unis sur ses principes fondamentaux. La liberté des mers changeait totalement de caractère et prenait la conception purement anglaise.

Les choses n'étaient donc pas faites pour faciliter la tâche à Saad pacha Zaghoul. Notre héros frappa en vain à la porte de la Conférence de la Paix. Pendant plus d'une année il envoya lettres, notes, protestations, dépêches à Monsieur Clémenceau. Il n'en obtint aucune réponse. Le temps passait et les hommes politiques ne voulaient pas entendre parler de la Délégation. De loin en loin les journaux français glissaient dans leurs colonnes quelques lignes insignifiantes sur l'Egypte, mais comme ils s'étaient donné le mot de passe, ils se refusaient à publier aucun des articles que la Délégation leur faisait parvenir.

Pendant tout le temps que Saad pacha Zaghoul a passé à Paris, il mena une vie des plus régulières. Il lutta jusqu'à la dernière minute, car il savait qu'il avait tous les droits pour lui et que la justice finit toujours par triompher. Saad, ayant fait le sacrifice de toute sa fortune, n'avait qu'un seul but : consacrer les jours de sa vieil-

lesse à servir le plus sincèrement son pays. Aucun honneur, aucun titre ne l'attirait.

Dans un émouvant réquisitoire du 28 juin 1919, la Délégation égyptienne exposait à la Conférence de la Paix les atrocités commises en Egypte. Ce rapport se terminait de la façon suivante :

«.... Mais n'y a-t-il pas de quoi douter de la justice devant les combinaisons diplomatiques des hommes d'Etat qui tiennent en mains les rênes des grandes puissances, et qui, par un habituel échange de complaisances politiques, se partagent, aux dépens de la justice et du droit, la dépouille des faibles ». La Conférence de la Paix ne prêtait aucune oreille à ces plaintes répétées d'une nation écrasée par le poids de la force.

C'est alors que la Délégation s'adressa aux corps politiques de la France, de l'Angleterre, de l'Italie et de l'Amérique. Dans une longue protestation du 31 juillet 1919, Saad pacha exposait au Parlement français les mesures injustes prises par le Traité de Versailles en ce qui concerne l'Egypte. L'appel débutait en constatant que les art. 147 et suivants du traité de Paix sont en contradiction flagrante avec toutes les déclarations que les alliés avaient faites, ainsi qu'avec les principes qui ont servi de base à l'armistice et à la paix, et enfin contraires aux traditions de la morale internationale.

« C'est donc, disait ce rapport, le traité de Paix *perpétuelle* soumis à la ratification du Parlement français ? Ce traité a tellement exagéré l'iniquité envers le peuple égyptien qu'il le jettera forcément dans l'enfer de la révolution ».....

« Atrocités commises par les soldats, incendies des villages, assassinats des personnes, pillages des biens,

arrestations et exil des patriotes suspects — tous les moyens de terreur demeurèrent vains ! La nation égyptienne continue à ne pas reconnaître un protectorat imposé par la force et elle est unanime à réclamer son indépendance .....

« Il est incontestable, continuait la Délégation, que l'Egypte, depuis un siècle, est en Orient une fille aînée de la France. C'est la France qui, la première, l'a prise par la main pour la conduire dans la voie de son indépendance, sous le grand Mohamed Ali; c'est la France qui l'a entourée, dès le berceau, de sollicitude infinie »...

Il faut rendre hommage au parti socialiste français qui a fait tout son possible pour défendre la cause égyptienne auprès du Parlement.

#### **Mécontentement de la Nation Egyptienne.**

De nouvelles causes venaient chaque jour envenimer la situation. Après la déclaration des Etats-Unis, il était manifeste que l'Angleterre avait préparé le terrain à Paris pour fermer la porte de la Conférence de la Paix à la faible voix de l'Egypte. Aucune nation ne voulait nous prêter le moindre concours. Seule l'Italie manifestait quelque sympathie à l'égard des revendications nationales, mais elle était incapable d'aider l'Egypte. La France se croyait complètement liée par l'accord de 1904. D'autre part les Anglais avaient mis en circulation dans le pays une quantité d'espions, notamment des arméniens, syriens et grecs. Souvent ces hommes ne reculaient devant aucun forfait, étant d'ailleurs, paraît-il, largement rétribués.

Alors qu'une manifestation parcourait la ville de Beni-Souef, un marchand de tabac syrien tira par sa fenêtre

sur la foule. Aussitôt une panique se produisit, et le peuple furieux jura de se venger. Le magasin de l'étrange commerçant fût mis à sac et livré à l'incendie.

Au Caire de parcelles lâchées ont également été commises par des arméniens. Plusieurs de ces derniers subirent de la part de la population, le sort qu'ils méritaient.

L'Angleterre a voulu prêter son assistance à toutes ces familles soi-disant poursuivies par le mouvement xénophobe. Elle leur forma un camp à Héliopolis, ville fondée par le Baron d'Empein à 10 kms du Caire. Mais il ne faudrait pas avouer tous les scandales qui éclatèrent dans leur retraite. Contentons-nous de dire que les soldats tant australiens que néo-zélandais qui en avaient la garde ne se conduisirent pas en bons hospitaliers.

Les châtiments que l'autorité britannique infligeait aux innocents en les traduisant devant une justice exceptionnelle, surexcitaient l'amour-propre de la nation et donnaient plus de force aux revendications du pays.

Une des causes les plus importantes de la Révolution égyptienne fût le projet dressé par le conseiller judiciaire, Sir Willam Brunyate, au cours de 1918. Une commission anglo-égyptienne avait été nommée pour élaborer un rapport sur les réformes constitutionnelles à réaliser en Egypte après la conclusion de la Paix. Le conseiller judiciaire ignorait l'importance du mouvement nationaliste et ne lui prêtait aucune force. Brunyate concevait une constitution avec un sénat composé des ministres, des conseillers anglais, des délégués des colonies étrangères et une légère majorité d'Egyptiens. L'Assemblée législative se trouvait sous le contrôle de la Chambre.

Les dispositions concernant la réforme judiciaire provoquèrent les protestations unanimes du Barreau. En



effet, le conseiller anglais prétendait remplacer le Code Napoléon, en usage dans le pays depuis la fondation des tribunaux, par la procédure britannique et la langue anglaise.

Le Gouvernement de Sa Majesté jugea utile de confier le poste de conseiller à une personne plus compétente que le maladroit Brunyate. Ce dernier dû en effet donner sa démission et rentrer en Angleterre.

### **La Mission Milner.**

Si Lord Allenby avait mis un peu d'ordre dans le pays, l'Angleterre n'avait pas abouti à faire accepter son protectorat à l'Egypte. Elle allait tenter le coup sans toutefois précipiter les événements. Sous des apparences innocentes, elle déclarait envoyer en Egypte une mission pour examiner les véritables causes du mécontentement de la nation, comme si ces motifs lui étaient complètement étrangers. La tâche était bien délicate. Il fallait pour la remplir un homme d'une capacité rare et surtout un fin diplomate.

Lord Milner (1) était tout indiqué pour remplir cette rude besogne. Le choix de l'Angleterre ne pouvait pas être meilleure. L'homme avait toutes les qualités qu'exigeaient les circonstances. Ayant occupé une fonction dans les finances de l'Egypte et écrit une étude intéressante sur ce pays : « L'Angleterre en Egypte », il pouvait mieux

---

(1) Sir Milner, ancien secrétaire de M. Goshen, fut gouverneur au Cap, Haut Commissaire dans l'Afrique du Sud et pendant la guerre entra dans le Cabinet anglais et devint ministre de la guerre. Il eut le titre de Baron en 1901 et celui de Vicomte en 1902.

que nul autre servir la cause de l'Angleterre sans trop effrayer les Egyptiens.

Un journal mi-officiel anglais publiait le 29 avril 1919 une dépêche Reuter annonçant que le Gouvernement anglais ayant l'intention d'envoyer en Egypte une mission spéciale sous la présidence de Lord Milner et ayant pour but de proposer le changement de la Constitution rendue nécessaire par le Protectorat.

La nouvelle fût bien mal accueillie en Egypte. On ne voulait pas entendre parler d'enquête surtout lorsque les réclamations du peuple n'avaient pas besoin de commentaire. Un seul représentant légal, Zaghloul, pouvait fournir tous les renseignements nécessaires.

L'Angleterre estimait que la mission trouverait beaucoup de difficultés en Egypte, elle chercha à gagner du temps et à préparer les esprits pour mieux l'accueillir. Deux semaines plus tard, et plus exactement le 15 mai, la nouvelle de l'envoie de cette mission fut officiellement annoncée au Parlement avec un but mieux défini. Ce n'est que le 23 septembre que les dépêches annoncèrent la formation de la Mission Milner « qui doit prochainement se rendre en Egypte pour procéder à une enquête sur les causes des troubles récents, faire un rapport sur la situation actuelle et définir la forme de constitution qui, sous le Protectorat, aura plus de chances de maintenir la paix dans le pays ».

L'Angleterre, après la ratification par les puissances du Traité de Versailles, pouvait prendre une telle décision, malgré l'opposition du Premier ministre égyptien Mohamed pacha Saïd. En effet, ce traité signé le 28 juin 1919 consacre la section VI de la IV<sup>e</sup> partie, à la question égyptienne, Art. 147 à 154.

L'art. 147 est ainsi conçu :

« L'Allemagne déclare reconnaître le protectorat proclamé sur l'Egypte par la Grande Bretagne le 18 Décembre 1914 et renoncer au régime des capitulations en Egypte. »

« Cette renonciation prendra date du 4 Août 1914. »

Tranquille dorénavant du côté des signataires du traité de paix, l'Angleterre croyait pouvoir agir selon sa volonté sans prendre aucunement en considération l'élément égyptien. Mais elle se trompait. Les événements lui ont pertinemment montré qu'elle avait commis là une erreur comme elle avait déjà commis d'autres dont elle s'était repentie.

Il est vrai qu'à l'annonce des clauses du traité de paix concernant l'Egypte, le coup a été dur à supporter mais le courage n'a pas manqué une minute à la nation tout entière. La lutte allait recommencer plus dure et plus forte que jamais. Il fallait contrecarrer autant que les moyens le permettaient les projets anglais quels qu'ils soient.

Le premier que l'Angleterre nous offrait était sa mission.

---

## CHAPITRE III

---

### La Mission et le Projet Milner

---

Comme la Grande Bretagne insistait à vouloir à tout prix envoyer une commission en Egypte, il fallait au peuple prendre sa résolution pour combattre cette initiative. Après s'être assurée de l'opinion du chef Saad pacha, toute la nation égyptienne décida de boycotter en bloc la mission en ne lui prêtant aucun concours ni aucune aide. Pour prouver leur union, les Egyptiens cherchèrent à manifester leur mécontentement dans les journaux et sur les voies publiques. Tous les organes du peuple s'étaient donné le mot d'ordre pour n'accepter à aucun prix d'entrer en relation avec la dite mission. Ceci n'était pas pour encourager l'opinion britannique qui tâchait d'éclaircir l'horizon en faisant la réclame dans ses journaux et en présentant la mission Milner comme un bien pour le pays. *L'Egyptian Gazette* du 26 Octobre ne pouvait s'empêcher d'avouer: « Depuis les membres de l'Assemblée législative jusqu'aux dernières classes de la population, c'est un cri unanime d'indignation accompagné de menaces à l'adresse de la mission. »

Déjà des manifestations pacifiques s'organisaient dans les rues du Caire et d'Alexandrie et criaient: « A bas la mission Milner », « Vive l'Egypte indépendante ! », « Vive la France », « Vive l'Italie ». Les manifestants se trouvè-

rent souvent maîtres de certaines rues et même de certains quartiers de la capitale ou d'Alexandrie. Alors et afin d'empêcher l'accès aux troupes anglaises qui semaient l'effroi dans les milieux indigènes, ils dressaient des barricades et creusaient de véritables tranchées. C'était la guerre que la population déclarait à la Grande-Bretagne et il serait tout à fait injuste de ne pas voir là l'élément de courage dont peut disposer un peuple dépourvu de toute arme et qui n'a pour soutenir sa lutte que sa bonne volonté et son initiative.

Le mouvement de révolte était plus prononcé à Alexandrie où le 25 Octobre la foule indignée par la répression anglaise avait mis le feu au cinéma d'Anfouchy et pris d'assaut l'édifice de l'ancien gouvernement. Les notables de la ville, convoqués par le gouverneur d'Alexandrie, pour rétablir l'ordre, réclamèrent le retrait des troupes britanniques. Toutefois, ils proclamèrent que ces manifestations étaient dirigées contre l'arrivée de la Mission Milner et qu'ils partageaient les vues de la nation entière.

Le retrait des troupes n'empêcha pas la ville de voir circuler les autos blindées et les mitrailleuses. Le nombre des victimes tombées sous les balles anglaises augmentait sans cesse. Le 31 Octobre fut un jour funèbre pour Alexandrie. Une assemblée de près de 30.000 personnes était réunie à la place Mohamed Aly après les prières. Soudain deux camions automobiles anglais traversèrent la foule. Une chose horrible se passa: Des manifestants étaient piétinés par la cavalerie, écrasés par les autos ; d'autres n'échappaient pas aux mitrailleuses. Le correspondant du journal du Caire écrivait à cette date: « Le tic tac des mitrailleuses était le seul bruit qui venait rompre le silence de mort qui planait sur les rues. »



En un mot, c'était un bien mauvais moment que l'Egypte vivait. Si l'Europe a connu pendant la guerre des heures de souffrance et d'émoi, le pays des Pharaons a connu aussi les siennes pendant cette triste période. Tout était anormal dans le pays. L'interruption des voies de communication rendait fort difficile les relations tant économiques que sociales dans les différentes villes. La justice en souffrait : nombreux étaient ceux qui n'arrivaient pas pour assister à leurs audiences devant les différents tribunaux ; une proclamation était même intervenue lors de la grève des avocats pour proroger les délais de prescription et de procédure. Il faut avoir vécu ces heures tristes pour s'en faire une juste idée.

Afin de préparer le chemin à la Mission, l'autorité anglaise au Caire aménagea un bureau spécial destiné à recueillir tous les renseignements utiles. Le questionnaire suivant fut adressé aux Egyptiens des différentes classes de la société :

« 1° Jusqu'à quel point les plaintes des paysans ont-elles été cause de leur participation aux troubles récents ; quelles sont ces plaintes et quelle est la part de vérité, et comment y remédier ? »

« 2° Quelles sont les institutions qui, d'après vous, peuvent permettre aux étrangers d'exposer leurs opinions et sauvegarder leurs intérêts dans le Corps législatif ? »

« 3° Quelles sont les causes politiques qui sont à l'origine des troubles récents et jusqu'à quel point le mécontentement de la forme actuelle du gouvernement était cause de ces troubles (ne pas confondre la forme politique du gouvernement avec les diverses institutions politiques) ; et quelles sont les formes constitutionnelles que vous jugez convenables ? »

« 4° Quels sont les points faibles dans l'organisation administrative actuelle (ne pas confondre cette organisation

avec l'organisation politique du gouvernement) et quels sont les moyens préconisés pour la réforme de cette organisation. »

« Parlez également des rapports entre les fonctionnaires anglais et égyptiens et de l'administration départementale, etc. »

« 5° Elargissement et transformation des conseils provinciaux ; quel est le changement à introduire dans la formation de ces conseils ou dans le mode d'élection ou dans les conditions d'éligibilité. »

« 6° Réforme de l'administration locale : quel est le changement à introduire dans le pouvoir, la formation, le mode d'élection et les conditions d'éligibilité dans : a) les conseils municipaux, b) les conseils locaux. »

« 7° Croyez-vous que l'organisation de l'instruction publique en Egypte peut être améliorée ? Et dans ce cas, quels sont les moyens que vous jugez nécessaires pour introduire cette amélioration ? »

« Je vous prie de mettre les avis complémentaires pouvant servir l'intérêt public. »

Ce questionnaire, comme on le voit, cherchait à étudier toute l'organisation du pays d'une manière minutieuse, mais laissant complètement dans l'ombre la question la plus importante : celle de l'indépendance. Pour y répondre, il fallait avoir des connaissances plus que spéciales sur les études comparées des régimes constitutionnels. Le simple paysan ou l'homme d'affaires auquel il était adressé n'aurait donné que des suggestions vagues. Il fallait pour y répondre dignement l'avis des jurisconsultes, des députés de la nation et les personnes spécialisées dans ces matières. Or, comme la nation avait ses députés, ses mandataires, elle leur laissa le soin de parler pour elle et aucune formule n'avait été remplie.

Le 25 Novembre 1919 Lord Curzon prononça un discours posant le programme que s'était tracée la Mission Milner.

Parlant de l'indépendance réclamée par l'Egypte, il dit : « Il n'est guère nécessaire que j'explique à vos seigneuries les raisons pour lesquelles la Grande Bretagne est obligée de s'intéresser à la fortune politique de l'Egypte et pourquoi elle ne peut donner aucun encouragement à la réclamation d'une indépendance nationale complète. » Envisageant les aspirations nationales, il dit « Nous reconnaissons la légitimité de ces aspirations. Nous désirons pourvoir à leur satisfaction. Le développement d'institutions autonomes en Egypte est un idéal qu'ils peuvent partager avec nous et nous avec eux. Qu'une race comme les Egyptiens possède dans ses rangs supérieurs une haute culture et des souvenirs dans l'administration de leur pays, c'est une chose qui ne fait pas doute. »

En Egypte, tout le monde croyait que les discussions aux chambres continueraient jusqu'à ce que la mission quitte Londres. Mais quel ne fut pas l'étonnement général de la population lorsque le 7 Décembre on apprit que Lord Milner était arrivé au Caire accompagné de ses collaborateurs sans aucun avis préalable. Naturellement aucune réception officielle n'était préparée et le train qui les amenait de Port Saïd était constamment gardé par des avions afin d'éviter l'inattendu. N'importe comment cette arrivée ne fit aucunement bonne impression à la capitale. Les journaux commençaient une rude campagne contre cette mission et le peuple ne manquait aucune occasion pour lui manifester son hostilité. Le Cabinet Mohamed Saïd pacha donna de suite sa démission et c'est après de sérieux pourparlers que S. E. Youssef Wahba pacha accepta de former un nouveau ministère. Toute personne qui acceptait de faire partie d'un ministère encourait la haine des nationalistes et risquait sa vie. Ismaïl Sidky pacha, ministre de la

guerre et des travaux publics, en fit l'expérience au début de 1920, il échappa à un attentat : une bombe fut lancée contre sa voiture, et dut démissionner peu après.

A Wahba pacha succéda S.E. Tewfik Nessim pacha sur l'instance de Lord Allenby et du Sultan. Mais tous ces différents ministères n'avaient aucun caractère politique; ils étaient là pour régler les affaires administratives courantes. La loi martiale se chargeait de faire fonctionner les rouages de la machine gouvernementale.

La commission logea tout près de la Résidence à Garden City. Un grand hôtel, le « Semiramis » fut aménagé à cet effet. Tous les chemins conduisant à ce refuge furent occupés militairement et interdits au public. Comme l'hôtel se trouve à proximité du Nil et que les manifestants ne pouvaient avoir accès dans les rues avoisinant l'immeuble occupé par Lord Milner, un groupe d'étudiants entreprit quelques jours après l'arrivée de celui-ci d'arriver au but par la voie fluviale. Plusieurs bateaux et barques remplis d'étudiants cotoyèrent le Nil et Lord Milner pouvait distinctement voir et entendre le cri du peuple qui disait : « A bas la Mission Milner, Vive l'Égypte indépendante. » Ces scènes se répétèrent dans toutes les autres rues de la capitale et si par malheur le chef de la Mission était reconnu sur la voie publique, il devait subir les plus fortes injures. Des gamins le suivaient et tambourinaient sur des bidons de fer blanc. Impassible et froid, le fin diplomate acceptait tout avec le sourire.

Détail curieux, les dépêches n'annoncèrent la composition de la Mission Milner que bien après son installation au Caire et exactement le 23 Décembre. Outre Lord Milner, président la mission, on comptait Sir J. C. Maxwell qui commanda les forces britanniques en Égypte en 1914 et

1915; Sir J. Rennel Road, ancien ambassadeur de la Grande-Bretagne à Rome : le Général Sir Owen Thomas, membre du Parlement, expert pour l'agriculture tropicale; J. A. Spencer, rédacteur en chef de la *Westminster Gazette* et C. J. B. Hurst, expert légal adjoint au Foreign Office.

Les journaux les plus importants du monde avaient tenu à envoyer en Egypte des reporters pour suivre de près l'œuvre de l'enquête. Sir Valentine Chirol entreprit pour le compte du *Times* une suite d'articles où il étudia l'histoire de la question égyptienne, traita à son point de vue les causes du malaise du pays et énonça les réformes qu'il jugea utiles. Le correspondant spécial du *Journal* envoya à Paris quelques articles qui souvent étaient d'une vérité frappante, exposant des scènes qu'il voyait se dérouler à El Azhar ou dans les rues de la capitale.

L'arrivée secrète de la Mission Milner provoqua la grève des étudiants, les manifestations et la fermeture de nombreux magasins en signe de protestation.

Saad Zaghloul se trouvait à Paris et avait déjà fait connaître son opinion sur l'utilité de la mission. Il avait déclaré le 6 Octobre au *Journal* que seule une mission internationale pourrait enquêter avec quelque utilité. Au Caire un comité local s'était formé qui avait pour but d'être l'agent de liaison entre le chef de la Délégation égyptienne et le peuple. Un manifeste du comité fut lancé le 9 Décembre dans lequel on lisait:

« La nation égyptienne, dans un accord commun, a décidé de boycotter la mission Milner, basant sa ligne de conduite politique sur les raisons suivantes : d'abord, que la question égyptienne est une question internationale et le fait d'entrer en pourparlers avec une commission anglaise enlèverait à la



question sa portée réelle, la classant comme une question intérieure qui doit être réglée entre nous et la Grande-Bretagne. Secondo, que la Mission veut mener des pourparlers basés sur le Protectorat que la nation rejette, revendiquant l'indépendance complète. Troisièmement qu'une consultation générale ne doit pas être provoquée sous le régime de la loi martiale.

« L'insistance du Gouvernement à envoyer une commission malgré la désapprobation générale manifestée sous plus d'une forme, prouve que sa politique présente consiste à avoir recours à tous moyens pour disloquer l'unité nationale. Cette insistance cependant n'induit pas la nation à dévier de sa ligne de conduite légitime, que la Délégation approuva et déclara en Europe et en Amérique. »

Au lieu de calmer les esprits et d'apaiser la foule les forces anglaises ne manquaient jamais de commettre les erreurs les plus grossières. Dans un pénible incident des soldats britanniques osèrent violer les lieux saints de la Mosquée d'El Azhar en y pénétrant armés de gourdins et sans se déchausser. Aussitôt une protestation a été adressée au Sultan par les membres du Conseil de l'Université. Un manifeste plus retentissant au Sultan et à Lord Allenby suivit cette première protestation. Il ne faut pas perdre de vue l'influence universelle dans tous les pays musulmans de la Grande Université d'El Azhar. C'est, en effet, le foyer de lumière et d'enseignement de toute la théologie et dogmes de la religion de Mahomed. Une pareille protestation signée des Ulemas et du Haut Conseil de l'Université, qui, jusque là ne s'étaient pas mêlés de la politique, devenait une rude attaque pour les opérations de l'enquête britannique.

On était à l'approche du 18 Décembre, anniversaire de la proclamation du Protectorat anglais en Egypte. Des dé-

pêches de protestation contre cette déclaration, l'arrivée de la Mission Milner et du régime de terreur qui règne dans le pays ont été adressées à Saad pacha Zaghloul. Partout dans le pays des manifestations s'organisèrent et nombreuses étaient les maisons de commerce qui fermèrent leurs portes en signe de deuil.

Jusqu'à présent la Mission Milner n'avait pas agi officiellement. Avant de s'attaquer à la population, elle a tenu à prendre l'avis des anciens ministres. Rouchdy Pacha qui connaissait bien l'opinion égyptienne lui fit comprendre qu'il était complètement inutile de demander les renseignements qu'elle désirait et, au cours d'une entrevue avec le président de la Mission, il déclara : « Vous ne trouverez pas un chat en Egypte pour causer avec vous. » Tous les autres hommes influents en Egypte ont fait la même déclaration et ont conseillé à Lord Milner de s'adresser à la Délégation égyptienne, seule munie de tous les pouvoirs pour mener à bonne fin la discussion.

Sans perdre courage, Lord Milner se rendit le 20 Décembre à Zeitoun chez le grand Moufti, chef de la religion musulmane en Egypte, afin d'avoir l'opinion de l'homme le plus influent. Les répliques du Cheikh Békhîr ont été, au cours de l'entretien, d'une force telle que certainement Lord Milner sentit plus sérieusement la difficulté de la tâche à accomplir. Sur une question posée par le Lord, demandant s'il y avait lieu pour la nation de s'alarmer outre mesure du Protectorat, il répondit simplement et dignement : « Je ne saurais vous répondre autrement qu'en vous demandant ce que ferait le peuple anglais si demain la France le déclarait sous son protectorat. »

Il aurait suffi qu'une nouvelle soit lancée en vertu de laquelle un prince égyptien, un pacha ou une personne

d'une certaine considération politique, ait la faveur d'une visite du Lord, soit convoqué par celui-ci, pour qu'il reçoive le jour même une délégation d'étudiants lui demandant le texte de la réponse formulée. De cette façon les journaux relataient quotidiennement les opinions de tous les grands égyptiens.

Toujours patient et résigné, Lord Milner lança le 29 Décembre 1919 un communiqué afin de rassurer l'opinion et de pouvoir par un jeu extrêmement habile entrer en pourparlers avec quelques personnes, ne fut-ce qu'avec un parti, et tâcher de la sorte de diviser la nation. Les termes de cet appel étaient d'un ton si simple et si bon que les naïfs pouvaient s'y laisser prendre. Mais l'Egypte était bien prudente et s'était tracée une ligne de conduite.

Ce document disait :

« Les membres de la Mission britannique ont constaté qu'il s'était répandu largement en Egypte l'idée qu'ils seraient venus dans l'intention de priver l'Egypte des droits qu'elle possédait antérieurement. Cette impression ne s'appuie sur aucune base. Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, avec l'approbation du Parlement, a accordé à la Mission la tâche de concilier les aspirations du peuple égyptien avec les intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne en Egypte, ainsi qu'avec les droits légitimes de tous les étrangers dans ce pays.

« Nous sommes convaincus que, moyennant la bonne volonté de part et d'autre, l'objet envisagé pourra se réaliser. La Mission désire sincèrement que les relations entre la Grande-Bretagne et l'Egypte soient établies sur la base d'une entente amicale qui mettra fin à tous désaccords et qui permettra au peuple égyptien de consacrer toutes ses énergies au développement de son pays sous un régime autonome.

« En remplissant sa tâche, la Mission désire prendre connaissance de tous les points de vue, soit des groupes ayant un caractère représentatif, soit d'individus qui ont à cœur le bien être de leur pays. La Mission ne cherche point à limiter le

champ des discussions. Il n'y a pas lieu de craindre que les convictions de ceux qui se présenteront devant la Mission ne soient compromises par une libre expression d'opinions. Ils ne s'engageront nullement en soumettant leur manière de voir, comme de son côté la Mission ne s'engagera pas en les écoutant. A défaut d'un échange de vues entièrement franc, il sera difficile de mettre un terme aux malentendus et d'arriver à un accord. »

Malgré la manière habile déployée par l'excellent écrivain et homme d'Etat qu'est Milner en faisant espérer qu'il ferait des concessions et en ne parlant pas de protectorat, aucun Egyptien n'a répondu à son appel. L'effet cherché par le peuple avait abouti et le boycottage pleinement réussi. Lord Milner, grand impérialiste, cherchait à cacher son jeu en supprimant le mot protectorat qui, disait-il, causait l'effroi de l'Egypte. Quiconque lit son chapitre III « Protectorat déguisé » (1) ne peut s'empêcher de s'étonner de la profondeur et de la capacité que peut mettre un auteur aussi avisé pour traiter avec un pareil talent des questions égyptiennes. C'est la reprise de ses anciennes vues que Lord Milner voulait une fois encore appliquer à l'Egypte et ce sera là l'objet de sa tentative pour la réalisation de ses projets de réforme.

Le Comité de la Délégation Egyptienne et Zaghloul pacha de son côté, répondirent au communiqué de Lord Milner. Le leader égyptien faisait savoir par sa lettre du 21 janvier 1920 qu'il serait disposé à conférer avec Lord Milner en Egypte sous la condition d'abolir immédiatement la loi martiale et de lui assurer la liberté de reprendre le travail. Quant à une négociation, il est disposé à

---

(1) V. MILNER : *L'Angleterre en Egypte*, Traduction Mazuc, p. 65.

l'entamer en Europe avec la Commission Milner ou toute autre tant qu'elle aura lieu sans engagement.

La situation devenait de plus en plus embarrassante. Déjà à la date du 4 janvier, les princes égyptiens de la famille régnante et descendante de Mohamed Aly faisaient parvenir leur opinion à Lord Milner et se solidarisaient avec le reste de la nation :

« En conséquence, disait ce message, nous pouvons vous assurer que non seulement nous revendiquons avec notre peuple l'indépendance complète, mais corps et âme, nous nous solidarisons avec lui. Avec le peuple égyptien nous formons un bloc unique et indivisible luttant pour défendre les droits sacrés de la patrie et nous ne cesserons jamais de revendiquer son indépendance complète. »

Cette union complète de la nation était pour enthousiasmer Saad pacha qui montra son contentement par un joyeux message au comité du Caire. Par contre, la réponse n'était pas du goût du ministre anglais. Celui-ci qui tâchait de calmer les esprits et promettait mille faveurs voyait son œuvre tomber par les agissements des soldats britanniques. Voici d'ailleurs un fait significatif relaté dans le *Temps* du 8 Janvier 1920 : Le 5 Janvier un incident irrita vivement la colonie italienne. Des soldats anglais défilaient dans la rue lorsqu'un jeune Egyptien insulta le drapeau britannique. Un musicien italien intervint pour défendre le jeune indigène contre les soldats il fut frappé et mourut peu après. A la suite de cette affaire, les italiens du Caire se sont mis en grève.

Décidément le milieu du Caire n'était pas favorable à la Mission. Lord Milner décida de partir pour Alexandrie. Bientôt après les membres se dispersèrent secrètement d'abord dans la Basse, ensuite dans la Haute-Egypte.



Saad pacha ne perdait pas de vue les faits et gestes de la Mission et par ses excellents conseils encourageait la nation, l'approuvait et lui dictait sa ligne de conduite. Le 14 Janvier 1920 il lança un vibrant appel :

« Les forts cherchent, écrivait-il, par tous les moyens à vous prendre une acception de leur protectorat afin d'augmenter en puissance pendant que vous augmenterez en faiblesse. Restez fermes dans votre droit à l'indépendance complète c'est l'arme la plus tranchante que vous possédiez, c'est votre argument le plus convaincant.

« Si vous ne restez pas fermes — et votre foi nationale ardente ne comporte pas cette probabilité — vous aurez défait ceux qui vous aident, vous aurez trahi vos martyrs, vous aurez méprisé votre passé, vous aurez renié votre présent.... »

La voix du président venait toujours aider et encourager son peuple. Déjà la nation égyptienne veillait ardemment sur ses prérogatives et gardait jalousement ses droits. Il faut rendre hommage aux étudiants de l'Université d'El Azhar pour le courage et la bonne volonté qu'ils ont déployés pour soutenir par tous les moyens en leur pouvoir la cause de leur pays. Quittant leurs études et se sacrifiant pour l'intérêt de tous, les uns se livraient, sous la vue des soldats et officiers britanniques, à des discours pleins de patriotisme et engageaient leurs concitoyens à lutter jusqu'au bout au risque de leur vie. Il fallait venger le sang des innocents. Les autres traversaient l'Egypte avec des missions multiples. Combien parmi ces derniers ont trouvé des difficultés pour arriver jusqu'aux plus petits villages alors que les moyens de communication étaient interrompus. De la sorte, tout paysan savait que la Mission Milner

avait quitté le Caire et l'attitude qu'il aurait à prendre s'il se trouvait en présence d'un de ses membres.

Paysans et paysannes se méfiaient dorénavant de toute tête étrangère qu'ils prenaient facilement pour un membre de la mission anglaise. Eux d'habitude si accueillants, si hospitaliers et si bavards, avaient perdu l'usage de la parole. On raconte que Milner lors de sa visite à l'île délicieuse de Fischer, à quelques kilomètres du Caire, dans les propriétés d'un riche anglais, voulut acheter des œufs. Personne dans le pays ne voulut lui en vendre.

Les autres membres subissaient le même échec. Questionnés sur le rendement de leur terre, sur leurs conditions de bien-être et leurs desiderata, les fallahs répondaient par un religieux mutisme. M. Roger Lambelin raconte qu'en Février 1920, un Français du service des Antiquités, au cours d'une promenade à pied, arrive dans un village près de Luxor. A son arrivée tout le monde se sauvait, les portes se fermaient et on n'apercevait plus un seul être vivant dans la rue. Et l'auteur d'ajouter : « Il avait été pris pour un membre de la Mission devant laquelle ordre était donné de faire le vide » (1).

Que faire avec un peuple aussi désespérant ? La Commission fit courir le bruit dans les journaux qu'elle retournait bientôt en Angleterre pour y rédiger son rapport. Cette nouvelle ne changea en rien l'opinion publique. Les mêmes discours patriotiques étaient régulièrement prononcés. La communion entre les deux religions musulmane et copte était chose faite. Les prêtres coptes prêchaient dans les mosquées et les cheikhs avaient accès dans les églises. Un prêtre copte s'était notamment distingué par sa

---

(1) *L'Égypte et l'Angleterre*, par R. LAMBELIN, p. 142

vigueur et la force de ses sermons. Les Egyptiens comp-  
taient en lui un excellent porte-parole de la nation. El  
Kommos Morcos Sargios n'était pas pour plaire à l'auto-  
rité britannique. Voici la réponse qu'il fit à un officier qui  
le menaçait d'expulsion et lui faisait savoir qu'on suppor-  
tait mal depuis 40 jours ses discours :

« Sir, dit-il, la Nation égyptienne supporte votre tyran-  
nie depuis quarante ans. Ne pensez-vous pas qu'elle doit  
être encore plus lasse que vous ? »

Le jour suivant il reçut l'ordre de passer la frontière  
du côté du Mont Sinaï. L'infatigable orateur ne se lassait  
même pas dans sa retraite d'instruire par ses discours les  
personnes au milieu desquelles il se trouvait. On craignit  
qu'une nouvelle révolte ne se déclarât dans les régions que  
venait d'ouvrir le général Allenby et le prêtre fut réinté-  
gré de nouveau au Caire.

Les membres de la Mission en voyage à travers l'Egypte  
étaient bien fixés, ce qui ne les empêcha pas d'employer  
leurs armes jusqu'à la dernière cartouche. L'un d'eux, M.  
Hurst, le membre légal, a voulu user de ruse. Se trouvant à  
Assiout, il exprima le désir de visiter le tribunal indigène  
de cette ville. En temps normal et s'il n'avait été em-  
prunt d'aucun caractère officiel, il serait accueilli avec tous  
les devoirs de l'hospitalité. Mais l'heure était grave et son  
but était équivoque, il comptait faire causer président et  
juges sur l'application d'un nouveau régime judiciaire.  
Pour éviter toute contestation sur un chapitre ou sur un  
autre, les avocats indigènes d'Assiout chargèrent le bar-  
reau d'adresser une lettre au président du tribunal que la  
présence de M. Hurst serait contraire à la décision du boy-  
cottage. M. Hurst adressa alors une lettre au président lui  
exprimant que la visite qu'il avait l'intention de faire était

un devoir moral envers le tribunal et le barreau, mais qu'il y renonçait. Il termina sa lettre fort civilement en espérant pouvoir prêter son concours au Président, à ses collègues ou à des avocats d'Assiout pour les aider à visiter les tribunaux de Londres.

Cet échec n'empêcha pas M. Hurst de faire la même tentative le 27 Janvier dans la Moyenne Egypte, à Béni-Souef. Son arrivée suffit pour mettre en grève toute la ville et provoquer des manifestations dans les rues. Au tribunal, où il voulut aller à tout prix, il n'y trouva que le vice-président. Les avocats avaient pris leurs mesures pour charger deux de leurs confrères de demander en leur nom le renvoi de toutes les affaires inscrites au rôle. Toutefois, un seul avocat avait voulu prendre la parole et plaider, mais les hourras dans la salle d'audience l'obligèrent à suivre l'exemple de ses confrères.

La Mission devant l'opinion générale, même de l'avis des journaux anglais eux-mêmes, avait subi un bien malheureux fiasco. Si l'Angleterre s'était attendue à un tel résultat, elle n'aurait jamais autorisé pareille enquête.

Toutefois, durant sa présence à Alexandrie, la Mission britannique put réaliser une faible partie de son programme. Elle a pu avoir quelques entretiens avec la colonie étrangère et notamment avec les magistrats de la Cour d'Appel mixte d'Alexandrie. Le commencement d'un projet pour l'unification des tribunaux et la suppression de la compétence des consuls a été élaboré. Mais on peut affirmer qu'aucun élément indigène, soit parmi les notabilités du pays ou la grande bourgeoisie égyptienne, n'a prêté en quoique ce soit son concours ou a fait part de ses connaissances ou griefs à la dite Commission.

Lord Milner devait attendre le premier prétexte voulu

pour quitter le sol de l'Égypte. Une conférence anglaise des colonies en Europe au courant du mois de Mars allait bientôt se réunir et la voix autorisée de Lord Milner était indispensable.

Pour arriver à faire œuvre utile, la Commission a dû recourir à la Délégation égyptienne. Un des membres de la Commission a été chargé d'inviter le chef de la Délégation à Londres pour négocier directement avec Lord Milner. Avec sa méfiance de diplomate accompli, Saad pacha Zaghloul dépêcha à cette capitale deux de ses collègues pour s'assurer des propositions anglaises. Ce n'est que lorsqu'il a été convaincu qu'il pourrait aboutir à une solution possible qu'il s'est décidé à s'y rendre lui-même pour diriger les pourparlers. Il serait peut être inutile d'insister sur toutes les phases par lesquelles ont passé les entrevues des deux hommes politiques. Il est cependant à remarquer que la discussion a été on ne peut plus épineuse. Saad pacha, esprit infatigable, ne se lassait jamais de travailler avec une ardeur d'autant plus forte que c'était pour le bien de son cher pays pour lequel il a sacrifié sa vie et sa fortune.

Après deux mois et demi de sérieuses discussions, chacune des deux parties a été amenée à poser les termes d'un projet de convention.

Le 13 Juillet 1920 Lord Milner élaborait le plan d'un protectorat déguisé traçant les grandes lignes d'un accord anglo-égyptien qui débutait ainsi :

« La substitution aux conditions actuellement existantes d'un traité d'alliance perpétuelle entre la Grande-Bretagne et l'Égypte où il sera stipulé que :

1° La Grande-Bretagne s'engage à garantir l'intégrité de l'indépendance de l'Égypte sous une monarchie consti-



tutionnelle (sultanat) avec des institutions représentatives..

(Voir le texte du dit projet à la fin de cette étude).

Tout en parlant d'indépendance, le projet contient tous les éléments nécessaires pour l'établissement d'un protectorat légal. Lord Milner a soigneusement évité d'employer le mot qui faisait tant de mal à l'Egypte.

La situation de la Grande Bretagne se trouvait par ce projet plus avantageuse que jamais. Dorénavant aucune puissance étrangère ne pourrait la gêner par sa rivalité. Finances, Justice, administration, tout se trouvait sous son autorité. Nous verrons dans la troisième partie de cette étude la critique qu'a soulevée ce projet et sa valeur propre. Pour l'instant, contentons-nous de constater que c'est bel et bien un protectorat que le projet institue et compte établir définitivement.

Devant les termes de cet accord qui, il faut le reconnaître, donnait de légères améliorations au sort de l'Egypte en lui reconnaissant une part de Self-Government, Saad pacha ne pouvait pas agir sans prendre l'avis et le consentement de la nation. Des dépêches dénaturées avaient déjà porté la nouvelle dans la vallée du Nil disant que l'Angleterre lui reconnaissait sa complète indépendance. Pour bien éclaircir la situation le chef de la Délégation égyptienne envoya en Egypte 4 membres (1) au début du mois de Septembre en vue de convoquer l'Assemblée législative, les Conseils provinciaux et toute les institutions représentant l'opinion de la nation. Le délai assigné pour la réponse à donner à Lord Milner était de deux semaines. Ce délai

---

(1) Ce sont S. E. Mohamed pacha Mahmoud, Loutfi El Sayed bey, Ali Maher bey et Abdel Latif El Mikabatty bey à qui se joignirent Mtre Wissa Wassef bey, Dr Hafez Alif te Moustafa El Nahas bey.

était vraiment trop court pour qu'une nation entière puisse étudier, approfondir un projet dont dépend tout son avenir. Aussitôt débarqués, les 4 membres se mirent en devoir de convoquer des assemblées des représentants de toutes les classes de la société égyptienne et leur soumettre sans ambages les termes exacts du projet et les éclaircissements nécessaires pour la compréhension des textes sans toutefois appuyer ou rejeter le projet.

Les hommes de lettre, les journalistes, les professeurs de droit, les avocats se mirent en devoir d'en discuter le fondement et le texte.

Le fait est que la nation entière approuva l'adoption du projet en y formulant certaines réserves qui en atténuaient la portée. Jamais meilleure preuve de bonne foi ne pouvait être donnée par l'Égypte dans un esprit de conciliation et d'entente. Cependant la faible majorité et en tête le parti « National Egyptien » rejetait purement et simplement le projet Milner.

Les réserves faites par l'Égypte étaient dans le but de faire respecter l'indépendance dont parle le projet et de la faire asseoir sur des bases solides et durables.

Les principales de ces réserves sont les suivantes:

1° L'abolition formelle du protectorat.

2° La suppression de la seconde disposition de l'alinéa *a* de l'article 3 portant: « L'Égypte confère à la Grande Bretagne les droits nécessaires pour la sauvegarde de ses intérêts.... » (v. texte), afin de bien préciser que l'Égypte ne confère pas d'autres droits que ceux strictement énumérés dans le projet.

3° Suppression de la partie de l'article 5 subordonnant la mise en vigueur du traité à l'acceptation des puissances pour l'abolition des tribunaux consulaires et à la promul-

gation des décrets sur la réorganisation de la Justice Mixte. Le traité entrera en vigueur dès son approbation par les seules parties contractantes.

4° Intervention de l'Egypte comme partie dans les accords avec les puissances pour les capitulations (Art. VII).

5° Suppression de la disposition de l'art. IV relative à la nomination d'un fonctionnaire britannique au Ministère de la Justice, — de même que la disposition du même article 4 relative à la consultation du conseiller financier.

6° Limiter la prohibition de l'article IV pour la conclusion par l'Egypte d'un accord avec une puissance étrangère aux seuls traités politiques s'ils sont nuisibles aux intérêts britanniques. L'Egypte serait complètement libre de conclure tous accords tant commerciaux, économiques ou autres sans aucune restriction.

7° En ce qui concerne le Soudan, l'Angleterre doit reconnaître à l'Egypte :

a) La garantie des eaux du Nil nécessaires pour l'irrigation de ses terres actuellement cultivées et celles susceptibles d'amélioration de culture;

b) La priorité en cas d'insuffisance des eaux pour les deux contrées;

c) La jouissance effective de ses droits de souveraineté sur le Soudan.

3° Suppression au profit de l'Egypte de toute restriction au traité affectant son indépendance, au fur et à mesure que viendraient à disparaître les causes motivant actuellement cette restriction.

Les membres de la Délégation mirent Saad pacha au courant des desiderata de la nation. Le mandat du président de la Délégation devenait par le fait même impératif :

n'accepter les termes du projet qu'après l'adoption des réserves formulées par le pays. S. E. Adly pacha était déjà parti pour Londres. Avant son départ quelques anglais avaient proposé à Saad pacha en présence de l'ancien premier et d'Abdel Aziz bey Fahmy de constituer un ministère pour appuyer le projet Milner. Saad pacha déclina l'offre préférant servir son pays que d'être sous les ordres de l'Angleterre.

A une question d'Adly : « Pourquoi n'acceptez-vous pas de constituer un ministère », Saad pacha répondit : « Du tout, parce que le pays est sous le protectorat et il m'est impossible d'accepter un ministère dans ces conditions. Le projet est en lui-même un protectorat : je ne puis l'accepter et ne peux permettre à un autre de l'accepter » (1).

Ces réserves furent présentées par la Délégation à Lord Milner fin octobre mais le diplomate anglais ne pouvait pas admettre de pareilles concessions, il déclara que c'étaient de simples « questions de détail » qu'on pouvait ajourner jusqu'aux négociations officielles. La Délégation égyptienne n'ayant pas pu avoir satisfaction interrompit les négociations et décida de quitter Londres.

Dans une note du 9 Novembre 1920 à Zaghloul, Lord Milner laissait la porte ouverte en vue d'une nouvelle négociation. Il déclarait que les réserves formulées n'étaient que des points de détail et que le projet arrêté n'avait d'autre but que de formuler les lignes générales pouvant servir de base à un accord qui sera le résultat de négociations officielles entre les plénipotentiaires régulièrement désignés des deux gouvernements en cause. Il aurait voulu

---

(1) Voir le Discours de Saad pacha du 6 Mai 1921 aux fonctionnaires égyptiens.

influencer tant l'opinion publique anglaise qu'égyptienne en vue d'approuver son accord et de développer l'esprit d'entente et de confiance réciproque dans les deux pays.

Voici la réponse de la Délégation égyptienne du 15 Novembre 1920:

« J'ai l'honneur de vous accuser réception du texte de la note dont vous avez donné lecture à la séance du 9 novembre courant.

« Cette note établit que la discussion reste ouverte entre votre Commission et la Délégation et qu'il n'est pas opportun d'examiner actuellement les réserves apportées par la Nation égyptienne au projet du 18 août dernier, cet examen pouvant prendre place lors des négociations officielles. Elle insiste tout particulièrement sur l'intérêt capital qu'il y aurait à mettre de part et d'autre l'opinion publique au courant de la situation de manière à créer entre les deux pays un véritable esprit d'entente, sans lequel aucun accord n'est possible....

« L'homme qui se lèverait dans une telle atmosphère pour prêcher la conciliation jouirait-il de la confiance sans limites, du respect et de l'affection de tous, qu'il passerait pour dupe ou dupeur. Il tomberait fatalement sous les huées, car il irait à l'encontre de la vérité, du sentiment de chacun et du bon sens même.

« Dans ces conditions, la Délégation égyptienne se voit à son grand regret dans l'impossibilité de s'engager dans la voie où votre Seigneurie la convie...

« Quoiqu'il en soit, le fait que la porte de la discussion demeure ouverte entre votre Commission et la Délégation nous autorise à compter sur la sagesse éprouvée de votre Seigneurie et de ses collaborateurs pour aplanir les difficultés présentes et nous permettre de propager parmi la Nation égyptienne un esprit de réelle confiance et le désir sincère d'une entente parfaite avec la Grande Bretagne...

Les négociations ayant échoué, il ne restait plus qu'à attendre le rapport que déposera Lord Milner. Ce rapport



fut présenté au Gouvernement anglais un mois plus tard et fut approuvé par le Ministère le 13 Janvier 1921. Les commentaires du *Times* concernant ledit rapport tendaient à provoquer de nouvelles négociations officielles. Mais l'opinion publique en Egypte restait fermement attachée aux réserves présentées par le chef de la Délégation. Pendant ce temps l'autorité britannique en Egypte pour combattre la popularité de Saad pacha Zaghloul avait forgé de toute pièce un grand procès contre une trentaine d'inculpés qui se seraient rendus coupables d'attentats contre la sûreté de l'Etat. C'est la fameuse affaire de la « Vengeance » dans laquelle a été inculpé le neveu de Saad pacha, Abdel Rahman bey Fahmy. D'éminents avocats furent mandés d'urgence de Londres pour soutenir la défense. Le système d'accusation basé sur les déclarations d'un faussaire, agent payé pour les circonstances de la cause, s'écroulait de lui-même. Après un mois que dura le procès à la Cour Martiale, le Tribunal maintint la culpabilité des accusés et les condamna aux peines les plus sévères : plusieurs peines capitales ont été édictées. Ce n'est que sur l'intervention du Haut Commissaire que la peine de mort fut commuée.

L'opinion publique égyptienne gardera un affreux souvenir de la justice anglaise. La fonction de ces tribunaux militaires consistait à être des machines pour appliquer les peines les plus dures. On peut comparer cette période en Egypte à celle de la Révolution française où la liberté individuelle a éprouvé les plus dures atteintes et où l'on a usé des deux systèmes classiques : l'un se servant des tribunaux révolutionnaires comme simple machine à condamner, l'autre consistant à emprisonner sans faire passer l'inculpé en jugement. C'est notamment la fameuse loi de 1793 sur les suspects.

S. E. Adly pacha Yeghen qui avait fait son possible pour entretenir les relations entre Saad pacha et Lord Milner était déjà de retour en Egypte. On parlait dans le pays d'une séparation entre le point de vue de Wafd et celui d'Adly pacha. Mais ce dernier interviewé a déclaré qu'il était complètement d'accord avec les opinions de la Délégation et qu'il n'agissait pas seul. Depuis le commencement des négociations, l'Angleterre caressait l'espoir de pouvoir entreprendre des pourparlers particuliers avec l'ancien ministre et tâcher de reléguer au second plan le patriote acharné et le vrai mandataire de la nation égyptienne.

Pendant toute cette période incertaine la situation commerciale du pays se trouvait dans un moment tout à fait critique. Le coton qui se vendait l'année précédente à des prix dépassant cent talaris le cantar était descendu à 39 ou 40 talaris en décembre 1920.

Malgré tout ce que la Grande-Bretagne avait pu faire, jamais l'Egypte ne pouvait accepter de reprendre les pourparlers avant qu'une déclaration formelle de sa part n'abolît le protectorat établi en 1914 et que les discussions aient pour base l'indépendance du pays. Les organes officiels de Londres tendaient à provoquer des pourparlers avec une délégation officielle que présiderait Adly pacha Yeghen. Le *Morning Post* annonçait à la date du 24 décembre qu'il était probable que le Gouvernement britannique proposât la reprise des négociations sur la base de l'indépendance définitive de l'Egypte et dans ce cas Adly pacha serait disposé à présider la délégation des plénipotentiaires égyptiens.

Dans les premiers jours de janvier 1921, Lord Milner présentait sa démission au Gouvernement de Sa Majesté Britannique. On a prétendu expliquer cette démission en

Egypte par deux thèses. La première disait que Lord Milner ayant rempli son mandat et dressé son rapport, n'avait qu'à se retirer. L'autre attribuait la cause au mouvement d'opposition que soulevait Lord Curzon. Sans trop connaître le véritable motif, il serait peut-être plus prudent d'associer les deux causes. Le Gouvernement anglais aurait de la sorte une grande latitude en ce qui concerne la solution de la question égyptienne sans être tenu par la rigueur des termes du rapport Milner.

Le 26 janvier 1921, six membres de la Délégation égyptienne quittaient leur chef Zaghloul pacha pour rentrer à Alexandrie afin de soutenir la thèse de la nation et maintenir l'unité au sein du pays. Ces six membres étaient : Mohamed pacha Mahmoud, Hamed pacha El Bassel, Abdel Aziz Fahmy bey, Loutfy bey El Sayed, Abdel Latif El Makabaty bey et Mohamed Aly bey.

Certaines rumeurs faisaient entendre que les six membres n'étaient plus d'accord avec le chef. Pour couper court à toute discussion, ceux-ci communiquèrent à la presse d'Alexandrie la note suivante :

« Nous sommes arrivés pour servir la cause de la Question d'Egypte à laquelle nous avons consacré nos personnes depuis 1918. Nous sommes tous déterminés jusqu'au bout à lutter pour la suppression formelle du protectorat.... La Délégation a fait de ces réserves une condition essentielle pour entrer dans les négociations ».

Le 13 février 1921, Lord Milner cédait la place de ministre des Colonies à M. Churchill. Ce dernier fit immédiatement des déclarations concernant l'Egypte qui provoquèrent dans ce pays les plus vives protestations. En effet, dans un discours, il prétendit que l'Egypte faisait partie de l'Empire britannique. Le parti démocrate égypt-

lien, dans une séance tenue les 15 et 16 février, décida d'envoyer une dépêche de protestation à M. Lloyd George et de publier une communication au peuple égyptien. D'autres protestations arrivant des quatre coins du pays démontraient que le nouveau ministre anglais avait affaire à un peuple éveillé et qu'il devait mieux mesurer la portée de ses mots.

Le 19 février 1921, le texte intégral du rapport Milner était livré à la presse et fit, tant en Angleterre qu'en Egypte, l'objet de tous les commentaires. Nous passerons en revue dans la dernière partie de cette étude les opinions émises sur la question et nous ferons connaître notre avis.

La Grande Bretagne jugeant que le plus sage parti à prendre était l'application à l'Egypte du programme Milner, faisait connaître son intention d'abolir le protectorat. Ce premier pas fut accepté par le pays avec beaucoup d'espoir. Tout en faisant cette déclaration, l'Angleterre demandait au Sultan Fouad I, de nommer une délégation officielle pour entreprendre de nouvelles négociations à Londres.

Dans sa lettre du 26 février 1921 au Sultan, Lord Allenby exposait la décision du Gouvernement britannique en ces termes :

« Le Gouvernement de Sa Majesté, ayant étudié les propositions faites par Lord Milner, est arrivé à la conclusion que le statut du protectorat ne constitue pas une relation satisfaisante dans laquelle l'Egypte doit continuer à rester à l'égard de la Grande Bretagne. Quoique le Gouvernement de Sa Majesté n'est pas encore arrivé à des décisions définitives par rapport aux recommandations de Lord Milner, il désire procéder à un échange de vues rela-

tivement à des recommandations avec une délégation désignée par Sa Hautesse le Sultan, dans le but, si possible de substituer au protectorat une relation qui, tout en assumant les intérêts spéciaux de la Grande-Bretagne et en la mettant à même d'offrir des garanties suffisantes aux Puissances étrangères, s'accorderait avec les aspirations légitimes de l'Egypte et du peuple égyptien ».

M. Churchill, qui avait manifesté l'intention de visiter l'Egypte et la Syrie, débarquait de ce fait à Alexandrie le 9 mars 1921 à bord du « Sphinx » des Messageries maritimes. Son but apparent était de recevoir la Délégation de Mésopotamie afin de discuter la question du gouvernement à établir dans ce pays. De même les Délégations de Palestine avec Moayen Bey Al Mady, de Somalie, d'Aden arrivaient en Egypte dans le but de conférer avec M. Churchill. Mais à notre avis il faut voir dans la visite du ministre anglais un but bien plus intéressant et bien plus important que de simples conférences avec les états voisins de l'Egypte. Il est probable et même notoire que le ministre anglais avait des instructions précises à communiquer au Haut Commissaire anglais et à S. H. le Sultan d'Egypte. Les événements qui auront lieu peu de jours après, seront la meilleure preuve de ce que nous avançons.

La situation était tellement délicate que Saad pacha se trouvant toujours à Paris, décida la date du 10 mars de convoquer auprès de lui les membres de sa délégation revenus en Egypte.

En effet, Adly pacha Yeghen avait fait des déclarations importantes concernant le but que se proposait le ministre. Tout faisait prévoir que le premier ministre aurait la mission de représenter officiellement l'Egypte aux prochaines discussions avec l'Angleterre. Déjà le peuple



enthousiasmé manifestait sa joie de différente façon. Des délégations arrivaient de tous les coins du pays et se pressaient autour du Sultan pour lui prouver leur joie et lui témoigner leurs remerciements.

Saad pacha fit savoir par une dépêche qu'il avait décidé de rentrer lui-même en Egypte accompagné de ses collègues résidant à Paris.

---

## CHAPITRE IV

---

### La Délégation officielle

---

Donc, tout allait pour le mieux en Egypte, du moins en apparence. En effet, les marques de sympathie ne cessaient d'être témoignées au nouveau ministre Adly et au Sultan.

Le ministère Nessim, au pouvoir depuis quelques mois, avait présenté sa démission le 15 mars pour donner le gouvernement à Adly pacha en qui la volonté nationale voyait d'heureux présages et sur qui on fondait beaucoup d'espairs.

Le nouveau ministère fut formé le 16 mars et comprenait :

S. E. Adly pacha Yeghen, premier ministre, sans portefeuille ;

S. E. Rouchdy pacha, vice-président, sans portefeuille ;

S. E. Abdel Khalek pacha Saroit, ministre de l'Intérieur, etc.

Il serait intéressant de connaître le programme du nouveau Cabinet, tracé dans la lettre adressée par Adly pacha au Sultan le 17 mars :

« Dans l'action politique à entreprendre, écrivait Adly pacha, le Ministère aura en vue d'arriver à un accord mettant hors de doute l'indépendance de l'Egypte. Il fera appel dans ce but à la collaboration de la Délégation égyptienne, présidée par Saad pacha Zaghloul.

« Le Ministère est heureux de constater que sa tâche se trouve, à cet égard, grandement facilitée par la déclaration du Gouvernement britannique en vertu de laquelle les négociations auront lieu sur la base de l'abolition du protectorat. Le pays aura à se prononcer en dernier ressort sur cet accord par la voie de ses représentants réunis en Assemblée nationale.

« Cette Assemblée devant fonctionner aussi comme assemblée constituante, le Ministère se donnera pour mission d'élaborer un projet de constitution et se conformera dans cette élaboration aux principes du droit public moderne.

« Les élections de cette Assemblée auront lieu avec toutes les garanties d'une pleine liberté et de manière à assurer la représentation de l'opinion générale du pays.

« Dans cet ordre d'idées, le Ministère exprime la conviction que les circonstances présentes sont de nature à justifier un prompt retour à un régime moral et que bientôt, grâce à l'influence bienfaisante de Votre Hautesse, il sera possible de lever l'état de siège et de supprimer la censure....

Ce programme plein d'excellentes promesses ne pouvait qu'enchanter l'opinion publique.

« Nous constatons avec plaisir, dit « l'Akhbar », un journal nationaliste du 18 mars, que ce programme comporte une esprit nouveau : l'esprit du respect de la volonté nationale pour s'appuyer sur la confiance du pays. Les autres ministères ne tenaient aucun compte de la volonté du peuple ni dans leur politique, ni dans leurs travaux ». Ce qu'il faut particulièrement remarquer, c'est la netteté avec laquelle le Ministère déclare collaborer pour les nouvelles négociations officielles avec le véritable mandataire de la Nation égyptienne, le Chef de la Délégation, S. E. Saad pacha Zaghloul. Soutenu avec rigueur, ce programme répond littéralement aux aspirations du pays. Mais malheureusement la suite des événements nous montrera la valeur des belles promesses que se plaisent à faire les

hommes au pouvoir pour avoir provisoirement l'appui et la confiance de la nation. Le ministère a tellement été l'objet d'ovations et de marques de gratitude qu'il se trouva dans l'obligation de remercier le peuple par un communiqué officiel du 14 mars.

Restait une question importante à régler : celle de la nomination de la Délégation et sa règle de conduite. La question serait mieux discutée après l'arrivée du chef Saad pacha, qui devait rentrer dans les premiers jours d'avril.

Déjà des commissions s'organisaient en vue de préparer une réception splendide au chef qui réintégrait son pays après deux ans d'absence, pendant lesquels il avait tout sacrifié pour la cause de sa Patrie. Un programme digne des meilleurs souverains fût élaboré pour fêter l'arrivée du chef bien aimé.

L'arrivée de Saad pacha à Alexandrie le 5 avril 1921, fût un évènement sensationnel que le peuple égyptien n'oubliera pas. Tous les quotidiens du pays consacraient leur première page et une bonne partie des suivantes à la description de cette belle réception. Jamais pareille magnificence n'avait été faite à une autre personne avant lui. Souvent ces faits sont assez justificatifs pour prouver le degré d'attache qu'un peuple peut avoir en honorant l'objet de son culte et de son admiration. Les jours suivants ont amplement prouvé la place qu'occupe le président dans l'âme du peuple et particulièrement dans celle de tout égyptien jaloux du bien être et du progrès de sa patrie.

Les manifestations d'enthousiasme et de joie n'avaient pas pris fin. Durant tout le trajet d'Alexandrie au Caire, le leader égyptien s'était vu prodiguer toutes les marques de sympathie et d'admiration. Lire les comptes rendus de

ces scènes émouvantes dans les journeaux locaux de cette période c'est vivre un moment d'extase et de véritable plaisir. Des dépêches arrivant de tous les points du pays souhaitaient la bienvenue à S. E. Saad pacha Zaghloul. Il suffira de dire qu'une foule évaluée à 300 000 personnes s'échelonnait de la gare du Caire à la maison du pacha, sur un parcours de près de deux kilomètres.

En vue de recevoir les délégations de province et celles organisées dans la capitale, une grande tente se dressait pour éviter l'encombrement de la propre maison de Saad pacha.

Le 9 avril, il adressa à la nation égyptienne un émouvant appel où il remercia le peuple dans les termes les plus chaleureux, de toutes ces marques de joie et de sympathie.

Il fallait donc pour mener à bonne fin la question, qu'un accord intervint entre le Ministère Adly et Saad pacha Zaghloul. Une fois cet accord conclu, la Nation n'aurait eu qu'à se féliciter d'avance du succès de toute entreprise mettant en jeu les intérêts de l'Egypte et l'avenir du peuple.

Dans les banquets où l'élite égyptienne était pressée de se rendre presque quotidiennement, le leader traçait avec son éloquentes compétence les lignes de sa conduite tant vis-à-vis du Ministère que pour les pourparlers à reprendre avec la Grande-Bretagne. Pour bien comprendre l'esprit qui anime cet homme d'inégale valeur, il est utile de lire intégralement le texte de ses discours.

Dans son discours du 23 avril à Sayeda Zeinab, Saad pacha posait les quatre conditions suivantes pour commencer les pourparlers :

1° Le but des négociations doit être d'arriver à l'abolition



du protectorat imposé à l'Egypte, le 18 décembre 1914.

2° Reconnaissance de l'indépendance complète internationale tant à l'intérieur qu'à l'extérieur en tenant compte des réserves présentées par la Délégation à la Commission Milner.

3° Abolir la Loi Martiale et la Censure avant de commencer les négociations.

4° Que la Délégation ait la présidence des négociations. Un rescrit indiquerait les formes et limiterait le pouvoir des négociations sur ces bases.

Cette quatrième condition sera pendant longtemps le point de discussion autour duquel roulera toutes les controverses entre le Ministère et le Wafd.

Zaghloul donnait une ampleur plus forte à ces principes dans la réunion tenue par les étudiants du Caire en son honneur le 18 avril. Après avoir rappelé en termes émus le devoir accompli et le sang versé par leurs frères qui ont les premiers contribué à délivrer le pays du joug étranger, Saad pacha fit le serment qu'il cherchera, jusqu'à la mort, l'indépendance du pays. Ensuite, attaquant le projet Milner en ce qui concerne tant les affaires extérieures qu'intérieures de l'Egypte, il tirait la conclusion suivante :

« Nous ne pouvons pas accepter le contrôle qui accorderait à l'Angleterre un droit indivis dans la souveraineté intérieure de l'Egypte. Si la nation égyptienne tout entière l'accepte, moi je ne pourrai jamais le faire ». Il déclarait collaborer avec le ministère si ce dernier acceptait ses points de vue.

Au grand banquet du Sheapeard's Hôtel, le 19 avril, réunissant un grand nombre de ministres, d'ulémas, de notables, magistrats, avocats, etc., Saad pacha Zaghloul parlant du projet Milner déclarait qu'il n'est pas seule-

ment la consolidation du protectorat sur l'Egypte mais bien encore l'intervention d'une souveraineté étrangère dans le pays. Si le projet Milner n'est pas modifié, ni la Délégation ni aucun Egyptien, disait-il, ne pourra entreprendre les négociations. Nous devons prêter notre aide au Gouvernement tant que nous constaterons qu'il y va de notre intérêt. Il est à remarquer que le premier ministre Adly pacha était du nombre des invités et assistait à toutes les déclarations du chef de la Délégation.

Revenant sur les conditions qu'il a posées pour entrer en négociations, Saad pacha, dans la cérémonie tenue en son honneur le 25 avril à Choubrah, déclarait que le ministère Adly refusait d'accéder aux demandes du Wafd et notamment d'accepter qu'un rescrit sultanien ne déléguât le pouvoir aux plénipotentiaires.

Pour justifier le droit de la Délégation à la présidence des négociations, il déclarait que le chef aurait plus de liberté. En effet, celui-ci parlerait au nom et pour le peuple et il ne serait aucunement sous l'influence de l'Angleterre.

La lutte était ainsi déclarée au Ministère qui n'acceptait pas le plan de Zaghloul. Il fallait à tout prix combattre ce dernier qui finirait par être le seul dictateur du pays. La discussion amènera naturellement deux partis : celui de Saad, parti spontané, et celui d'Adly formé pour les besoins de la cause par certains adeptes et surtout par la force de la contrainte. Dès ce jour des troubles éventuels pouvaient avoir lieu.

Un incident regrettable eut bientôt lieu à Tanta le 29 avril 1921. A la suite de la prière du vendredi, un groupe d'étudiants avait pris la parole appuyant la politique de Saad. Une manifestation se forma aussitôt et parcourut

les rues. D'après la déclaration des témoins, la police s'était intervenue en donnant des coups de bâtons aux manifestants qui ripostèrent à leur tour. Mais un lieutenant ordonna à ses soldats de porter leurs armes et alla au devant des manifestants. Deux de ceux-ci tombèrent sous les balles de la police. Le lieutenant, sans prendre l'ordre du « Moudir » (le préfet), ordonna d'ouvrir le feu contre la foule. Le rapport du procureur général déclare que 400 balles ont été tirées après la mort des deux premières victimes. L'écho de cet incident dont la faute incombe aux autorités locales a été traduit d'une façon étrange à la Chambre des Communes. Le Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères déclarait, en effet, que c'était « une lutte entre les partisans d'Adly pacha et ceux de Saad pacha ».

Le jeu de la politique anglaise était évident : tâcher d'envenimer les choses et si possible diviser le pays. Toujours fidèle à son principe : « Diviser pour régner », l'Angleterre ne perdait jamais la moindre occasion pour faire pencher la balance de son côté. Mais cette fois encore elle bâtissait sur le sable : s'il y a eu deux partis en Egypte, du moins le but de tous les Egyptiens était le même : l'Indépendance du pays.

Non content de réprimer toute manifestation par la force des armes, le ministère tachait d'obtenir, par l'intermédiaire de ses inférieurs hiérarchiques, les signatures des administrés par la contrainte. Rien ne peut mieux établir ces faits que les questions posées le 15 août 1921 à la Chambre des Communes par le Major Watts :

« Est-ce que le Gouvernement a des renseignements qu'Ibrahim Yousry effendi, māmour markaz d'Abnoub a été jugé et condamné à dix livres d'amende parce qu'il

avait insulté Ibrahim Azer Fanous Effendi qui a refusé de signer une requête de confiance envers Adly pacha et le Ministère égyptien actuel ; est-ce que le Gouvernement sait si les autorités du markaz de Kafr El Cheikh ont menacé les habitants d'Armou de leur couper l'eau d'irrigation de leurs terres et à ne pas les autoriser à faire des emprunts aux banques s'ils ne signaient pas les requêtes de confiance dans Adly pacha et le Ministère ; et si dans la deuxième semaine de juin les fonctionnaires de Fakouss ont arrêté Abdel Moneim El Sayed Effendi, élève de l'école Tewfikieh et ont pris de force de sa part les déclarations de confiance dans Zaghloul pacha, puis le conduisirent au plais du Gouvernement ».

Le chef de la Délégation avait préparé un mémoire en réponse aux déclarations faites par le Ministère Adly. Mais ce dernier avait interdit l'impression de cette note qui fut lue dans une séance tenue le 7 mai 1921 au « Continental Hôtel ». La réponse de Saad considérait que le désaccord entre les deux points de vue était capital, d'abord parce qu'Adly pacha avait accepté le projet Milner et qu'il avait lui-même élaboré dans ce sens le 25 juillet 1920 un autre projet en collaboration avec S. E. Rouchdy pacha et Ahmed bey Loutfy El Sayed. Qu'ensuite étant réputé comme le chef du parti modéré qui a approuvé les points de vue de Milner, le Premier Ministre serait sensé appuyer le dit projet.

Qu'en outre, le chef du Cabinet égyptien n'a pas toute sa liberté ; il dépend plutôt de l'Angleterre et agit plus ou moins sous son influence.

Pour toutes ces raisons Saad pacha revendiquait pour la Délégation, organe plus libre et plus indépendant, le droit à la présidence des négociations.

La lutte politique prenait ainsi de bonnes proportions et le Cabinet allait employer toute son influence pour combattre la force toujours croissante de Zaghloul pacha. Les fonctionnaires du Gouvernement égyptien avaient décidé à leur tour de participer à une cérémonie en l'honneur du chef de la Délégation égyptienne et de ses collègues. La réunion devait avoir lieu à l'Hôtel Continental le 6 mai. Le Ministère interdit à tout fonctionnaire d'assister à cette réunion politique. Les agents du Gouvernement jugeant à juste titre qu'ils avaient la liberté d'assister à une séance qui ne contredisait en rien leurs devoirs, assistèrent quand même au banquet. Saad pacha fit, durant cette entrevue, de très importantes déclarations concernant les négociations à Londres et la part active d'Adly pacha.

Moyennant des concessions, Saad aurait pu s'allier Adly pacha. Mais encore dans ce cas, celui-ci ne serait-il pas jaloux de la part prépondérante de son concurrent ?

Il n'est pas inutile de mentionner que quelques membres de la Délégation égyptienne prétendaient que leur chef abusait de son pouvoir et qu'il devait se plier du côté du Ministère duquel ils partageaient les points de vue. Aussi ont-ils jugé bon de se retirer de la Délégation présidée par Saad pacha pour soutenir Adly pacha. Ces membres sont : Aly pacha Chaarawi, Mtre Abdel Aziz bey Fahmy, Ahmad Bey Loutfy El Sayed, Mahamed pacha Mahmoud, M<sup>e</sup> Mohamed Bey Ali, Abdel Latif El Makabati Bey et le Dr Hafez Bey Afifi.

Comme pour éprouver l'opinion publique, un communiqué de la Présidence du Conseil des Ministres déclarait que le Gouvernement abolissait la censure à partir du 15 mai 1921.

La presse, après cette déclaration, ne s'est pas trouvée



plus libre qu'auparavant. Toujours la même rigueur lui était imposée et peu après le régime de la censure a été rétabli et existe de nos jours malgré le fantôme d'indépendance dont on veut faire jouir le pays.

Les esprits, au lieu de se calmer, s'échauffaient de plus en plus et les manifestations d'autrefois reprenaient. Cette fois la police égyptienne avait mission de combattre par la force toutes les démonstrations du peuple. Aussi nombreuses furent les victimes qui tombèrent sous les balles du Gouvernement. Le délégué du peuple ne pouvait pas rester insensible à ce spectacle horrible. Une requête signée par lui fut envoyée le 20 mai à Sa Hautesse avec des protestations énergiques contre les actes inhumains de la police chargée d'arrêter et de séquestrer des innocents. Le même jour une manifestation s'est formée autour du cortège d'Amine Mohamed Badawi, mort d'un coup de baïonnette alors qu'il était devant le magasin où il était employé. Le cortège passa devant la maison de Saad pacha d'où celui-ci et d'autres membres de la Délégation suivirent le cortège. Après la cérémonie, les manifestants continuèrent à parcourir les rues aux cris de : « Vive Saad pacha, Vive l'Indépendance ». Une rencontre avec la police eut lieu dans l'après-midi et sur vingt-quatre blessés, quatre l'étaient très grièvement.

Des manifestations analogues se produisirent dans les autres grandes villes et en province ; une importante eut lieu à Alexandrie dans la nuit du 19-20 mai.

Malheureusement, les désordres n'avaient pas pris fin à Alexandrie. Des incidents très regrettables eurent lieu. A la suite de manifestations et d'attaques d'agents de la sûreté, la foule s'acharna contre les Caracols (postes de police). Une bande de malfaiteurs, comme il en existe

dans tous les grands ports, se mêla à la foule et commit des actes de pillages et des attentats que tout bon Egyptien regretta. Mais la faute initiale incombait à la police et aux autorités locales qui n'ont pas su employer utilement leur force. Les troupes anglaises ont dû occuper la ville et le couvre-feu fut ordonné.

De même, une crise épouvantable sévissait au Caire, mais dont les effets ne furent pas aussi scandaleux. En effet, parlant des événements d'Alexandrie, les dépêches rapportaient en Europe que les Egyptiens se sont attaqués aux Européens par esprit de xénophobie. Le témoignage suivant d'étrangers influents résidant dans la vallée du Nil prouve que ces incidents n'étaient nullement dirigés contre les Européens :

« Nous, signataires de la présente, avons pris connaissance de l'exposé fait ci-haut, que nous approuvons dans ses détails (mémoire signé des notabilités égyptiennes et mettant en plein jour le véritable sentiment des Egyptiens par leurs hôtes) convaincus que nous sommes que les regrettables incidents d'Alexandrie n'étaient pas provoqués par un sentiment quelconque de fanatisme ou de haine antieuropéenne. »

Signé : M. Manusardi, avocat près la Cour d'Appel Mixte ;

J. N. Mosséry Bey, banquier ;

N. Beaujean, directeur du Comptoir National d'Escompte de Paris ;

D<sup>r</sup> Comanos Pacha et Albert Mizrahi, co-directeurs de la Banque Cox et Cie ;

Le Professeur Paul Valentin, de l'Université égyptienne.

Les ouvriers des ateliers de chemins de fer se mirent en grève. L'autorité anglaise par l'intermédiaire du miralâi H. G. F. Archer Bey, Commandant de la police du Canal, revenu au Caire, prit des mesures sévères contre les rassemblements de voyous armés et l'emploi des armes à feu.

De son côté, Lord Allenby agissant avec sa prudence coutumière et afin de calmer les esprits surexcités publia le 25 mai le communiqué suivant :

« Récemment des manifestations se sont produites au Caire et à Alexandrie et ailleurs et elles ont été accompagnées, spécialement à Alexandrie, d'actes de violences déplorables et de nombreuses pertes de vies humaines. Elles ont soi-disant un caractère politique — et il ne m'appartient pas de me mêler à la politique de parti en Egypte — mais le fait que les manifestants se munissent à l'avance d'armes et de projectiles dangereux prouve évidemment que dans l'intention des participants, ces manifestations ne sont pas destinées à rester pacifiques.

« Je me suis toujours fait une règle d'intervenir le moins possible dans le maintien de l'ordre et, en ce moment grave de l'histoire de l'Egypte, je suis plus que jamais soucieux de m'en tenir à cette règle ; mais c'est à moi qu'incombe en dernier ressort la responsabilité et le devoir de maintenir l'ordre.

« La politique du Gouvernement de Sa Majesté est une politique d'amitié, et c'est cette politique que j'ai toujours suivie en ma qualité de Haut-Commissaire. Ayant pris ses mesures pour obtenir une connaissance détaillée des griefs ressentis par le peuple égyptien, le Gouvernement de Sa Majesté cherche actuellement le moyen d'y porter remède. Il a invité Sa Hautesse le Sultan à nommer une délégation pour entrer en pourparlers avec lui en vue d'arriver à une solution satisfaisante des difficultés existant entre les deux pays, et le champ des discussions n'est pas limité. Le Gouvernement de Sa Majesté a déclaré que l'objet principal des négociations était de rendre possible l'abolition du protectorat britannique

sur l'Egypte. Au-delà de cette assurance, il ne peut faire de concession préalable, mais il ne restreint en aucune manière la liberté de ceux qui, sur la proposition du président du Conseil, ont été nommés par Sa Hautesse le Sultan pour prendre part aux négociations au nom de l'Egypte.

« Le Gouvernement de Sa Majesté a tendu à l'Egypte une main conciliatrice et amicale. Il attend maintenant la réponse de l'Egypte. Je n'ai pas donné de conseil à ce sujet et et je n'ai pas l'intention d'en donner... »

Saad pacha Zaghloul accueillit avec le meilleur geste ce communiqué et remercia Lord Allenby dans une lettre du 26 mai. Il faisait ressortir que le différend existant entre le Ministère et la Nation n'est susceptible, à son point de vue de solution que soit par la démission du Ministère, soit par l'élection d'une Assemblée nationale qui se prononcera sur la question des négociations et leurs résultats. La Délégation égyptienne regrettait les attaques produites au cours des manifestations et désavouait énergiquement tous les auteurs des événements d'Alexandrie quels qu'ils soient.

Dans cet ordre d'idées et usant de son influence sur la Nation, Saad pacha lui adressa un appel émouvant le 25 mai lui demandant au nom de la patrie et des victimes innocentes de mettre fin à toutes ces manifestations de colère et d'éviter toutes les atrocités révoltantes.

D'après les informations du directeur général de la Sécurité publique, il y eut à Alexandrie 58 tués, dont 23 ont succombé à des blessures, et comprenant 43 Egyptiens, 12 Grecs et 3 autres Européens. Le total des blessés était de 210 dont 129 Egyptiens, 46 Grecs, 18 autres Européens, 5 Juifs et 2 Maltais.

Un tribunal militaire d'enquête était en voie de forma-

tion pour rechercher la responsabilité des coupables dans ces troubles. Comme tous ces événements ont été provoqués par des individus sans foi ni loi, qui tiraient sur la foule des manifestants par les fenêtres, et afin d'éviter que pareil acte ne continue, le général anglais a pris la sage mesure suivante :

1° Interdiction rigoureuse de tirer des coups de feu par les fenêtres. Les troupes anglaises ont l'ordre de riposter et de fouiller la maison d'où le coup de feu aura été tiré. Les délinquants seront traduits en Cour Martiale.

2° Toute circulation sera interdite à partir de 21 h. 30.

En forme de protestation, la Bourse d'Alexandrie fermait. Le Barreau Mixte, dans une première lettre adressée à Lord Allenby, demandait l'intervention des troupes britanniques — et dans une seconde au Premier ministre égyptien, réclamait des mesures immédiates et efficaces pour assurer la sécurité individuelle et la tranquillité publique.

M. Churchill, profitant des événements d'Alexandrie avait fait certaines déclarations concernant la situation égyptienne. Ces déclarations soulevèrent bientôt les plus vives protestations du peuple et à sa tête Saad pacha. En effet, ce dernier, envoya le 10 juin, à Lloyd George, une dépêche d'énergique protestation. Le président de la Délégation faisait ressortir qu'il n'est pas juste de condamner tout un peuple en prenant pour prétextes les troubles d'Alexandrie sans même attendre les résultats de l'enquête. Il assurait que ces événements regrettables n'avaient pas dépassé quelques quartiers de la ville et que les étrangers à travers toute l'Egypte jouissaient toujours de la parfaite hospitalité, reconnue au peuple égyptien. Enfin il renou-



velait au Premier anglais les promesses de la Grande-Bretagne et l'insistance du pays pour le respect de ses droits inviolables à l'indépendance.

A son tour, le Président du Conseil, pour répondre aux vœux exprimés par toutes les classes de la société, s'est rendu le 10 juin auprès de S. E. le Haut Commissaire et lui a remis une note dans laquelle il faisait ressortir la pénible impression produite tant sur le Gouvernement de Sa Hautesse le Sultan que sur l'opinion publique égyptienne par les déclarations faites par M. Churchill sur l'Egypte à Manchester.

La Délégation officielle accompagnée de 42 fonctionnaires et employés devait partir pour Londres le 1<sup>er</sup> juillet 1921. Elle comprenait plusieurs commissions dont voici le détail :

*La Commission politique*, présidée par S. E. Adly pacha Yeghen, composée de L.L. E.E. les Ministres et anciens Ministres Rouchdy pacha, Ismaïl Sidky pacha, Mohamed Chafik pacha, Ahmad pacha Talaat, Youssef pacha Soliman.

*La Commission financière* : S. E. Ismaïl pacha Sidky, président avec S. E. Mohamed pacha Aboul Foutouh, Fouad beh Soultan et Joseph bey Nahas.

*La Commission judiciaire* : S. E. Hussein pacha Rouchdy, président et L.L. E.E. Ahmad Talaat pacha, Youssef Soliman pacha, Abdel Hamid bey Badwi, Abdel Hamid bey Moustafa, Ahmad bey Amine, Mohamed bey Mahmoud Khalil et Mtre Tewfik bey Doss, membres.

*La Commission de guerre* : S. E. Mahmoud pacha Azmy, Mahmoud pacha Helmy, etc.

*La Commission technique du génie* : S. E. Mohamed

pacha Chafik, président ; S. E. Mahmoud pacha Fahmy, Abdel Meguid bey Omar, etc.

La « Délégation officielle égyptienne » quittait Alexandrie à bord du « Vienne » le 1<sup>er</sup> Juillet 1921.

Nombreuses étaient les opinions pessimistes qui voyaient dans ce départ un simple voyage d'agrément pour les membres de la Délégation sans autre but politique.

Le 7 juillet la Délégation officielle arrivait à Paris où un groupe d'étudiants égyptiens l'attendait à la gare du P.L.M. Elle fût salué à sa descente du train par : « A bas la Délégation Adly — Vive l'Egypte Indépendante — Vive la France ». Pareil accueil l'attendait quelques jours plus tard à Londres.

En Egypte la politique de rigueur et de force se faisait de plus en plus sentir. Il fallait éloigner du sol les personnes influentes et faire taire les journaux un peu libres. L'autorité militaire s'attaqua tout d'abord au Prince Aziz Hassan, cousin de l'ex-Khédivé d'Egypte, à qui elle formula l'ordre de quitter l'Egypte avant le 10 juillet. Et, par un arrêté du 5 juillet 1921, le journal « Al Nisam », organe nationaliste, était suspendu pour 6 mois. Dans le même sens le Ministère refusait à de nouveaux organes nationalistes l'autorisation de paraître. Ce refus fut imposé à Moustapha bey El Nahas.

Il n'est pas inutile d'attirer l'attention sur la Conférence des Premiers Ministres des Dominions qui se réunissaient en ce moment à Londres. En Egypte on caressait l'espoir de la prochaine intervention du Général Smuts, l'habile diplomate, fondateur de la Société des Nations, pour trouver une solution à la question égyptienne comme il avait déjà fait dans le traité de paix en ce qui concerne le problème des Réparations de guerre.

La première entrevue de Lord Curzon (1) et la Délégation officielle eut lieu le 13 juillet. Deux jours plus tard, Lord Allenby arrivait lui aussi à Londres pour suivre de plus près les négociations.

Pendant que les pourparlers suivaient leurs cours à Londres, 4 membres travaillistes du Parlement anglais, M. Swan, M. Lunn, M. Mills et M. Lawson, débarquaient le 20 septembre à Alexandrie ; un cinquième membre, le Major Barnes, n'arrivait que le 26 septembre. Au milieu des acclamations du peuple, ils étaient reçus par les délégués du Wafd.

Il faut rappeler ici qu'en juillet 1920, une conférence du Labour Party s'était tenue à Londres et que les membres travaillistes avaient reconnu le droit pour les Egyptiens, aussi bien que pour les autres nationalités, de décider de leur avenir. Un an plus tard, le même corps publiait une lettre dans le « Morning Post » dans laquelle furent exposées les règles suivantes au sujet de l'accord à intervenir entre l'Egypte et la Grande Bretagne :

1° La mission politique n'est en aucune façon une délégation du peuple égyptien.

2° Cette soi-disante mission a été désavouée par la majorité du peuple égyptien.

3° Grâce à la loi martiale, le Cabinet égyptien a tâché

---

(1) Lord Curzon entreprit de très longs voyages en Asie, Iran, Afganistan, Siam et aux Indes. Parmi ses œuvres on peut citer : *La Russie en Asie mineure*, *Les Conflits en Extrême-Orient*. A la suite de ces voyages et écrits, il entra au Ministère des Indes — 1891-1892 — ensuite au Ministère des Affaires étrangères 1895-1898. Il devint ensuite le Gouverneur général des Indes et c'est à ce moment qu'eut lieu le fameux conflit entre lui et Lord Kitchener. Après la guerre il eut le portefeuille des Affaires Etrangères.

de gagner l'opinion publique et d'arracher des manifestations de confiance.

4° La mission et les égyptiens sont sous le contrôle du Gouvernement britannique avec lequel ils négocient.

5° Dans ces conditions un traité imposé à un peuple de 14 millions d'habitants ne peut jamais être établi entre les deux pays.

6° La seule solution serait de supprimer la loi martiale et de procéder à des élections générales pour nommer une délégation véritablement représentative.

Arrivés au Caire le 21 septembre, ils furent reçus par Saad pacha lui-même à la gare.

Déjà des dépêches de bienvenue leur étaient adressées des villes et des villages de province. Une délégation du Fayoum était venue pour recevoir les M. P. et les inviter à visiter avec Zaghloul pacha leur Moudirieh.

Des dispositions étaient prises pour permettre à Saad pacha d'accompagner les parlementaires à Tanta. Par ordre de l'autorité compétente, le secrétaire d'Etat à l'Intérieur faisait savoir à S. E. que cette visite ne pouvait pas se faire et qu'il fallait y renoncer. Obtempérant aux ordres de l'autorité militaire, Saad pacha se contenta d'envoyer une lettre de remerciement au président du Comité de réception à Tantah.

Afin de ne laisser planer aucun malentendu sur les véritables sentiments que les Egyptiens ont toujours éprouvés pour leurs hôtes européens, sentiments qui auraient pu être bien mal interprétés après les tristes événements d'Alexandrie, l'Egypte a voulu réunir les colonies européennes au Continental Hôtel à un grand thé de réconciliation sous la présidence de Son Eminence le Grand Moufti d'Egypte. Plus de sept cents notables européens,

parmi lesquels les directeurs des établissements de crédit et des grandes maisons de commerce, répondirent à cette invitation le 15 septembre 1921. Des discours de bonne et touchante courtoisie furent échangés. M<sup>tres</sup> A Lusena et José Canéri se firent les éminents interprètes des européens et protestèrent contre toutes les accusations injustes lancées dernièrement contre le peuple égyptien et firent des vœux pour la réalisation des aspirations communes à tous les habitants de la vallée du Nil.

Zaghloul pacha visita tour à tour Port-Saïd, Ismailiah en compagnie des M. P.

La Mission Swan quitta l'Egypte le 7 Octobre 1921 pour rentrer en Angleterre, après avoir constaté les visées de tout un peuple et le degré de popularité de Saad pacha Zaghloul. M. Swan le disait dans un interview au *Mokatlam* en ces termes: « Nous pouvons maintenant juger exactement de la situation.. » « Nous n'avons quitté notre pays et nos familles et enduré les fatigues du voyage que pour connaître la vérité et la proclamer. » La mission présenta peu après un rapport détaillé sur la situation en Egypte.

Pour revenir aux négociations officielles, interrompues pendant la période des vacances parlementaires, Adly pacha et Lord Curzon allaient reprendre leurs pourparlers le 7 Octobre.

A la veille de cette reprise le Maréchal Allenby venait de faire paraître son rapport sur la question égyptienne. Voici comment le *Times* dans un article du 7 Octobre jugeait ce rapport:

« Ce rapport ne montre pas la perspicacité et la hauteur des vues politiques par lesquelles se distinguent les Livres Bleus des anciennes époques heureuses. Le rapport a: tuel



est une sorte de description fatigante des événements politiques et économiques...

« Le rapport indique que son auteur a décliné toute responsabilité dans les grandes questions politiques, pour la laisser à une autre autorité suprême qui ne se trouve pas en Egypte. »

Pendant que les négociations officielles suivaient leur cours interminable et n'aboutissaient à aucun résultat appréciable, Saad pacha, de son côté, ne restait pas inactif. Il entreprit un voyage à travers la Haute Egypte. Des réceptions grandioses lui furent préparées. Sa popularité augmentait plus que jamais. M. Swan ne se trompait pas en disant que Saad pacha était appuyé de la totalité de la population égyptienne. Cette gloire transcendante choquait le ministère. Usant de son influence administrative, il tâcha par tous les moyens en son pouvoir d'entraver la marche de Saad pacha. C'est ainsi que des ordres furent donnés aux administrateurs d'Assiout d'organiser un programme en vue de détourner de son but la réception que cette ville comptait faire au leader. Arrivé près du barrage d'Assiout, le pacha reçut à bord de sa « Dahabieh » (1) un officier de police qui lui recommanda de ne pas continuer son excursion étant donné que les adversaires avaient organisé une hostile et dangereuse réception. Les membres du comité de réception arrivaient ensuite à bord et déclaraient que le Gouvernement avait décidé d'empêcher toute manifestation. Les adversaires de Zaghloul pacha n'étaient autres que des hommes payés par l'administration. Au milieu des ovations, on a vu le sang couler. L'enquête a établi que les adversaires de Zaghloul avaient tiré les premiers sur la

---

(1) Bateau de plaisance.

foule paisible. Les omdehs qui n'avaient pas obtempéré aux ordres des autorités furent suspendus de leurs fonctions. Tel est le cas d'Aboul Ela Bey omdeh (1) de Fazarah et de Kamel effendi Osmane, omdeh de Deyrout.

Une enquête a été ordonnée. Mais, hélas ! c'est toujours l'autorité administrative qui était chargée de la mener, de sorte que le Ministère se trouvait par le fait même juge et partie. On voit bien d'ici les conséquences auxquelles on devait inévitablement aboutir : la responsabilité de Saad pacha et de ses partisans.

Les mêmes événements se produisirent à Gurigueh le 18 Octobre. Le Ministère, profitant des circonstances, prit la décision d'arrêter le voyage de Saad pacha Zaghloul. Voici les instructions données par le Ministère de l'Intérieur à toutes les moudiriehs de la Haute-Egypte :

« Il a été décidé d'interdire à S. E. Saad pacha Zaghloul et à ceux qui l'accompagnent de visiter les chefs-lieux ou les ville des moudiriehs.

« En conséquence il y aura lieu d'empêcher son bateau de s'arrêter dans des endroits où l'ordre public risquerait d'être troublé.

« Veuillez l'en informer et prendre les mesures nécessaires pour l'exécution de cette interdiction. »

Signé: *Le Secrétaire d'Etat au Ministère  
de l'Intérieur.*

Bureau de presse — le 20 Octobre 1921).

La liberté individuelle recevait chaque jour de nouvelles atteintes de plus en plus graves. La conduite de S. E. le Procureur général dans l'instruction de l'affaire d'As-

---

(1) Maire.

siout est d'un exemple frappant. Il suffirait pour être édifié de lire la réponse détaillée émise par le Barreau indigène d'Assiout au rapport du Procureur. Ce dernier avait mené l'enquête au mieux des intérêts du Gouvernement. Evoquer cette période d'injustice flagrante serait rappeler d'anciens souvenirs bien cruels aux Egyptiens et que ceux-ci vécurent jadis sous les jours néfastes des Turcs despotes et des mamelouks autoritaires. Un gouvernement civilisé met au-dessus de tout la Justice, — le droit pour le faible de se défendre et aux forts de respecter la loi. L'autorité qui fait la loi doit être la première à la faire respecter. C'est ainsi que toute bonne justice doit être conçue.

A Londres, Adly pacha n'espérait plus aboutir à un accord véritable avec Lord Curzon. Seule l'intervention du cabinet anglais serait profitable. Peut-être Lord Allenby retarderait-il son retour pour pouvoir donner un coup de main à ces négociations interminables. Chacune des deux parties en présence a été chargée de rédiger un projet qui comporterait l'abolition du protectorat, auquel il serait substitué un traité permanent d'alliance assurant les communications britanniques et la sécurité des étrangers. Lord Curzon se trouvait devant deux projets anglais: celui de Lord Milner et celui de M. Wintson Churchill.

Déjà à partir du 9 Novembre le bruit courait que les négociations étaient sur le point d'être rompues, qu'une partie de la délégation officielle retournerait le 25 et qu'une crise ministérielle était inévitable.

Le 19 Novembre un communiqué de la Délégation informait l'opinion que le projet établi par le Cabinet Britannique ne permettait pas d'aboutir à une entente. Adly

s'embarqua avec ses collègues le 2 Décembre à Venise à bord du bateau « Espéria ».

Trois documents officiels constituant le Projet de traité anglo-égyptien, la réponse de la Délégation officielle et la note explicative ont été remis le 2 Décembre 1921 à S.H. le Sultan par le Haut-Commissaire de Sa Majesté Britannique.

Aussitôt après sa publication, le projet fut rudement attaqué par la presse locale. Certains y voyaient non seulement l'établissement d'un véritable protectorat mais une annexion pure et simple. De son côté, Saad pacha déclarait au correspondant de l'Agence Reuter que « le projet de Lord Curzon ne peut être accepté par aucun Egyptien quelque modéré qu'il soit. Ce projet ne peut qu'élargir le fossé entre l'Angleterre et l'Egypte. Si l'Egypte est nécessaire à l'Angleterre, elle est plus nécessaire à elle-même. » Voici les grandes lignes de ce projet que Saad pacha considère à juste titre comme tendant à organiser le protectorat britannique sur l'Egypte tant pour ses relations extérieures placées sous le contrôle effectif du Haut-Commissaire que pour son administration intérieure.

Dans une première partie, Lord Curzon reconnaissait la fin du protectorat proclamé le 18 Décembre 1914 et déclarait qu'il subsistera entre l'Angleterre et l'Egypte un traité perpétuel d'alliance. Le Gouvernement anglais poursuivrait ses démarches pour la suppression des Capitulations et assurerait la protection des intérêts étrangers en Egypte. Pour tout accord politique, l'Egypte devrait avoir la consultation du Haut-Commissaire britannique.

Dans une troisième division, l'Angleterre demandait que ses troupes soient maintenues « dans un tel endroit de

l'Egypte et pour telle période qui sera déterminée de temps en temps. »

Un Commissaire financier nommé en consultation avec l'Angleterre remplacera les Commissaires actuels de la Dette et donnera son autorisation pour tout emprunt à conclure.

De même, un Commissaire judiciaire, nommé comme le précédent, veillerait sur l'application de la loi en toutes matières affectant les étrangers et aurait le droit d'accès auprès des Ministres égyptiens de la Justice et le l'Intérieur.

En ce qui concerne le Soudan, l'Egypte prêterait son assistance tant militaire que financière et l'Angleterre s'engagerait à assurer à l'Egypte sa part équitable dans les eaux du Nil.

Suivent les dispositions sur l'indemnité des fonctionnaires britanniques mis à la retraite, et enfin la protection des minorités résultant des nationalités, de langages, races ou religions.

A cette note la Délégation officielle opposa une réponse qui, bien qu'elle manquait un peu de vigueur, renfermait l'essentiel. Toutefois, elle acceptait le maintien d'une armée d'occupation sur la zone du Canal.

Pour appuyer la thèse anglaise une note explicative était adressée au Sultan par le Maréchal Allenby le 3 Décembre où celui-ci regrettait le refus d'Adly pacha. Partant du principe que l'Egypte se trouve sur la ligne principale de communication entre la Grande-Bretagne et ses Dominions, il déclarait au Sultan que le rôle de l'Angleterre serait « de donner au Gouvernement de Votre Hautesse les conseils dont ce Gouvernement aurait besoin dans l'administration du pays, la conduite de ses finances, le



développement de son système judiciaire et la poursuite de ses relations avec les Gouvernements étrangers. » C'est en somme la main-mise de l'Angleterre sur le Gouvernement égyptien. Or, à aucun prix ni le Ministère ni le Sultan lui-même ne pouvaient accepter les termes d'un accord ainsi conçu.

Le lendemain de sa rentrée au Caire, le Ministère Adly, après deux séances de Cabinet, a décidé le 8 Décembre 1921 de remettre au Sultan sa démission. Aussitôt un appel fut adressé par les dissidents du Wafd à la Nation dans lequel ils déclaraient avoir confiance qu'aucun Egyptien ayant de la dignité n'accepterait dans les circonstances présentes de former un ministère. Ils suppliaient au nom de la Patrie tout candidat au ministère de refuser catégoriquement cette charge « pour laisser aux Anglais la responsabilité de gouverner l'Egypte sur la base du droit du plus fort. »

Avant d'accepter la démission du Ministère Adly, le Sultan s'est adressé à plusieurs anciens ministres en vue d'en composer un nouveau. La charge était lourde et personne n'osait en prendre la responsabilité. Saroit pacha consentit à former un Cabinet moyennant certaines conditions cablées à Londres.

Le projet Curzon recevait la protestation de tous les habitants d'Egypte. Une enquête faite par le journal *La Liberté* auprès des notables étrangers prouve que ce projet ne peut d'aucune façon être accepté. Tel est l'opinion de M<sup>re</sup> Manusardi, M. Toussaint Caneri, député de la Nation française, etc.

La situation tendait à être de plus en plus critique. Des grèves éclataient et des troubles se produisaient tant au Caire qu'en province.

Saad pacha Zaghloul, afin de calmer les esprits, décida de réunir pour le 23 Décembre un meeting pour la réconciliation nationale au Club Ciro. L'autorité militaire interdit cette réunion. Dans un message adressé à la Nation, Zaghloul pacha parlant de cette interdiction disait : « C'est un ferment de désordres et de troubles... »

« Cette interdiction inaugure l'ère de violence dont ils (les Anglais) nous avaient menacés. En votre nom je souhaite bienvenue à cette politique, d'injustice et de tyrannie parfaite. Nous l'accueillons d'un cœur ferme, avec des forces sans cesse renouvelées... Plus profondément le socle de la charrue s'enfonce dans la terre, la déchire et la retourne sur elle-même, plus belle s'annonce la moisson. »

L'interdiction du dit meeting a soulevé des protestations unanimes dans la presse indigène tant adlyste que saadiste.

L'Angleterre allait mettre à exécution les menaces énoncées par Lord Allenby dans sa note explicative au Sultan. Il fallait commencer par faire taire Saad pacha et sa suite. En cas de besoin le coup de 1918 pouvait être renouvelé par une seconde arrestation du chef nationaliste. Pour le moment le Maréchal Commandant en Chef des forces britanniques en Egypte se contentait, le 22 Décembre de notifier aux membres du Wafd d'avoir à réintégrer immédiatement leurs domiciles en province. Cette mesure atteignait Saad pacha Zaghloul, Sinnot bey Hanna, Fathalla pacha Barakat, Sadek bey Hénein, le professeur Makram Ebéid, Moustafa bey El Nahas.

Un manifeste des partis socialistes égyptiens est venu protester contre le ton brutal et agressif des militaristes anglais.

Une autre dépêche de protestation était envoyée par les

membres dissidents du Wafd à M. Lloyd George, dans laquelle se trouve la conclusion suivante :

« Ainsi donc, au nom du peuple égyptien, nous protestons de toutes nos forces contre ces agissements et nous vous affirmons que ce régime d'arbitrage ne pourra rien changer à notre détermination de persévérer dans la voie où nous sommes pour obtenir notre indépendance et réaliser nos revendications nationales. »

Le même jour, par ordre des autorités militaires, il était interdit à Saad pacha de prononcer des discours, de publier des articles dans la presse et, en résumé, de prendre une part quelconque aux questions politiques. Saad pacha a répondu au Général Clayton que seule la Nation dont il est mandataire pouvait le dégager du devoir de travailler pour son indépendance. « Pour ce motif, disait-il, je resterai dans ma position fidèle à mon devoir. La force peut faire de nous ce qu'elle veut, individus et groupements, car nous sommes tous disposés à accueillir ce qu'elle fera avec un ferme sang-froid et une conscience tranquille, sachant que toute violence employée contre nos démarches légitimes aidera le pays à réaliser ses aspirations à l'indépendance complète.... »

Cette nouvelle provoqua une vive impression dans la capitale. Des manifestations et des bagarres s'en suivirent. La foule s'est massée autour de la maison de Saad pacha et ne fut dispersée que par l'intervention des agents de la force publique. La furie de la population ne trouvait pas de raison. Elle s'attaquait aux trains, tramways et magasins de commerce.

Une proclamation du Maréchal Allenby du 22 donnait ordre à toute banque, établissement ou personne détenant des fonds pour le compte de Saad pacha ou autre membre

du Wafd de ne faire aucun paiement sans une permission écrite de sa part.

L'Angleterre ne pouvait supporter un adversaire aussi redoutable que Saad pacha. A plus forte raison aucun ministère égyptien ne pouvait souffrir la rivalité de ce chef ardent. La première mesure que la Grande-Bretagne devait prendre d'accord avec Saroit pacha était de mettre la main sur ce grand patriote au risque de tout gêner.

Le projet fut immédiatement mis à exécution et le 23 décembre, les journaux du Caire annonçaient avec un deuil réel, la nouvelle suivante en gros caractères :

« ZAGHLOUL EST ARRETÉ »

---

## CHAPITRE V

---

### Les Démarches de Lord Allenby et l'Indépendance de l'Égypte

---

La nouvelle de l'arrestation de Saad pacha et de ses amis s'est répandue de suite dans la capitale. Aussitôt les manifestations contre cet ordre inique s'organisèrent et, le soir venu, la ville tomba dans une obscurité sans pareille. En effet, les manifestants avaient brisé les réverbères des rues principales.

Il n'est peut être pas inutile de relater brièvement ici les circonstances dans lesquelles fût arrêté le grand nationaliste égyptien. C'est l'un des actes que l'Angleterre regrettera le plus et qui a servi plus que tout autre à unir les cœurs de tous les Egyptiens autour de leur cause sacrée.

Dès le jeudi soir 22, Saad pacha avait l'impression qu'après sa réponse au Conseiller, il ne restait plus à l'Angleterre que de le déporter. Vers minuit son jardin se trouvait rempli de jeunes étudiants qui ne voulaient pas le laisser seul et désiraient attendre avec lui l'arrivée des troupes pour le saisir.

A huit heures et demie du matin un détachement de troupes anglaises pénétra dans la maison du Peuple. L'officier se rendit auprès de Saad Pacha qui, cédant à la force, se laissa emmener. Madame Zaghloul Pacha voulait



accompagner son mari, mais l'officier britannique n'avait pas les instructions nécessaires. Après avoir téléphoné à qui de droit, il déclara qu'il ne pouvait à aucun prix lui permettre de suivre son mari. Quelques jours plus tard, une lettre du Maréchal Allenby l'informait qu'elle pouvait accompagner son époux, mais elle préféra garder sa place et conduire le mouvement que dirigeait le leader. Femme intelligente et énergique, elle avait été initiée à la politique par son père, Moustafa Pacha Fahmy, ancien président du Conseil. Elle avait déjà aidé et soutenu son mari dans ses luttes pour l'indépendance et elle était résignée à continuer sa tâche.

Un message signé par Wassef Boutros Ghali et Wissa Bey Wassef fut adressé le 23 décembre à la Nation. Les membres du Wafd engageaient leurs compatriotes à subir la grande injustice que venait de commettre la Grande-Bretagne avec résignation et suivre l'exemple du chef bien aimé. Ils déclaraient continuer l'œuvre entreprise par Saad et la mener à bonne fin.

Pour motiver son geste par trop hardi et qui pouvait entraîner des conséquences irréparables, le Feld Maréchal Vicomte Allenby envoya, à la date du 23, une dépêche au Marquis de Curzon lui faisant connaître la suite des événements qui l'obligèrent à déporter Saad Pacha et ses compagnons. Après avoir exposé avec quel mécontentement le peuple égyptien accepta le projet et notamment sa lettre au Sultan, Lord Allenby voyait d'un mauvais œil l'entrée imminente de Zaghloul Pacha en scène. L'influence de Zaghloul Pacha augmentait chaque jour. Le Conseil du Barreau indigène qui avait précédemment voté pour Adly Pacha était revenu sur sa décision « seuls les Zaghloulistes, dit la dépêche, ont été élus, (aux élections

du Conseil de l'ordre)..... et une grève de cinq jours a été déclarée. Cela fut généralement et à juste titre considéré comme un succès pour Zaghloul et comme une ère de grève intense » (1).

Le même jour, les autres membres du Wafd furent arrêtés, savoir : Fathalla Pacha Barakat, Atef bey Barakat, Sinnot bey Hanna, Moustafa bey El Nahas, William Makram Ebeid. Ils ont été dirigés sur Suez pour prendre la même voie que leur chef. « La mesure prise, dit Lord Allenby dans sa dépêche n° 15, a provoqué une surexcitation considérable et l'état de la ville du Caire est demeuré troublé durant la journée. Il y a un sabotage considérable et des dépravations.

Pour avoir une idée de la situation engendrée en Egypte par le geste des autorités anglaises, il est instructif de jeter un coup d'œil sur le compte rendu journalier du Haut-Commissaire britannique à Lord Curzon. Manifestations, sabotages, endommagements de la ligne de chemin de fer de Helouan par les manifestants, tentative de mettre le feu aux ateliers de Boulac et aux dépôts du Ministère de l'Instruction publique — et surtout la grève des fonctionnaires du Gouvernement — tel est le bulletin du 24 décembre. Même agitation à Tanta, Zagazig, Béni-Souef, Mansourah.

Dans un appel à la Nation, les membres dissidents du Wafd, après avoir réprouvé les dégâts occasionnés par les manifestants, engageaient l'union de tous les partis d'Egypte. Tous les anciens membres de la Délégation égyptienne se groupèrent sous la présidence de Madame

---

(1) V. *Le Livre Blanc Britannique* : Egypte n° 1 (1922) C m d 1592, pièce n° 17.

Zaghloul et se promirent de suivre la ligne de conduite tracée par leur vénérable chef. Depuis ce jour il n'y eut plus des adlystes et des zaghloulistes : mais que des Egyptiens unis pour la cause commune.

Le patriarche copte s'indignait à son tour de cette politique de violence. De son côté, M<sup>e</sup> José Caneri, dans un rétentissant article à la « Liberté » du 27 décembre, s'étonnait que M<sup>e</sup> Edmond Vermond, le bâtonnier de l'ordre des avocats mixtes à Alexandrie, n'ait pas pris l'initiative de convoquer l'Assemblée générale du Barreau en vue de protester contre les événements actuels. « Il faut donc qu'il (le barreau) se lève comme un seul homme, disait-il, pour affirmer, par la voix de ses chefs, le respect de l'idéal qui le justifie. » Dans le même but de protestation, la Cour d'Appel et le Tribunal de première instance indigènes du Caire firent grève pendant trois jours à partir du 25 décembre.

La destination vers laquelle voguait Saad Pacha et ses compagnons était inconnue. En Egypte, tout le monde se livrait à des suppositions. Des noms étaient prononcés au hasard : Aden, Maurice, Colombo ?

Le Marquis Curzon prévoyait que peut-être pour des considérations locales, Saad et ses compagnons ne pourraient pas être internés à Ceylan et que, dans ce cas, ils pourraient être envoyés aux îles Seychelles (1).

La démission déjà présentée le 8 décembre par le Cabinet Adly ne fut acceptée par le Sultan que le 25 du même mois. Par une proclamation datée du 27, le Feld Maréchal Allenby autorisait provisoirement et jusqu'à la formation d'un nouveau ministère, le sous-secrétaire d'Etat

---

(1) V. *Le Livre Blanc*, pièce n° 16.

à exercer les pouvoirs et remplir les fonctions de ministre dans toutes les matières administratives, y compris le droit d'ester en justice.

Cet état de chose ne devait être que temporaire. Il fallait à tout prix un gouvernement régulier pour le pays. Une suite de démarches seront entreprises dans ce sens par le Haut-Commissaire britannique en Egypte. La politique que Lord Curzon avait refusé d'appliquer lors de ses négociations avec Adly Pacha et énoncée par les Conseillers anglais auprès du Gouvernement égyptien dans la dépêche du 17 novembre 1921 (1) devait faire le sujet d'une étude plus sérieuse par le Foreign Office. En effet, les Conseillers disaient : « Le Conseiller du Ministère de l'Intérieur, le Conseiller... sont unanimement d'avis qu'une décision qui n'admet pas le principe de l'indépendance égyptienne et qui maintient le protectorat, impliquera forcément des risques sérieux de révolution dans tout le pays et, en tout cas, aboutira à un chaos administratif complet, rendant le gouvernement impossible... Il est conséquemment impossible d'exercer n'importe quel contrôle britannique sans une entière collaboration égyptienne dans toutes les branches de l'administration, ainsi qu'on s'en est aperçu au printemps de 1919 lorsqu'on a essayé de continuer le gouvernement du pays sans un ministère et avec la grève d'une grande partie du personnel égyptien. »

Cette politique n'ayant pas été suivie par Lord Curzon lors des négociations de la Délégation officielle, Adly Pacha n'avait pas pu signer l'accord que projetait l'Angleterre. Lord Allenby était convaincu plus que jamais que

---

(1) V. *Le Livre Blanc*, pièce n° 2.

pour avoir la paix après la déportation de Saad et afin de calmer tant soit peu les esprits, il fallait reconnaître l'Egypte comme état souverain et abolir le protectorat. Ce sujet fera l'objet de sa conversation favorite avec le Foreign Office.

Lors de la démission d'Adly Pacha. S. E. Saroit Pacha s'offrit pour assurer le gouvernement dans le cas où l'Angleterre accepterait son programme. Voici les points essentiels de son projet de déclaration politique :

1° Vu la promesse du Gouvernement britannique dans le mémorandum du 10 novembre remis à la Délégation égyptienne, de mettre fin au protectorat et de reconnaître l'Egypte comme un Etat souverain, le ministère se consacrera à démontrer à la Grande-Bretagne qu'elle n'a nullement besoin d'une augmentation de garanties en voyant que la bonne foi de l'Egypte et son intérêt à respecter les promesses faites constituent la meilleure et la plus effective des sauvegardes des intérêts britanniques et étrangers ;

2° A ces fins, le ministère compte sur la justice de la cause nationale, de même que sur l'esprit d'équité de la nation britannique et sur une juste appréciation des intérêts réciproques des deux pays ;

3° Le ministère estime que l'Egypte peut jouir d'un régime normal avec une Constitution qui permettra une coopération sérieuse et effective entre le Gouvernement et les représentants élus du pays ;

4° Le Cabinet considère que le moment est venu de rétablir le ministère des Affaires Etrangères, supprimé par la guerre. Ainsi l'Egypte doit retourner, d'après l'explication de Saroit Pacha, aux conditions qui prévalaient en 1914, avant la déclaration du protectorat :



5° Le ministère se consacrera à assumer la charge et à diriger les affaires du pays uniquement dans l'intérêt national ;

6° Le ministère compte sur l'appui de la Grande-Bretagne pour réaliser son programme et sur la confiance du pays pour entreprendre une tâche dont il sent toutes les difficultés (1).

La réponse du Foreign Office était toujours évasive. Le Gouvernement britannique déclarait ne pouvoir faire abolir le protectorat sans l'assentiment du Parlement.

En attendant, l'Égypte devait employer les seules armes dont elle pouvait disposer. Contre la violence, elle a résolu de combattre par l'abstention. Une décision qui fit réfléchir mûrement l'Angleterre et ses riches marchands fut votée par tous les patriotes. En effet, le boycottage de toutes les marchandises anglaises fut mis à l'ordre du jour. Tout le monde se donna le mot d'ordre afin de ne plus mettre les pieds dans un magasin anglais, de ne rien commander en Angleterre. De leur côté, un groupe de Dames égyptiennes, « les Mères de l'Avenir », lançait un appel aux femmes les invitant à l'union autour de la Cause du pays et en prêtant le serment suivant :

« Je jure, par Dieu et par Saad en son exil, que je boycotterai toutes les marchandises britanniques, la langue anglaise et toute personne qui entretiendra des relations d'affaires avec les Anglais : que je porterai le deuil jusqu'au retour de Saad et de ses collègues : que je serai l'ennemie de quiconque collaborerait avec les Anglais à l'exécution des projets Milner ou Curzon et que j'offrirai ma vie en sacrifice pour l'indépendance de mon pays. »

---

(1) V. *Livre Blanc*, pièces n° 8-9.

A leur tour, les étudiants incitaient les patriotes à ne confier leurs capitaux qu'à la « Banque Misr » et de cesser tout commerce avec les banques anglaises. Cette banque, fondée en 1920, est la seule banque égyptienne n'ayant que des capitaux égyptiens. Dirigée par un grand financier, Mohamed bey Talaat Harb, cette institution compte sur un avenir des plus prospères.

La Grande-Bretagne avait bien raison de s'émouvoir qu'un grand marché comme l'Egypte lui soit fermé. Voici comment l'« Eastern Morning » du 1<sup>er</sup> janvier 1922 envisageait la question : « Le marché égyptien s'améliore depuis quelque temps et tout le monde s'accorde à croire que le boycottage du commerce britannique sera un véritable désastre pour nous et, particulièrement, pour la ville de Manchester. »

Le Wafd prêchait de son côté la même politique en disant : « Qu'ils (les Anglais) soient chez nous par la force de leurs armes, nous ne les aiderons point volontairement à nous gouverner. Qu'ils bannissent et qu'ils tuent, quoique désarmés, nous sommes décidés à ne rien céder de notre indépendance complète, à ne jamais, explicitement ou implicitement, leur reconnaître un droit quelconque sur l'Egypte ; à ne les considérer que comme des usurpateurs n'ayant aucun droit de rester chez nous. »

Déjà les maisons anglaises en Egypte en vue de prévenir le coup qui les frappait déclaraient n'avoir pas cette nationalité. La « Berlitz School » annonçait dans les journaux qu'elle était une société française. La maison « Orosdi-Back » dissipait certains doutes en proclamant que ses fonds sont des fonds français. L'« ex Salamander » disait être constitué par des fonds égyptiens et italiens, etc.....

Cette abstention a été poussée si loin que, pour l'élection des juges assesseurs au Tribunal Mixte de Commerce d'Alexandrie, les négociants de cette ville ont refusé d'y participer et ont présenté à S. E. le Gouverneur une protestation contre les récents événements. Dans le même sens, le Wafd, à l'exception de deux de ses membres (M<sup>e</sup> Abdel Aziz bey Fahmy et Abdel Latif bey El Makabaty) a publié le 23 janvier au soir un manifeste, faisant appel à tous les Egyptiens, pour refuser de collaborer de n'importe quelle manière avec les Anglais et boycotter toutes les marchandises britanniques, le commerce, etc... « Le manifeste, dit le Maréchal Allenby, dans sa dépêche de la même date, constitue un défi direct à mon autorité.. »

En conséquence, le Haut-Commissaire a ordonné, purement et simplement, en même temps que la suspension de tous les journaux qui l'ont publié, l'arrestation de tous les signataires dudit manifeste, savoir : Hamed El Bassel, Wissa Wassef, Aly Maher, Georges Khayat, Wassef Ghali, Morcos Hanna, Eloudi El Gazzar, Mohamed El Chéri.

Parmi les journaux suspendus se trouve le quotidien réputé pour sa propagande purement anglaise : l'« *El-Mokattam* ». C'était la première fois depuis sa création que ce journal subissait une mesure rigoureuse. Les Anglais oubliaient qu'il leur avait rendu d'appréciables services durant la guerre et surtout pendant les troubles de l'armistice.

Outre que ces agissements constituaient une atteinte grave à la liberté de la Presse et à la liberté personnelle, l'Angleterre commit une faute grave qui lui a valu le blâme du monde civilisé en procédant à l'arrestation de M<sup>e</sup> Wissa Bey Wassef. Voici dans quelles conditions cet

éminent avocat a été arrêté par les autorités britanniques :

Le mardi 24 janvier, M<sup>e</sup> Wassef se trouvait au Tribunal Mixte du Caire où il avait à plaider une affaire par devant la Chambre Civile. Averti qu'on devait l'arrêter, il pria M. le Président Houriet de vouloir bien lui retenir son affaire afin de lui permettre de plaider avant son éloignement forcé. Pendant qu'il occupait encore la barre, un officier de la police égyptienne pénétra dans la salle d'audience où son entrée causa un grand trouble. Le Président interpella les avocats et l'officier. Ayant connu le motif, M. Houriet déclara à ce dernier qu'il avait la police de l'audience et du Palais de Justice et qu'il n'autoriserait pas l'arrestation d'un avocat à la barre « inviolable » M. Houriet, au nom de la magistrature et M<sup>e</sup> Guilhaumou au nom du barreau exprimèrent à M<sup>e</sup> Wissa Wassef toute la sympathie de la juridiction mixte dans ces circonstances pénibles.

Après sa plaidoirie, M<sup>e</sup> Wassef fut reconduit jusqu'à la porte du Palais par le Président, le Substitut et tous les avocats présents au milieu de manifestation de sympathie. Il fut arrêté à la porte du Tribunal. Le Président suspendit l'audience et à la reprise, toutes les affaires furent renvoyées — les avocats ayant décidé de ne pas se présenter à la barre pendant trois jours en signe de protestation.

Une enquête fut ouverte par la Cour d'Appel Mixte d'Alexandrie.

Le Wafd fut immédiatement reconstitué, on lui adjoignit de nouveaux collaborateurs. Mais les huit membres arrêtés ont été bientôt relâchés et ont repris le 27 janvier leurs anciens postes.

Il y avait de quoi irriter la population. Les meurtres contre les Anglais et leurs partisans se renouvelaient. Après l'attentat contre le sous-directeur de la sécurité, on enregistra l'assassinat de M. Hatton, fonctionnaire à l'administration des chemins de fer, puis l'attentat contre M. Hopkins, l'assassinat de M. Brown, inspecteur à l'Instruction publique, l'attentat contre M. Peach, ingénieur aux chemins de fer de l'Etat, etc. Les soldats et les hommes britanniques se sentaient dans une telle insécurité que le Haut-Commissaire prit, en vertu de la proclamation du 20 février, une mesure rigoureuse entraînant la peine de mort pour tout sujet égyptien trouvé en possession d'une arme à feu et autorisant la police à arrêter et à fouiller à tout moment les sujets, avec autorisation de tirer dessus en cas de tentative de fuite ou de résistance à de telles recherches.

Cette situation alarmante ne pouvait pas durer. Il fallait à tout prix créer un ministère pour mettre fin à toutes ces grèves, à ces protestations qui remplissaient régulièrement des pages des journaux du pays, aux manifestations qui coûtaient la vie à tant de personnes. Nous avons déjà vu que Lord Allenby s'était fait l'interprète de Saroit Pacha auprès du Gouvernement Britannique. Tous les partis d'Egypte déclaraient ne pouvoir accorder leur confiance à un ministère qui se formerait dans ces circonstances critiques. Le programme de Saroit était partout discuté. Un complot s'était même formé contre lui par des étudiants à Sayeda Zenab. La police opéra une descente dans leur maison et y trouva six bombes.

Lord Curzon qui flairait un nouveau coup, semblait intransigeant à toutes les propositions du Haut-Commissaire d'Egypte et de ses conseillers. Il prétendait qu'il



ne pouvait à lui seul prendre une décision, qu'il fallait l'avis du Parlement pour édicter la marche à suivre dans la politique égyptienne. Lord Allenby ne se lassait pas et faisait de réels efforts pour faire appliquer ses points de vue. Il cherchait à démontrer qu'il ne faut pas employer la force avec l'Egypte : que ce pays n'accepterait jamais un projet tant que le protectorat ne serait pas complètement supprimé. Mais, comme il fallait garantir les intérêts anglais, des dispositions spéciales seraient prises dans ce sens.

Le programme du Vicomte Allenby était mis en relief dans une lettre qu'il voulait adresser au Sultan après l'approbation du Marquis Curzon. Dans les quatre premiers paragraphes de cet écrit, le Haut-Commissaire faisait tous ses efforts pour faire disparaître les appréhensions nées de la lettre adressée par lui à Sa Hautesse. le 3 décembre il renouvelait le fait que la Grande-Bretagne a le désir de remettre aux mains des Egyptiens l'administration intérieure du pays. Les deux fonctionnaires britanniques aux Ministères des Finances et de la Justice ne seraient que pour garder un contact nécessaire à la protection des intérêts étrangers.

Pour expliquer la déportation de Zaghloul Pacha, Lord Allenby déclarait que son Gouvernement n'avait d'autre désir que de mettre fin à une agitation nuisible qui aurait pu mettre en péril le résultat de l'effort national égyptien.

Dans son paragraphe 10, le Gouvernement de Sa Majesté serait disposé à recommander au Parlement Britannique l'abilitation du protectorat et la reconnaissance de l'Egypte comme un Etat souverain et indépendant. Dans ce cas, il n'y aurait pas d'inconvénients pour la constitution d'un

Ministère égyptien. Un parlement sera constitué pour contrôler la politique et l'administration d'un gouvernement constitutionnellement responsable.

La loi martiale serait abolie aussitôt que l'acte égyptien d'indemnité nécessaire, applicable à tous les habitants de l'Égypte, aurait été promulgué.

Cet état de choses une fois établi, un accord pourra intervenir entre les deux pays sur les points suivants qui resteront à résoudre :

1° La sûreté des communications de l'Empire Britannique ;

2° La défense de l'Égypte contre toute agression ou ingérence étrangère, directe ou indirecte ;

3° La protection des intérêts étrangers en Égypte et la protection des minorités ;

4° Le Soudan (1).

Pour appuyer sa thèse, Lord Allenby écrivait en ces termes au Marquis Curzon :

« Si les espoirs de l'Égypte sont de nouveau déçus, non seulement il sera impossible d'avoir un gouvernement égyptien, mais je désespérerai aussi de l'avenir du pays qui retombera dans un état successif de révoltes et de répressions, aussi nuisible à l'Égypte et à la Grande Bretagne et que j'ai déjà vu. La fin serait, ou l'annexion d'un pays violemment hostile qui exigerait d'être gouverné par la force, ou une capitulation complète de la part du Gouvernement de Sa Majesté. Nous avons été habitués à voir le monde en admiration devant notre œuvre en Égypte..... »

---

(1) V. *Livre Blanc*, pièce n° 24.

Après maints échanges de télégrammes, le Vicomte Allenby reçut le 28 janvier 1922 l'invitation de se rendre en Angleterre et de faire publier un bref résumé de la situation dont le texte lui a été cablé. Le communiqué du Foreign Office déclarait que : « le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a explicitement déclaré qu'il est prêt à inviter le Parlement britannique à mettre fin au protectorat établi en 1914, à reconnaître l'Egypte comme un Etat souverain et à consentir à la constitution d'un Parlement égyptien et au rétablissement d'un Ministère égyptien des Affaires Etrangères..... »

Lord Allenby quitta l'Egypte, le vendredi 3 février, accompagné du Général Clayton, conseiller à l'Intérieur et M. Sheldon Amos, conseiller judiciaire.

Tout le monde en Egypte s'accordait à dire que le communiqué du Maréchal Allenby n'était autre chose que le Projet Curzon conçu en des termes nouveaux. Les bonnes intentions du Gouvernement britannique étaient mises en doute et une fois de plus l'Egypte n'allait pas être dupe des procédés de la Grande Bretagne.

Le départ du Feld Maréchal Allenby fut interprété de diverses façons. Les uns voyaient que si ses points de vue n'allaient pas être admis, il donnerait sa démission qu'il avait prête dans sa poche. D'autres prétendaient qu'il userait d'une politique nouvelle et que le repatriement de Saad pacha serait une condition « sine qua non » de l'arrangement futur et, disait le « Daily New » du 3 février : « Selon toutes probabilités, il faudra nécessairement le charger (Saad Pacha) de former le nouveau Cabinet. »

De toute façon, la majorité des journaux anglais appuyaient fortement le Haut-Commissaire. Le Cabinet

anglais était divisé au sujet de la politique à suivre en Egypte.

Dès son arrivée à Londres, le Vicomte Allenby se rendit auprès du Marquis Curzon et commença à discuter en détail avec lui la situation en Egypte. Il remit à ce dernier un mémorandum, transmis aux « chequers » par M. Lloyd George.

Dès les premières réunions, le nœud de la situation résidait dans l'abolition du protectorat. Lord Allenby avait déjà étudié et exposé ses vues au Foreign Office dans sa dépêche du 6 décembre 1921 (1).

« Le principal argument, disait-il, pour insister sur le mot « Protectorat » c'est sa valeur en ce qui concerne les négociations avec les puissances étrangères. A part cela, le mot signifie très peu de chose en ce moment, tandis qu'il implique une situation qui répugne fortement aux Egyptiens..... »

Or, le raisonnement du Haut-Commissaire était conforme aux idées du Cabinet britannique qui veut que dans les institutions politiques les mots ont bien peu de sens en face de la situation acquise. Dans le langage international, les mots ont tellement un sens élastique qu'on peut leur faire dire le contraire de ce qu'ils contiennent. Il n'est pas étonnant qu'en Egypte, pays des paradoxes, pareil fait se produise.

Des attaques violentes étaient surtout portées à Lord Allenby par M. Winston Churchill et sa presse. D'après Sir Valentin Chirol, c'est à l'influence de ce dernier que serait due la rupture des négociations avec Adly Pacha. Sir Chirol lui attribue ce mot : « Si j'avais les mains

---

(1) V. *Livre Blanc*, pièce n° 4.

libres, je bannirai Saad Pacha Zaghloul et ensuite Lord Allenby. »

Une dépêche Reuter du 16 février apprenait que M. Lloyd George, le Marquis Curzon et le Vicomte Allenby avaient abouti à un complet accord en ce qui concerne la politique à suivre en Egypte et de la lettre à présenter au Gouvernement égyptien.

Du résultat de ces conversations, l'Egypte ne pouvait pas s'attendre à voir se réaliser toutes ses revendications nationales. Lord Allenby a certainement esquissé un beau geste en demandant l'approbation de ses points de vue sous peine de présenter sa démission. S'il l'a fait ce n'est pas uniquement dans le seul but de contenter le pays qu'il gouverne, ni afin d'avoir la paix chez lui. Il ne faut pas perdre de vue qu'il est avant tout fonctionnaire anglais et avant tout il doit mettre en avant les intérêts de son pays. Aussi ne doit-on pas s'étonner de ne pas trouver la perfection dans le projet qu'il apportait avec lui. Comme le dit M. Georges Dumani, dans un article de la « Liberté » du 18 février : « Dès lors, nous sommes en droit de nous méfier..... »

Afin de seconder Lord Allenby dans sa tâche, un nouveau groupement venait de se former en Angleterre sous le nom de « The Anglo-Egyptian Union ». La nouvelle société compte tant parmi les membres de son « Comité exécutif » que parmi ceux de son Comité général des hommes bien connus tels que : Lord Milner, Sir Henry MacMahon, Sir Rennell Rodd, le major général Lord Gleichen, Sir Valentine Chirol, etc. qui ont tous une connaissance directe des problèmes orientaux et dont plusieurs ont joué un rôle important dans la politique anglo-égyptienne au cours des trente ou quarante dernières années. Le Co-



mité a publié à la date du 21 Février 1922 la note suivante :

« La nouvelle société aura pour but d'éclairer l'opinion britannique sur :

1° L'état actuel en Egypte, au sujet duquel semble prévaloir dans certains milieux l'opinion erronée que ce pays est une possession britannique ou une dépendance déjà incorporée à l'Empire, ce qui a pour conséquence que l'on considère comme des sujets en état de rébellion les Egyptiens qui aspirent à l'indépendance nationale.

2° Les services rendus aux Alliés pendant la guerre par le peuple et par les ministres égyptiens. La victoire sur les fronts méditerranéens a été, pour beaucoup, due à l'usage qui a pu être fait du territoire égyptien comme base pour les armées britanniques ainsi qu'aux approvisionnements, aux équipements, au matériel fournis par l'Egypte et à l'aide donnée par le « Labour and Transport Corps ».

3° Les moyens par lesquels il peut être donné satisfaction aux aspirations des Egyptiens à l'indépendance nationale sans porter préjudice aux intérêts essentiels de la Grande-Bretagne, à savoir : la sécurité des communications impériales à travers le territoire égyptien, d'où il résulte la nécessité qu'une Egypte indépendante ne puisse poursuivre une politique étrangère, hostile ou de nature à porter préjudice à celle de la Grande-Bretagne, tout en assurant en même temps de façon adéquate la sécurité et les biens des colonies étrangères, et dont la Grande-Bretagne est responsable.

Ce n'est que le 23 Mars 1922 que la première réunion de cette Association a été tenue à Londres (1).

Nous ne pouvons nous empêcher de flatter une pareille

---

(1) Voir *L'Afrique Française* n° d'Avril 1922, p. 186.

organisation qui tend à mettre au jour le véritable mouvement patriotique de la Vallée du Nil. Si l'Égypte n'avait pas eu le courage d'endurer ses souffrances jusqu'au bout, l'Angleterre aurait toujours traité ce pays avec l'indifférence et la maîtrise auxquels ont droit les pays les plus arriérés. Mais il a fallu compter avec un rude adversaire et un véritable chef qui a initié son peuple. Toute tentative en sens contraire eut été vaine et c'est ce qu'à heureusement constaté la Grande-Bretagne. Aussi, de même que la plupart de ses hommes, changea-t-elle de politique. La violence n'ayant pas abouti, il fallait user de la clémence, mais d'une clémence spéciale à l'Angleterre et qui lui avait déjà souri en Irlande. Suivant son habitude, elle pouvait faire les plus belles promesses et même de soi-disantes concessions pourvu que ce qu'elle octroye soit inférieur à ce qu'elle retient.

Le but de la « The Anglo-Egyptian Union » est bon en lui-même, mais il ne faut pas voir là uniquement une organisation en vue de la défense des seuls intérêts égyptiens. Le principal mobile est d'éclairer l'opinion publique anglaise sur la question égyptienne en empêchant toute fausse alerte puisque les intérêts *spéciaux* de la Grande-Bretagne se trouvent plus que jamais garantis.

Sur ce point aussi nous ne sommes pas optimistes sur les véritables services que tirerait la Vallée du Nil de la collaboration d'hommes anglais. Nous comprenons très bien que si ces derniers veulent rendre, avec la meilleure intention, un grand service aux Égyptiens, ils ne pensent pas moins en rendre un bien plus grand à leur patrie.

Après une grande impatience pour le peuple égyptien, Lord Allenby arriva au Caire le Mardi 28 Février. Le lendemain il remettait au Sultan sa communication du 12 Jan-

vier précitée, amendée par le Cabinet Britannique et le Foreign Office. En voici la partie la plus importante :

« Considérant que le Gouvernement de Sa Majesté, conformément à ses intentions déclarées, désire immédiatement reconnaître l'Égypte comme Etat souverain et indépendant ;

« Considérant que les relations entre le Gouvernement de Sa Majesté et l'Égypte constituent un intérêt essentiel pour l'Empire britannique.

« Sont déclarés par les présentes les principes suivants :

1° Le protectorat britannique de l'Égypte est terminé et l'Égypte est déclarée être un Etat souverain et indépendant ;

2° Aussitôt que le Gouvernement de Sa Hautesse aura promulgué un Acte d'Indemnité applicable à tous les habitants de l'Égypte, la loi martiale proclamée le 2 Novembre 1914 sera abrogée ;

3° En attendant le moment où il sera possible, par la libre discussion et des accommodements amicaux des deux côtés, de conclure entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement Egyptien, des accords en ce qui regarde les matières suivantes, ces matières sont absolument réservées à la discrétion du Gouvernement de Sa Majesté :

a) La sécurité des communications de l'Empire britannique en Égypte,

b) la défense de l'Égypte contre toute agression étrangère ou contre toute ingérence étrangère, directe ou indirecte,

c) la protection des intérêts étrangers en Égypte et la protection des minorités,

d) le Soudan.

« En attendant la conclusion de tels accords, le statu quo en toutes ces matières restera intact. »

Disons en passant que c'est un premier pas que l'Angleterre faisait en déclarant mettre fin au protectorat de 1914 et en reconnaissant l'Égypte comme un état souverain et indépendant. Mais n'oublions pas que l'occupation du pays est toujours maintenue et par ses quatre réserves l'Angle-

terre se trouve avoir une situation toute particulière qui modifie singulièrement les effets de l'indépendance. Dans un article du 1<sup>er</sup> Mars, le « *Petit Journal* » remarquait que l'offre britannique était unilatérale et semblait moins libérale que le Projet Milner.

Malgré cette offre nouvelle, nombreuses étaient les protestations contre la constitution du Cabinet et surtout l'exil de Saad. Un communiqué officiel apprenait le départ de ce dernier d'Aden et son arrivée probable aux îles Seychelles vers le 8 Mars.

Par son rescrit du 1<sup>er</sup> Mars, Sa Hautesse le Sultan, satisfait de la décision communiquée par le Haut-Commissaire, donnait à S. E. Abdel Khalek pacha Saroit le soin de former un Cabinet comprenant un ministre des Affaires Etrangères. Il chargeait le ministère de procéder à doter l'Egypte d'un régime constitutionnel établissant une collaboration entre le Gouvernement et la Nation et l'élaboration d'un projet de constitution.

Par sa déclaration ministérielle de la même date, Saroit pacha se proposait d'élaborer une constitution d'après les principes du droit public moderne, consacrant la responsabilité ministérielle ; d'obtenir l'abolition de la loi martiale et de permettre les élections sous un régime excluant toute mesure d'exception. Par le rétablissement du ministère des Affaires Etrangères, l'Egypte aura droit à la représentation diplomatique et consulaire à l'étranger.

Le ministère assumera seul la responsabilité de la gestion administrative sous le contrôle du parlement. Saroit pacha faisait appel à l'union et à la concorde des Egyptiens.

Le Cabinet était donc formé après trois mois pendant lesquels l'Egypte resta sans gouvernement.

En plus de la création d'un ministère pour les Affaires Etrangères, il a été décidé de nommer un sous-secrétaire d'Etat égyptien dans chaque ministère en remplacement des sous-secrétaires d'Etat étrangers. Il a été également décidé que le conseiller financier anglais n'aura plus à assister aux délibérations du Conseil des Ministres. De même, les conseillers anglais auprès des principaux ministères devaient bientôt quitter le service du Gouvernement égyptien. En effet on annonçait déjà que le 5 Mars 1922 le Général Glayton, conseiller à l'Intérieur, et M. R. Patterson, conseiller à l'Instruction Publique quittaient le pays pour passer leur congé en Europe. A l'expiration de ce congé, ils présentèrent leur démission.

La formation du ministère et le beau programme politique de S. E. Saroit pacha ne furent pas accueillis avec tout l'enthousiasme auquel s'attendaient les autorités britanniques. Cette indépendance boiteuse et ce ministère qui la soulient ne répondent pas aux vœux et espérances de l'Egypte. Des manifestations hostiles au nouveau régime eurent lieu à Tantah, le 2 Mars, où il y eut deux morts et une vingtaine de blessés. Le couvre-feu a été rétabli et la circulation interdite entre 9 heures p. m. et a. m.

De son côté, Lloyd George devait livrer de sérieuses luttes aux attaques dirigées contre lui par les Unionistes de la Coalition. On parlait même de sa démission imminente, mais l'homme d'Etat anglais qui a su manœuvrer le monde pendant la tourmente de la guerre, allait rester encore au pouvoir pour montrer ses talents à Gênes. Il fondait de telles espérances sur les résultats de cette conférence qu'il comptait émerveiller le monde. Seul M. Poincaré pouvait rivaliser avec un pareil homme d'Etat : si M. Lloyd George l'emporte par le don de la parole et par



la fascination, M. Poincaré a pour lui le talent d'un écrivain remarquable et toutes les qualités de l'avocat qui défend avant tout les nobles intérêts de son pays.

Pour rester au pouvoir, Saroit pacha devait user de la même force employée par ses prédécesseurs. Interdire aux journaux de publier les nouvelles et les manifestes qu'il ne jugeait pas bons était le premier souci du nouveau ministère. Un mot adressé par le Wafd à la presse n'ayant pu être publié par cette voie a dû être imprimé et distribué.. Dans cette note la Délégation égyptienne mettait en garde l'opinion publique contre la déclaration d'indépendance. Pour connaître les intentions de la Grande-Bretagne, il suffisait de lire les propos tenus par M. Lloyd George au Parlement anglais déclarant que les relations spéciales entre la Grande-Bretagne et l'Egypte ne concernaient pas les puissances étrangères. Quant au ministère, alors qu'il déclarait vouloir coopérer avec la nation, on constate qu'il agit tout autrement et au lieu de réclamer le retour de Saad pacha, il garde un silence prolongé. Ce silence ne peut être expliqué autrement que par le fait que c'est Saroit pacha lui-même qui a demandé l'arrestation du Leader nationaliste. La dépêche de Lord Allenby du 12 Janvier 1922 en fait foi en insinuant « les désordres qui ont suivi la déportation de Zaghloul ont été de plus courte durée et moins sérieux qu'on aurait bien pu le prévoir. Beaucoup d'Egyptiens l'ont considérée avec raison non pas comme un acte tyrannique de répression, mais comme le prélude nécessaire d'un effort final tendant à créer des relations amicales entre les deux pays, relations surement édictées par le Gouvernement de Sa Majesté et que les Egyptiens désirent également, bien que leurs espoirs n'aient pas encore été réalisés. Ils ont conséquemment es-

timé que les déportations étaient à la fois nécessaires et désirables » (1).

Or, à analyser sérieusement et sans parti pris le véritable sentiment de tous les Egyptiens, on en trouverait bien peu de l'avis précité. Seuls les adversaires de Zaghloul pacha auraient pu lui souhaiter une si triste fin, une peine tout de suite inférieure à la condamnation à mort. Or ses ennemis ne pouvaient être que les personnes au pouvoir qui ne désiraient aucunement avoir les mains liées par l'œuvre d'un homme supérieur à eux. Déjà l'animosité d'Adly pacha était grande. Ce dernier travaillant dans les coulisses avait réussi à édicter ses conditions et son aide à son ancien collaborateur Saroit pacha.

Notre point de vue a été partagé par le Capitaine Wedgwood qui ouvrit les débats au Parlement anglais le 14 Mars sur la question égyptienne et déclara que l'opinion publique en Egypte réclamait, à une majorité écrasante, le retour de Zaghloul pacha. Les travaillistes et les libéraux insistaient pour le retour du banni.

Le Parlement anglais ayant approuvé la politique du Cabinet, l'Egypte se trouvait un Etat souverain et indépendant. Le protectorat de 1914 se trouvait aboli.

Une proclamation de S. H. le Sultan fut publiée le 15 Mars.

Cent un coups de canon ont salué au Caire, à Alexandrie et à Port Saïd l'heureux évènement et 21 coups dans chaque chef-lieu de gouvernement ou moudrieh.

Le rescrit royal a été régulièrement porté à la connaissance des puissances étrangères dont les représentants assistèrent à la grande cérémonie qui eut lieu le 20 Mars.

---

(1) V. *Livre Blanc*, pièce n° 23.

Par sa dépêche du 16 Mars, S. M. le Roi d'Angleterre souhaitait à S. M. le Roi Fouad I le vœu pour l'Egypte de jouir longtemps sous son règne des fruits de l'indépendance !!!

Le 20 devait être une fête nationale. Des réceptions officielles eurent lieu au Palais d'Âbdine. Toutes les administrations de l'Etat, plusieurs établissements financiers ont été richement pavoisés. Cependant un mouvement hostile se dessinait contre toute cette pompe. Afin de garder l'ordre et la sécurité de nombreux détachements de troupes sillonnaient les grands centres de la capitale. L'accès de la maison de Madame Saad pacha Zaghloul fut interdit à partir de ce jour. Malgré ces mesures sévères, il y eut des scènes amusantes. Les notables des villages dans leurs plus beaux habits de soie et en grande tenue venaient, en ce jour solennel, de tous les côtés présenter leurs hommages à Sa Majesté le Roi. Des étudiants qui ne voyaient pas les événements sous le même point de vue ont voulu manifester d'une manière plaisante leurs opinions. Dès la veille ils s'étaient munis d'une bonne quantité de tomates achetées aux Halles et le jour de la grande cérémonie ils n'avaient rien trouvé de mieux que de viser les beaux habits des notables avec ces jolis fruits rouges. Naturellement, tous les plaisants, citoyens de la nouvelle Egypte indépendante, sur qui la police a pu mettre la main au collet, furent traduits devant le Tribunal militaire. M. Béraud, dans un article paru au « Petit Parisien » analyse avec une remarquable finesse l'esprit et le sentiment de l'Egypte en ce jour mémorable. « Triste fête, écrivait-il, que le peuple ne célébra point, fête sans liesse publique. qui sonna ses fanfares et alluma ses girandoles au dessus d'une ville somnolente que secouaient, de loin en loin quel-

ques spasmes révolutionnaires... On ne peut de même considérer sans angoisse le bombardement des invités du roi au moyen de coquilles d'œufs remplies d'encre tombant sur les coupés et les landaus du haut des terrasses.... On apercevait comme un dessein de contrarier l'autorité, une espèce de sabotage à l'orientale, qui s'exprimait par cent petits moyens... »

Les dépêches de félicitations des puissances étrangères continuaient d'arriver au palais d'Abdine. Le 20 Mars, Sa Majesté le Roi Victor Emmanuel d'Italie et M. Alexandre Millerand adressaient leurs vœux pour la prospérité de l'Égypte. Le 22 Mars, le Roi Albert de Belgique renouvelait les mêmes vœux.

La résidence du Haut-Commissaire britannique au Caire informait par des lettres-circulaires du 16 mars les agences diplomatiques des puissances étrangères établies en Égypte que, à la suite de l'abolition du protectorat britannique sur le pays, les relations entre le Gouvernement égyptien et les représentants étrangers seraient désormais entretenues directement par le Ministère égyptien des Affaires Étrangères.

Tout le monde en Égypte était impatient de voir le Ministère à l'œuvre. Son beau programme politique n'était pas suffisant. Parler et agir font deux. Des réformes importantes et des décisions imminentes attendaient le jour. En premier lieu il fallait trouver une solution pour déjouer toutes les spéculations à la baisse du coton à Alexandrie. Le prix du cantar ne dépassait pas 39 tallaris. Dans la vie politique il fallait le plus tôt possible créer l'organe essentiel pour mener à bonne fin la destinée du pays. Le Gouvernement parlait d'une Commission dont les membres seraient nommés par le chef de l'Etat et qui aurait pour

mission de poser les principes du Droit constitutionnel égyptien. Toute la presse et l'esprit éclairé du pays se sont mis en devoir de critiquer, à juste titre, ce point de vue. En effet, les membres de cette Commission, si impartiaux soient-ils, une fois nommés par le gouvernement ne représentent pas la volonté nationale et ne peuvent d'aucune façon représenter tous les partis d'Egypte. Un point qu'il ne faut jamais perdre de vue en lisant tout ce qui se rapporte à l'Egypte depuis 1914 et qu'il n'est pas inutile de rappeler est le suivant :

S. H. le Sultan Fouad I<sup>er</sup>, devenu plus tard S. M. le Roi Fouad I<sup>er</sup>, est et restera l'obligé de l'Angleterre. Or le gouvernement du pays est nommé par le chef de l'Etat. Par déduction et à priori, ce même gouvernement dépend plus de la Grande-Bretagne que de l'Egypte. En admettant que le Parlement qui devait élaborer toute la constitution et l'organisation politique du pays ait ses membres nommés par ce même gouvernement, on voit la conséquence inévitable pour le pays. L'intérêt de l'Egypte et ses prérogatives passeraient facilement au second plan malgré toute l'intégrité de ceux qui voudraient répondre aux vœux des ministériels qui les ont nommés.

Tous les orateurs ou écrivains qui avaient voulu se faire entendre sur la situation actuelle de l'Egypte avaient reçu formellement la défense de parler. Aussi une réunion du Prince Youssef Kamal fut-elle interdite. A cette réunion allait assister la plupart des princes de la famille royale et un grand nombre de hautes personnalités égyptiennes et étrangères.

Voici l'ordre du jour adopté par le Conseil de l'ordre des avocats indigènes au sujet du projet gouvernemental.



### Le Conseil :

1° Approuve le refus par le Bâtonnier de l'Ordre, de faire partie du comité que constitue le gouvernement.

2° Considère que tout avocat, bâtonnier ou non, qui accepte de faire partie du dit Comité ne représente nullement les avocats et n'agit qu'en son propre nom. »

Une note du 3 Avril du Conseil des Ministres soumettait à l'approbation du Roi la liste des membres de la Commission pour l'élaboration du projet de Constitution. Cette commission se composait de 32 membres sous la présidence de S. E. Hussein Rouchdy Pacha, ex-premier ministre. Il fallait beaucoup de finesse de la part du Gouvernement pour fixer son choix sur les membres. La bonne politique exigeait que ce choix répondit autant que possible à tous les partis.

Le Gouvernement donnait l'assurance que la constitution ainsi élaborée pourrait être approuvée par le prochain Parlement. Seulement dans le projet du Gouvernement, le Parlement comprendra deux chambres. Dans la Chambre Haute, la moitié des membres sera nommée par l'Exécutif. De sorte que le Sénat tiendra en échec la majorité de la représentation nationale, si l'on peut dire qu'elle sera véritablement nationale. D'ailleurs rien pour le moment ne le fait prévoir. La loi martiale n'est pas encore abolie. Et même le sera-t-elle, d'après les promesses du Vicomte Allenby, au moins en ce qui concerne les élections, ces dernières seront toujours plus ou moins influencées par l'administration qui aura à faire prévaloir ses points de vue. Cette attitude, elle l'a déjà maintes fois suivie. Personne n'oublie encore la tyrannie avec laquelle les gouverneurs des provinces forçaient les habitants à signer les requêtes

en faveur du ministère Adly pacha afin d'appuyer la Délégation officielle. Mais cette politique de la force prévaudra-t-elle longtemps ? Pourra-t-on toujours contraindre les habitants, les fellahs si simples à faire le contraire de ce qu'ils pensent, de ce qu'ils désirent ? Le bon sens même se révolte contre telle manière d'agir et il arrivera un moment où tout sera déjoué et où le gouvernement qui a la responsabilité de ses actes se verra obligé de se conformer aux véritables principes qu'exige l'équité et la justice. Peut-être dira-t-on que nous sommes optimistes — mais la responsabilité est le meilleur conducteur qui montre à l'homme le droit chemin. Il suffirait pour appuyer cette thèse de suivre le mouvement tel qu'il s'est déclanché et développé en Egypte. Les hommes du pouvoir et l'Angleterre même ont dû plier devant la volonté de tout un peuple désarmé, malgré la force et tous les moyens de coercition dont ils disposent. Un ministère qui se formait avec l'intention de prêter son concours à l'occupant était bientôt obligé de donner sa démission sous la force même des événements. La voix du peuple est supérieure à toutes les forces, à toutes les tyrannies et à toute politique si fine soit-elle, — fut-ce même la politique anglaise. Un pays n'acquiert pas son indépendance du jour au lendemain. Seule la fermeté, l'endurance et le temps aboutiront à réaliser les vœux tant désirés de la Vallée du Nil. L'histoire est là pour nous le prouver. Nous voyons suffisamment tous les sacrifices de nos frères, les Irlandais qui luttent eux-aussi pour ce noble idéal et qui, nous en sommes convaincus, arriveront à leur fin. Tous les états s'affranchiront un jour ou l'autre — comme d'autres se sont déjà affranchis. L'exemple le plus manifeste nous est donné par l'Amérique. La révolution avance, les esprits se développent et

les hommes sont incapables de maîtriser ces forces supérieures que puise l'esprit dans ce noble idéal qui est la « Liberté ». Les hommes sont nés libres et libres ils voudraient vivre.

Pour protester contre le comité nommé par le Roi, les avocats égyptiens près les Juridictions Mixtes ont voulu donner la main à leurs confrères du Barreau indigène et, le 5 Avril, ont protesté contre le maintien de la loi martiale, le muselage de la presse et les actes arbitraires du Gouvernement. Ils ont déclaré que le Comité nommé par le Gouvernement ne pouvait représenter la nation et insisté pour la convocation immédiate d'une Assemblée Constituante librement élue.

Le 11 Avril, Saroit pacha prononça un grand discours politique à l'occasion de l'ouverture des travaux du Comité constitutionnel. Après la réplique de Rouchdy pacha, on procéda au choix des secrétaires et l'on fut d'accord sur l'élection de deux commissions chargées d'élaborer, l'une la Constitution, et l'autre la Loi Electorale.

Dans son discours, le Premier Ministre commença par remercier les membres d'avoir bien voulu assumer la lourde tâche et prêter leur concours au Gouvernement pour l'élaboration du projet de Constitution. Il continua en leur fournissant quelques détails sur la marche à suivre et défendit le mieux qu'il pût l'institution.

Ce discours a été l'objet de violentes critiques de la part de la presse.

Dans sa seconde réunion, le Comité nomma une Commission formée de dix-huit membres avec mission d'élaborer « la Constitution ». Quant à la loi électorale, qui dépend de la loi organique, elle ne sera élaborée qu'une fois la constitution adoptée par tout le Comité.

Pour trancher l'importante question de la succession au trône d'Egypte, point resté dans l'ombre depuis 1914, un rescrit royal du 15 Avril 1922 vient de poser les statuts héréditaires dans la Dynastie de Mohamed Aly pacha. Le principe établi est que la succession au trône revient à la descendance directe et légitime du Roi défunt, de mâle en mâle, par ordre de primogéniture. Sinon, la couronne revient aux Collatéraux dans l'ordre établi par l'art. 3, tout en excluant cependant l'ex-Khédive Abbas pacha Hilmy. Les femmes sont toujours exclues de la succession au trône. L'article 6 pose les conditions que doit remplir le prétendant : être sain d'esprit, musulman et fils de parents musulmans. L'article 7 énumère les cas de déchéance qui sera déclarée par le roi avec l'assentiment du Parlement. La majorité est fixée à dix-huit ans lunaires accomplis. En cas de minorité du Roi, un conseil de régence exercera le pouvoir jusqu'à sa majorité. Le dit conseil sera composé de personnes désignées par le Souverain et choisies parmi les Princes de la Famille royale, des ministres, etc. Leur désignation devra être confirmée par le Parlement.

Ce rescrit est venu confirmer les grandes lignes de la lettre du 11 Avril 1920 adressée au Sultan par la Résidence d'après les instructions du gouvernement anglais et reconnaissant le prince Farouk, né le 11 Février, et ses descendants comme héritiers à la couronne d'Egypte.

Ce rescrit royal fut accueilli avec beaucoup de faveur. L'autorité que prend le Parlement dans ces décisions est assez étendue. On ne peut nier que le Roi a été mû par un esprit franchement démocratique. Encore faut-il espérer, comme nous venons de le dire plus haut, que le Parlement représente véritablement tout le pays.

Le Président du Conseil pour affirmer que l'Egypte ne

dépend plus de l'Angleterre décidait le 30 avril que les fêtes de l'anniversaire de S. M. Le Roi d'Angleterre et de son ascension au trône ne seraient plus célébrées officiellement au Caire.

Mais si le Cabinet a pris cette décision, d'autres plus importantes et qui touchent le pays de plus près restent dans le silence. Il faut noter que le Ministère avait décidé d'intervenir pour régler la bourse du coton de Minet El Bassal. Par contre des mesures toujours plus restrictives étaient prises contre toute réunion politique. Il fut interdit au Wafd de tenir une conférence à Tanta.

Seul un meeting du Wafd fut autorisé à Guizeh vers la fin d'avril où M<sup>e</sup> Wissa bey Wassef a pu prendre librement la parole et demander le retour immédiat des exilés et critiquer le nouveau régime.

Le peuple s'inquiétait déjà et s'impatientait sur le sort de Saad Pacha Zaghloul et de ses compagnons. Une opinion s'est formée pour organiser une délégation afin d'aller rendre visite aux chers déportés et s'assurer de la santé du chef à qui le climat des îles Seychelles ne pouvait convenir. Un rapport d'honorables et d'éminents médecins ayant soigné S. E. Saad Pacha adressé à S. M. Fouad I déclarait que le chef nationaliste, âgé de 70 ans et atteint de diabète, de bronchite chronique, a un état de santé précaire ; que l'île de Mahé est dangereuse pour les personnes prédisposées à la tuberculose. Tout le corps médical égyptien a approuvé ce rapport qui a ému l'opinion publique. Une délégation de la Ménoufieh, composée de membres des corps représentatifs et des Méglis Hasby, d'ulémas, d'avocats, de médecins, etc., s'est rendue au Palais d'Abdine et a remis au chef du Cabinet royal une requête portant 6.000 signatures, sollicitant le retour de



Saad et de ses amis. D'autres délégations ont présenté au Roi la même demande. A partir du 3 mai, les journaux reçurent l'ordre de l'autorité compétente de ne publier aucune protestation ou nouvelle concernant les bannis et le 1<sup>er</sup> juin l'instruction de ne jamais citer le nom de S. E. Saad Pacha, de rien dire de lui, de sa femme ou des Seychelles.

Nous savons également que l'importante question du Soudan, question d'autant plus vitale pour l'Egypte qu'elle tient la destinée de ce pays par sa seule ressource qui est le Nil, a été réservée dans la déclaration de la Grande Bretagne et ne recevra de solution qu'ultérieurement. Déjà il fallait que Lord Allenby préparât le terrain pour détacher cette partie intégrante de l'Egypte de sa mère patrie. Nous avons précédemment vu la politique de l'Angleterre, sous Ismaïl Pacha, tendant à mettre à son profit tous les avantages de la conquête. La même intrigue ne pouvait, hélas, que continuer, et c'est là un des points les plus importants sur lequel l'Angleterre ne sera pas commode pour transiger.

Lord Allenby, laissant le Comité pour l'élaboration de la Constitution se réunir et procéder à son travail, quittait sa résidence au Caire, le 21 mars, pour faire une tournée au Soudan et déposer un rapport sur la situation de ce pays. Il ne revint au Caire que le 2 mai suivant.

M. Lloyd George, dans son discours aux Communes du 28 février 1922, avait fait d'importantes déclarations sur le Soudan. Il disait que les efforts combinés de la Grande Bretagne et de l'Egypte ont été nécessaires pour tirer les vastes contrées du Soudan de la ruine où elles étaient plongées : — que depuis la conquête, la Grande Bretagne avait, avec l'Egypte, contribué, en hommes et

en argent, à la restauration de la paix et de la prospérité d'une contrée qui deviendra un jour aussi fertile et aussi peuplée qu'elle est aujourd'hui stérile et vide.

Parlant de l'Égypte, il reconnaissait que ce pays avait incontestablement le droit à exiger à ce que le développement du Soudan n'influera pas sur sa fourniture d'eau actuelle ou sur la quantité d'eau dont elle pourra avoir besoin pour amener son territoire à son plein développement. Le Gouvernement britannique serait prêt à fournir ces garanties et il n'y a pas de raisons pour que celles-ci gênent le progrès du Soudan.

Une note de la Résidence parue dans les premiers jours de mai déclarait que les Soudanais étaient émus par la campagne de la presse égyptienne et craignaient un changement dans leur régime. Le Maréchal Allenby aurait reçu une délégation de notables de la contrée le 26 avril et leur aurait déclaré que les relations anglo-soudanaises ne courraient nullement le risque de se relâcher à l'avenir.

Mais à analyser les faits de plus près, on constate que les Soudanais eux-mêmes ont protesté contre ce communiqué et ne cessent de protester contre les prétentions de la Grande-Bretagne. Ils considèrent que leur contrée ne doit pas être séparée de l'Égypte. Dans ce sens, la Grande Bretagne avait forcé les habitants, par les mêmes moyens déjà employés en Égypte à différentes reprises, de signer des requêtes en faveur de l'Angleterre. Une interpellation sur ce chef a été soulevée au Parlement de Londres par M. Swan le 11 mai.

La Commission de la Constitution, devant ces faits, a répondu au vœu unanime du peuple égyptien en déclarant que le Soudan constitue une partie inséparable de l'E-

gypte, qu'une loi organique spéciale sera élaborée, qu'il est sous la souveraineté égyptienne et que Sa Majesté aura pour titre le Roi d'Egypte et du Soudan.

Un fait divers prouve à quel point la repression sévit tant en Egypte qu'au Soudan. Un officier de l'armée égyptienne au Soudan, nommé Aly Abdel Latif a été poursuivi en juin 1922 par les autorités pour avoir déclaré que le Soudan formait un tout indivisible avec l'Egypte, que les Soudanais ne veulent chez eux que les Egyptiens. M<sup>e</sup> Morcos Hanna bey, bâtonnier de l'ordre et M<sup>e</sup> Kamel bey Hussein et Abdel Rahman El Biali se sont offerts pour le défendre devant le Tribunal Militaire de Khartoum. Par dépêche, ils ont voulu connaître la date de l'audience. Aucune réponse ne leur parvint. Ce n'est que quelques jours plus tard qu'ils apprirent que le procès était jugé et l'officier condamné. Ce dernier avait demandé le renvoi afin de permettre à ses avocats de venir le défendre, mais le Tribunal n'accorda aucun délai. Ce procès émut toute l'opinion égyptienne.

Le Comité de Constitution continuait toujours à siéger pour étudier tous les points et principes sur lesquels doit reposer le projet. Tantôt présidé par S. E. Rouchdy Pacha — tantôt, après le départ de celui-ci à Alexandrie et ensuite en Europe — par S. E. Hechmat pacha. Nous nous contenterons d'énoncer sans les commenter les grands principes que le Comité des Dix-huit a émis. En voici les points importants :

Les mêmes attributions seront à la Chambre et au Sénat. Le Ministère sera responsable devant la Chambre des Députés seulement. Le Roi et les deux Assemblées auront l'initiative des lois.

Les principes du Droit public et des libertés politiques seraient les suivants :

Le droit de pétition serait accordé à tout Egyptien et les libertés individuelles garanties à tous les habitants d'Egypte sans distinction.

Seuls les sujets égyptiens jouiront des droits civils et politiques. Les sujets égyptiens appartenant aux minorités de race, de langue ou de religion devront jouir, en fait et en droit, des mêmes droits accordés aux autres sujets égyptiens.

La théorie des trois pouvoirs serait consacrée :

1° Le législatif serait exercé par le Roi concurremment avec le Parlement.

Les deux chambres pourront délibérer sur les accusations portées contre leurs membres.

Les sénateurs et députés auront l'immunité parlementaire.

La Commission a décidé que l'élection des députés se ferait à deux degrés et qu'il y aurait un député par 75.000 habitants. Les sénateurs seront au nombre de 80 dont 30 nommés par le Roi et 50 élus à trois degrés, tous devant être âgés d'au moins 40 ans. La durée du mandat sénatorial sera de dix ans ; celle du mandat de député de cinq ans.

2° Le pouvoir exécutif appartiendrait au Roi qui aura le titre de « Roi d'Egypte et du Soudan ». Ce dernier sanctionnera les lois et les promulguera. Il convoquera le Parlement, pourra ajourner la session et dissoudre la Chambre des Députés. En cas de nécessité urgente, le Roi rendra des décrets ayant force de loi. Il organisera les services publics, confèrera les grades. Il aura le droit de battre monnaie. Il ne pourra intervenir dans l'admi-

nistration de la Justice. Il aura le commandement suprême de l'armée et de la marine, mais il faudra l'assentiment du Parlement pour une guerre offensive.

Le Roi exercera ses pouvoirs par l'intermédiaire de son Conseil des Ministres.

3° Parlant du Pouvoir Judiciaire, le Comité déclarait que les tribunaux seraient indépendants et aucun pouvoir de l'Etat ne pourrait s'immiscer dans les affaires judiciaires.

Venaient ensuite les prescriptions sur les Ministres, conditions de nomination, responsabilité devant la Chambre des Députés, leur mise en accusation prononcée à la majorité des 2/3 des membres présents, et leur jugement par la Cour spéciale de Justice. Celle-ci serait composée du Président de la Cour de Cassation et de 24 membres dont 12 sénateurs désignés au sort et 12 conseillers égyptiens de la Cour de Cassation par ordre d'ancienneté.

Une autre question souleva au sein de la Commission beaucoup de discussions. Parmi les réserves que l'Angleterre s'était faites en proclamant l'indépendance de l'Egypte était celle de la « Protection des Minorités ». Il fallait donc, comme le faisait remarquer le Président Rouchdy pacha, trancher ce problème afin que dans les négociations à venir l'Egypte puisse dire à la Grande Bretagne que le problème a été résolu et qu'un second examen serait inutile. Un point subsidiaire s'était soulevé non pas au point de vue du Droit international mais du droit interne : celui de la « représentation des minorités ». Ces dernières qui existent en Egypte découlent plus de religions que des partis politiques. Dans le droit public interne on a essayé d'organiser la protection des minorités sous forme de représentation de ces minorités. Cette repré-



sentation est devenue une réalité pratique en Suisse, en Belgique et très atténuée en France. Après avoir posé le principe que tous les habitants de l'Égypte doivent jouir des mêmes droits et prérogatives, fallait-il insister sur la représentation des minorités et notamment des « Coptes ». Deux thèses contraires ont été soutenues, M<sup>e</sup> Tewfik bey Doss déclarait que, dans un esprit d'équité, d'égalité et de concorde, il était indispensable d'assimiler les droits des minorités en Égypte aux mêmes droits d'autre minorité en Europe. Abdel Hamid bey Badawi, ex-professeur à l'Ecole de Droit du Caire, soutenait la thèse contraire et déclarait qu'il suffisait de reconnaître par la Constitution les Droits des minorités pour que ceux-ci fussent suffisamment protégés et garantis. Ce serait, disait-il mettre la discorde dans le pays que de faire sentir une différence entre le peuple égyptien qui ne forme qu'un tout indivisible. L'opinion publique s'est rangée de ce côté. Mais nous ne savons pas si la prudence n'exige pas à côté des dispositions générales, de définir plus précisément le droit des minorités. Eviter toute contestation à l'avenir, n'est-ce pas le but que se propose tout législateur ? Nous ne trouvons pas que c'est une raison suffisante de dire qu'aucun pays n'a suivi ce système pour que l'Égypte qui y trouve son avantage et la sécurité de ses habitants n'adopte pas la méthode qui répond le plus à ses vœux.

La presse ayant pris connaissance du rapport de la Commission et de ses principes généraux commença à critiquer toute l'œuvre. Il serait en dehors du programme que nous nous sommes tracé de discuter toutes ces questions d'ordre intérieur, d'autant plus que jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes rien de définitif n'a été établi et le tout n'est que simple projet qu'on peut amender.

Les jours ne sont pas bien éloignés où l'Egypte pourra enfin constater que les membres en qui le Ministère et le Roi ont mis leur confiance contribueront ou non au relèvement du pays dans la gestion de ses propres affaires. L'Egypte a déjà essuyé un échec avec la loi électorale de 1913 créant l'Assemblée législative. Ce n'est pas avec l'émission de simples vœux que les représentants de la nation pouvaient arriver à intervenir dans la législation, et l'administration du pays. Espérons que cette leçon profite aux membres de la Commission qui, avouons-le, forment pour certains d'entre eux l'élite éclairée de la nation. Les temps ont changé où, avec des apparences de concession, on piétine le droit du citoyen et il est probable que nos distingués membres aient le formel désir de doter le pays d'un véritable régime démocratique répondant le plus à ses vœux.

Après huit mois d'un régime soi-disant indépendant, la loi martiale n'est pas encore supprimée et l'acte d'indemnité dont parle le Général Allenby dans sa déclaration du 28 février n'est pas encore promulgué. Pourtant, bien que l'Egypte se trouve depuis cette date un pays reconnu comme un état souverain et indépendant, il ne reste pas moins vrai que l'Angleterre y exerce ses volontés et y applique ses lois d'exception. Toute autorité territoriale y est méconnue. L'acte arbitraire suivant qui causa un émoi indescriptible en fait foi.

Pour avoir adressé au peuple une proclamation demandant le retour de Saad pacha Zaghloul des Iles Seychelles où l'état de sa santé devenait très inquiétant, sept membres de la Délégation égyptienne des plus en vue et unanimement estimés en Egypte furent arrêtés par l'autorité militaire le 25 et le 26 juillet. Par suite d'une traduction

inexacte. Lord Allenby considéra que le texte de ce manifeste contenait un appel à l'assassinat et fit déférer les accusés devant une Cour martiale réunie dans ce but.

Voici le passage qui préoccupa le plus les débats :

« Elle (la délégation égyptienne) élève la voix pour protester contre ces mesures sauvages qui font trembler l'humanité. Elle vous demande de faire connaître, par tous les moyens, au monde civilisé votre horreur et votre dégoût, en lui faisant considérer le Gouvernement anglais et le Ministère comme responsables des résultats de leur politique hypocrite ».

L'accusation prétendait que les termes : « par tous les moyens » constituaient le crime puni par l'article 151 du Code pénal indigène excitant à la haine ou au mépris du Gouvernement et par la loi martiale en vertu de la Proclamation du 11 novembre 1914. Le crime n'aurait pas existé si le mot « moyens » était suivi par « légaux ».

Dès la première audience tenue le 9 août 1922, les membres excipèrent par la voie de leurs avocats de l'exception d'incompétence du Tribunal Militaire se basant sur le fait que les Proclamations de 1914 ont été faites sous le protectorat de l'Angleterre, et que les choses avaient changé de face étant donné que l'Égypte devenait un état souverain et indépendant par la reconnaissance du Parlement anglais et la notification de son nouveau régime aux autres puissances. Dans ces conditions, s'il y avait crime ou délit, seuls les tribunaux indigènes avaient compétence.

Cette exception rejetée, les avocats se sont retirés de la barre et les accusés ont refusé de répondre aux questions de la Cour. La sentence prononcée par le Tribunal émût le monde civilisé. En effet, les membres qui n'a-

vaient pas voulu se défendre ont été condamnés à la peine capitale. Lord Allenby lui-même effaré des conséquences de cet acte a dû commuer la peine à sept ans de travaux forcés et cinq mille livres d'amende. Cette condamnation fera la ruine de la plupart des sept membres.

Cet acte plus qu'arbitraire des Anglais aurait dû provoquer des troubles aussi forts que ceux de 1919, mais la prudence exigeait un calme parfait. Et dès le jour de leur arrestation, sept autres membres occupèrent les sièges des sept accusés.

Pour justifier combien cette mesure a été prise à la légère et combien les membres du Wafd ne disaient que la vérité sur la santé du vénérable vieillard qui a défendu avec force la cause égyptienne, la Grande-Bretagne elle-même, sur les instances des parlementaires anglais, a dû renoncer aux Iles Seychelles comme refuge à Saad pacha et le transférer à Gibraltar où le climat et les conditions sanitaires pouvaient mieux répondre à son état précaire. Mme Zaghloul pacha fut avertie de ce transfert par Lord Allenby le 4 septembre 1922 et reçut l'autorisation de rejoindre son mari.

Comme on arrive à un tournant — que la victoire inattendue des Turcs change actuellement les visées britanniques — qu'à l'intérieur de l'Égypte la Constitution va être bientôt promulguée, et on procédera au suffrage — on parle de l'abolition de la loi martiale dans le pays et surtout d'un acte de bonne volonté de la part du ministère au pouvoir : celui de l'amnistie des prisonniers politiques.

Ces mesures prises et la liberté accordée au peuple égyptien de manifester ses opinions pourront aider la nation à faire un pas vers l'indépendance véritable.

## Troisième Partie

---

# LA SITUATION JURIDIQUE DE L'ÉGYPTÉ

---

### CHAPITRE PREMIER

---

#### Les différentes conceptions du Protectorat

---

« Considérés comme habitants d'une si grande planète, qu'il est nécessaire qu'il y eut différents peuples, dit Montesquieu, les hommes ont des lois dans le rapport que ces peuples ont entre eux : et c'est le droit des gens ».

L'auteur de l'Esprit des Lois attribue à juste titre au droit des gens une place égale à celle des autres droits, et lui reconnaît des lois.

On peut définir le Droit international comme l'ensemble des règles que les peuples civilisés doivent respecter dans leurs relations communes.

D'après le philosophe allemand Fichte, les rapports des Etats entre eux sont fondés sur le rapport juridique entre leurs citoyens.

Tous les Etats n'étant pas d'égale importance on les classe ordinairement en plusieurs catégories :



D'abord au point de vue de leur *Constitution*, en Etats simples ou Etats composés. Ces derniers sont : 1) les Etats soumis à une union personnelle, ex : la situation qui existait entre le roi Léopold de Belgique et le Congo : et les Etats à union réelle, ex : l'Autriche-Hongrie avant la guerre.

2) Les confédérations d'Etats, ex : confédération germanique de 1815 à 1866.

3) Les Etats fédéraux dont le type est les Etats-Unis d'Amérique.

Ensuite quant à leur *souveraineté* on distingue :

1) Les Etats mi-souverains où l'on fait entrer les états vassaux et les états protégés.

2) Les Etats souverains qui jouissent d'une indépendance complète et ne subissent pas le contrôle ou l'influence d'un autre Etat.

Or, de tout temps, les Etats ont cherché à se rapprocher étroitement, afin de faciliter les rapports entre leurs citoyens. N'étant pas d'égale importance, les plus faibles réclamaient l'appui des plus forts. Des unions entre deux ou plusieurs Etats s'établissaient sur des bases donnant aux deux parties le plus de sûreté pour garantir son indépendance et son intégrité territoriale. M. Pillet répartit en deux grandes classes les formes d'union : d'une part les unions égales, où chacune des parties joue par rapport aux autres le même rôle ;

Et d'autre part les unions inégales qui impliquent la supériorité de l'une sur l'autre (1).

Ces deux types ont existé et existeront de tout temps

---

(1) V. *Des Droits de la Puissance protectrice sur l'Administration intérieure de l'Etat protégé*, par A. PILLET. 1895.

jusqu'au moment où le règne de la justice et de l'équité sera complètement assuré et qu'une civilisation commune aura détruit les différences qui séparent les peuples et les races.

Seule, l'institution du protectorat répond de la meilleure façon à l'union d'un Etat puissant et d'un Etat moins puissant. Cette notion est de date récente. Avant le xix<sup>e</sup> siècle, seul Vattel parle des états protégés.

Le protectorat proprement dit est inconnu sous les Romains et à l'époque féodale, bien que la Féodalité ait connu le « devoir de protection », complètement différent du régime moderne.

Pour avoir une idée nette de l'étendue et des effets du protectorat, il n'est pas inutile de dire un mot de la Notion de la souveraineté.

Un état souverain est celui qui ne relève que de lui-même et qui jouit d'une indépendance dans sa constitution et dans ses agissements au point de vue de ses relations avec les autres Etats. En un mot c'est celui qui possède sa liberté tant interne qu'externe.

Mais il peut arriver et il arrive souvent qu'un Etat consent à subordonner l'exercice de sa souveraineté interne ou externe à un ou à plusieurs autres Etats en vertu d'une entente intervenue entre eux et lui. Ce caractère peut être ou conventionnel ou imposé.

Les publicistes ou théoriciens disent de cet état qu'il est mi-souverain.

D'après Kluber, les Etats mi-souverains sont « ceux qui, souverains et indépendants en principe, dépendent cependant d'une autre puissance dans l'exercice de certains droits essentiellement inhérents à la souveraineté interne ou à l'indépendance dans les rapports extérieurs ».

Mais si l'Etat souverain consent à subir une tutelle et perdre l'exercice de certains droits, il n'en perd pas la jouissance.

M. Despagnet (1), dans son étude sur les protectorats, ramène à deux formes tous les cas de mi-souveraineté : La Vassalité et le Protectorat.

La mi-souveraineté suppose toujours un Etat. L'Etat consiste à « avoir sur une assiette territoriale assez étendue, une population ayant une conscience politique véritablement formée et de laquelle sort un gouvernement suffisamment fort pour assurer l'ordre à l'intérieur et prendre à l'extérieur toutes les responsabilités internationales qui sont celles d'un Etat » (2).

La vassalité existe pour une province ou pour un peuple vaincu à qui le vainqueur consent une existence indépendante moyennant certaines restrictions à subir. C'est le cas de l'Egypte, qui est à l'avis de plusieurs auteurs éminents, vassale de la Sublime Porte depuis le traité de 1840.

Mais souvent un Etat puissant a cherché à agrandir son domaine, à étendre son territoire pour avoir de nouveaux débouchés, des ressources nouvelles sans cependant s'exposer aux inconvénients de l'annexion ou de la colonisation. La diplomatie moderne a créé le protectorat pour satisfaire la convoitise de ces fortes puissances sans toutefois alarmer les états plus faibles. L'Etat fort se présentera comme le guide, le protecteur et le soutien de l'Etat faible. Vu de ce côté, le protectorat offre une institution à but désintéressé pour l'Etat protecteur qui voudrait

---

(1) V. DESPAGNET : *Essais sur le Protectorat*, 1896.

(2) Cours de M. G. Lapradelle de *Décorat*, 1920-1921.

élever son protégé au rang des pays civilisés. Mais il ne faut voir là uniquement un but démocratique. Le dicton qui dit : « Sans intérêt pas d'action », est aussi vrai dans les relations d'individu à individu que dans celles des puissances entre elles. Si l'Etat protecteur ne comptait pas sur des avantages spéciaux, il ne s'aventurerait jamais à prêter son concours à un autre Etat qu'il considère plus faible que lui. C'est souvent aussi par égoïsme qu'il agit de la sorte, afin qu'un autre n'en prenne l'initiative avant lui, en occupant ou exploitant le pays qu'il convoite.

On a essayé de justifier la création du protectorat en invoquant plusieurs raisons, M. Despagne en donne trois principales. Mais d'après notre avis, toutes ces justifications plus ou moins vraies tendent au même but que vise le pays protecteur. Celui-ci ne voit que son intérêt personnel et partant celui de ses citoyens. Dire qu l'état le plus fort cherche à guider l'état faible vers la voie du progrès et de la civilisation, c'est faire œuvre de diplomatie, or il n'échappe à personne que la diplomatie est l'art par excellence de cacher le but vrai et les propres motifs de la chose. Se présenter comme le sauveur d'un faible ou le protecteur d'un mineur constitue une apparence de dignité et de désintéressement qui honore et flatte. En scrutant le fond des choses on trouve le but caché que les plénipotentiaires et les diplomates se gardent soigneusement d'afficher. « La raison du plus fort est toujours la meilleure », disait Lafontaine et jamais mieux proverbe ne trouva son application que dans ce jeu hypocrite où le pays faible est exploité par le plus fort. Ce dernier en fait une sorte de colonie à bon marché. Ceci posé, il ne serait pas inutile de savoir ce qu'on entend par protectorat :

Le protectorat peut-être défini comme : « le lien juridique qui existe entre deux Etats de civilisations inégales en vertu duquel l'un de civilisation inférieure, appelé le protégé, cède à l'autre de civilisation supérieure et appelé le protecteur, l'exercice de certains de ses droits de souveraineté interne et externe, à charge par ce dernier Etat de le défendre contre les attaques portant atteinte à son intégrité territoriale et de l'aider dans la voie du progrès et de la civilisation ».

#### **Éléments constitutifs du Protectorat.**

1° Le protectorat implique comme condition première l'existence d'un *lien juridique*, c'est-à-dire, un lien contractuel, réunissant toutes les qualités exigées par la loi. Tant que le protégé n'a pas accepté formellement la fonction que doit remplir le protecteur, aucun lien ne peut rattacher les deux pays. Ainsi le protectorat ne peut jamais être imposé par la force.

2° Il faut que ce lien existe entre : *deux états de civilisation inégales*. Il faut que les deux pays constituent chacun un véritable état tel qu'il est défini plus haut. Si le contrat est passé entre un état et des chefs barbares, il ne constitue pas un procédé de protectorat véritable. Ce système a été appliqué par les Allemands et on est convenu de l'appeler le « pseudo-protectorat ». Les contractants étant de forces inégales, il résulte que les concessions faites par eux sont différentes.

« Mais la double faculté, dit M. Despagnet, pour un état quelconque de se soumettre à un protectorat comme d'en acquérir un sur un autre état, suppose une possession complète de l'indépendance internationale et l'absence



de toute restriction à cette double initiative possible » (1).

Et bien que l'Etat protégé confie le soin à son protecteur de diriger pour lui quelques-uns de ses intérêts et défendre certains de ses droits, il ne perd pourtant pas la faculté des sus dits droits, mais seulement l'exercice provisoire. On a souvent comparé le Protectorat à la tutelle en droit privé. C'est ce qu'affirme Vattel en disant : « Ils (les Etats protégés) ne cessent point de figurer parmi les souverains qui ne reconnaissent d'autres lois que le Droit des gens » (2).

L'Etat protégé reste un Etat proprement dit dont le territoire ne se confond pas avec celui de l'Etat protecteur et les nationaux du premier ne deviennent ni sujets ni nationaux de l'Etat protecteur contrairement à l'annexion pure et simple.

### **Obligations de l'État protégé.**

L'Etat protégé qui a accepté la protection d'un autre Etat doit scrupuleusement se conformer à l'esprit et aux termes de la convention.

Souvent l'Etat protégé doit consentir à une occupation de son territoire par les troupes du protecteur — permettre à celui-ci d'utiliser son territoire en cas d'attaques — s'interdire de faire aucune alliance avec des pays étrangers portant atteinte au protecteur — être représenté à l'étranger par les agents diplomatiques de celui-ci, etc...

La sanction serait pour le protecteur de résilier le lien qui unit les deux pays et de ne plus continuer à lui assu-

---

(1) V. DESPAGNET : *Essai sur le Protectorat*, p. 279.

(2) V. VATTEL, Livre I, Chap. I, § 6 du *Droit des Gens*.

rer son assistance. En fait, le protecteur arrive toujours à faire imposer ses volontés. Sous l'apparence de conseils qu'il se permet de donner au souverain local, il enjoint à celui-ci sa volonté expresse d'exécuter les actes qu'il ordonne. D'ailleurs sa situation prépondérante dans le pays protégé lui permet d'arriver à toutes fins ayant la main sur toutes les branches de l'activité administrative.

### **Obligations du Protecteur.**

1° Respect des termes du traité.

2° L'obligation essentielle du protecteur et qui est le pivot de tout protectorat : consiste à défendre le pays protégé contre les attaques extérieures. Cette clause mise au traité suffit à elle seule pour lui impliquer le caractère de protectorat.

En ce qui concerne les devoirs du protecteur pour apaiser les troubles intérieurs du pays protégé, il convient de recourir aux textes du traité. Souvent ce soin est laissé à l'Etat protégé lui-même sans l'intervention du protecteur. Rien n'empêche cependant une clause contraire.

3° En troisième lieu l'Etat protecteur exerce un contrôle sur les relations diplomatiques du pays protégé. Ce n'est pas là un élément essentiel du protectorat. Il peut se faire que l'Etat protégé conserve sa liberté dans ses rapports internationaux, qu'il entretient des consuls dans les autres pays, conclut avec ceux-ci des traités de commerce, d'alliance, sans toutefois contrevenir aux règles posées dans le protectorat, interdisant toute alliance portant ombrage à l'Etat protecteur.

Néanmoins, ce droit est plutôt honorifique que réel, car le protecteur dirige et contrôle directement les négocia-

tions de son protégé. Cette réserve faite, nous ne voyons pas pourquoi M. Despagnet n'admet pas que le droit du protégé à envoyer des consuls et agents diplomatiques à l'étranger pour protéger ses nationaux est incompatible avec le protectorat. Il reconnaît cependant lui-même que les obligations mutuelles des deux parties résultent de l'interprétation de la Convention : *Res inter alios acta...*

Quant à notre avis, nous ne voyons pas d'inconvénient à ce que pareil droit soit accordé à l'Etat protégé qui respecte les alliances et le genre de traités interdits dans sa convention avec le Protecteur.

4° Le protecteur doit guider son protégé dans la « marche vers la civilisation ». Souvent pour satisfaire cette clause, il intervient dans l'organisation intérieure du pays protégé et contrôle tous les services d'ordre administratif, judiciaire et législatif.

5° Le protecteur doit respecter les droits antérieurement acquis à son protectorat par des puissances tierces sauf à en modifier la teneur par de nouvelles conventions avec les dites puissances. Tel est le cas des Capitulations qui instituent un régime de faveur pour certains pays. Il faut le consentement des pays intéressés pour annuler pareilles conventions, et les conséquences qu'elles entraînent.

Ainsi qu'on le voit, le protectorat présente quelques analogies avec le traité de garantie. En effet, tous les deux ont pour but d'assurer le respect d'une situation établie dans un pays déterminé.

Les traités de garantie forment deux catégories : les uns établissent une garantie accessoire où le pays garant joue le rôle d'une caution : les autres une garantie principale où la charge du garant est plus lourde et consiste

à défendre l'intégrité territoriale d'un pays ou les intérêts résultant d'une situation établie à l'intérieur de ce pays. Mais il y a cependant des différences profondes qui séparent les deux institutions :

1° Le rôle du protecteur constitue nécessairement une tutelle, tandis que le garant n'agit qu'à titre de mandataire.

2° Le protectorat ne peut être exercé que par une seule puissance tandis que la garantie peut être collective.

3° En principe, le protectorat doit être dans l'intérêt du pays protégé — tandis qu'il arrive souvent que la garantie est dans le seul intérêt des garants. On cite particulièrement le cas de la neutralité perpétuelle où le pays neutre ne tire aucun avantage de sa situation.

4° Le protecteur exerce toujours un rôle actif, celui de défendre l'intégrité du territoire protégé et d'exercer un contrôle effectif sur ses affaires tant intérieures qu'extérieures, tandis que les garants peuvent assurer une situation acquise sans toutefois intervenir en fait.

5° Le pays protégé abandonne nécessairement une partie de ses droits, tandis qu'il n'en est pas toujours de même pour le pays à qui la garantie est accordée.

### **Différentes sortes de Protectorats.**

1° Une forme ancienne du protectorat consiste à unir deux Etats d'importance inégale mais d'une civilisation sensiblement égale. Le fort promet au faible d'être son appui contre le danger qu'il peut courir et cette situation lui procure un supplément d'avantages auquel il n'est pas

indifférent (1). C'est la situation de la République de Gènes au <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle.

2° Le protectorat international proprement dit tel qu'il est défini plus haut.

3° L'Allemagne a imaginé un nouveau système de protectorat qu'on appelle tantôt : le pseudo-protectorat, tantôt le protectorat administratif. Ce sont des protectorats irréguliers par lesquels l'Etat de civilisation supérieure passe des traités, non pas avec un autre Etat, mais avec des chefs indigènes qui ne représentent nullement le pays et qui n'ont aucune conscience politique.

4° Les Protectorats de Colonisation ou d'assimilation forment la caractéristique de la politique anglaise. La Grande-Bretagne n'a pas de système fixe dans l'organisation des territoires qu'elle occupe. Elle emploie une grande diversité suivant les circonstances et c'est avec une merveilleuse souplesse qu'elle arrive à adapter le régime voulu au territoire exploité. C'est ainsi qu'elle a commencé par établir son protectorat sur les Indes qui sont aujourd'hui une source importante de sa richesse.

Le même terme de protectorat est employé par la Grande Bretagne pour désigner des situations tout à fait différentes. Souvent elle entend par là le droit de protection sur les nationaux établis dans certains pays étrangers en leur appliquant exclusivement les lois de l'Angleterre et en les faisant juger par des tribunaux spéciaux autres que les tribunaux locaux.

5° Enfin, une création nouvelle due à l'esprit inventif et ingénieux du Général Smuts, général de l'Afrique du Sud, appelé dans le cabinet de guerre britannique, mo-

---

(1) V. Vattel, *Droit des Gens*.



dernise l'idée de protectorat en la présentant sous un aspect plus attrayant. Cette idée fût approuvée lors de la Conférence de la Paix en 1918 dans le système dit : « Des Mandats ». Pour répondre aux besoins de chaque civilisation et de chaque puissance mandataire on divisa le mandat en différentes sortes correspondant à autant de pays mis sous ce nouveau régime. Certains types sont énumérés par le Covenant de la Société des Nations dans son article 22 et donnent droit selon les circonstances, au mandataire d'intervenir plus ou moins dans l'administration du territoire.

Cette institution en ayant beaucoup d'analogies avec le protectorat lui est cependant supérieure à plusieurs points de vue.

Les points communs peuvent être groupés comme il suit :

1° De même que le pays protecteur peut intervenir dans l'administration intérieure du pays protégé, la théorie du mandat implique au mandataire la responsabilité du bon ordre et de la bonne administration du territoire.

2° Bien plus, le mandataire a pleins pouvoirs de législation et d'administration — alors que ce droit, le pays protecteur, s'il ne se l'arroe pas par le traité, y parvient indirectement en faisant prévaloir ses conseils qui sont des ordres au pays occupé.

3° Dans le protectorat aussi bien que dans le mandat, la puissance ayant la tutelle doit défendre le territoire contre toute attaque. De plus, le mandataire est tenu de veiller à l'organisation de la police locale. Le même but est atteint dans le protectorat.

Voici comment s'exprime l'Art. 5 du Mandat Palestinien :

« Le Mandataire sera tenu de veiller à ce qu'aucun territoire palestinien ne soit cédé ou affermé, ou placé, sous quelque forme que ce soit, sous le contrôle du gouvernement de quelque autre puissance ».

4° De même que dans le protectorat, dans le système du mandat, le mandataire ne peut souffrir l'existence d'une juridiction spéciale et d'un régime de faveur accordé à certains étrangers résultant notamment des Capitulations. L'Art. 8 du mandat palestinien abroge les immunités et privilèges d'étrangers, de même que les bénéfices de la juridiction et de la protection consulaires.

Cependant la théorie des Mandats peut être supérieure au protectorat.

1° En premier lieu, dans le système du mandat est fixé avec précision un ensemble de mesures dans l'intérêt des indigènes et des puissances tierces pour le maintien de l'égalité dans le commerce sans privilège pour le mandataire.

2° Dans le type du Mandat B., tout différend qui peut s'élever au sujet de l'exercice du mandat peut être déferé à la Cour de Justice internationale. Ainsi, la Société des Nations exerce un contrôle direct sur l'œuvre du mandataire. Par contre l'Etat protecteur agit en fait en seul et unique maître et souvent il abuse de ses droits. Il est vrai que dans le type du Mandat C, le mandataire ayant liberté d'action, la clause qui soumet les différends à la Cour internationale de Justice devient de style et n'a pas une grande portée.

A part ces deux exceptions, l'institution des mandats ne fait que reprendre et préciser les principes qui se trou-

vaient dans les actes de Berlin, du 26 février 1885 et de Bruxelles, du 2 juillet 1890 (1).

Pour réglementer l'institution et afin d'éviter toute confusion, le traité de Berlin du 26 février 1885 a pris les dispositions suivantes dans ses articles 34 et 35.

Art. 34. — « La puissance qui, dorénavant, prendra possession d'un territoire sur les côtes du continent africain situé en dehors de ses possessions actuelles, ou qui, n'en ayant pas eu jusque là viendrait à en acquérir, et de même la puissance qui y assumera un protectorat, accompagnera l'acte respectif d'une notification adressée aux autres puissances signataires du présent acte, afin de les mettre à même de faire valoir, s'il y a lieu, leurs réclamations. »

Art. 35. — « Les puissances signataires du présent acte reconnaissent l'obligation d'assurer dans les territoires occupés par elles, sur les côtes du continent africain, l'existence d'une autorité suffisante pour faire respecter les droits acquis et, le cas échéant, la liberté du commerce et du transit dans les conditions où elle sera stipulée. »

Il ressort des termes de l'Art. 34 que la prise de possession réelle n'est exigée qu'en matière de pseudo-protectorat. Pour un véritable protectorat, il suffit de faire la notification aux autres puissances signataires de la Convention de Berlin. « C'est un acte de volonté, de franchise et de courtoisie », dit Engelhart pour expliquer le but visé par le texte. Ni les formes, ni le délai dans lesquels la notification doit être faite ne sont réglementés. Cependant, il est hors de doute que le pays qui voudrait établir un protectorat a tout intérêt de prévenir le plus tôt possible les autres puissances. Ces dernières peuvent faire valoir des

---

(1) Notes de Doctorat de M. DE LAPRADELLE, année 1919-1920.

réclamations que les pourparlers diplomatiques régleront. Généralement le protecteur ne précise pas volontairement le domaine territorial soumis à son protectorat de crainte de compromettre les droits du pays protégé.

Quant aux autorités compétentes pour ratifier le traité de protectorat, la Constitution écrite ou coutumière du pays les indiquera.

Comme tous les traités le protectorat entraîne les conséquences de droit et le respect des droits acquis par les puissances tierces. Ses modes d'extinction sont les mêmes que toute autre convention internationale devenue caduque. On peut citer :

1° L'inexécution de l'une des parties des obligations vis-à-vis de l'autre. Vattel étudie et insiste sur ce point. Il donne droit à l'autre partie de demander l'extinction du protectorat.

2° Le cas où le protecteur abuse de son droit et dépasse les pouvoirs que le protectorat lui accorde.

3° En cas de guerre entre le pays protecteur et le pays protégé, le protectorat tombe *ipso facto*.

4° L'accord des parties contractantes.

---

## CHAPITRE II

---

### Du régime du Protectorat déguisé

---

#### I. — À partir de l'occupation.

Nous avons vu en relatant les faits dans quelles circonstances les Anglais occupèrent en 1882 le pays. Dans leurs déclarations officielles maintes fois répétées, les hommes d'Etat de la Grande-Bretagne ont déclaré sans ambiguïté ni discussions possibles qu'ils n'avaient nullement l'intention de s'établir définitivement dans le pays ni de l'annexer. Il serait inutile de passer en revue toutes ces déclarations. M. Cocheris en cite un grand nombre à la fin de son ouvrage et tous les auteurs qui ont traité sérieusement la question d'Egypte ont suffisamment mis la lumière sur le jeu de l'Angleterre. Lord Milner lui-même après avoir attribué ces diverses déclarations à l'incertitude des vues anglaises reconnaît dans son chapitre troisième que l'Angleterre exerçait sur l'Egypte avant 1914 un protectorat déguisé.

Lord Milner pour excuser les agissements de son pays constate que « ce n'est que dans un monde idéal, et non pas dans l'ordre des choses humaines, qu'on peut exiger d'une nation qu'elle se conforme rigoureusement après la victoire aux professions de foi qu'elle a faites avant d'entreprendre la guerre. »



Pour bien apprécier l'œuvre de l'Angleterre il faut successivement étudier plusieurs questions :

L'Angleterre avait-elle le droit d'intervenir dans le pays et de l'occuper ?

Son occupation ne devait-elle pas prendre fin immédiatement après la défaite d'Arabi pacha ?

A quel titre la Grande Bretagne est-elle dans le pays ?

I. — Pour répondre à la première question il faut se demander qu'elle était la situation internationale de l'Égypte à cette date.

Dans la convention de Londres du 15 Juillet 1840, les Grandes Puissances avaient reconnu et approuvé les conditions que S.H. le Sultan accordait à Mohamed Ali. L'Égypte en vertu de cet accord se trouvait être la vassale de la Sublime Porte. Les Puissances s'engageaient formellement à agir dans un parfait accord pour forcer le pacha d'Égypte à respecter ses engagements et garantissaient que cette province ne pourrait se détacher de l'Empire ottoman pour tomber en la possession d'une d'entre elles.

Le caractère de province vassale de la Turquie restait à l'Égypte malgré l'autonomie et l'indépendance que ce pays obtenait. Il se manifestait de diverses façons. Notamment par le paiement du tribut annuel à la Sublime Porte, ensuite par l'investiture que devait accompagner l'événement de chaque règne dans le pays, par l'effigie de la monnaie au nom du Sultan jusqu'en 1914; par l'application des capitulations, surtout par la sujétion et la protection diplomatique ottomanes accordées à tout égyptien, etc..

Pour appuyer la convention de Londres, à la Conférence de Constantinople, les puissances y représentées s'engageaient à la date du 27 Juin 1882 à s'abstenir de toute intervention isolée en Égypte. Malgré cette restriction, l'An-

gleterre trouva le moyen de contrevenir à son engagement. Les discussions qui eurent lieu entre la France et la Grande Bretagne établissaient une fois de plus combien cette dernière puissance avait agi contrairement à toute règle et en violation de ses conventions.

De ces quelques remarques, il ressort clairement que l'Angleterre, tout en supposant même que les travaux entrepris par l'Egypte pour réparer les forts d'Alexandrie étaient sérieux, n'avait aucun droit à elle seule de bombarder le port et d'avancer dans le pays. La seule solution possible et juste eut été de confier le soin de régler ce point de vue à la Sublime Porte. Sinon les grandes puissances auraient pu convenir une intervention commune et jamais l'Angleterre n'aurait pû se conduire dans le pays comme elle l'a fait.

Non contente d'intervenir isolément, l'Angleterre entendait occuper l'Egypte. Nous savons que l'occupation d'un territoire suppose nécessairement un territoire sans maître. c'est-à-dire qu'aucune souveraineté ne s'exerce sur lui ou, en d'autres termes, il faut qu'il soit un « *res nullius* ». Etait-ce le cas de l'Egypte ? Nul ne pouvait-il prétendre à la domination de ce pays ? Or, de l'aveu même des puissances signataires de la convention de Londres de 1840, y compris l'Angleterre, il est formellement reconnu que ce pays formait une province vassale de la Turquie. Lord Milner le reconnaît formellement dans son ouvrage.

Etant donné que le territoire égyptien faisait partie intégrante de l'Empire ottoman, le violer était violer l'intégrité de la Turquie. Nous ne pouvons expliquer comment les puissances qui s'étaient engagées à soutenir la Turquie afin de résoudre la question d'Orient avaient permis la violation par l'Angleterre des règles du Droit international

sans formuler des protestations plus sérieuses et appuyer plus fortement la France dans ses oppositions. Faut-il penser que le règne de la force prime le droit ? Nous ne le croyons pas, car bien que par la force on touche parfois le but convoité, la situation engendrée par ce fait n'est pas permanente et il arrive un moment où le Droit ayant le dessus prend largement sa revanche.

Légalement parlant le Droit des gens ne peut reconnaître ni sanctionner tant l'intervention de la Grande Bretagne en Egypte que l'occupation de ce pays. La situation de l'Angleterre n'étant pas conforme aux règles posées et acceptées par les puissances, ne peut être validée et la tolérance des autres Etats ne suffit pas pour lui donner un droit qu'elle n'a pas et qu'elle ne peut avoir.

II. — En supposant que l'Angleterre soit intervenue dans le pays pour sauvegarder les intérêts des étrangers et apaiser le commencement de révolution allumée par Arabi pacha, son rôle devait prendre fin avec le calme rétabli. Dans ce cas l'occupation ne serait pas dans le but de s'approprier du territoire mais seulement dans un but provisoire. Par extension on pourrait rapprocher cette occupation de celle prévue par le Traité de Versailles en 1919 aux articles 428 et 429 afin d'assurer l'exécution du traité. De même que l'occupation en temps de guerre, l'occupation à titre de garantie prend fin avec la disparition de la cause qui l'a engendrée. Donc, cette occupation devait prendre fin une fois Arabi arrêté et le Khédive réintégré au Caire. Mais le but réel de l'Angleterre était autre !

L'Angleterre sentait si bien la faiblesse de sa situation qu'elle se trouva forcée de donner quelques assurances sur le but qu'elle se proposait en Egypte. De 1885 à 1887 nous avons vu les négociations Drummond Wolff et passé en re-

vue toutes les explications que le Cabinet français ne cessait de réclamer à celui de Londres.

III. — Dès son entrée en Egypte, la Grande Bretagne faisait proclamer solennellement son rôle. Elle agissait dans le seul but de réintégrer le Khédive dans ses droits. Ce but paraissait, certes, complètement désintéressé et tout à fait humanitaire. Cependant, étant donné le rôle qu'elle a joué pour assurer le Khédive contre la rébellion des officiers révoltés, elle réclamait le droit de donner au souverain des « conseils » que ce dernier devait accepter comme des ordres. Nous avons vu le commentaire que fait Lord Milner des déclarations de Lord Granville et l'interprétation large que celui-ci admettait au mot « conseils ». Lord Dufferin se chargea d'exécuter le programme anglais dans ses moindres détails. Rien ne fut négligé dans l'administration égyptienne où les fonctionnaires anglais se chargeaient d'être le porte-parole du cabinet de Londres.

Ayant assuré leur situation dans le pays, les Anglais comptaient sur une autre plus privilégiée au Soudan. Ce territoire ne devait pas appartenir exclusivement à l'Egypte. Il fallait une part prépondérante à l'Angleterre. Le soulèvement du Mahdi fut jugé suffisant par la Grande-Bretagne pour conseiller à l'Egypte d'évacuer ce territoire et, quelques années plus tard, sous le règne d'Abbas Pacha Hilmy, une nouvelle campagne était dirigée contre ce pays sous le commandement du général Kitchner. La convention du 19 janvier 1899 assurait à l'Angleterre le protectorat du Soudan.

Mais à quel titre l'Angleterre prétend-t-elle rester en Egypte ? Peut-elle justifier sa position par un titre légal ? La Grande Bretagne prend officiellement et déclare bien haut que si elle s'est établie dans le pays c'est uni-

quement dans le but d'aider par ses bons conseils le gouvernement de celui-ci. Mais elle ne nous dit pas qui a bien pu lui conférer ce droit et si l'Egypte a réclamé ses services. Peut-on à l'insu d'une personne lui imposer ses conseils et s'établir par la force dans sa demeure ? C'est un acte contraire tant au droit interne qu'au droit des gens.

Cette explication n'étant pas plausible, faut-il rechercher une autre cause licite pour justifier l'occupation anglaise ?

L'Angleterre aurait-elle fait la conquête de l'Egypte en bombardant le port d'Alexandrie et en remportant sa soi-disante victoire de Tel El Kébir ? Cette hypothèse n'a jamais été soutenue par la partie intéressée. Mais en droit peut-on l'admettre ? Nous ne le pensons nullement. Pour conquérir ce pays, il aurait fallu déclarer la guerre à la Turquie. Or jusqu'à la dernière minute l'Angleterre tâchait d'apaiser les courroux tant du Sultan que des autres puissances en leur renouvelant ses vagues promesses. Bien plus, aucune guerre n'a été livrée à l'Egypte même. Arabi pacha ne représentait nullement le pays et le fait de son insoumission au Khédive justifie amplement notre thèse. Donc si Arabi était battu, ce n'était pas l'Egypte vaincue. D'ailleurs si l'Angleterre prétendait à une conquête, jamais elle n'aurait fait la moindre allusion à évacuer un pays conquis.

Une autre hypothèse pourrait être envisagée. Est-ce par l'occupation du pays que l'Angleterre prétend y demeurer ? L'acte de Berlin de 1885 a formellement régi ce mode. Or, l'Egypte ne répondait pas aux conditions exigées par les articles 34 et 35. L'Angleterre ne se trouvait pas devant un territoire qui n'appartient à personne et



prudemment elle s'est bien gardée de notifier son occupation aux autres puissances.

Mais alors son occupation découlait-elle d'un mandat des autres puissances ? La négative n'admet pas de doute puisque durant la Conférence de Constantinople toutes les puissances déclaraient qu'aucune d'elles n'aurait le droit d'agir dans le pays et jamais pareil mandat, même à l'insu de l'Egypte, n'a été accordé à l'Angleterre. Il ne faut pas perdre de vue qu'une clause importante acceptée par les grandes puissances dans les traités successifs de 1856 et 1878 leur interdit de détacher ce pays de l'Empire Ottoman. Cette clause qui dit : « l'Europe toute entière garantit que cette province ne peut être détachée des domaines du Sultan pour tomber en la possession d'une des grandes puissances » suffit pour obliger la Grande Bretagne à déclarer son intention de n'avoir aucun droit sur ce pays.

Peut-on soutenir que c'est le Khédive qui a fait cession de son territoire à l'Angleterre ? Fut-ce même dans l'intention de Tewfik pacha, ce dernier n'avait aucune qualité d'agir de la sorte. En effet, tous les firmans de la Sublime Porte interdisent au Khédive de céder tout ou partie de l'Egypte. Le souverain d'Egypte aurait usé d'un droit qu'il n'avait pas et l'aurait-il fait son acte serait nul et non avenue.

Enfin la seule hypothèse possible et peu soutenable serait « le protectorat ». Mais encore une fois l'Angleterre n'a pas eu le courage de l'avouer. D'ailleurs elle n'a pas rempli les formalités exigées par l'acte de Berlin. Et si la Grande Bretagne considérait l'Egypte comme sa protégée, elle n'aurait pas proclamé de nouveau en 1914 son protectorat.

L'Angleterre se trouvant maîtresse du pays, a agi dans l'ombre sans pouvoir affronter ouvertement les critiques des autres puissances. Et si un protectorat véritable n'a été proclamé, du moins un protectorat déguisé lui donnait tous les avantages qu'elle convoitait. Mais ce titre obtenu par la force ne pouvait même pas à la longue lui consolider sa situation de droit. Aussi toutes ses tentatives actuelles tendent-elles à arriver à avoir un titre légal.

#### **L'accord Franco-Anglais de 1904.**

Moyennant certains avantages que l'Angleterre faisait à la France au Maroc, le gouvernement de la République acceptait de ne pas troubler la situation de fait acquise par la Grande-Bretagne en Egypte. La France s'engageait par l'Art. 1<sup>er</sup> à ne plus demander la fixation d'un terme à l'occupation britannique. Elle renonçait par le fait même à la lutte qu'elle avait poursuivie et qu'elle était seule à soutenir contre les Anglais.

L'Angleterre s'engageait de son côté à ne pas changer l'état politique de l'Egypte.

Les avantages accordés à la France en Egypte par l'accord Cambon-Landsdowne étaient d'ordre économique et n'ajoutaient rien à sa situation acquise. Par contre l'Angleterre gagnait des faveurs au Maroc auxquelles elle n'avait que des droits éventuels.

La France gardait la direction générale des Antiquités en Egypte — la même liberté d'enseignement des écoles et communautés française continuait comme par le passé — la condition des fonctionnaires français auprès du Gouvernement Egyptien demeurait la même que celle des fonctionnaires anglais auprès du même gouvernement.

L'engagement était valable pour 30 ans. Faute de dénonciation expresse un an à l'avance, cette période serait prolongée de cinq ans.

La France pouvait-elle de sa seule volonté ratifier une situation illégale de l'Angleterre en Egypte ? De quel droit a-t-elle agi ? Et le droit des autres puissances se trouvait-il atteint ?

La conduite de la France n'a pu influencer d'aucune façon sur la condition internationale de l'Egypte. Tout ce que nous pouvons attribuer à l'accord de 1904 c'est que la France moyennant la paix au Maroc acceptait de ne pas se mêler de la politique anglaise en Egypte. L'Angleterre se trouvait débarrassée d'un fardeau qui lui pesait lourd. Mais ce n'était pas une raison pour consacrer une situation illégale. « Le concert européen seul, dit M. Freycinet, peut revenir sur ce qu'il a fait. La France unie à l'Angleterre sont sans compétence et sans droit pour modifier n'importe quoi dans la situation de l'Egypte ».

Nous sommes donc en droit de dire que la situation n'a aucunement changé pour la Grande Bretagne après 1904 aussi bien qu'avant cette date.

Voici comment M. Despagne juge la situation de l'Angleterre :

« Le protectorat de fait de la Grande Bretagne sur l'Egypte ne peut avoir ainsi de valeur au point de vue du droit international, soit parce qu'il n'est pas sanctionné par la volonté du protégé lui-même, soit parce qu'il déroge, malgré la volonté des puissances, à un accord que celles-ci ont établi en 1840 et auquel l'Angleterre a participé..... »

## II. — À partir de 1914.

La proclamation du 18 décembre 1914 plaçant l'Égypte sous le protectorat britannique n'a-t-elle pas modifié l'état des choses préexistant ?

L'Angleterre affirmait cette fois solennellement son protectorat sur le pays. Elle jugeait l'heure propice. Le mutisme des autres puissances était-il suffisant pour modifier le régime politique du pays ? Enfin l'acceptation de ces mêmes puissances par la signature du traité de Versailles et la renonciation de la Turquie par le traité de Sèvres ne sont-elles pas suffisantes pour établir ce protectorat ? Autrement dit, de par le concert des grandes puissances, l'Égypte peut-elle subir le protectorat de la Grande Bretagne ? Ce sont autant de questions qu'il n'est pas inutile d'éclaircir et d'étudier de près.

Tout d'abord la proclamation de 1914 semblait à tout le monde et en premier lieu au peuple égyptien comme une mesure militaire exigée par les circonstances et contre laquelle il était inopportun d'élever la voix. Les puissances étaient tellement occupées à des affaires plus sérieuses que celles de l'Égypte qu'elles oubliaient de demander compte à l'Angleterre de son véritable but. L'état de guerre qui existait entre l'Égypte et l'Empire Ottoman a rompu tous les liens qui pouvaient exister jusque là entre les deux pays. L'Égypte acquérait de ce fait même une vie nouvelle et se détachait de la Turquie. Présentant toutes les conditions requises pour la formation d'un état, le pays se trouvait maître de lui-même et libre d'agir comme bon lui semblait.

Mais, dira-t-on, que fait donc l'Angleterre dans ce

pays ? S'il est vrai que l'Angleterre a usé de son pouvoir tant et si bien qu'elle s'est montrée plus maîtresse que jamais du territoire égyptien en imposant ses volontés aux habitants et en leur donnant le gouvernement et le souverain qu'elle voulait, il est difficile de croire que sa situation jusque là instable soit devenue légale. La tolérance des autres puissances ne suffit pas pour lui donner le titre qu'elle convoite. Un protectorat imposé par la force est nul et de nul effet. Un protectorat valable suppose comme condition première l'acceptation du pays protégé. Or, cette acceptation ne peut être que formelle. Un silence si long soit-il ne peut prévaloir et un consentement tacite n'a aucune valeur juridique.

Comme nous le soutenons, l'Egypte n'étant plus une province ottomane et ne pouvant subir un protectorat forcé, se trouve depuis 1914 indépendante. N'ayant pas ratifié le traité de Sèvres la Turquie ne reconnaît pas le protectorat anglais sur le pays.

L'ingérence des anglais dans les affaires de l'Egypte tant gouvernementales que politiques est injuste et contraire au droit des gens. Tous les actes que l'Angleterre a entrepris dans ce pays sont nuls. En fait, il est certain qu'elle tient le pays dans ses mains, qu'elle contraint par les moyens les plus réprouvés ce peuple à la résignation et à l'impuissance. La situation de fait ne dure pas et un gouvernement « *de facto* » finit toujours par devenir « *de jure* ».

Après leur silence, les grandes puissances ont reconnu au traité de Paix de Versailles le protectorat de l'Angleterre sur l'Egypte. N'est-ce pas suffisant pour affirmer le droit des Anglais et homologuer une situation de fait en une autre de droit ? Non seulement nous ne le pensons



pas mais nous sommes certains que tous les maîtres du Droit International sont de notre avis. Nous répétons et affirmons que tant que le pays intéressé n'aura pas donné son consentement, aucun protectorat imposé et unilatéral n'est valable en vertu du principe connu qui dit que « les peuples ont le libre droit de disposer d'eux-mêmes ». Tant que l'Égypte, et nous entendons un véritable gouvernement égyptien représentant le peuple et répondant aux vœux de celui-ci, n'aura pas accepté formellement le joug des Anglais, le pays jouira de sa pleine souveraineté et de sa liberté d'action.

Comment expliquer l'attitude de la Turquie vis-à-vis de l'Égypte dans le traité de Sèvres ? A-t-elle le droit de transférer sa souveraineté sur un territoire au profit d'un autre pays ? La question ne se pose plus actuellement. Devant les faits nouveaux et la débâcle de l'armée grecque en Orient, des conditions nouvelles de paix seront proposées pour remplacer le projet de traité de Sèvres resté sur le papier.

La Grande Bretagne ne compte plus pour légitimer sa situation sur les autres puissances et dans ce but elle tenta à différentes reprises de la consolider. La première tentative fut celle de Lord Milner.

### III. — Régime du Protectorat déguisé résultant du projet Milner.

Aussitôt cablé au Caire le texte de la convention Milner-Zaghoul fit l'objet de nombreux commentaires. Nous nous contenterons de citer deux sérieuses études faites

sur la matière : celle d'un magistrat Abdel Hamid Bey Moustapha et surtout celle du distingué professeur de Droit à l'Ecole du Gouvernement, le Docteur Abdel Hamid Bey Abou Héif.

Dans la première critique, l'auteur constate que le projet contient de nombreux textes assez vagues dans le but de contredire l'indépendance complète ; que la plupart de ces articles commentent la garantie des intérêts étrangers, surtout anglais, et bien peu pour appuyer les droits reconnus à l'Egypte. Il espère que toutes réserves limitant l'indépendance de la vallée du Nil prennent fin au fur et à mesure que la confiance des puissances étrangères remplace leur méfiance pour le gouvernement du pays. Les avantages que l'Egypte aurait retiré de ce projet seraient d'après lui :

- 1° La création d'un Ministère des Affaires Etrangères;
- 2° Le droit à la délégation passive et active à l'étranger ;
- 3° Le droit de conclure toutes les conventions sauf celles portant atteinte aux intérêts de la Grande Bretagne.

Dans la deuxième étude le Docteur Abou Héif cherche la dénomination que l'on pourrait donner au projet Milner. Il se demande si le projet consacre l'indépendance du pays, — son protectorat, sa mise sous la tutelle ou la souveraineté étrangère, — enfin si cette convention constitue une alliance ou une union ? Et à l'auteur de dire dès ses premières lignes qu'il semble impossible au point de vue du droit de faire rentrer cette convention sous un titre déterminé et défini par le droit des gens. Après avoir passé en revue les principes généraux de droit et parlé du droit international, de ses règles, des gouvernements et

de leurs divisions, des droits d'un pays indépendant et les conséquences que l'indépendance entraîne pour ce pays, de l'intervention, des traités et de l'autorité compétente pour les passer, — notre laborieux professeur cherche à appliquer ces éléments au mémorandum en question. Il reconnaît sans difficulté que les textes du projet ne s'accordent pas avec les règles de l'indépendance complète du pays. Quant aux deux aspects de la souveraineté à l'étranger tel le droit de la délégation de celui de passer les conventions — ces deux droits peuvent se rencontrer là où toute indépendance fait défaut et à plus forte raison là où elle est quasi nulle. Comme exemple, il cite celui des gouvernements allemands bien que, soumis à l'autorité de la Prusse, ont cependant le droit à la représentation auprès des Etats Etrangers.

Abordant la question d'alliance, il reconnaît que l'allié doit concéder quelques uns de ces droits au profit de l'autre partie, mais il faut toujours que ces concessions ne soient pas en désaccord avec les droits fondamentaux des Etats et ne contredisent en rien son indépendance ; sinon on ne peut plus parler d'un traité d'alliance.

Pour expliquer que l'indépendance ne peut exister avec le protectorat, il déclare que si ce point de vue est vrai pour une indépendance complète — néanmoins la chose peut se rencontrer pour une indépendance plus ou moins réelle ou comme il l'appelle plus exactement : « *l'indépendance sous le régime du protectorat* ». Allant plus loin il déclare que même dans le cas où il serait expressément stipulé que le protectorat est aboli — l'indépendance de l'Egypte ne serait pas plus garantie avec toutes les restrictions du projet Milner. En effet l'Angleterre s'assure le protectorat sur le pays par la voie et le

caractère exceptionnel de son représentant. Son intervention dans les affaires intérieures lui demeure ouverte par l'intermédiaire de ses conseillers de la finance et de la justice ; son protectorat est confirmé par son occupation militaire du pays. Aussi toute l'opinion publique égyptienne était fixée sur la portée même du projet et tous les auteurs et écrivains ne pouvaient s'empêcher de reconnaître la part prépondérante qu'en retire l'Angleterre. Les journaux anglais cherchaient à faire accepter le projet comme accordant à l'Egypte des faveurs et des concessions que cette dernière ne pouvait jamais rêver. Une grande propagande était faite dans ce sens. Les publicistes non avisés ou ceux travaillant pour le compte de la Grande Bretagne y voyaient seuls un traité d'alliance consacrant l'indépendance pour les Egyptiens.

Voici comment le projet est apprécié par M. Sabry dans son ouvrage : *La Révolution Egyptienne* :

« Ce projet d'accord qui organise le Protectorat et crée un triumvirat anglais en Egypte et qui est à la fois un traité d'alliance, un traité d'indépendance et une charte constitutionnelle, rappelle singulièrement « le monstre à trois têtes ».....»

Seul, Lord Milner était capable d'enfanter un pareil travail répondant aux vœux de la Grande Bretagne et rendant perplexes les fins diplomates. Si le projet reconnaissait textuellement dans son article premier que pour « établir l'indépendance de l'Egypte sur des bases solides » il fallait définir les relations entre ce pays et la Grande Bretagne, néanmoins cette indépendance apparente était étouffée par les prescriptions suivantes. Seule une analyse détaillée et raisonnée pouvait montrer au

pays la duperie et la diplomatie du bon apôtre anglais. Pour mieux apprécier ce projet, nous nous efforcerons de chercher quels avantages Lord Milner accorde à l'Egypte et dans quelle limite il est porté atteinte à sa souveraineté tant intérieure qu'extérieure. Enfin nous nous demanderons si les conditions requises pour l'établissement d'un protectorat se trouvent réunies dans ce projet.

Avant d'aborder la question il n'est pas inutile de rappeler la situation juridique de l'Egypte à partir de la déclaration de 1914. Le pays perdant tout lien avec la Sublime Porte se trouvait complètement souverain. Mais l'Angleterre n'avait fait aucune allusion pour reconnaître cette souveraineté et confirmer cette liberté. Or, pour qu'un pays soit assujéti au protectorat, il faut qu'il jouisse d'une parfaite autorité et qu'il forme un Etat. Il était donc prudent pour pouvoir contracter valablement avec l'Egypte que l'Angleterre lui reconnût en premier lieu ce droit. Autrement, il serait notoirement impossible de passer une convention avec un pays sans aucune personnalité internationale reconnue. C'est donc en se conformant aux bons principes du droit que Lord Milner a dû reconnaître l'indépendance de l'Egypte. Nous ne chercherons pas la signification exacte qu'il donnait à ce terme, mais tout nous fait supposer qu'il n'attachait pas à ce mot toute son importance et toute sa portée. A son point de vue, l'indépendance de l'Egypte ne pouvait être que relative et seulement quant à ses anciennes relations avec la Sublime Porte. Pour l'Angleterre, cette même indépendance voulait dire que le pays jouit d'un gouvernement autonome capable de lui faire les concessions qu'elle réclamait. Renforcer plus positivement le sens de ces termes serait aller au delà de la pensée de la Grande Bretagne.



Les avantages que l'Egypte pouvait retirer de ce projet étaient les uns d'ordre inférieur, les autres d'ordre extérieur.

#### **Avantages d'ordre extérieur.**

1° En premier lieu l'article IV paragraphe (1) donne à l'Egypte le droit de représentation auprès des pays étrangers. Un tel droit absolu serait conforme à une complète indépendance, mais l'Angleterre l'a entouré de restrictions lui donnant un aspect plutôt honorifique que réel. Nous avons précédemment constaté que le droit de représentation pouvait se conformer avec le protectorat si la convention intervenue entre les parties ne s'y opposait pas. Le texte prévoit le cas où l'Egypte n'aurait pas de représentant dûment accrédité auprès d'un gouvernement étranger. Dans ce cas, le droit de protection des sujets égyptiens sera confié à l'agent britannique, de sorte que la Grande-Bretagne ne perd nullement son droit de contrôle sur le pays et ses ressortissants.

2° L'article XI confère à l'Egypte le droit d'être soutenue par l'Angleterre pour entrer dans la Société des Nations, Mais nous savons que pour être membre de la dite Société, il n'est pas indispensable de jouir de toute son indépendance. En effet, l'art. 1 du Covenant admet au sein de la Société des Nations des membres qui ne sont pas des Etats tels les Dominions anglais. Le paragraphe (2) du même article accorde à tout état, Dominion ou colonie qui se gouverne librement le droit de devenir membre, pourvu qu'il remplisse les conditions nécessaires pour son admission. L'Egypte pourrait donc dans ces conditions faire partie de la Société des Nations et par sa voix aider et sou-

tenir la politique et l'influence de la Grande Bretagne au sein de la Société. L'Angleterre aura de la sorte 7 voix au lieu de six qu'elle compte actuellement alors que les Etats-Unis n'en ont qu'une.

#### **Avantages d'ordre intérieur.**

Par son projet, Lord Milner accorde au Gouvernement égyptien une plus grande part dans l'administration du pays. Mais ce droit de « self-government » n'exclue pas, bien entendu, le contrôle que doit exercer la Grande-Bretagne.

1° L'Egypte devient, en vertu de l'art. III, une monarchie constitutionnelle avec des institutions représentatives. Que faut-il voir dans cette reconnaissance de l'Angleterre ? Est-ce une innovation ? Nous ne le pensons pas, d'autant plus que si elle en est une son effet ne dépassera pas de beaucoup les essais précédents de la Grande Bretagne. En ce qui concerne la monarchie ou le gouvernement d'un seul, on peut dire que l'Egypte a toujours vécu sous ce régime. Que le chet d'Etat ait le titre de Pacha, Vice-Roi, Khédive ou Sultan, il constitue à lui seul l'autorité du pays.

Quant aux institutions représentatives, nous avons vu que les luttes avaient déjà commencé sous le règne de Tewfik avec les revendications d'Arabi pacha. L'institution de Lord Dufferin ne répondait pas aux vœux du pays. Quant à la loi électorale et la loi organique de 1913, nous avons vu le rôle qu'elles accordaient aux Egyptiens. L'Assemblée législative, le corps représentatif dans le pays créé en 1914 n'avait qu'une voix consultative et le gouvernement (c'est-à-dire) l'Angleterre pouvait passer outre.

Les nouvelles institutions et la nouvelle constitution seront-elles tellement différentes des premières ?

Nous ne le pensons pas étant donné que l'Angleterre exerce sur le gouvernement du pays une influence et une pression qu'il n'est pas facile de cacher. Usant de ce pouvoir, elle commandera la confection de la constitution et saura s'assurer la part prépondérante. Les événements qui sont en train de se dérouler actuellement en Egypte appuient suffisamment le point de vue que nous soutenons.

Pour qu'il y ait une véritable constitution digne de satisfaire le programme politique qu'envie la nation, il faudrait que le comité chargé d'élaborer la charte soit nommé par les représentants directs du peuple. Dans ce but une assemblée nationale devrait se tenir pour nommer les délégués sans aucune influence d'un gouvernement que le pays ne reconnaît pas. Toutes ces considérations atténuent les véritables avantages que l'Egypte aurait pu retirer de telles institutions. Il ne faut pas oublier non plus que la première mesure avant la mise en pratique de ce régime serait la suppression de la loi martiale et le retour aux libertés individuelles, sans quoi l'indépendance qu'on accorde au pays ne peut être que pure illusion.

2° Les capitulations qui accordent des faveurs et des immunités spéciales aux étrangers n'étant plus en harmonie avec la condition du pays doivent être modifiées afin d'être moins préjudiciables aux intérêts de l'Egypte. L'article I *in fine* contient une part de vérité. Il est juste que l'application du régime des capitulations comme nous le verrons plus loin, constitue une atteinte à la souveraineté intérieure du pays. Avec la suppression de ce mode et l'application d'une loi commune ayant effet sur tous les sujets habitant le territoire, l'Egypte retrouve sa souveraineté

territoriale. Mais ce raisonnement ne reste valable que dans le cas où la vallée du Nil n'est livrée qu'à elle-même. Mais l'Angleterre est là ! Et cette mesure est prise plutôt dans l'intérêt de la grande puissance que dans celui de la plus faible. Tout en consacrant l'intérêt de l'Égypte, la Grande Bretagne s'assure les avantages résultant de la nouvelle réforme. Voulant donner le caractère du protectorat à la convention, Lord Milner ne pouvait négliger un des points les plus importants. En effet, le pays protecteur ne peut tolérer qu'une juridiction autre que la sienne lui fasse concurrence sur le territoire protégé.

Bien que le régime des capitulations porte atteinte à l'Égypte, celle-ci préfère l'appliquer jusqu'à ce que les étrangers eux-mêmes, constatant que la marche de sa justice et de sa civilisation sont en harmonie, demandent leur suppression. L'application de ce régime ne contredit en rien l'indépendance du pays.

3° Le paragraphe 7 de l'Art. IV accorde au Gouvernement égyptien le droit de remercier certains fonctionnaires anglais qui se trouvent à son service, moyennant une indemnité à fixer d'accord entre les deux gouvernements. L'Angleterre n'entend plus comme autrefois gouverner l'Égypte par un nombre illimité d'anglais se trouvant partout dans les administrations. L'exemple a suffi et lui a prouvé que les principales causes de mécontentement de la bourgeoisie égyptienne étaient de se voir fermer pour jamais certains postes avantageux rigoureusement réservés aux fonctionnaires britanniques et dont ceux-ci abusaient. Lord Milner mettait là une clause qui semblait contenter l'amour-propre de l'Égypte tout en déchargeant la Grande Bretagne d'un grand souci. En effet, et notamment depuis la guerre, de très nombreux sujets britanniques entraînent

dans toutes les branches de l'administration égyptienne. On en a vu qui exerçaient tous les métiers qu'on leur offrait (voire même celui de jardinier) sans justifier d'aucune capacité spéciale. Il était d'ores et déjà assuré à ces anciens militaires de quitter le gouvernement égyptien après avoir touché une excellente indemnité. L'Angleterre se contenterait d'agents supérieurs et en nombre limité qui tiendraient encore mieux les rouages de la machine égyptienne.

Nous pouvons facilement constater que tous les avantages que Lord Milner semblait prodiguer généreusement au pays n'empêcheront pas le contrôle et la prééminence de la Grande Bretagne. D'un autre côté le gouvernement égyptien subissait bien visiblement des atteintes réelles tant au point de vue de sa situation extérieure que dans son administration intérieure.

#### **Atteintes à la souveraineté extérieure de l'Égypte résultant du projet Milner.**

1° Le projet n'accorde pas au gouvernement égyptien un droit absolu de représentation auprès des gouvernements étrangers. Le paragraphe I de l'Art. IV prévoit le cas où l'Égypte n'aura pas de représentant auprès de certains pays. La Grande Bretagne y assurant sa protection aux sujets égyptiens garde ainsi un contrôle efficace sur les agissements de ce gouvernement à l'étranger dont elle prendra parfois en main les propres intérêts. Loin de reconnaître à l'Égypte le droit de légation, ce texte constitue une atteinte à sa souveraineté extérieure.

2° Mais la restriction devient encore plus forte et carac-



lérise nettement les éléments du protectorat à la deuxième partie du paragraphe (1) de l'article précédent. En effet l'Egypte s'interdit le droit d'avoir avec les pays étrangers une attitude incompatible envers l'Angleterre ou pouvant lui créer des difficultés. L'intérêt de la Grande Bretagne doit passer avant tout dans les opérations que le gouvernement égyptien aura à entretenir avec les gouvernements étrangers. L'Egypte devra sacrifier ses intérêts si ceux de la Grande Bretagne se trouvent en désaccord avec les siens.

On pourrait peut-être dire que ce texte ne s'applique qu'aux traités politiques que l'Egypte pourra passer à l'avenir, mais la formule est tellement générale que même les conventions commerciales, sanitaires ou autres doivent être interdites. Même sous la domination turque, le Khédive conservait sa pleine liberté pour passer avec les Etats étrangers toutes les conventions autres que politiques. Sur ce chapitre on peut dire que le firman d'Ismâïl pacha faisait de l'Egypte un pays largement indépendant de la suzeraineté turque. Et alors que le projet Milner prétend reconnaître l'indépendance du pays et « l'établir sur des bases solides et durables », l'Egypte se voit privée des plus élémentaires de ses droits.

3° Comme corollaire de cette obligation, l'article VII reconnaît à l'Angleterre le droit de passer des accords avec les différentes puissances en vue de modifier le régime des capitulations. L'Egypte se voit obligée de rester à l'écart et de subir toutes les volontés de la Grande Bretagne. Celle-ci, se considérant comme l'Etat protecteur, s'attribue le droit de répondre de toutes les négociations avec les puissance et d'être leur garante pour l'application de la loi. L'Egypte est sous sa tutelle, c'est elle même qui en

prend toute la responsabilité en contractant directement avec les quatorze puissances intéressées aux capitulations.

### **Atteintes à la souveraineté intérieure de l'Égypte.**

La Grande Bretagne prend dans le pays une attitude exceptionnelle. Elle se réserve le droit d'avoir à elle seule des intérêts qu'elle appelle « *spéciaux* ». Elle cumulera tous les pouvoirs et privilèges qui existaient au profit des autres nationaux. Où peut-on puiser la source qui donne à ces intérêts le caractère spécial que revendique la Grande Bretagne si ce n'est dans le régime du protectorat qui met le sort de l'Etat protecteur au-dessus de tous les autres Etats étrangers. L'avantage de l'Angleterre se fait le plus sentir par son intervention dans le gouvernement intérieur du pays. Et voici les formes qu'elle a choisies pour faire valoir ses prétentions :

1° Pour supprimer le contrôle international et avoir à elle seule la surveillance des finances égyptiennes, le paragraphe (3) de l'art. IV lui accorde la nomination d'un conseiller financier qui exercera les pouvoirs des commissaires de la Dette et qui pourra être consulté par le Gouvernement égyptien. De cette façon l'Angleterre tient solidement entre ses mains la caisse du pays. En ayant le contrôle des finances, elle a, par le fait même, plein pouvoir en Egypte. Nous avons déjà connu le sens que donne la Grande Bretagne au mot « Conseil ». Un pays qui n'est pas maître de diriger librement ses finances n'est pas un pays pouvant prétendre à son indépendance même intérieure. D'ailleurs c'est le rêve que caressait l'Angleterre

depuis la création de la Caisse de la Dette égyptienne, et du Condominium anglo-français.

2° Non contente d'avoir le contrôle efficace sur les Finances du pays, l'Angleterre en convoite la Justice. Un fonctionnaire est créé par le paragraphe (4) du même article, et qui aura droit d'accès auprès du Ministre de la Justice. Il aura pour mission de vérifier et contrôler toutes les questions concernant l'application de la loi aux étrangers et pourra être consulté par le Gouvernement égyptien, comme son collègue des Finances, sur toutes questions relatives au maintien efficace de la loi et de l'ordre.

L'Égypte déclarée indépendante ne pourra pas de sa propre initiative prendre toutes les dispositions législatives qu'elle pourra juger utiles. Il faut préalablement l'avis du conseiller judiciaire. Si ce dernier oppose son veto, le Gouvernement est obligé de mettre le projet de loi sous les cartons ou le modifier en observant les recommandations formulées.

Même si une loi est votée et que le commissaire anglais apprécie à tort ou à raison qu'il est inutile qu'elle soit appliquée aux étrangers, son effet restera nul. C'est comme si cette loi n'avait jamais été promulguée. Donc l'intérêt même du gouvernement égyptien lui dicte, afin de mieux garantir l'efficacité de ses mesures, d'avoir recours aux « Conseils » du fonctionnaire britannique et s'y conformer bien strictement.

Non seulement ce modeste fonctionnaire peut lever son veto à l'application d'une loi aux étrangers (Art. V.), mais il peut être consulté sur toute question relative au maintien efficace de la loi et de l'ordre. On voit le pou-

voir que ces deux mots « loi » et « ordre » confèrent au représentant de la Grande Bretagne. Ce dernier se trouve investi du droit de donner son appréciation sur tout sujet concernant l'administration tant judiciaire, administrative que de police. En un mot, il tient tout le gouvernement égyptien en son pouvoir. Aucune mesure légale ou de sûreté publique ne peut être prise sans le préalable avis de ce contrôleur qui peut toujours opposer sa voix en déclarant que la dite mesure porte atteinte aux intérêts étrangers qu'il représente.

Et les véritables maîtres du pays seraient ces deux fonctionnaires des finances et de la justice.

3° L'élément premier qui confirme et assure sans discussion possible l'établissement du protectorat est la place réservée au représentant spécial de la Grande Bretagne qui prend le nom de Haut-Commissaire. L'Art. VI lui confère un droit de préséance sur tous les autres représentants étant donné la situation exceptionnelle de l'Angleterre en Egypte.

Lord Milner ne pouvait pas passer sous silence cette condition nécessaire et indispensable. La responsabilité de l'Etat protecteur étant suffisamment large, il lui faut des droits aussi larges pour y répondre. Le Résident ou Haut-Commissaire (selon le titre qu'on lui donne) représente le pays protecteur avec tous les pouvoirs nécessaires pour obliger le protégé à remplir ses obligations internationales. Aussi il n'est pas étonnant de constater que le projet Milner-Zaghloul accorde ces pouvoirs au délégué anglais représenté actuellement en Egypte par le général Allenby.

Voici le rôle de ce représentant exceptionnel tel qu'il est défini par M. Pillet (1).

a) « Droit de surveiller l'administration de l'Etat protégé, d'être informé de tous les actes auxquels elle donne lieu, d'être consulté sur toutes les innovations projetées.

b) « Il a le droit d'opposer son « veto » à tous les actes du souverain local, s'il juge ces actes incompatibles avec les obligations internationales qui lui incombent.

c) « Enfin, en cas d'inaction du protégé, il a le droit d'agir lui-même et prendre les mesures qui lui paraissent commandées par la considération des devoirs internationaux de son pupille ».

L'existence de ce fonctionnaire constitue l'atteinte la plus grave à la souveraineté intérieure du pays où il se trouve. C'est une marque certaine du véritable rôle que doit jouer le pays qu'il représente.

Après avoir constaté les maigres avantages que l'Egypte pouvait retirer du projet et les atteintes successives portées à sa souveraineté tant intérieure qu'extérieure, il faudrait se demander si ce projet contient toutes les conditions nécessaires pour l'établissement d'un véritable protectorat et annulant par ce fait l'affirmation tant de fois répétée de l'indépendance de l'Egypte.

#### **Éléments contenus dans le projet Milner établissant le Protectorat anglais.**

1° Le principal objet d'un accord de protectorat porte sur l'engagement que prend l'Etat protecteur pour défen-

---

(1) V. A. PILLET : *Des Droits de la Puissance Protectrice sur l'administration intérieure de l'Etat protégé.*



dre l'Etat protégé contre tout danger extérieur. Il y a peu de chance de confondre cette clause avec la même résultant d'une alliance. Cette dernière ne peut être passée qu'entre deux puissances d'une force similaire ou égale. Mais un accord intervenu entre deux Etats, l'un fort et l'autre faible, ne peut constituer qu'un accord d'une force inégale et tendant à octroyer tous les avantages du côté de la grande puissance au détriment de l'autre. En d'autres termes, pour qu'il y ait traité d'alliance valable il faut que les droits et devoirs des deux contractants soient sensiblement les mêmes. Une différence inégale qui les séparerait changerait nécessairement le caractère de la convention.

Par le paragraphe (2) de l'Art. III, la Grande Bretagne assure la défense de l'intégrité territoriale du sol égyptien et exige en outre de l'Egypte, en tout temps, son aide par tous les moyens en son pouvoir. L'Angleterre pourra user du sol égyptien pour toute guerre où elle sera en cause. Elle pourra se servir de ses ports, aérodromes et moyens de communication pour ses besoins militaires sans se voir opposer la moindre résistance.

2° Pour rendre cette protection efficace et afin d'assurer le respect dû à son autorité, l'Angleterre réclame par le paragraphe 2 de l'Art. IV, le droit d'entretenir une force militaire sur le sol égyptien. Elle invoque comme but apparent de cette demande la protection de ses communications impériales. Mais le véritable motif est d'arriver à occuper un point de territoire et pouvoir en tout temps faire acte de présence afin d'imposer ses volontés par la force des armes. Et tant qu'il y aura un soldat britannique sur le territoire de la Vallée du Nil, on ne peut nullement parler d'une indépendance. Un état indépendant

veille lui-même à la défense de tout son territoire et au bon fonctionnement de tous ses services y compris toutes les voies de communication. Le Canal de Suez n'est pas une excuse suffisante pour laisser subsister une armée anglaise. Si les puissances craignent que l'Egypte ne leur donne pas complète satisfaction, qu'une commission internationale garantisse ces droits, mais qu'on ne vienne pas dire que seule l'Angleterre assurera la protection de toutes les autres puissances.

La dernière partie du dit paragraphe aura beau affirmer que la présence de cette force ne constitue pas une occupation militaire du pays, les faits sont là et l'Angleterre profiterait de la première occasion pour prouver que sa force n'est pas inactive.

3° Tous les droits précédemment vus accordent à l'Angleterre son intervention dans les relations de l'Egypte avec les pays étrangers et dans les affaires intérieures. Nous n'aurons pas besoin de revenir sur ces points. Tel qu'il se présentait, ce mémorandum ne faisait que consacrer le point de vue britannique. Mais était-ce une raison suffisante pour être complètement repoussé par la Nation égyptienne ? Ne pouvait-on pas l'accepter avec quelques amendements et à mesure que le peuple avancerait dans la voie de l'amélioration il ferait l'impossible pour se décharger de tout contrôle pesant sur lui et arriver à rendre nulle l'action des conseillers anglais sur le Gouvernement ? Le moment était assez critique et le bon sens dictait à l'Egypte d'accepter le projet après lui avoir toutefois ajouté certaines réserves utiles. Nous en avons vu les principales dans la deuxième partie de ce travail. Il est entendu que ces restrictions ne donnaient pas au pays immédiatement toute son indépendance mais rien que le

fait qu'elles furent repoussées par Lord Milner prouvait combien elles étaient dangereuses pour la Grande Bretagne. La diplomatie anglaise gardait un silence voulu sur la question du Soudan. Mais ce point ne pouvait passer inaperçu et une solution immédiate était réclamée.

Le rapport déposé plus tard par la Mission Britannique recommandait la solution donnée par Lord Milner demandant la réparation des erreurs commises par l'Angleterre en Egypte et déclarait que ce serait un grand malheur pour la première de laisser échapper l'occasion de conclure un accord sur les bases indiquées. D'après les termes mêmes du rapport, on constate que la diplomatie anglaise ne reconnaissait pas l'indépendance complète de l'Egypte, en voici un passage saillant :

« Constamment nous avons renouvelé à l'Egypte la promesse qu'elle aurait un *Self Government*. Nous estimons aujourd'hui que cette promesse ne saurait plus être ajournée ».

Avant d'aborder la critique du régime actuel existant en Egypte après la déclaration du 28 février 1922, il ne serait peut-être pas inutile d'étudier rapidement le projet Curzon et le comparer à celui de Lord Milner.

#### **Supériorité du projet Curzon sur le mémorandum Milner-Zaghloul**

1° L'article premier de ce nouveau projet met fin au protectorat britannique proclamé le 18 décembre 1914 et reconnaît l'Egypte comme Etat Souverain avec une monarchie constitutionnelle. Un pas est donc fait en avant

et une des réserves présentées par le Wafd avait trouvé satisfaction auprès du nouveau ministre britannique.

2° Un Ministère égyptien des Affaires Etrangères est reconstitué par l'acte II, pour conduire les affaires étrangères de l'Egypte. Bien que dans l'esprit de Lord Milner, cette réforme devait avoir lieu, néanmoins elle n'était pas expressément formulée. L'article suivant appuie la représentation du pays à l'extérieur et confie ce soin à des délégués égyptiens ayant le rang et le titre de Ministres. Mais afin d'assurer le contrôle direct de l'Angleterre sur les opérations de ces représentants et sur toutes les affaires intéressant la politique extérieure de l'Egypte, l'art. V relie étroitement les relations du Ministre égyptien des Affaires Etrangères et du Haut-Commissaire britannique en Egypte,

3° La question du Soudan n'est pas omise. L'Art. XVII, dernier paragraphe, assure à l'Egypte sa part équitable dans les eaux du Nil. Les nouveaux travaux d'irrigation sur le fleuve ne pourront être entrepris sans l'assentiment d'un comité composé de trois membres représentant l'Egypte, le Soudan et l'Ouganda.

La disposition se trouve bien vague. Que veut-on dire par part équitable, et qui assurera si cette part est équitable ou non ? Les termes étant assez élastiques, l'Angleterre peut à son gré interpréter le texte et le commenter tout en sa faveur. Quant à la Commission des trois conservateurs, il n'est pas douteux qu'elle sera de l'avis de la Grande Bretagne ; l'Egypte n'ayant qu'un seul représentant sur trois.

Le problème du Soudan serait donc résolu pour le mieux des intérêts anglais et au détriment de l'Egypte.

**Infériorité du projet Curzon.**

1° Le traité, dit l'Art. I, qui lie l'Egypte sera perpétuel et il existera entre les deux pays un lien de paix d'amitié et d'alliance.

Les termes sont très significatifs. On comprend sans difficulté ce que veut dire le ministre anglais par « traité perpétuel et lien d'amitié et de paix ». On ne peut mieux s'exprimer pour définir le traité qui établit le protectorat. Si le projet de Lord Milner arrivait au même but, du moins il y arrivait plus judicieusement et d'une manière moins sensible.

2° L'article III définit le rôle du Haut-Commissaire britannique en Egypte et lui donne franchement les droits que doit exercer le représentant du pays protecteur pour répondre de ses responsabilités exceptionnelles et de sa situation spéciale. L'Art. V consacre ces mêmes principes.

3° Il interdit au gouvernement égyptien d'intervenir dans un accord politique sans l'autorisation de la Grande Bretagne. Le pays protecteur exerce ainsi souverainement les droits et prérogatives du pays protégé avec les pays étrangers. C'est le respect classique des clauses habituelles du véritable protectorat.

4° Il est formellement stipulé à l'Art. X, que les forces britanniques auront libre passage à travers le pays et seront maintenues dans tel endroit de l'Egypte et pour telle période qu'il plaira à la Grande Bretagne. Le but de celle-ci est franchement exprimé. Il n'est plus spécifié comme dans le premier projet que « cette force ne constituera en aucun cas une occupation militaire du pays » et que ces troupes ne pourront cantonner que sur un front déterminé.



5° Le rôle du conseiller financier est plus largement étendu. Aucun emprunt, dit l'Art. XIV, ne peut être fait par le gouvernement égyptien sans son assentiment.

6° Pour le Soudan, l'Egypte est tenue de prêter à l'Angleterre son concours tant militaire que financier sans toutefois récolter le moindre avantage. L'avenir du territoire soudanais défendu et alimenté par le budget égyptien sera à la discrétion de l'Angleterre.

7° Une nouvelle question permettra à la Grande Bretagne d'intervenir dans la politique intérieur de l'Egypte. Sous prétexte que le droit des minorités n'est pas assez protégé, le Commissaire anglais prendra en mains l'intérêt de ces classes et entravera de son intervention intempestive la marche de l'administration égyptienne.

Un tel projet ne laisse planer aucun doute. Ce n'est plus l'œuvre d'un rusé diplomate qui sait présenter les choses. Sa franchise est d'un ton blessant et la personne la moins avisée n'aura jamais consenti à approuver un pareil esclavage. Toutefois, on sait à quoi s'en tenir en face de telles propositions et il est peut-être plus loyal de dire sa pensée que d'employer force, supercheries et tromperies.

Indirectement ou loyalement, l'Angleterre tient à faire respecter ses prétentions. Y arrivera-t-elle et par quelle voie ?

---

## CHAPITRE III

---

### L'indépendance partielle.

---

Nous passerons en revue dans ce dernier chapitre la condition politique de l'Égypte et nous chercherons si les caractéristiques du gouvernement égyptien répondent à l'autonomie tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il ne serait pas inutile d'examiner le problème tant avant la déclaration uni-latérale de protectorat en 1914, qu'après cette date et enfin nous parlerons du régime actuel du pays.

#### I. — Organisation politique de l'Égypte.

Par la convention de Londres du 15 Juillet 1840, Mohamed Ali pacha avait l'administration du pachalik d'Égypte. Le pays faisait partie de l'empire ottoman ; toutefois, moyennant le paiement du tribut au Sultan, Mohamed Ali et ses descendants étaient arrivés à obtenir une large part d'autonomie. L'autorité de la Sublime Porte tendait à devenir de plus en plus théorique et lorsque Ismaïl pacha obtint du Sultan, par suite des différents firmans du 27 Mai 1866, du 15 Juin 1866, et du 8 Juin 1873, toutes les concessions qu'il convoitait, le Khédive était le véritable maître de toute la vallée du Nil et de ses

dépendances. En effet, l'Egypte avait, en vertu de ce dernier firman, le droit de conclure avec les agents étrangers des accords « pour les douanes et le commerce, et pour toutes les relations qui concernent les étrangers, et toutes les affaires intérieures et autres du pays ». Le Khédivé obtenait de même la plus grande latitude pour contracter des emprunts sans aucune autorisation préalable de la Sublime Porte. A l'intérieur, le Khédivé était maître d'édicter tous les réglemens ou instructions qu'il jugeait nécessaires.

Bien qu'omnipotent, Ismaïl pacha essaya à deux reprises d'établir en Egypte le régime représentatif. En 1866, le Khédivé créa une Chambre des Notables composée de 75 membres, avec un rôle purement consultatif. Le droit du Khédivé était discrétionnaire en ce qui concernait la convocation, l'ajournement ou la dissolution de cette Chambre.

En 1879, il institua un Conseil d'Etat chargé de préparer les réglemens d'administration publique et les projets de lois, de donner des avis et de statuer sur les contentieux administratifs. Cette institution copiée sur la France fût de courte durée.

Outre ces deux institutions, Ismaïl pacha établit en 1878 un ministère parfaitement organisé, collaborant avec le Khédivé et partageant sa responsabilité. Nous avons vu l'œuvre du laborieux ministre Nubar Pacha en ce qui concerne ses démarches pour la création des Tribunaux Mixtes.

La crise financière engendrée par l'imprévoyance et les prodigalités d'Ismaïl pacha provoqua l'intervention étrangère dans les finances et les affaires intérieures de l'Egypte. Par la création de la Caisse de la Dette et du Con-

dominium franco-anglais, le Khédive perdit toute autorité et dût renoncer au gouvernement du pays.

Avec Tewfik pacha, l'Egypte se trouva sous la direction de l'Angleterre et des fonctionnaires anglais. Le pays était mis en tutelle et les attributions de la Caisse de la Dette furent élargies par suite des emprunts successifs du Gouvernement égyptien.

Partisan du pouvoir modéré, Tewfik pacha entendait gouverner avec la collaboration de ses ministres. En 1881, il faisait revivre l'ancienne chambre des Délégués d'Ismail pacha. Mais avec la révolte d'Arabi et l'occupation anglaise, cette nouvelle institution avait vite fait de disparaître pour faire place à la loi organique de 1883. Celle-ci instituait des Conseils provinciaux, un Conseil législatif et une Assemblée Générale.

Les attributions des Conseils provinciaux étaient élargies ; ils avaient à émettre leurs avis soit préalables ou conformes obligatoires sur certaines questions d'un caractère assez étroit. Ils avaient pouvoir de voter des contributions temporaires pour les dépenses d'utilité publique dans la localité et pouvaient être consultés sur toute question où il était jugé utile d'avoir leurs avis.

Le Conseil législatif était composé de trente membres dont quatorze nommés par le Khédive, et seize délégués pour une période de six ans. Il ne formait qu'un simple corps consultatif et son avis ne liait pas le gouvernement. Il pouvait émettre des avis et des vœux sur le budget et sur le compte général de l'administration des finances.

L'Assemblée générale se composait des ministres — des président et vice-présidents et membres du Conseil législatif, — et de quarante-six notables délégués ayant mandat de six années. Bien qu'elle avait le droit de dis-

cuter et voter l'impôt direct, qu'elle devait être consultée pour tout emprunt, qu'elle pouvait émettre son avis sur les questions et projets à elle soumis par le gouvernement, son opinion n'avait pas force obligatoire et le gouvernement pouvait passer outre.

La même loi organique de 1883 établissait un Conseil d'Etat qui fut suspendu par décret du 13 février 1884.

Une loi parue en 1913 vint porter certains amendements à la loi organique « dans le but, dit le texte, d'améliorer notre système législatif ». L'Assemblée législative créée pour remplacer le Conseil législatif et l'Assemblée générale et composée des ministres, membres de droit, de soixante six membres élus, était le premier pas pour la participation du peuple aux affaires intérieures du pays. La nouvelle assemblée devait donner son avis sur toute loi à promulguer et qui dit « avis » dit par le fait même « discussion ». Cette fois le gouvernement n'agissait plus discrétionnairement comme par le passé. Si l'avis de l'Assemblée législative n'était pas partagée par ce dernier, certaines formalités efficaces devaient être remplies. Le projet devait être retourné une seconde fois accompagné d'un exposé et soumis à la discussion de la Chambre. En cas de désaccord, une conférence formée par le Conseil des Ministres et l'Assemblée réunie en comité devait tâcher d'arriver à un accord. Dans le cas contraire le projet était ajourné et après quinze jours soumis de nouveau à l'Assemblée. En cas de désaccord le gouvernement pouvait dissoudre l'Assemblée ou promulguer la loi tout en notifiant les motifs qu'elles jugeaient utiles pour passer outre l'avis de la Chambre.

Si l'effet de l'Assemblée législative n'était pas réel du moins le gouvernement avait les mains liées et ne pouvait



promulguer une loi qu'après avoir donné les motifs sérieux contredisant l'avis de l'Assemblée et pouvant contenter l'opinion publique mise au courant de la discussion.

L'Assemblée avait un pouvoir indiscutable pour l'établissement de tout nouvel impôt direct (Art. 17).

Elle devait se réunir le 1<sup>er</sup> Novembre de chaque année et sa session se prolonger jusqu'à la fin de mai de l'année suivante. Le Khédive pouvait la convoquer toutes les fois que les circonstances l'exigeaient.

Malheureusement la nouvelle Assemblée n'a tenu qu'une seule séance et un décret du 18 Octobre 1914 vint ajourner sa nouvelle session. Un autre décret du 27 Octobre 1915 ajourna à une période indéterminée sa réunion et suspendit les dispositions de la Loi organique sur le renouvellement partiel des membres tant de l'Assemblée législative que des conseils provinciaux : la nouvelle Assemblée législative avait déjà vécu.

De ce qui précède, il découle que l'Egypte constituait une monarchie absolue et le Khédive cumulait les trois pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire.

Pour exercer son autorité législative, le Khédive sanctionnait la loi dont l'initiative a été prise par les ministres et après la discussion du projet au Conseil législatif. En ce qui concerne le pouvoir législatif à l'égard des étrangers, un décret du 11 novembre 1914 est venu résoudre la question. L'initiative des additions et modifications à la législation mixte appartient depuis au gouvernement égyptien ; mais l'Assemblée générale de la Cour d'Appel Mixte peut saisir le ministre de la Justice de tout nouveau projet de loi ; la Cour, à la majorité des deux tiers, peut admettre, amender ou rejeter tout projet proposé par le

ministre. Le Khédive reste toutefois maître de sanctionner ou de ne pas sanctionner la loi.

Dans tous ces cas, soit que le Gouvernement égyptien passe outre l'avis du Conseil législatif ou après la création de l'Assemblée législative en ne tenant pas compte des considérations de cette dernière, l'Egypte aurait agi en pleine liberté d'action et comme gouvernement autonome et souverain si l'Angleterre ne trouvait moyen d'influencer par ses conseils les décisions du Khédive. En effet les conseillers anglais auprès de chaque ministère remplissaient en fait les fonctions de véritable ministre. Le conseiller financier à lui seul avait une influence énorme. Toute initiative de loi nouvelle devait plaire au conseiller compétent. Les vœux de l'Angleterre faisaient les lois de l'Egypte. Et sous des dehors libres le Gouvernement égyptien ne faisait qu'exécuter les volontés de ses conseillers britanniques.

La déclaration de décembre 1914 ne fit qu'aggraver la situation. Jamais l'Angleterre ne se sentait plus maîtresse du pays déclaré en état de siège et mis sous la loi martiale. Aucun avis de l'Assemblée législative dissoute n'était nécessaire et l'omnipotence passait des mains du souverain oriental aux mains de l'empire libéral anglais. Mais tout détenteur d'un grand pouvoir est appelé à en abuser et la Grande Bretagne devait fatalement subir le même sort. Nous avons vu des erreurs répétées et l'imprudence du Projet Brunyate qui fit soulever le pays.

Les événements nous conduisent au projet de la Constitution en préparation à l'heure où nous écrivons ce travail. Nous en avons déjà passé en revue les grandes lignes et nous nous contenterons de nous demander ici si la nouvelle constitution dotera l'Egypte d'un véritable ré-

gime démocratique d'une force suffisante pour assurer son indépendance.

Les attributions dont jouirait le nouveau parlement seraient sans doute appréciables si aucune influence directe ou indirecte ne se faisait sentir à son sein soit par le gouvernement égyptien ou par l'intermédiaire de la main invisible de la Grande Bretagne. Mais tout dépendra du mode définitif que le comité adoptera pour la nomination des membres du parlement et la représentation du peuple égyptien. Tel que le projet est conçu, la prépondérance revient au gouvernement égyptien qui ne peut refuser de faire siens les conseils que lui suggère l'Angleterre. La voix du peuple ne sera donc par la seule maîtresse des destins de l'Egypte. Et si un premier pas est fait dans la voie de l'indépendance, cette indépendance reste encore soumise à la discrétion d'un peuple puissant, le peuple anglais. L'autonomie accordée à l'Egypte n'est pas toutefois négligeable, mais de là à la véritable indépendance il reste un grand pas à franchir. Espérons qu'avec sa sagesse et sa prudence dont il s'est montré digne le peuple égyptien arrivera à braver tous les obstacles qui se dresseront sur son chemin pour cueillir un jour les fruits d'une victoire complète et d'une indépendance véritable.

## II. — Intervention administrative et judiciaire.

Les Khédives réunissant tous les pouvoirs pouvaient modifier librement la législation et toute la vie administrative du pays organisée de la manière suivante :

L'Egypte est divisée en quatorze moudiriehs et cinq gouvernorats, divisés à leur tour en districts appelés mar-

kaz et ceux-ci en cantons à la tête desquels est l'omdeh et en villages administrés par les cheikhs.

Cette hiérarchie administrative est d'une parfaite centralisation. Le moudir, de même que le préfet en France, est chargé d'exercer la volonté du pouvoir central.

Bien que les Khédives semblaient jouir d'un droit absolu dans l'administration du pays, droit résultant du firman accordé à Mohamed Aly, leur pouvoir était cependant limité par l'intervention anglaise. Dès l'occupation de 1882, la création de la Caisse de la Dette et du Condominium anglo-français, les Anglais envahirent de leurs fonctionnaires les administrations égyptiennes. Peu à peu les postes les plus élevés leur étaient exclusivement réservés et l'Égyptien était condamné à n'avoir que les fonctions subordonnées et subir le joug, souvent impitoyable et insolent, de son supérieur anglais. S'il n'y a plus des ministres étrangers dans le Cabinet égyptien comme sous Ismaïl Pacha, du moins un conseiller anglais est attaché à chaque ministère, dictant ses instructions au ministre. Le rôle le plus important revenait au conseiller financier qui, par son veto, pouvait arrêter tout projet en s'opposant au crédit réclamé. Malgré les luttes répétées de S. A. l'ex-Khédiva Abbas Hilmy, nous avons vu les progrès que remportait l'Angleterre par son représentant Lord Kitchener et la soumission forcée du souverain égyptien. Seul le mouvement national aida le pays à marcher vers le chemin de l'autonomie que nous n'osons pas appeler complète. Certes, la situation engendrée par la guerre et qui faisait que l'Angleterre agissait en seule maîtresse dans le pays sous l'empire de la loi martiale et l'état de siège ne pourra pas continuer longtemps. Déjà nombreux sont les fonctionnaires anglais qui quittent le

service du gouvernement égyptien et les conseillers sont presque tous partis en vacance sans espoir de retour. Mais est-ce à dire qu'une fois la loi martiale abolie, l'Egypte ne subira plus l'intervention anglaise dans son gouvernement intérieur ? Nous ne le pensons pas et toute la politique de S. M. B. appuie notre manière de voir. Un fait significatif vient d'avoir lieu, il n'y a pas longtemps. Nous savons que dans le Cabinet Saroit Pacha, un ministère des Affaires étrangères est établi pour entretenir les relations diplomatiques avec les Etats étrangers, nous avons émis notre avis en disant que l'existence de ce ministère qui n'est pas tempéré dans les protectorats en général, ne contredit en rien cette institution, d'autant plus que ses pouvoirs seraient plutôt honorifiques que réels. Et pour montrer que son rôle devrait se réduire à sa plus simple expression, la Grande Bretagne décida, dans la deuxième quinzaine d'août 1922, de nommer M. Keown Boyd comme secrétaire général auprès de ce ministère. Toute la presse locale commenta la situation engendrée par une telle nomination et Amine El Raféi dans « l'Akhbar » fit ressortir combien l'indépendance de l'Egypte ne pouvait aller de pair avec un contrôleur des affaires étrangères du pays.

Jusqu'à nos jours le pouvoir réside véritablement dans les ministres. Ils sont les intermédiaires entre le chef de l'Etat et le pays ; ils dirigent les services publics, nomment et révoquent les employés. Ils sont, en un mot, les moteurs de la machine gouvernementale. La faiblesse des ministères successifs donna à l'Angleterre l'occasion d'exercer plus librement son action dans le pays et indifféremment dans toutes les branches de l'administration. Contentons-nous de citer l'action des inspecteurs anglais



d'irrigation sur la répartition des eaux sur tout le territoire égyptien et nous aurons une idée de l'arbitraire que peut exercer un simple fonctionnaire sur tout un département en le privant d'eau.

Dans sa nouvelle politique, l'Angleterre ne compte plus user du même nombre de subordonnés. Elle se contentera d'un nombre limité mais influent. Le résultat n'en sera pas moins satisfaisant. Tant qu'elle aura la moindre influence sur le gouvernement intérieur du pays, personne ne peut parler d'indépendance ni même d'autonomie.

### **L'organisation de la Justice et le problème des Capitulations.**

Par suite du système des capitulations on compte en Egypte plusieurs ordres de juridictions :

Pour les affaires du statut personnel les tribunaux compétents sont :

1° Les mehkemehs Chariehs pour tout différend entre deux indigènes musulmans et dans certains cas entre indigènes non musulmans.

2° Les patriarcats, chacun en ce qui le concerne pour toute contestation sur la matière du statut personnel entre parties embrassant la même religion.

3° Les consulats pour les procès de leurs nationaux.

La compétence des tribunaux indigènes s'étend à tous les procès quels qu'ils soient, de nature civile, commerciale ou pénale entre indigènes seulement, sauf de rares exceptions (statut personnel, wakf, actes discrétionnaires).

Les consuls sont compétents pour tout procès civil ou commercial intervenu entre leurs nationaux et ne portant pas sur une question réelle immobilière. Ils appliquent de même leur propre Code pénal à leurs ressortissants.

Les Tribunaux Mixtes, œuvre de Nubar pacha, comme nous l'avons esquissé plus haut, sont compétents pour toute contestation entre indigènes et étrangers ou étrangers de nationalités différentes et pour tout procès ou un intérêt mixte est en jeu. Ils sont compétents pour tout différend même entre deux étrangers de même nationalité portant sur un immeuble, et même entre indigènes pourvu qu'il y ait en cause un intérêt mixte. Au point de vue répressif la compétence des Tribunaux Mixtes est très négligeable.

Depuis la révolte d'Arabi et l'occupation, l'Angleterre, soucieuse de mettre en vigueur son régime de protectorat déguisé, ne pouvait négliger de contrôler et d'intervenir dans l'organisation judiciaire du pays. De bonne heure le conseiller judiciaire aidait et conseillait le ministre de la Justice. Un *Comité de surveillance judiciaire* a été instituée le 16 février 1891 et présidé par le conseiller judiciaire dans le but de contrôler la marche des affaires dans les tribunaux indigènes tant sommaires que de première instance. Un second comité dit : *Comité consultatif de législation*, présidé par le ministre et ayant parmi ses membres le conseiller judiciaire, a pour but d'examiner tous les projets de lois et les décrets. Enfin, « *le Comité de la « Society of Comparative Legislation* » créé en 1903 et présidé par le conseiller judiciaire a pour but d'avertir le Comité de Londres pour tout ce qui concerne le droit commun et le droit international en Egypte.

De plus, des conseillers anglais siègent aux Cours d'Appel indigènes, d'Assises et de Cassation.

Dans les deux projets de Lord Milner et de Lord Curzon, le rôle du représentant anglais dans le pouvoir judiciaire a été soigneusement défini.

Le système judiciaire tel qu'il existe actuellement en

Egypte présente des lacunes et des vices faciles à comprendre. La diversité des tribunaux entraîne la contrariété des jugements et l'incertitude dans les relations des particuliers. Des questions de conflits de lois se soulèvent fréquemment et restent le plus souvent sans solution. D'autres conflits de Droit international privé d'une curiosité particulière se présentent non moins rarement et ont attiré l'attention des internationalistes de sorte que le savant professeur M. Pierre Arminjon a désigné ce droit spécial à l'Egypte en l'appelant : « Droit international privé interne ».

L'organisation des quatre différentes juridictions a pour principales causes : l'application des Capitulations au pays et la séparation des questions religieuses des autres questions ayant trait aux biens.

Les inconvénients du système n'ont pas passé inaperçus. Dans son intérêt l'Angleterre a fait plusieurs tentatives pour arriver à supprimer les Capitulations. Nous savons qu'une fois le protectorat établi sur un pays il n'y a plus de raison pour continuer à appliquer un régime spécial aux étrangers y résidant, ce régime étant suivi uniquement dans le but de protéger les ressortissants des puissances étrangères et les mettre à l'abri d'une justice ne répondant pas à leur état de civilisation. Pour faire ressortir que tout lien de suzeraineté cessait entre la Turquie et l'Egypte, l'Angleterre exigeait au traité de Versailles la renonciation des Allemands aux Capitulations. Elle a depuis fait des démarches auprès des principales puissances pour obtenir satisfaction. Le résultat n'est pas encore définitif et il reste quelques états récalcitrants. Prétendre accorder l'indépendance à l'Egypte et négocier directement avec les puissances capitulaires sont deux faits op-

posés. Un pays libre devrait traiter directement avec les autres intéressés sans l'intervention d'une tierce personne.

Bien que des lois en vigueur dans la vallée du Nil répondent aux vœux des étrangers, l'Égypte ne veut pas abolir sans coup férir les Capitulations. Elle se contente d'apporter certains amendements au régime et donner plus d'extension aux tribunaux mixtes. La réforme devra porter surtout sur la suppression de la compétence des consuls sauf en matière purement ministérielle. Les tribunaux mixtes hériteront de toutes les autres attributions notamment les conflits sur les biens, et la compétence répressive. Et le jour où les pays étrangers seront satisfaits de la marche progressive de la justice en Égypte, ils verront, dans leur propre intérêt, l'utilité de l'extinction pure et simple des effets des Capitulations.

Et comme le Japon qui a préparé sa libération par la manière patiente et habile depuis qu'il a proclamé en 1868 sa réception des principes du droit des gens civilisés, jusqu'en 1900 où il a notifié la mise en vigueur de son nouveau régime et l'extinction des capitulations. — et comme ne cesse de le réclamer la Chine et pour les mêmes motifs exposés par cette République nouvelle à la Conférence de la Paix — l'Égypte arrivera un jour à appliquer une loi unique à tous ceux qui habitent son territoire. Comme l'a démontré la Chine, la suppression des Capitulations sera dans l'intérêt des Européens eux-mêmes et dans celui du commerce.

L'Angleterre se sert des capitulations comme instrument pour affirmer son protectorat sur l'Égypte — comme elle s'en sert pour combattre l'influence française au Maroc.

Elle voudrait en tant que puissance protectrice avoir le droit de protéger tous les étrangers et supprimer les Ca-

pitulations. La France acceptera difficilement ce point de vue d'autant plus qu'elle a des intérêts considérables dans le pays et que ses nationaux se trouvent satisfaits du bon fonctionnement des Tribunaux Mixtes. La protestation des deux députés de la Nation française au Caire, envoyée au Ministre plénipotentiaire de France dans cette capitale prouve combien sont chers les vœux de la Colonie française en Egypte pour le maintien du régime des Capitulations.

L'Italie envisage la même question et sera bien plus difficile à convaincre. De même que les Etats-Unis tiennent beaucoup à voir continuer l'ancien régime et le message du Président, M. Harding à S. M. le Roi, du 27 Avril 1922 exprime les mêmes vœux. Les Etats-Unis n'accepteront pas facilement le soin de confier la protection de leurs ressortissants à l'Angleterre comme celle-ci le prétend dans ses réserves faites à la suite de la déclaration d'indépendance du 28 Février.

Il faudrait à la Grande Bretagne user de prudence et de diplomatie pour obtenir le consentement des quatorze puissances capitulaires à lui confier le rôle de seul et unique protecteur. Il lui faudrait en outre tenir compte du mouvement nationaliste qui prend chaque jour plus d'importance et dont le but consiste à entraver son action.

### III. — La question du Soudan.

Il est inutile d'insister sur le rôle que joue le Soudan Egyptien dans la vie tant économique que sociale et dans la richesse de l'Egypte. Les poètes ont de tout temps chanté le Nil et les services qu'il rend au pays. Aujourd'hui comme autrefois il reste vrai que « l'Egypte est un don du Nil, que le Nil c'est l'Egypte ». Sans ce fleuve le pays n'au-



rait rien eu de cette fertilité qui a fait dire depuis les temps les plus reculés que l'Egypte est le grenier du monde. Priver le pays de cette ressource divine c'est le condamner à la famine, c'est priver un corps de son sang.

Les Anglais ont si bien compris ce point vital que leur politique a consisté du premier jour à tenir en mains la destinée du pays en cherchant à dominer les sources du fleuve. Toute la politique suivie au Soudan et sur laquelle nous n'aurons pas à revenir, prouve combien la Grande Bretagne veut employer tous les moyens pour exercer son influence sur l'Egypte. Tenir les sources du Nil — ou en d'autres termes le Soudan — c'est jouer avec l'avenir de l'Egypte.

Lors de la conquête de ce territoire par Mohamed Aly, un gouvernement égyptien y fût établi et dura jusqu'à la révolution Mahdiste. L'Egypte était une province de l'Empire ottoman, il résultait que le Soudan, acquis par ce pays, dépendait à son tour du Sultan de Constantinople. Le Khédive n'avait donc en vertu des firmans aucun pouvoir pour passer des traités politiques concernant tout ou partie du territoire égyptien et de ses dépendances. L'accord du 17 Janvier 1899 intervenu entre l'Egypte et la Grande Bretagne sans l'autorisation ou l'intervention de Constantinople ne peut produire aucun effet juridique. Il ressort du traité de 1899 que l'Angleterre a considéré ce territoire non pas comme une province faisant retour à l'Egypte après le soulèvement du Mahdi, mais comme un « *res nullius* », un territoire sans maître.

Exigeant la plus grande part d'avantages au Soudan, l'Angleterre n'entend pas supporter les mêmes charges. Le Condominium soudanais fait peser tout le fardeau de l'occupation sur l'Egypte et un crédit important vient chaque

année grever le budget égyptien. L'Angleterre a par contre le droit de nommer le gouverneur général qui représente à la fois les deux gouvernements et les deux drapeaux : égyptien et anglais.

Une étude intéressante de M. Blanchard sur la souveraineté au Soudan Nilotique considère que le Soudan ne peut-être considéré en vertu du traité de 1899 ni comme une province égyptienne soumise au protectorat britannique, ni une province autonome de la Turquie administrée conjointement par l'Egypte et la Grande Bretagne, mais que le Soudan forme un état indépendant appartenant par indivis au Roi d'Angleterre et au Khédive d'Egypte.

Dans sa thèse, M<sup>e</sup> Sarkissian ne trouve pas que le Soudan forme ni une colonie anglaise proprement dite, ni une province égyptienne, ni un condominium anglo-égyptien, ni une société en commandite, mais qu'il se trouve par sa situation de fait sous le protectorat déguisé de la Grande Bretagne.

Nous ne partageons ni l'une ni l'autre manière de voir. Le point de départ des deux précédentes thèses est basé sur de fausses bases. En effet, pour arriver à de telles conclusions il faut admettre que le traité passé le 19 janvier 1899 a été valablement passé entre les deux gouvernements. M. Sarkissian trouve que le Khédive d'Egypte n'a pas outrepassée les droits accordés par son firman d'investiture et pour appuyer sa manière de voir il déclare que le souverain d'Egypte n'a pas abandonné à autrui tout ou partie de son territoire, et que l'attitude de la Sublime Porte corrobore sa thèse.

Pour discuter utilement cette opinion il faut considérer que le Soudan formait depuis Mohamed Aly un tout indivisible avec l'Egypte ; que le firman accordé à ce dernier

mentionnait le Haut-Nil : Sennaar, Kordofan, etc. Cette mention établit que la puissance du Sultan de Constantinople s'exerçait aussi bien sur ce territoire que sur l'Egypte. Après le soulèvement du Madhi, le Soudan n'est pas devenu une chose sans maître, mais il n'a pas cessé d'appartenir à l'Egypte. De tout temps les auteurs du droit international même ceux qui n'approuvent pas les guerres, considèrent qu'il faut combattre par tous les moyens la rébellion d'une province pour y établir le calme. Partant de ce principe, la rébellion du Soudan et son évacuation momentanée par l'Egypte ne faisaient pas perdre à cette dernière ses droits sur cette partie de son territoire en révolte.

Notre point de vue est partagé par M. Cocheris qui dit que : « La convention du 19 janvier 1899 est nulle en Droit » et par de Freycinet qui déclare que : « La position de l'Angleterre au Soudan est actuellement illégale. »

Bien que légalement la Grande Bretagne n'ait aucun droit sur le Soudan, sa situation de fait y est prépondérante. Dans son contrat d'association avec l'Egypte elle s'est réservée la part du lion. Le gouvernement du Soudan est anglais, — toutes les branches de l'administration ont à leur tête des anglais — les juges sont anglais. Par contre, la mise en valeur du pays a été faite avec des fonds égyptiens. Le Soudan a coûté au budget égyptien la somme de 11.000.000 de livres.

Aujourd'hui l'Angleterre se considérant maîtresse du Soudan, veut employer cette arme pour combattre la prétendue indépendance de l'Egypte. La réserve de la question du Soudan sera un rude problème à débattre entre les deux gouvernements en cause. L'Egypte considère à juste titre que ce territoire ne peut être séparé du pays, que pos-

séder le Soudan c'est tenir la vie et l'avenir de la Vallée du Nil. Ce n'est pas un désir de colonisation qui fait réclamer au pays l'union de ses frères Soudanais, mais l'intérêt commun, les mœurs communes et l'union séculaire qui font de ces deux territoires un seul pays. Les limites naturelles établissent que de tout temps le Nil, depuis sa source jusqu'à son embouchure, ne peut appartenir qu'à une seule et même nation.

Bien que l'Angleterre affirme à l'heure actuelle son désir de garder au Soudan son statut ancien, le peuple ami ne cesse de faire élever sa voix pour se rattacher à l'Égypte. Et comme l'Alsace et la Lorraine ont retrouvé leur chère patrie après 40 ans d'esclavage, le Soudan tombera un jour non lointain dans les bras que lui tend bien ouvertement l'Égypte.

#### IV. — L'irrigation.

La question du Soudan elle-même ne serait pas digne d'intérêt si elle n'avait pas pour corollaire immédiat la question d'irrigation. Si l'Angleterre veut affirmer ses droits sur ce territoire c'est uniquement dans le but de tenir la destinée de l'Égypte et la réduire à l'impuissance. Dans ces conditions l'Angleterre se permet de reconnaître son indépendance à l'Égypte pourvu que la question du Soudan soit laissée à son entière discrétion. Le gouvernement de S. M. B. entend avoir la liberté d'action quand à la prospérité du Soudan qui ne ressemble en rien à la fertilité de l'Égypte. Dans ce but des travaux ont été faits et seront continués afin de développer l'irrigation dans ces terrains sablonneux. Si jamais l'Égypte venait à échapper d'une façon ou d'une autre à l'étreinte qui la tient, économique-

ment ou politiquement, l'Angleterre n'aurait rien de perdu. En effet, elle cherche depuis quelque temps à faire produire au Soudan le coton qui pourrait lui manquer en Egypte. En outre, ayant la clef des eaux, elle s'en servira la première au risque de priver le pays voisin de sa part indispensable. Or, ce pays ne tient sa fertilité et sa richesse que grâce au système savamment établi de barrages, digues, canaux et autres moyens techniques pour mettre l'eau à la portée du petit fellah.

Secrètement l'Angleterre machinait ses moyens d'action en entreprenant durant la grande guerre des travaux de construction de nouveaux barrages sans que le pays le plus intéressé n'en ait jamais eu le moindre doute. Il a fallu la divulgation du secret par un grand inspecteur anglais, Sir Williams Willcoks, pour mettre en garde l'Egypte contre les dangers que présentaient les nouveaux travaux. Ce courage coûta cher à l'auteur qui fut traduit devant le tribunal consulaire britannique du Caïre et subit une condamnation exemplaire. Et c'est à partir de ce jour que l'opinion publique s'intéressa à la question, que la presse locale en discuta les conséquences et envisagea les surprises que nous ménageait la Grande Bretagne.

Un comité d'ingénieurs égyptiens et étrangers s'est formé afin d'étudier si les travaux entrepris par l'Angleterre pouvaient nuire aux intérêts de l'Egypte en privant ce pays de la quantité d'eau suffisante pour l'irrigation de ses terres.

Une autre mission, la mission dite Dupuy, passa au Soudan en Février 1922 deux semaines où elle étudia sur place les questions techniques et financières se rattachant à la construction du barrage du Nil Bleu, connu sous le nom du barrage de Makaouar. Déjà ce danger avait notam-



ment préoccupé M. Prompt, délégué de la France (1) et il déclarait en 1893 que la construction des barrages dans la région du Haut-Nil exposait l'Egypte au danger sinon à la mort.

Devant l'évidence, M. Lloyd George ne pouvait pas méconnaître entièrement les droits de l'Egypte sur le Soudan. Dans son discours à la Chambre des Communes du 28 Février, il déclarait que l'Egypte avait incontestablement le droit à toutes les garanties que le développement du Soudan n'influera pas sa fourniture actuelle d'eau ou sur la quantité d'eau dont elle pourra avoir besoin pour amener son territoire à son plein développement.

Cette garantie de la part de l'Angleterre n'était pas suffisante. Exclure le Soudan de l'Egypte et en remettre les affaires au soin de la Grande Bretagne, c'est porter un coup dangereux à la Vallée du Nil, c'est une menace de ruine et de mort pour le pays.

Se réservant la Question du Soudan, l'Angleterre continuait à mettre en exécution ses projets sans que l'Egypte fût au courant des travaux effectués au Soudan. Les seuls échos lui parvenaient des dépêches anglaises. C'est ainsi qu'à la suite d'une discussion à la Chambre des Communes pour l'emprunt de la somme d'un demi-million de Livres que le pays apprit que le Cabinet anglais se montrait très réservé pour déclarer franchement la politique qu'il entendait mener au Soudan.

Plusieurs projets réglant le statut politique et administratif du Soudan avaient été soumis infructueusement à l'Angleterre par la Délégation égyptienne. M. Georges Du-

---

(1) V. *Soudan Nilotique*, communication faite à l'Institut égyptien le 20 janvier 1893.

mani a publié un texte dans la « Revue Egyptienne » préparé par l'ex-premier ministre S. E. Rouchdy Pacha. Ce projet formé de 25 articles consacrait la souveraineté égyptienne sur le Soudan. L'Egypte y serait représentée par un sous-gouverneur de nationalité égyptienne. Les lois et les décrets applicables au Soudan seraient édictés par un Conseil formé du sous-gouverneur, des chefs des départements du gouvernement soudanais sous la présidence du gouverneur général. Egyptiens et Anglais seraient également traités au point de vue de leur admission dans les fonctions publiques. Il ne sera établie aucune barrière douanière entre l'Egypte et le Soudan, toutefois en cas de nécessité et dans le but de ravitailler l'Egypte, celle-ci pourra exercer un droit de priorité et prescrire au gouvernement soudanais des mesures d'interdiction d'exportation à l'étranger.

Bien que la garnison égyptienne du Soudan serait sous les ordres d'officiers égyptiens, elle serait toutefois tenue à la disposition du Gouverneur général. Une armée soudanaise ne pourrait être établie sans l'autorisation du Gouvernement égyptien et dans ce cas elle aura pour chef suprême le souverain d'Egypte.

Pour tout emprunt à contracter par le Soudan, pour tout budget soudanais il faut l'assentiment du Gouvernement égyptien. Seul le souverain d'Egypte a la frappe de la monnaie au Soudan. Aucune cession de territoire ne pourrait être faite sans l'autorisation préalable du Gouvernement égyptien.

La distribution de l'eau entre l'Egypte et le Soudan serait réglée par des dispositions précises :

Aucun ouvrage d'art ou autre ne pourra être construit sur le Nil privant l'Egypte de ses besoins actuels et futurs,

notamment pour la mise en culture de deux millions de feddans. Seul le ministère égyptien des Travaux Publics pourra entreprendre des travaux sur tout le Nil soit dans l'intérêt de l'Egypte, soit dans celui du Soudan. Le service égyptien des Irrigations au Soudan sera chargé d'y distribuer sa quote-part d'eau autorisée. En cas de contestation, le Soudan pourra en appeler au ministère des Travaux Publics au Caire et ensuite à une Commission spéciale présidée par un membre neutre dont les décisions seront définitives et obligatoires.

Le projet autorisait le Soudan à faire construire à ses frais sur le Nil Bleu les travaux hydrauliques nécessaires à la culture de 300.000 feddans se trouvant entre le Nil Bleu et le Nil blanc. A l'expiration de vingt ans si l'Egypte le jugera utile elle pourra lui permettre la mise en valeur d'une superficie additionnelle.

On ne peut nier que ce projet contient certaines garanties pour l'Egypte et affirme la souveraineté de ce pays sur le Soudan, mais il ne reste pas moins vrai que devant l'œuvre accomplie les travaux d'aménagements et de construction du barrage sur le Nil Bleu ne sont pas suspendus et la superficie de 300.000 feddans pourra être irriguée de toute façon au détriment de l'Egypte. L'Angleterre conserve toujours son autorité plus ou moins directe sur ce territoire. Son autorité directe est exercée par le gouverneur général et indirecte par l'intermédiaire du gouvernement égyptien qu'elle dirige par ses conseils et contrôle par ses représentants.

Afin de ne pas amener la discussion sur une question des plus épineuses et afin de ne pas troubler les esprits, la Grande Bretagne jugea utile, dans la déclaration du 28 février 1922, de ne pas parler du Soudan. Ses inten-

tions nous seront connues avant longtemps, mais nous aurons à lutter sévèrement pour obtenir toutes les garanties que nous jugeons nécessaires. Il est difficile d'envisager le cas de forcer la Grande Bretagne à se désintéresser du Soudan pour le rendre à l'Egypte.

Si la politique de l'Angleterre n'a pas varié depuis l'occupation du Soudan, c'est toujours dans le but d'agrandir les domaines de son Empire. La dernière guerre a réalisé une bonne partie de ses rêves et elle ne verrait pas pourquoi elle ne pourrait pas espérer d'avantage. Depuis longtemps elle caressait l'espoir d'avoir la ligne du Cap au Caire, et la perte du Soudan serait un grand désastre à ce projet à moitié réalisé.

## V. — L'occupation militaire et le Canal de Suez.

Depuis les troubles d'Arabi Pacha, l'armée anglaise occupe l'Egypte. Nous avons vu plus haut les raisons que l'Angleterre fournissait pour expliquer son attitude et les démarches faites surtout par la France et la Turquie pour l'évacuation du pays. Il est inutile de revenir sur la phase des négociations et sur la Conférence de Constantinople. Notons toutefois que la Grande Bretagne, malgré toutes ses promesses maintes fois répétées (1), a toujours trouvé les prétextes voulus pour garder dans le pays une armée d'occupation. Le siège principal de cette armée a été jusqu'à aujourd'hui le Caire. La caserne de Kasr El Nil abrite un grand nombre de soldats britanniques. Pendant

---

(1) V. Liste des déclarations officielles des hommes d'Etat anglais dans la thèse de M. COCHERIS, *Situation internationale de l'Egypte et du Soudan*.

la guerre et durant l'armistice, l'Égypte a vu sur son territoire venir des militaires d'origine anglo-saxonne des différentes colonies et dominions britanniques. Pendant les troubles de 1919, non seulement la capitale était assiégée par les soldats anglais, australiens, new-zélandais et indiens, mais toutes les villes de province avaient leur part. Malgré l'indépendance de l'Égypte, l'Angleterre trouve le moyen d'entretenir une armée dans le pays. Son excuse actuelle est la protection des voies et des moyens de communication en Égypte, carrefour entre l'Europe et l'Extrême-Orient. En un mot, c'est dans le but de protéger le Canal de Suez que l'Angleterre entend maintenir son occupation malgré la déclaration du 28 février. Nous avons vu que dans les deux projets Milner-Zaghloul et Lord Curzon ce point n'a pas été négligé. Alors que dans son projet Lord Milner se contentait d'avoir une armée sur le Canal de Suez, Lord Curzon exigeait le droit de l'entretenir sur toute partie du territoire égyptien qu'il jugerait utile. Tout le problème réside donc dans la solution de la fameuse question du Canal Maritime de Suez. « Sa fermeture, dit M. Rossignol, même momentanée amènerait, dans les relations universelles, une perturbation comme il ne s'en est pas produite encore ». Fidèle à ce principe, la Grande Bretagne entend sauvegarder le droit de toutes les puissances. C'est une bien noble tâche qu'elle entreprend s'il est venu un instant à l'esprit de l'Égypte de fermer ce canal. Mais c'est une hypothèse chimérique qui n'a jamais pu être envisagée par le pays qui est disposé à donner à toutes les puissances du monde les garanties auxquelles elles ont droit. Et si ce sont là les craintes de la Grande Bretagne on ne voit pas pourquoi elle garde encore dans le



pays de nombreuses batteries d'artillerie, tant légères que lourdes, des escadrons, des dragons de garde, des greys du 8<sup>e</sup> hussard et du 9<sup>e</sup> lancier, des bataillons d'infanterie, des régiments d'East Surreys, des Hampsshires, de Dirset, du Prince of Wales fusiliers et des Ulsters rifles.

L'occupation de l'Egypte n'est pas compatible avec son indépendance réelle. Un pays occupé n'est jamais libre d'agir et sa souveraineté ne peut être complète. C'est le signe irréfutable de l'établissement du protectorat. Pour appuyer la force du protecteur et faire exécuter ses ordres il faut constamment la menace d'une armée. Et cette armée l'Angleterre entend nous l'imposer pour maintenir la liberté dans l'Isthme de Suez. Le grand Mohamed Aly ne s'était donc pas trompé en prévoyant que le Canal serait la perte de l'Egypte.

La politique anglaise a consisté après le percement du Canal, qui mesure 160 kilomètres de long sur une largeur de 68 à 100 mètres, d'avoir la prépondérance. Après avoir acheté ses actions à Ismaïl Pacha, elle renforça en 1884 l'élément anglais dans le Conseil d'administration de la Compagnie en y introduisant sept représentants des armateurs.

Le Canal maritime de Suez est régi par la Convention signée à Constantinople le 29 octobre 1888 qui en garantit le libre usage. Il convient de commenter très brièvement cette Convention.

L'article premier pose le principe de la liberté complète du canal tant pendant la guerre que durant la paix. Toutefois, en temps de guerre, les bâtiments des belligérants ne peuvent se ravitailler ou s'approvisionner que dans la limite strictement nécessaire et leur séjour à Port-Saïd ou à Suez ne peut dépasser 24 heures. L'Egypte, en vertu

de l'article 9, a le droit de faire respecter les termes du traité et en cas de besoin peut faire appel à l'Empire Ottoman.

Cette Convention fait du Canal de Suez un territoire neutre. Mais, comme le fait très bien ressortir M. Rossignol, cette neutralisation est en principe garantie par l'Egypte qui dépend elle même de la Grande Bretagne. C'est cette dernière, en fait, qui prend les décisions et l'existence de son armée d'occupation dans le pays fait que les ministres égyptiens exécutent sans discussion les ordres anglais.

La solution envisagée par les auteurs qui ont étudié la question du Canal de Suez est d'accorder soit la neutralité à l'Egypte et par voie de conséquence au Canal ou l'indépendance du pays et l'institution d'une Commission internationale pour diriger le Canal. Cette dernière opinion a été émise par M<sup>e</sup> Camand.

Nous estimons à notre avis que le moyen le plus sûr pour les puissances et le plus juste pour l'Egypte serait de donner son indépendance complète à ce pays qui a su se faire remarquer durant ces dernières années par l'énergie et le courage de ses enfants et mettre le Canal de Suez sous le contrôle direct de la Société des Nations. Par cet unique moyen, le Canal de Suez qui constitue une portion du territoire de l'Egypte, comme le reconnaît l'éminent maître du Droit international, M. Renault, sera garanti par l'union de toutes les puissances sans donner l'avantage à l'une d'entre elles comme le fait se présente aujourd'hui au profit de la Grande Bretagne. Celle-ci, en encourageant de sa confiance la Société des Nations, en lui confiant la direction des affaires du Canal de Suez, aura fait un acte de libéralisme.

L'Egypte consent, moyennant sa reconnaissance par les grandes puissances comme étant un véritable état indépendant, de renoncer à sa souveraineté sur le Canal au profit de la Société des Nations. C'est le meilleur acte de bonne foi que la Vallée du Nil puisse faire. Que l'Angleterre fasse une telle concession et la paix du monde sera assurée pour les siècles à venir.

Une véritable confiance accordée par toutes les puissances permettra seule à la Société des Nations d'occuper la place dont elle est digne et que les nations cherchent à lui donner.

Déjà, dans son dernier exposé du 22 septembre à l'opinion publique anglaise, M. Lloyd George, parlant de Constantinople et de la liberté des détroits qui doivent assurer la paix en Orient consent à confier le soin de garantir cette liberté à la Ligue des Nations. La même solution ne pourrait-elle pas être appliquée en Egypte ? Pour être conséquent avec lui-même, le premier anglais ne peut nous refuser ce droit.

---

## CONCLUSION

---

Quelle conclusion tirer de cette étude, sinon que les Egyptiens se sont montrés dignes de jouir chez eux d'une complète liberté ? Cette solution s'impose tant dans l'intérêt de l'Egypte même que dans celui de l'Europe entière. L'Angleterre exerçant sa puissance sur ce pays constitue un danger grave pour l'équilibre européen. Il faudrait que les grandes puissances discutent et donnent à cette importante question d'Egypte la solution qu'elle réclame. L'Empire Britannique, avec la force considérable qu'il acquiert chaque jour en fortifiant et occupant des positions stratégiques, risque de devenir le maître unique du monde.

Malgré la déclaration du 28 février, la situation en Egypte n'a pas reçu de modifications appréciables. Le gouvernement britannique y exerce tous les pouvoirs. Le fantôme d'indépendance est bon pour servir la cause de la Grande Bretagne dans ses difficultés avec les puissances étrangères. La presse anglaise avoue franchement à l'heure actuelle, les erreurs d'une politique de supercherie. Il n'a jamais été dans les intentions de la Grande Bretagne d'accorder à l'Egypte l'indépendance que celle-ci réclame. La comédie qui vient de se dérouler dans ce pays a été accueillie froidement par les spectateurs égyptiens. Aucun ne se faisait d'illusion sur les intentions des occupants.

Avouons que c'est toutefois le manque de solidarité du peuple égyptien et surtout de la classe qui gouverne qui fait que le pays n'a pu tirer aucun avantage réel de la première phase reconnue par la Grande-Bretagne. Cette même

classe met en œuvre ses forces pour anéantir l'œuvre nationale et supprimer les nationalistes qui l'encouragent.

Profitant du régime de la loi martiale, le ministère Sairoit applique arbitrairement les sanctions les plus sévères à la presse, aux membres du Wafd et il ne fait rien pour rétablir les principes de la liberté individuelle. Les travaux du Comité de la Constitution ont presque pris fin sous ce même régime. L'« Act of indemnity » dont parle la lettre de Lord Allenby au Sultan est toujours attendu pour la suppression de la loi martiale dans un pays indépendant. Les événements qui sont en train de se dérouler aux bords du Bosphore ont donné à l'Angleterre une illusion nouvelle. La théorie favorite à Lloyd George sur la liberté des mers et des détroits est mise encore à l'ordre du jour.

De toute façon la nouvelle victoire turque a changé la solution donnée antérieurement à la question d'Orient. Une révision complète du dossier européen sur l'Islam fera l'objet des prochaines discussions entre les puissances intéressées. A cette condition seulement la paix sera assurée aux peuples de la Méditerranée.

Cette révision entraîne à une nouvelle politique anglaise en Egypte et la voix autorisée du secrétaire honoraire du « Comité Parlementaire pour l'Egypte » rappelle à la Grande Bretagne dans un article intitulé : « La politique de l'Austruche en Egypte » la conclusion suivante :

« Même maintenant, si ce règne de terreur peut être terminé et si les promesses à l'Egypte peuvent être tenues, il ne sera pas trop tard pour faire un traité qui garantisse la sécurité britannique d'une part et la liberté de l'Egypte d'autre part. »

« Bientôt, ce sera impossible. »



Or, nous considérons qu'il est dans l'intérêt même de l'Empire Britannique d'agir loyalement envers l'Égypte. Une solution juste, équitable, une solution d'honneur s'impose. Que le premier pas esquissé par les démarches de Lord Allenby reçoive une application sincère et que l'Angleterre reconnaisse sans réserve possible l'indépendance véritable du pays. A cette condition seulement une paix peut être assurée dans tout l'Orient musulman. Et pour cela il faut l'évacuation du territoire égyptien par toute armée d'occupation anglaise, la suppression immédiate de la loi martiale, des tribunaux d'exception, le retour des bannis et de leur chef vénéré Saad pacha Zaghloul, une amnistie générale pour tous les condamnés politiques, la liberté de la presse, de réunions, d'associations et rétablir toutes les autres libertés individuelles. La garde du Canal de Suez, si l'on veut respecter la liberté des mers telle qu'elle doit être conçue dans l'intérêt commun, sera confiée à la Société des Nations ou soumise à un contrôle collectif et non pas à l'omnipotence de la Grande Bretagne.

Le Gouvernement égyptien sera libre d'administrer le pays sans l'intervention et les conseils des Anglais. Cependant, dans la mesure qu'il jugera utile, il se fera aider par des fonctionnaires et techniciens étrangers dont il aura besoin.

Les Capitulations continueront à exister jusqu'au moment où les puissances jugeront qu'il serait temps de les supprimer dans leur propre intérêt. Cependant les autorités locales auraient plus de droit en matière administrative et surtout quant à l'imposition des sujets étrangers. L'assemblée de la Cour Mixte aura la même compétence pour toute législation nouvelle.

Le Soudan fera purement et simplement retour à l'Égypte.

le. Par contre l'Égypte serait disposée à faire à la Grande Bretagne toute concession qui ne contredirait en rien son indépendance et qui garantirait à cette dernière la sécurité de ses communications avec ses Dominions et Colonies. Et, de la sorte, le peuple égyptien pourra choisir le gouvernement qui répondra le plus à ses vœux.

Nous soutenons que si le régime actuel subsiste l'Égypte continuerait à vivre sous le protectorat déguisé de la Grande Bretagne, bien que le pays aura des consuls et des ministres dans quelques pays étrangers, qu'il aura une armée, une marine, etc.

Le Cabinet Saroit répond aux visées britanniques et ne représente pas le peuple égyptien. Certaines de ses initiatives peuvent paraître louables, mais au fond ne méritent pas d'être citées.

Ainsi il est bon de créer un ministère des Affaires Etrangères mais l'institution n'a plus de valeur lorsque tout le travail est soumis au contrôle du représentant anglais.

La servitude anglaise ne s'exercera pas longtemps sur la Vallée du Nil et comme le protectorat proclamé en 1914 a été aboli le déguisé disparaîtra à son tour.

L'Égypte compte sur la victoire du Droit, de la Justice et sur elle-même. La France ne peut pas s'empêcher de lui accorder son concours et de se mettre à la tête des autres nations pour résoudre cette question comme elle déploie aujourd'hui toutes ses forces pour résoudre la question d'Orient.

Alors l'avenir aura encore une fois prouvé que le plus noble est le respect du Droit et de ses principes.

---

## ANNEXES

---

### ACCORD FRANCO-ANGLAIS DU 8 AVRIL 1904

ART. 1<sup>er</sup>. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique *déclare qu'il n'a pas l'intention de changer l'état politique de l'Egypte*. — De son côté le Gouvernement de la République Française déclare qu'elle n'entravera pas l'action de l'Angleterre dans ce pays, en demandant qu'un terme fût fixé à l'occupation Britannique ou de toute autre manière, et qu'il donne son adhésion au projet du Décret Khédival qui est annexé au présent arrangement, et qui contient les garanties jugées nécessaires pour la sauvegarde des intérêts des porteurs de la Dette Egyptienne, mais à la condition qu'après sa mise en vigueur aucune modification n'y pourra être introduite sans l'assentiment les Puissances signataires de la Convention de Londres de 1885. — Il est convenu que la Direction générale des Antiquités en Egypte continuera d'être, comme par le passé, confiée à un savant français. — Les Ecoles françaises en Egypte continueront à jouir de la même liberté que par le passé.

ART. 2. — (Spécial au Maroc).

ART. 3. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, de son côté, respectera les droits dont, en vertu des Traités, Conventions et Usages, la France jouit en Egypte, y compris le droit de cabotage accordé aux navires français entre les ports égyptiens.

ART. 4. — Les deux Gouvernements, également attachés aux principes de la liberté commerciale tant en Egypte qu'au Maroc, déclarent qu'ils ne s'y prêteront à aucune inégalité, pas plus dans l'établissement des Droits de Douanes ou autres

taxes que dans l'établissement des tarifs de transport par chemin de fer. Le commerce de l'une et de l'autre nation avec l'Égypte jouira du même traitement pour le transit par les possessions françaises et anglaises en Afrique. Un accord entre les 2 gouvernements réglera les conditions de ce transit et déterminera les points de pénétration. Cet engagement réciproque est valable pour une période de trente ans. Faute de dénonciation expresse faite une année au moins à l'avance, cette période sera prolongée de cinq ans. Toutefois le Gouvernement de la République Française au Maroc et le Gouvernement de Sa Majesté Britannique en Égypte se réservent à veiller à ce que les concessions de routes, chemin de fer, ports, etc. soient données dans des conditions telles que l'autorité de l'Etat sur ces grandes entreprises d'intérêt général demeure entière.

ART. 5. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare qu'il usera de son influence pour que les fonctionnaires français actuellement au service égyptien ne soient pas mis dans des conditions moins avantageuses que celles appliquées aux fonctionnaires anglais des mêmes services.

Le Gouvernement de la République Française, de son côté n'aurait pas d'objection à ce que des conditions analogues fussent consenties aux fonctionnaires britanniques actuellement au service marocain.

ART. 6. — Afin d'assurer le libre passage du Canal de Suez, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique déclare adhérer aux stipulations du traité conclu le 29 Octobre 1888, et à leur mise en vigueur. Le libre passage du Canal étant ainsi garanti, l'exécution de la dernière phrase du paragraphe 1, de celle du paragraphe 2 et de l'art. VIII de ce traité resteront suspendues.

ART. 7-8. — (Spéciaux au Maroc).

ART. 9. — Les deux Gouvernements conviennent de se prêter l'appui de leur diplomatie pour l'exécution des clau-

ses de la présente Déclaration relative à l'Égypte et au Maroc.

Fait à Londres, en double expédition,  
le 8 Avril 1904.

Paul CAMBON.

LANDSDOWNE.

### PROCLAMATION

(Application de l'Etat de Siège).

« Je soussigné John Grenfell Maxwell, lieutenant-général commandant les forces de Sa Majesté Britannique en Égypte, chargé de l'application de la loi martiale, donne avis par la présente de ce qui suit :

1) « Les pouvoirs à exercer sous mes ordres par les autorités militaires ont pour but de servir de complément et non à remplacer l'administration civile, et tous les fonctionnaires égyptiens sont, par la présente, requis de continuer à s'acquitter ponctuellement de leurs fonctions respectives ;

2) « Les particuliers serviront mieux la cause commune en s'abstenant de toute action de nature à troubler la tranquillité publique, à susciter des mécontentements ou à aider les ennemis de Sa Majesté Britannique et ses Alliés en se conformant promptement et de bon cœur à tous les ordres donnés en vertu de mon autorité, pour le maintien de la tranquillité publique et du bon ordre, et tant qu'ils agiront ainsi, il ne seront l'objet d'aucune intervention de la part des autorités militaires. »

3) « Toutes les réquisitions de service ou de propriété, qui pourraient être rendues nécessaires par les exigences militaires, seront l'objet de compensations entières qui seront déterminées, en cas de désaccord, par une autorité indépendante. »

2 Novembre 1914.



« Proclamation » : 19 Décembre 1914.

« Le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères annonce que, vu l'action de Son Altesse Abbas Hilmi Pacha, ex-Khédive d'Egypte, qui a fait cause commune avec les ennemis de Sa Majesté, le Gouvernement de Sa Majesté a décidé de le déposer du Khédivat, et cette haute dignité, avec le titre de Sultan d'Egypte, a été offerte à son Altesse le prince Hussein Kamil Pacha, l'aîné des princes de la famille de Mohamed Aly, et a été acceptée par lui. »

19 Décembre 1914. — Copie de la *Communication* transmise à sa Hautesse le Sultan de la part du Gouvernement Britannique.

*A son Altesse le Prince Hussein Kamil Pacha*

Monseigneur.

« Je suis chargé par le principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique pour les affaires étrangères d'attirer l'attention de Votre Altesse sur les circonstances qui ont précédé l'état de guerre entre Sa Majesté Britannique et le Sultan de Turquie, et sur les changements que cette guerre entraîne dans la situation de l'Egypte.

« Au sein du Cabinet Ottoman, deux parties s'étaient formés. D'un côté un parti modéré, soucieux de la sympathie que la Grande-Bretagne a toujours manifesté pour les réformes en Turquie. Ce parti a reconnu que la guerre dans laquelle Sa Majesté était engagée ne laissait aucun des intérêts ottomans, et a tenu compte de l'assurance donnée par Sa Majesté et ses Alliés, qu'il ne tireraient de cette guerre aucun prétexte à des actes nuisibles aux dits intérêts, ni en Egypte, ni ailleurs. De l'autre côté, une bande d'aventuriers militaires peu scrupuleux qui voyaient dans une guerre d'agression entreprise de concert avec les ennemis

de Sa Majesté le moyen de réparer les désastres militaires, financiers et économiques qu'ils avaient déjà causés à leur pays.

« Le Gouvernement de Sa Majesté possède des preuves pertinentes que, dès le début de la guerre contre l'Allemagne, Son Altesse Abbas Hilmi Pacha, ex-Khédive d'Egypte, a fait définitivement cause commune avec les ennemis de Sa Majesté. »

« Par ces faits mêmes, le Sultan et l'ex-Khédive se trouvent tous deux déchus, en faveur de Sa Majesté, de tous droits sur l'Egypte. »

Le Gouvernement de Sa Majesté par l'entremise du général commandant en chef les forces de Sa Majesté en Egypte a pris la responsabilité exclusive de la défense de ce pays durant la guerre actuelle. Il reste à définir la forme du Gouvernement futur du pays, ainsi libéré des droits de suzeraineté et autres auxquels a jusqu'ici prétendu le gouvernement Ottoman.

« Le Gouvernement de Sa Majesté s'estime le dépositaire pour le compte des habitants de l'Egypte, aussi bien des droits ainsi échus à Sa Majesté que de ceux qui ont été exercés en Egypte pendant ces trente dernières années de réformes. Le Gouvernement de Sa Majesté a donc décidé que la Grande-Bretagne remplira pour le mieux les responsabilités qu'elle a assumées envers l'Egypte par la proclamation formelle du protectorat britannique et par le gouvernement du pays, sous l'égide de ce protectorat par un prince de la famille Khédiviale. »

« Dans ces conditions, je suis chargé de Sa Majesté de faire connaître à Votre Altesse qu'en raison de son âge et de son expérience, elle a été reconnue comme la plus digne parmi les princes de la famille de Mohamed Ali d'occuper la position Khédiviale avec le titre de Sultan d'Egypte ; et en invitant Votre Altesse à accepter les responsabilités de cette haute dignité, je suis chargé de lui donner l'assurance for-

melle que la Grande-Bretagne assume la plus entière responsabilité pour la défense contre toute agression quelle qu'elle soit et d'où qu'elle vienne, des territoires relevant de Votre Altesse, et je suis autorisé par le Gouvernement de Sa Majesté à annoncer qu'à partir de la déclaration du protectorat britannique, tout sujet égyptien, en quel lieu qu'il se trouve, aura droit à la protection du gouvernement de Sa Majesté. »

« La disparition de la Suzeraineté ottomane comporte celles des restrictions, jusqu'ici édictées par les firmans ottomans sur le nombre et l'organisation des forces militaires de Votre Altesse, et sur l'octroi, par Votre Altesse, des distinctions honorifiques. »

« En ce qui concerne les affaires étrangères, le gouvernement de Sa Majesté estime plus conforme aux nouvelles responsabilités de la Grande-Bretagne, que les relations entre le Gouvernement de Votre Altesse et les représentants des puissances étrangères soient entretenues par l'intermédiaire du représentant de Sa Majesté au Caire. »

« Le Gouvernement de Sa Majesté a maintes fois déclaré que les traités connus sous le nom de capitulations et qui lient le Gouvernement de Votre Altesse, ne sont plus en harmonie avec l'état de développement du pays ; mais dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, la révision de ces traités sera avantageusement remise jusqu'à la fin de la guerre. »

« Quant à l'administration intérieure de l'Égypte, je suis chargé de rappeler à Votre Altesse que le Gouvernement de Sa Majesté s'inspirant de la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne, s'est efforcé, de concert avec les autorités constituées du pays, et par leur intermédiaire, de garantir la liberté individuelle ; de répandre les bienfaits de la civilisation ; de développer les ressources naturelles du pays ; et à mesure que le sens politique du peuple se développera, d'associer les gouvernés au gouvernement. Le Gouverne-

ment de Sa Majesté est résolu de rester fidèle à cette politique ; il est même convaincu que la définition plus nette de la position de la Grande-Bretagne en Egypte hâtera le progrès vers l'autonomie. »

« Les croyances religieuses des sujets égyptiens seront respectées de la façon la plus scrupuleuse, comme le sont celles des propres sujets de Sa Majesté, à quelque confession qu'ils appartiennent...

« Je n'ai plus qu'à ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté s'en rapporte avec confiance à la loyauté ou bon sens et à la modération des sujets égyptiens pour faciliter la tâche du Général commandant les forces de Sa Majesté en Egypte, qui est actuellement chargé de maintenir l'ordre intérieur du pays et d'empêcher l'ennemi d'y trouver assistance. »

Je saisis cette occasion pour présenter à Votre Altesse l'assurance de mon respect le plus profond. »

MILNE CHEETHAM.

---

## PROJET DE LORD MILNER

### ARTICLE PREMIER.

Dans le but d'asseoir l'indépendance de l'Egypte sur une base sûre et durable, il est nécessaire que les relations entre la Grande-Bretagne et l'Egypte soient définies d'une manière précise et que les privilèges et immunités dont jouissent à présent les Puissances Capitulaires en Egypte soient modifiés et rendus moins préjudiciables aux intérêts du pays.

### ART. II

Ces fins ne peuvent être atteintes sans de futures négociations entre les représentants accrédités par les gouvernements anglais et égyptien respectivement, d'une part, et entre la Grande-Bretagne et les gouvernements des puissances

ces capitulaires, d'autre part. Ces négociations seraient pour arriver à des accords définis sur les lignes suivantes.

### AR. III

a) En ce qui concerne l'Égypte et la Grande-Bretagne un traité sera élaboré par lequel la Grande-Bretagne reconnaîtra l'indépendance de l'Égypte sous une monarchie constitutionnelle, avec des institutions représentatives et l'Égypte conférera à la Grande-Bretagne tels droits qui seront nécessaires pour sauvegarder ses intérêts spéciaux et lui permettre de fournir les garanties qui doivent être données aux Puissances étrangères pour assurer l'abandon de leurs droits capitulaires.

b) Par le même traité, une alliance sera conclue entre la Grande-Bretagne et l'Égypte par laquelle la Grande-Bretagne s'engage à aider l'Égypte dans la défense de l'intégrité de son territoire, et l'Égypte s'engagera, en cas de guerre, même si l'intégrité du pays n'est pas menacée, à donner à la Grande-Bretagne, pour les besoins militaires, dans les limites de son territoire, l'assistance en son pouvoir y compris l'usage de ses ports, aérodromes et moyens de communications.

### ART. IV

Ce traité comprendra également des stipulations pour les fins suivantes :

1) L'Égypte jouira du droit de représentation dans les pays étrangers. En cas d'absence de représentant égyptien dûment accrédité, le gouvernement confiera ses intérêts aux soins du représentant britannique. L'Égypte s'engage à ne pas s'opposer dans les pays étrangers à la politique suivie par la Grande-Bretagne, ni à conclure un accord avec une puissance étrangère qui soit préjudiciable aux intérêts britanniques.

2) L'Égypte conférera à la Grande-Bretagne le droit de



maintenir une force militaire sur le sol égyptien pour la protection de ses communications impériales, mais la présence de cette force ne constituera en aucune manière une occupation militaire du pays ni un préjudice aux droits du gouvernement égyptien.

La place où cette force sera localisée et les autres arrangements subsidiaires, seront régularisés par le traité.

3) L'Égypte nommera d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté, un conseiller financier à qui seront confiés en temps voulu, les pouvoirs actuellement exercés par les Commissaires à la Dette et qui sera à la disposition du Gouvernement Égyptien pour toutes matières sur lesquelles il désirerait le consulter.

4) L'Égypte nommera, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté au Ministère de la Justice, un fonctionnaire qui aura accès au Ministère. Il sera mis au courant de toutes les affaires touchant à l'administration de la Justice en ce qui concerne les étrangers et sera à la disposition du Gouvernement Égyptien pour les consultations sur toutes matières concernant le maintien efficace de la loi et de l'ordre.

5) En vue du transfert désiré, au Gouvernement de Sa Majesté, des droits exercés jusqu'à présent sous le régime des capitulations par les différents gouvernements étrangers, l'Égypte reconnaît à la Grande-Bretagne le droit d'intervenir par l'intermédiaire de son représentant en Égypte, pour empêcher l'application aux étrangers de toute loi égyptienne demandant à présent le consentement étranger, et la Grande-Bretagne s'engage, de son côté, à n'exercer ce droit que dans les cas de loi faisant inéquitablement une différence de traitement au détriment des étrangers.

**Alternative :**

En vue de transfert désiré, au Gouvernement de Sa Majesté, des droits exercés jusqu'à présent sous le régime des capitulations par les différents gouvernements étrangers, l'Égypte reconnaît à la Grande-Bretagne le droit d'inter-

venir par l'intermédiaire de son représentant en Egypte, pour empêcher l'application aux étrangers de toute loi égyptienne demandant à présent le consentement étranger et la Grande-Bretagne s'engage, de son côté, à n'exercer ce droit que dans le cas de lois d'une application non équitable des étrangers, en matières de taxation ou de lois incompatibles avec les principes de législation communs à toutes les puissances capitulaires.

6) Du chef des relations spéciales créées entre la Grande-Bretagne et l'Egypte par l'alliance, il sera accordé au représentant de la Grande-Bretagne une position exceptionnelle en Egypte et il lui sera donné la préséance sur tous les autres représentants.

7) L'engagement des officiers britanniques et étrangers et des fonctionnaires d'administration qui sont entrés au service du Gouvernement Egyptien avant la mise en vigueur du traité, pourra prendre fin à la demande, soit des fonctionnaires eux-mêmes, soit du Gouvernement égyptien à n'importe quel moment durant les deux années qui suivront la mise en vigueur du traité. En sus de celle résultant des lois en vigueur, la pension ou la récompense à accorder aux fonctionnaires qui se retirant d'après ces dispositions seront déterminées par le traité. Dans le cas où cette clause ne serait pas utilisée, les conditions actuelles des fonctionnaires seront maintenues.

#### ART. V

Ce traité sera soumis à l'approbation de l'Assemblée constituante, mais il ne sera mis en vigueur qu'après les accords avec les puissances étrangères pour l'abolition des tribunaux consulaires et qu'après que le décret relatif à la réorganisation des tribunaux mixtes aura reçu son exécution.

#### ART. VI

L'Assemblée constituante sera également chargée de la

tâche d'élaborer un nouveau statut organique, comportant les dispositions d'après lesquelles le Gouvernement de l'Egypte sera conduit à l'avenir.

Ce statut contiendra les dispositions comportant la responsabilité des Ministres devant le pouvoir législatif. Il pourvoira aussi à la tolérance religieuse pour tous, ainsi qu'à la protection due aux étrangers.

#### ART. VII

Les modifications nécessaires dans le régime des capitulations seront assurées par des accords à conclure par la Grande-Bretagne avec les différentes puissances capitulaires. Ces accords pourvoiront à la fermeture des tribunaux consulaires de façon à rendre possible la réorganisation et l'extension de la juridiction des tribunaux mixtes, ainsi que l'application à tous les étrangers en Egypte de la législation (y compris celle établissant des impôts), émanant du pouvoir législatif égyptien.

#### ART. VIII

Ces accords pourvoiront au transfert au Gouvernement de Sa Majesté Britannique des droits actuellement exercés sous le régime des Capitulations par les différents Gouvernements étrangers. Ils contiendront également les stipulations à l'effet suivant :

a) Aucune mesure de nature à créer une différence de traitement au détriment des nationaux d'une Puissance qui aura accepté de supprimer des tribunaux consulaires, ne pourra être prise, et les nationaux de cette Puissance jouiront en Egypte du même traitement que les sujets britanniques.

b) La loi sur la nationalité égyptienne devra être fondée sur le *jus sanguinis*, de telle sorte que les enfants nés en Egypte d'un étranger, jouiront de la nationalité de leur

père et ne pourront pas être réclamés comme sujets égyptiens.

c) L'Égypte appliquera aux fonctionnaires consulaires des Puissances étrangères, le même statut qui leur est reconnu en Angleterre.

d) Les traités et conventions existant en matières de commerce et de navigation, y compris leurs conventions postales et télégraphiques, dans lesquels l'Égypte est partie contractante, seront maintenus.

En attendant la conclusion d'accords spéciaux, dans lesquels elle sera partie, l'Égypte appliquera les traités existant entre la Grande-Bretagne et les Puissances étrangères concernant les questions affectées par la fermeture des tribunaux consulaires : tels que les traités d'extraditions, les traités pour la remise des marins déserteurs, etc., comme également les traités de nature politique qu'ils soient unilatéraux ou bilatéraux, par exemple les conventions d'arbitrage et les différentes conventions relatives à la conduite des hostilités.

e) La liberté de maintenir des écoles et d'enseigner les langues du pays étranger, sera garantie pourvu que de telles écoles soient soumises sous tous les rapports aux lois généralement applicables aux écoles européennes en Égypte.

f) La liberté de maintenir et d'organiser des établissements religieux et de charité, tels que : des hôpitaux, etc., sera également garantie.

Les traités pourvoiront aussi aux changements nécessaires dans la Commission de la Dette, ainsi qu'à la suppression de l'élément international dans le Conseil sanitaire d'Alexandrie.

#### ART. IX

La législation nécessaire à la suite des accords susdits entre la Grande-Bretagne et les Puissances étrangères, sera effectuée par décret à rendre par le Gouvernement égyptien.

En même temps, il sera rendu un décret validant toute mesure, législative ou judiciaire, prise sous le régime de la loi martiale.

#### ART. X

Les décrets sur la réorganisation des tribunaux mixtes, porteront des dispositions conférant à ces tribunaux toute la juridiction exercée jusqu'à présent par les tribunaux consulaires, tout en laissant intacte la juridiction des tribunaux indigènes.

#### ART. XI

Après la mise en vigueur du traité visé par l'article 3, la Grande-Bretagne appuiera la demande que fera l'Egypte pour être admise comme membre de la Société des Nations.

---

### TRADUCTION

#### DU MEMORANDUM DES TERMES D'UN PROJET DE CONVENTION ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'EGYPTE (Projet Curzon).

##### 1. — FIN DU PROTECTORAT

1. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent, en considération de la conclusion et de la ratification du présent traité, à mettre fin au protectorat proclamé sur l'Egypte le 18 Décembre 1914 et à reconnaître, dès cette ratification, l'Egypte comme Etat souverain sous une monarchie constitutionnelle. Il est donc par les présentes conclu, et continuera à subsister, entre le Gouvernement et le peuple de Sa Majesté Britannique d'une part, et entre le Gouvernement et le peuple d'Egypte d'autre part, un traité perpétuel et un lien de paix, d'amitié et d'alliance.



## II. — RELATIONS ÉTRANGÈRES

2. — Les affaires étrangères de l'Égypte seront conduites par le Ministère Égyptien des Affaires étrangères sous un Ministre délégué à cet effet.

3. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique sera représenté en Égypte par un Haut-Commissaire, qui en raison de ses responsabilités spéciales, aura droit à tout moment à une position exceptionnelle, et aura la préséance sur les représentants des autres pays.

4. — Le Gouvernement Égyptien sera représenté à Londres, et dans toute autre capitale où dans l'opinion du Gouvernement Égyptien, les intérêts égyptiens exigeraient une telle représentation, par des représentants diplomatiques jouissant du rang et du titre de Ministre.

5. — En raison des obligations que la Grande-Bretagne a assumées en Égypte, notamment en ce qui concerne les pays étrangers, les relations les plus étroites devront exister entre le Ministère des Affaires Étrangères Égyptien et le Haut Commissaire Britannique qui prêterà toute assistance en ce qui concerne les transactions et négociations diplomatiques.

6. — Le Gouvernement Égyptien n'entrera dans un accord politique avec des Puissances étrangères, sans consultation avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, par l'entremise du Haut Commissaire Britannique.

7. — Le Gouvernement Égyptien jouira du droit de nommer tels représentants consulaires à l'étranger que l'exigeront ses intérêts.

8. — Pour la conduite générale des relations diplomatiques et la protection consulaire des intérêts égyptiens, dans les endroits où il n'y aurait pas de représentants diplomatiques ou consulaires égyptiens, les représentants de Sa Majesté Britannique se mettront à la disposition du Gou-

vernement Egyptien et lui prêteront toute assistance en leur pouvoir.

9. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique continuera à conduire les négociations avec les différentes Puissances Capitulaires en vue de l'abolition des Capitulations existantes et accepte la responsabilité de protéger les intérêts légitimes des Etrangers en Egypte. Le Gouvernement de Sa Majesté conférera avec le Gouvernement Egyptien avant la conclusion officielle de ces négociations.

### III. — DISPOSITIONS MILITAIRES

10. — La Grande-Bretagne s'engage à aider l'Egypte dans la défense de ses intérêts vitaux et de l'intégrité de son territoire.

Pour l'accomplissement de ces obligations et pour la protection effective des Communications Impériales Britanniques, les forces Britanniques auront libre passage à travers l'Egypte et seront maintenues dans tel endroit de l'Egypte et pour telle période qu'il sera déterminé de temps en temps. Elles auront aussi à tout moment des facilités, comme par le présent, pour l'acquisition et l'usage des casernes, champs d'exercice, aérodromes, arsenaux navals et ports navals.

### IV. — EMPLOI DES FONCTIONNAIRES ETRANGERS

11. — En raison des responsabilités spéciales assumées par la Grande-Bretagne et de la position actuelle dans l'Armée Egyptienne et les services publics, le Gouvernement Egyptien s'engage à ne nommer aucun officier ou fonctionnaire étranger dans aucun de ces services sans l'assentiment préalable du Haut Commissaire Britannique.

### V. — ADMINISTRATION FINANCIÈRE

12. — Le Gouvernement Egyptien nommera, en consul-

tation avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, un Commissaire Financier à qui seront confiés en temps utile les pouvoirs à présent exercés par les Commissaires de la Dette et qui sera plus spécialement responsable du paiement ponctuel des charges suivantes :

- a) Les charges du Budget des Tribunaux Mixtes.
- b) Toutes pensions ou autres annuités payables aux fonctionnaires étrangers retraités et à leurs héritiers.
- c) Les budgets des Commissaires Financier et Judiciaire et leur personnel respectif .

13. — Pour le juste accomplissement de ses devoirs, le Commissaire Financier sera tenu complètement au courant de toutes les matières du ressort du Ministère des Finances et jouira à tout moment du droit d'accès auprès du Président du Conseil des Ministres et du Ministre des Finances.

14. — Aucun emprunt extérieur ne pourra être conclu, ni les recettes d'un Service public quelconque ne pourront être affectées par le Gouvernement Egyptien sans l'assentiment du Commissaire Financier.

## VI. — ADMINISTRATION JUDICIAIRE

15. — Le Gouvernement Egyptien nommera, d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté Britannique, un Commissaire Judiciaire qui, en raison des obligations assumées par la Grande-Bretagne sera chargé du devoir de veiller à l'application de la loi en toute matière affectant les Etrangers.

16. — Pour le juste accomplissement de ses devoirs, le Commissaire Judiciaire sera tenu complètement au courant de toutes matières affectant les Etrangers, qui concernent les Ministères de la Justice et de l'intérieur, et jouira à tout moment du droit d'accomplissement auprès des Ministres Egyptiens de la Justice et de l'intérieur.

## VII. — LE SOUDAN

17. — Le développement paisible du Soudan étant essentiel à la sécurité de l'Égypte et au maintien de ses provisions d'eau, l'Égypte s'engage à continuer à prêter au Gouvernement du Soudan la même assistance militaire que par le passé, ou, au lieu de cette assistance, à fournir au Gouvernement du Soudan une assistance financière dont l'étendue sera déterminée d'accord entre les deux gouvernements.

Toutes les forces égyptiennes dans le Soudan seront sous les ordres du gouverneur général.

La Grande-Bretagne, en outre, s'engage à assurer à l'Égypte sa part équitable dans les eaux du Nil, et, à cette fin, il est convenu qu'il ne pourrait être entrepris de nouveaux travaux d'irrigation sur le Nil ou ses affluents au sud de Wadi-Halfa, sans l'assentiment d'un Comité composé de trois conservateurs représentant respectivement l'Égypte, le Soudan et l'Ouganda.

## VIII. — EMPRUNTS SUR LE TRIBUT

18. — Les sommes que les Khédives d'Égypte s'étaient à différentes reprises engagés à payer aux maisons par lesquelles les emprunts turcs garantis par le Tribut Égyptien ont été émis, seront appliquées comme par le passé par le gouvernement égyptien aux intérêts et aux fonds d'amortissement des emprunts de 1894 et de 1891 jusqu'à complète extinction de ces emprunts.

Le gouvernement égyptien continuera aussi à appliquer les sommes jusqu'ici payées aux intérêts de l'emprunt garanti de 1855.

A l'extinction de ces emprunts de 1894, 1891, 1855, toute obligation incombant au gouvernement égyptien du chef du Tribut que le gouvernement égyptien payait autrefois à la Turquie, cessera.

## IX. — RETRAITE ET COMPENSATION DES FONCTIONNAIRES

19. — Le Gouvernement égyptien aura le droit de se dispenser des services des fonctionnaires britanniques à tout moment, après l'entrée en vigueur de ce traité, à la condition que ces fonctionnaires reçoivent une compensation pécuniaire telle qu'il est ci-après stipulé en plus de toute pension ou indemnité à laquelle leurs conditions de service pourraient leur donner droit.

Dans la même condition, les fonctionnaires britanniques auront le droit de démissionner à tout moment, après l'entrée en vigueur de ce traité.

Le système sera applicable aux fonctionnaires pensionnables et non pensionnables, aussi bien qu'aux employés des municipalités, des Conseils provinciaux et des autres organisations locales.

20. — Le fonctionnaire licencié ou admis à la retraite, aux termes de l'article précédent, recevra en plus de la compensation, une allocation de rapatriement suffisante pour couvrir le coût du transport jusqu'à Londres, du fonctionnaire lui-même, de sa famille et de tous les effets de sa maison.

21. — Les compensations et les pensions seront payables en livres égyptiennes, aux taux de P. T. 97½ par livre sterling.

22. — Une table de compensation pour :

a) Les fonctionnaires permanents,

b) Les fonctionnaires temporaires,

sera dressée par le Président de la Société des Actuaires.

## X. — PROTECTION DES MINORITÉS

23. — L'Égypte s'engage à ce que les stipulations suivantes soient reconnues comme lois fondamentales et qu'aucune



loi, aucun règlement, aucun acte officiel ne puisse violer ces stipulations ou y toucher, ni qu'aucune loi, règlement ou acte officiel puisse prévaloir contre elles.

24. — L'Egypte s'engage à assurer pleine et complète protection de la vie et de la liberté de tous les habitants de l'Egypte, sans distinction de naissance, de nationalité, de distinction due à la race, au langage ou à la religion.

Tous les habitants d'Egypte auront le droit du libre exercice, qu'il soit public ou privé, de toute foi, religion ou croyance dont les pratiques ne sont pas incompatibles avec l'ordre public ou la morale publique.

25. — Tous les nationaux égyptiens seront égaux devant la loi et jouiront des mêmes droits civils et politiques, sans distinction due à la race, au langage ou à la religion.

Les différences de religion, de croyance ou de confession ne porteront préjudice à aucun national Egyptien dans les matières concernant la jouissance de ses droits civils ou politiques, comme, par exemple, l'admission aux emplois publics, aux fonctions, aux honneurs ou l'exercice de professions ou d'industries.

Aucune restriction ne sera imposée au libre usage par tout national Egyptien de toute langue dans les relations privées, le commerce, la religion, ainsi que dans la presse ou les publications de tout genre, ou dans les réunions publiques.

26. — Les nationaux Egyptiens qui appartiennent aux minorités de race, de religion ou de langue jouiront du même traitement et aux mêmes garanties, en droit et en fait, que tous autres nationaux Egyptiens. En particulier, ils auront un droit égal d'établir, de diriger et de contrôler, à leur propre charge, des institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, avec le droit d'y faire usage de leur propre langue et d'y exercer librement leur religion.

### RESCRIT SULTANIEN

« A Notre peuple bien-aimé,

« La Bonté Divine Nous ayant réservé le bonheur de voir s'accomplir, sous Notre règne, l'indépendance du pays, Nous en rendons grâce au Tout-Puissant et proclamons hautement que, dès aujourd'hui, l'Égypte constitue un Etat souverain et indépendant. Nous prenons désormais les titres de « Majesté » et de « Roi » d'Égypte qui sont à la fois une affirmation de la personnalité internationale de Notre pays, en tant qu'Etat indépendant, et une satisfaction à sa dignité nationale.

« En cette heure solennelle, Nous prenons Dieu et Notre peuple à témoin de Notre désir inébranlable de continuer à consacrer à la prospérité de Notre patrie et au bonheur de Notre peuple bien-aimé toutes Nos forces et tout Notre dévouement.

« Puisse ce jour être l'heureux prélude d'une ère prospère qui fera revivre pour l'Égypte le souvenir de sa gloire passée.

« Fait au Palais d'Abdine, le 16 Ragab 1340 (15 mars 1922).

Fouad ».

N° 8 de 1922.

(Traduction)

Vu : *L'Assesseur du Doyen,*

TRUCHY.

Vu : *Le Président,*

G. DE LAPRADELLE.

Vu et permis d'imprimer :

*Le Recteur de l'Académie de Paris :*

G. APPELL.

---

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Ouvrages généraux sur la Question d'Égypte.

FAHMY (Mohamed) : *La vérité sur la Question de l'Égypte*, Genève 1912.

*Question d'Égypte*, 1917.

F. DE FLAIX : *L'indépendance de l'Égypte et le Canal de Suez*, Paris, 1883.

FREXCINET : *La Question d'Égypte*, 1904.

MILNER : *L'Angleterre en Égypte*, traduction Mazuc.

MOUSTAFA KAMEL : *Le Péril anglais*, (1899).

M. SABRY : *La Question d'Égypte, La Révolution Égyptienne*, (Paris, 1921).

Roger LAMBELIN : *L'Égypte et l'Angleterre*, 1922.

### Ouvrages spéciaux.

ABOU HEIF : *La Procédure Civile et Commerciale et l'organisation judiciaire en Égypte* (en arabe), Le Caire, 1915.

AMINE EL RAFFI : *Mémoire sur la Question Égyptienne et les revendications nationales égyptiennes*.

BAROIS : *Les irrigations en Égypte*.

BRIGGS (Martin S.) : *Through Egypt in War time*.

COURTEN : *Notes sur l'armée égyptienne* (1913).

DEHERAIN : *Le Soudan Égyptien sous Mohamed Aly*.

EL BARKOUKY : *Le rapport entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif en Égypte* (Paris, 1914).

FAHMY (Mohamed) : *Lettre ouverte à M. Asquith pour l'occupation anglaise en Égypte* 1915.

GOMEZ CABRILLO : *Le sourire du Sphinx*.

HAMED EL ALAILY : *The future of Egypt*.

LORD CROMER : *Modern Egypt*.

LORD CROMER : *Abbas II*, 1915.

MOUSTAFA KAMEL PACHA : *Égyptiens et Anglais*, 1906.

*Politique cotonnière de l'Angleterre en Égypte* (documents confidentiels : Manuscrits imprimés).

PELISSIE DU ROSAS : *Les capitulations*, 1905.

*Revendications nationales Égyptiennes* : *Mémoire de la Délégation Égyptienne*, 1918.

ROSSIGNOL L. M. : *Le Canal de Suez* (1898, Paris).

SIR VALENTINE CHIROL : *The Egyptian Problem*, London, 1921.

VERCAMER : *Juridiction mixte égyptienne et ses attributions*.

VOISIN Bey : *Le Canal de Suez*.

WILLCOCKS : *Les drains de l'Égypte*, 1913.

### Thèses.

ACHKAR : *Khédivat d'Égypte* (1912) thèse Montpellier.

CAMAN : *Étude sur le Régime juridique du Canal de Suez*, (Grenoble, 1899).

COCHERIS (Jules) : *Situation internationale de l'Égypte et du Soudan* (1903).

EDHEM : *Conditions internationales de l'Égypte* (Toulouse, 1904).

FAYED : *Tribunaux Mixtes* (1912).

Jean IBRAHIM : *Contrôle du Budget Égyptien après 1904*. (thèse 1911).

LAMBA (Henri) : *Évolution de la condition juridique des Européens en Égypte*, 1896.

LEGER : *La Question d'Égypte et l'occupation anglaise*, 1902.

SADEK (Morkos) : *Constitution de l'Égypte*, 1908.

SARKISSIAN G. : *Le Soudan Égyptien*, 1913.

SAYED KAMEL : *Conférence de*

*Constantinople et la Question Égyptienne*, en 1882, Paris, 1913.

ZOHNY (Abdel Salam) : *L'article 11 (parag. 2 et 3) du règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Égypte*, Lyon 1914.

### Ouvrages généraux de Droit international public.

DESPAGNET (Frantz) : *Essai sur les Protectorats*, 1896.

OPPENHEIM : *International Law*.

PETIT (Edouard) : *Organisation des Colonies françaises et des pays de protectorat*, 1894.

ROUSTAN : *Messages et discours de Wilson*.

### Articles de Revues.

ARMINJON (P.) : *La protection en Égypte*, Revue du Droit Public, 1901, XVI, p. 4.

*L'aspect actuel de la Question d'Égypte*, par X., Revue de Paris, 1er avril 1922.

BLANCHARD : *Problème de la souveraineté du Soudan Nilotique*, Revue Générale du Droit International Public, 1903, t. X, p. 169.

FIGORE : *Théorie des Protectorats*, Revue Générale du Droit International Public, 1907, t. XIV, p. 148.

- GHALI (Ghalieb) : *L'Egypte et la guerre*, Gazette des Tribunaux Mixtes IV, n° 47, 10 septembre 1914, p. 189.
- GOMEZ GABRILLO : *L'Egypte pendant la guerre*, Agenda P. L. M., 1917.
- LA BBUYERE (René) : *Le trésor des Pharaons*, Revue des Deux-Mondes, 15 avril 1920, p. 902, s.
- LAMBA (Henri) : *Le statut politique de l'Egypte au regard de la Turquie*, Revue Générale de Droit International Public, 1910, t. 17.
- MOREL : *La condition internationale de l'Egypte depuis l'accord de 1904*, Revue Générale de Droit International Public, 1907, t. XIV, p. 405.
- PILLET (A.), : *Des Droits de la Puissance protectrice sur l'administration intérieure de l'Etat protégé*, 1895.
- PERRINJAQUET : *Des annexions déguisées de territoires*, Revue Générale de Droit International Public, 1909, t. XVI, p. 316.
- VAN DEN BOSCH : *L'Egypte nouvelle*, Revue Hebdomadaire, 1915, p. 643.

### Documents. — Lois.

- ASSOCIATION EGYPTIENNE DE PARIS : *Documents diplomatiques concernant l'Egypte*, Paris 1920.
- LAMBA : *Code Administratif Egyptien*.
- Livre blanc britannique. (Egypte, n° 1 1922 C. m. d. 1592.)
- Rapports annuels des Conseillers financiers en Egypte.
- WATHELET (J. A.) et BRUNTON (R. G.) : *Lois usuelles en vigueur en Egypte*, Bruxelles, 1920.





## TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                                                    |     |
|------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>I<sup>e</sup> PARTIE. — L'Égypte depuis Mohamed Aly à</b>                       |     |
| <b>1914</b> .....                                                                  | 1   |
| Chapitre I <sup>er</sup> . — L'Égypte sous Mohamed Ali pacha ..                    | 1   |
| Chapitre II. — Mohamed Saïd et le Canal de Suez ..                                 | 13  |
| Chapitre III. — Ismaïl pacha .....                                                 | 15  |
| Chapitre IV. — Tewfik pacha .....                                                  | 24  |
| Chapitre V. — Abbas Hilmy pacha .....                                              | 49  |
| <b>II<sup>e</sup> PARTIE. — L'Égypte à partir de 1914 jusqu'à</b>                  |     |
| <b>nos jours</b> .....                                                             | 61  |
| Chapitre I <sup>er</sup> . — L'Égypte pendant la guerre.....                       | 61  |
| Chapitre II. — L'armistice et la paix .....                                        | 77  |
| Chapitre III. — La Mission et le projet Milner ....                                | 103 |
| Chapitre IV. — La délégation officielle .....                                      | 131 |
| Chapitre V. — Démarches de Lord Allenby et l'In-<br>dépendance de l'Égypte .....   | 159 |
| <b>III<sup>e</sup> PARTIE. — Situation juridique de l'Égypte</b> ...               |     |
| Chapitre I <sup>er</sup> . — Différentes conceptions du « Protec-<br>torat » ..... | 199 |
| Chapitre II. — Du régime du protectorat déguisé ...                                | 214 |
| I. — A partir de l'occupation .....                                                | 214 |
| II. — Depuis 1914 .....                                                            | 223 |
| III. — Résultant du projet Milner .....                                            | 225 |
| Chapitre III — L'indépendance partielle .....                                      | 246 |
| I. — Organisation politique .....                                                  | 246 |
| II. — Intervention administrative et judiciaire.                                   | 252 |
| III. — Question du Soudan .....                                                    | 259 |
| IV. — L'irrigation .....                                                           | 263 |
| V. — Occupation militaire et le canal de Suez.                                     | 268 |

---

---

IMPRIMERIE DE « LA VIE UNIVERSITAIRE »  
13, QUAI DE CONTI  
PARIS

---











